

**LE MONDE**  
**DIMANCHE**



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

**Le Monde**

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 280 m. ;  
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 F. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grèce, 65 p. ;  
Irlande, 50 sh. ; Liban, 0,350 L.L. ; Israël, 70 p. ;  
Italie, 1 000 L. ; Japon, 350 ¥ ; Luxembourg, 27 F. ;  
Norvège, 6,20 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 50 esc. ; Royaume-Uni, 25 p. ; Suède, 600 kr. ;  
Suisse, 1,40 f. ; É.-U., 35 cents ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 15  
5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 08  
Tél. MONDIPAR 55572 F  
C.C.P. 4397 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

### • ÉTATS-UNIS : baisse de la production industrielle

#### Piétore de blé étranger pour Moscou

« Je me moque de ce que les Américains pensent de nous, aussi longtemps qu'ils nous nourrissent. » Ce mot, qu'un caricaturiste du « Chicago Sun-Times » mettait récemment dans la bouche d'un soldat russe en faction en Afghanistan, est plus que jamais d'actualité. L'annonce, faite vendredi 15 octobre par M. Reagan, que les États-Unis autorisent l'U.R.S.S. à acheter au cours de la présente année budgétaire américaine (qui s'achève en septembre 1983) jusqu'à 25 millions de tonnes de céréales.

Ce volume, a dit le président américain, sera à l'abri d'un embargo à moins de circonstances extrêmes. La seule condition est que les achats soient décidés en novembre et les livraisons effectuées dans un délai de quatre-vingt jours. M. Reagan n'a pas précisé qu'il entendait par « circonstances extrêmes » et si, au cas où il ne pouvait garantir que les achats soviétiques atteindraient ce niveau.

Selon le ministre américain de l'Agriculture, M. Block, la décision présidentielle n'a rien à voir avec les questions (régionales de novembre), elle a tout à voir avec les récoltes. Nationalement, personne aux États-Unis comme en Europe ne croit à la première proposition. Mais il est vrai que les agriculteurs du Midwest, appuyés par leurs élus, s'agitent de plus en plus des récoltes, en raison d'une récolte record entraînant des surplus énormes, donc des baisses de prix et de nombreuses faillites. En 1982, compte tenu de l'inflation, le revenu agricole américain est le plus bas depuis un demi-siècle.

A l'intention de ses alliés européens, M. Reagan a souligné, une fois de plus, que les ventes de céréales n'ont rien à voir avec les achats de gaz : « Nous faisons payer les Soviétiques pour les aliments qu'ils nous achètent. Nous ne leur fournissons aucune subvention, aucune devise occidentale », a-t-il dit.

Cet argument n'est pas plus convaincant aujourd'hui qu'il y a quelques années. Les dirigeants soviétiques ont le besoin de devises, et le contrat de gaz leur rend, à terme, un service appréciable à cet égard. Mais les difficultés d'approvisionnement de leur population leur posent un problème autrement plus aigu, immédiat celui-là, dont M. Brejnev a souligné cette année l'importance politique cardinale. Et c'est ce problème-là que M. Reagan résout pour eux.

Il le résout même tellement bien que les mêmes dirigeants, dont le déficit colossal cette année dépassera, selon certaines estimations le cas des 45 millions de tonnes, se permettent de faire la fine bouche devant les propositions d'autres fournisseurs. Mme Cremona a terminé une visite à Moscou sans obtenir apparemment de promesse ferme pour la vente de 3 millions de tonnes de grain français par an, comme elle le souhaitait. Moscou ne dépasserait pas 1,5 million de tonnes, alors pourtant que le déficit de la France dans son commerce avec l'U.R.S.S. est en passe de tripler cette année.

Il n'est pas si facile, on le voit, de « pomper les devises » du Kremlin, et ce dernier n'a que l'embaras du choix, face aux « capitalistes » qui se bousculent à ses portes pour pallier les déficiences de son agriculture socialiste.

### • GRANDE-BRETAGNE : recul de l'inflation

La production industrielle des États-Unis a baissé en septembre (0,9 %) pour la douzième fois en quatorze mois. Cette chute, la plus importante depuis mai, a surtout été provoquée par une baisse de 1,6 % de la production des biens d'équipement. La production industrielle est en très net recul par rapport à son niveau d'il y a un an (- 9,4 %) par rapport à juillet 1981, qui a marqué le début de la récession, le recul est de 10,4 %. L'indice se retrouve à son plus bas niveau depuis six ans.

En Grande-Bretagne, les prix de détail ont baissé en septembre pour la première fois depuis douze ans. La situation reste cependant préoccupante dans un pays où l'on compte trois millions trois cent mille chômeurs. De son côté, la Commission européenne constate que la C.E.E. « commencera bientôt une quatrième année de récession ».

#### La dynamique étouffée dans la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles. — L'année 1982 s'est mal passée pour les pays de la Communauté européenne. Les signes annonciateurs de reprise, que les experts avaient cru distinguer fin 1981, se sont évanouis, et bien que les Communautés aient terminé 1982 avec une augmentation moyenne de la production de 0,3 %, soit pratiquement la stagnation absolue. En 1982, les résultats français, pour très médiocres qu'ils soient, figurent, s'agissant de la croissance, parmi les meilleurs de la Communauté : + 1,1 %, seuls le Danemark et l'Irlande faisant mieux.

En dépit d'une réduction de l'inflation plus rapide que prévu (10,5 % en moyenne pour 1982 contre 11,8 % en 1981), malgré une légère amélioration des termes de l'échange et un ralentissement des coûts salariaux, les investissements n'ont pas repris et la progression du chômage s'est poursuivie. A la fin de l'année en cours, le nombre de sans-emploi pourrait dépasser 17 millions, soit 12,4 % de la population active.

Pourquoi la reprise conjoncturelle, attendue en Europe voici un an, s'est-elle ainsi avortée ? Les experts bruxellois en imputent l'essentiel de la responsabilité au niveau européen.

#### L'EXPERIMENTATION SOCIALE EN TÉLÉMATIQUE

A propos des quatrième Journées internationales de l'IDATE (Montpellier 15-20 octobre), « Le Monde » publie dans ce numéro un supplément de cinq pages.

(Lire pages 11 à 15.)

Bonnelement élevé et à l'instabilité des taux d'intérêt mondial.  
PHILIPPE LEMAITRE.  
(Lire la suite page 16.)

#### Malgré un malentendu de dernière heure

##### L'EMPRUNT FRANÇAIS EST DÉFINITIVEMENT CONCLU

D'inquiétantes rumeurs ont couru, vendredi 15 octobre, sur le marché des changes : faute d'obtenir les clauses de garantie qu'ils réclamaient (et qui sont conformes à l'usage établi en matière de crédits internationaux), un certain nombre de grandes banques américaines, allemandes, britanniques, etc., menaçaient de retirer leur participation au prêt de 4 milliards de dollars demandé par la France.

Il ne s'agissait, en définitive, que d'un malentendu causé par la maladresse du Trésor français. L'accord a finalement été conclu sur l'intervention de M. Delors. (Lire page 16, l'article de Christopher Hughes : « L'emprunt français : tout est bien qui finit bien. »)

« Le fait que la gauche est au pouvoir dans les deux pays se traduit par une coopération plus étroite dans les relations bilatérales franco-suédoises ?  
— Les liens entre la France et la Suède sont importants dans les domaines des échanges com-

### • FRANCE : les « suites » de la sortie du blocage inquiètent les dirigeants du patronat

La sortie du blocage des prix et des revenus qui doit intervenir le 1<sup>er</sup> novembre donne lieu à de difficiles négociations entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Le C.N.P.F. a fait part de ses craintes, vendredi, au ministre de l'économie et des finances. De leur côté F.O. et la C.G.C. ont lancé un appel à une grève des fonctionnaires le 22 octobre. La C.F.T.C. d'accord sur le principe pourrait se joindre au mouvement.

#### Toujours sous contrôle

La sortie du blocage des prix et des revenus — qui, plutôt, se situe, comme aime dire M. Delors — a donné lieu vendredi 15 octobre à une réunion entre les représentants du C.N.P.F. M. Gattien et Chastard — et le ministre de l'économie et des finances. La discussion semble avoir été difficile malgré l'optimisme

affiché rue de Rivoli à l'issue de la rencontre.

Pour M. Delors, il n'y a aucun retard dans le calendrier, et si certains problèmes existent, ce n'est pas la responsabilité en incombant aux milieux professionnels. Toutefois, est-il que M. Delors assure qu'immédiatement après la réunion du comité des prix, qui aura lieu dans une semaine, sera publié au Bulletin des services des prix, un arrêté cadre mettant fin au régime institué en juin et juillet.

A partir de ce texte, le ministre s'est engagé à ce que des accords soient signés entre l'Etat et les professionnels, accords qui s'appelleront « engagements de lutte contre l'inflation ».

Le régime des prix variera selon qu'il s'agit de l'industrie, des services, du commerce ou des tarifs publics.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 16.)

### Un entretien avec le premier ministre suédois

Le temps de travail et l'âge de la retraite ne doivent pas être des instruments de la lutte contre le chômage, nous déclare M. Palme

M. Olof Palme, premier ministre social-démocrate revenu aux affaires après six ans passés dans l'opposition, reçoit lundi 15 octobre M. Pierre Mauroy. Le dernier chef de gouvernement français à s'être rendu auparavant à Stockholm avait été Georges Pompidou en 1967.

Vendredi 15 octobre, M. Palme a répondu : « Le fait que la gauche est au pouvoir dans les deux pays se traduit par une coopération plus étroite dans les relations bilatérales franco-suédoises ?  
— Les liens entre la France et la Suède sont importants dans les domaines des échanges com-

aux questions de notre correspondant Alain Debova. La politique d'austérité que le premier ministre entend appliquer ne sera pas tout à fait semblable à celle menée en France. Il a notamment précisé que « les syndicats doivent consentir que le temps de travail et l'âge de la retraite, qui est ici de soixante-cinq ans, ne doivent pas être des instruments de la lutte contre le chômage ».

« D'autre part, les socialistes français et suédois ont souvent été très proches. Le premier dirigeant de notre parti, Einar Branting, était très francophile et un grand ami de Jaurès. Au cours des dix dernières années, nos relations avec la gauche de l'Europe du Sud — en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal — se sont intensifiées. Avec le parti socialiste français, une sorte de dialogue s'est noué dès le départ.

« La victoire de notre parti aux élections du 10 septembre est-elle vraiment une vote pour le socialisme ou l'expression d'une volonté de changement ?  
— Les deux éléments ont sans doute joué. Les bourgeois, au pouvoir pendant six ans, ont promis beaucoup de choses — des allègements fiscaux par exemple — mais n'ont rien fait, d'où la déception compréhensible d'une partie de l'électorat. Nous pen-

sons que la majorité des nouveaux électeurs ont voté social-démocrate. Ils ont voté pour l'espoir que nous représentons.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVA.

(Lire la suite page 2.)

#### L'AFFAIRE D'« APOSTROPHES »

### Un « monopole » involontaire

M. Bernard Pivot a rejeté vendredi soir, à la fin de son émission « Apostrophes », les accusations de « monopole », « arbitraire » et « dictature » portées contre lui par M. Régis Debray à Montréal le 8 octobre.

Autrefois, tout finissait en France par des chansons. Aujourd'hui, tout commence et s'achève par la télévision, instrument de pouvoir et machine à influence incommensurables. En 1979, dans son livre *Le Pouvoir intellectuel en France* (1), Régis Debray dénonçait le rôle de la presse et, en particulier, celui de l'audiovisuel, « qui assure, écrit-il, la socialisation de la classe privée ». Il s'en prenait à une haute intelligentsia, une minorité, mais qui, par sa position cumulée dans le journalisme, l'édition ou l'université, détenait un « pouvoir intellectuel » plus ou moins au service de la « domination bourgeoise ». Passer à l'antenne pouvait, à droite, à gauche, de la nature même du système audiovisuel, et contribuait à l'« avilissement culturel ». Prenait une valeur symbolique l'émission « Apostrophes », conduite par Bernard Pivot, « courtisane de l'éternel qui a surmonté l'histoire parce qu'il s'amuse de toutes les histoires ».

Invité par le « courtisane », à défendre son livre devant les télé-spectateurs, Régis Debray refusait l'offre qui le plaçait en contradiction avec sa thèse. Il s'ensuivit une de ces polémiques mondaines dont Paris a le secret.

(1) Ramsay, Cf. *Le Monde* du 27 avril 1979.  
(2) Ramsay, Cf. *Le Monde* du 11 septembre 1981.

BERNARD ALLIOT.

(Lire la suite page 8.)

Pierre  
PETITFILS  
**Rimbaud**



« Pierre Petitfils est, depuis trente ans, le compagnon fidèle de Verlaine et de Rimbaud. Son « Verlaine » obtenait l'année dernière le prix de la critique de l'Académie. Le « Rimbaud » qu'il nous fait rencontrer aujourd'hui n'est pas moins attachant. Il incite à lire ou à relire Rimbaud. »

FRANÇOISE DE COMBEROUSSE «FRANCE-SOIR»

Biographie  
Julliard

#### AU JOUR LE JOUR

##### CONCEPTION

La mise hors la loi de Solidarité est « contraire » à la « conception du socialisme » que se fait M. Krasucki.

L'ennui, c'est que l'interdiction d'un syndicat libre est conforme à la « conception du socialisme » des dirigeants de la Pologne. Conception qui fournit aux ennemis occidentaux du socialisme l'étalonne confirmation de l'idée qu'ils s'en font aussi.

BRUNO FRAPPAT.

5027 من الامم







## LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE LIBANAISE

Le président Amine Gemayel, qui sera mercredi 20 octobre à Jérusalem, prononcera lundi un discours très attendu devant l'Assemblée générale de l'ONU. Auparavant, il s'entreprendra avec le secrétaire général de l'Organisation. Le chef de l'Etat libanais doit avoir une réunion de travail avec les directeurs de ses organismes et institutions spécialisées de l'ONU dans les domaines économique, social, financier, technique et culturel. L'ampleur de cette réunion traduit celle du programme d'assistance que sollicite le Liban. Son nouveau représentant à l'ONU est M. Kesrouane Labaki, secrétaire général du ministère des affaires étrangères depuis trois ans. Il remplace M. Ghassan Tueni, qui avait démissionné le 23 septembre.

M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, a pour sa part, poursuivi vendredi ses entretiens à Washington sur les modalités d'un retrait des troupes étrangères du Liban. Après une rencontre avec M. Shultz, secrétaire d'Etat, il a eu une conversation avec le secrétaire à la défense, M. Weinberger. Les

conditions posées par Jérusalem entravent toujours les efforts des Etats-Unis pour obtenir un « retrait rapide » des forces étrangères du Liban.

● A STRASBOURG, le même jour, le Parlement européen s'est prononcé pour la première fois en faveur de l'octroi d'une patrie au peuple palestinien. (nos dernières éditions du 16 octobre). Dans un débat d'urgence sur la situation au Liban nous indiquons notre correspondance, les parlementaires ont exprimé leur « solidarité » au peuple palestinien et exigé le retrait immédiat de toutes les forces étrangères non requises par Beyrouth. Un texte du groupe socialiste qui n'a pas été retenu demandait « l'ouverture du dialogue entre Israël et les représentants du peuple palestinien ».

● AU LIBAN, le calme est revenu vendredi dans les montagnes du Chouf, après que l'armée israélienne ait pris position dans les villages druzes de la région d'Alley, au sud-est de Beyrouth, pour mettre fin aux affrontements entre des éléments des forces libanaises (milices chrétiennes) et des militants du parti

socialiste progressiste (P.S.P.-Druze). De leur côté, les notables politiques et religieux druzes ont adopté vendredi une série de résolutions demandant notamment l'entrée de l'armée libanaise dans la région « afin qu'elle y prenne en charge la sécurité ». Enfin, deux soldats israéliens ont été tués et cinq autres blessés à Bhandoun par l'explosion d'une voiture piégée qui a fait trois morts et dix blessés.

● A DAMAS, le Front populaire de libération de la Palestine, le Front démocratique de libération de la Palestine et le Front de libération de la Palestine ont, selon l'agence palestinienne Wafa, démenti avoir signé un document dénonçant la visite en Jordanie de M. Arafat.

● A TEL-AVIV, M. Pères, chef de l'opposition travailliste, a déclaré, selon la radio, au cours d'une réunion à huis clos de la direction de son parti, que M. Begin avait, lors de l'invasion du Liban, menacé l'Egypte d'une intervention militaire si elle rompait ses relations diplomatiques avec Israël. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

## La guerre traînarde de la Bekaa...

Baalbeck. — La paix s'arrête à mi-chemin. Mais la guerre ne semble pas pressée d'escalader — ou de dévaler — la pente. L'ennemi qui court, sur les hauteurs du Mont Liban, entre deux premières lignes qui baignent aux cornes, soignent séparées, par quelques chicanes de terre.

Surtout, elle a ses saboteurs, pressés de fuir les tuteurs du Fatah. Elle a des déformations, des distorsions, d'évidence peu pressées de rallumer le feu quand la fraîche est si douce. Au passé, sans presque ralentir, d'un Liban, l'autre, changeant seulement de tutelle, israélienne ici et syrienne là.

A peine le temps de s'arrêter de tant d'indolence, promiscuité. On s'attend, quittant Beyrouth livrée au grand silence pacifique, à trembler de nouveau sur les bords d'un dernier front. Et l'on tombe, plutôt, sur quelques grappes éparpillées de Syriens guillerets, fière de leurs troupes neuves, plantées à l'ombre d'un arbre ou près d'une tente déployée, que rien, pas même un obus égaré, ne viendrait distraire de leur partie de trébuchet.

Drôle de guerre ? Le front — le vrai — est un peu plus au sud, plus bas aussi, au pied d'un col que les Phéniciens appelaient « le chemin du ciel ». C'est là que se joue la bataille décisive de la Bekaa, et que ses « modalités » devraient être arrêtées « avec les troupes syriennes après l'été ». Les libanais semblent bien avoir déchanté. Certes, chacun entend, pour quitter le Liban, que l'on suive des ordres de préservation pour le moins contraires. « Syriens et libanais s'accorderaient encore à faire « arrière » tous ensemble. Mais M. Sharon veut d'abord voir les talons de l'ennemi syrien, qui, lui-même, se fait fort de ne quitter les lieux qu'une fois débarrassé de toute « présence sioniste ».

L'impasse n'est qu'apparence. L'O.L.P., moins encore qu'à Beyrouth, n'a ici les moyens de ses exigences et, vu sur le terrain, le grand frère syrien ne paraît pas pressé de faire feu de tout bois. Souvenir, c'est dans la Bekaa, l'été, là, dans cette plaine devenue cimetière pour centaines de ses chars ? Et encore dans ce ciel qui le vit perdre en quelques jours quatre-vingt-cinq avions de combat ? Ou encore, même tenu, de voir, du côté de Washington, se lever l'aube d'un règlement qui s'accommoderait mal d'un surtut agressif plutôt

avocataire ? M. Hamaoui avait, il est vrai, prudemment précisé que « le sort de la nouvelle bataille dépend de la décision syrienne de poursuivre le combat », et que ses « modalités » devraient être arrêtées « avec les troupes syriennes après l'été ». Les libanais semblent bien avoir déchanté. Certes, chacun entend, pour quitter le Liban, que l'on suive des ordres de préservation pour le moins contraires. « Syriens et libanais s'accorderaient encore à faire « arrière » tous ensemble. Mais M. Sharon veut d'abord voir les talons de l'ennemi syrien, qui, lui-même, se fait fort de ne quitter les lieux qu'une fois débarrassé de toute « présence sioniste ».

Dans les gros bourgs que traverse, rectiligne, la route de Damas, les fedayin vont et viennent, un brin nonchalants. — Ils arrivent, s'installent

De notre envoyé spécial

### Quelques accrochages

Impossible d'estimer combien de combattants, sortis en août par la grande porte de Beyrouth, sont allés vivre retranchés par la petite de Damas. Quelques dizaines de l'O.L.P. sont bien venus, voilà un mois, haranguer leurs troupes dans la Bekaa; Abou Ayad, « numéro deux » du Fatah, pour claironner : « Beyrouth reste notre capitale »; et Nayef Hawatmeh, leader du Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.), pour annoncer « un second et glorieux chapitre de la guerre sur le sol libanais ». Depuis, pourtant, bien peu de choses.

M. Hamaoui avait, il est vrai, prudemment précisé que « le sort de la nouvelle bataille dépend de la décision syrienne de poursuivre le combat », et que ses « modalités » devraient être arrêtées « avec les troupes syriennes après l'été ». Les libanais semblent bien avoir déchanté. Certes, chacun entend, pour quitter le Liban, que l'on suive des ordres de préservation pour le moins contraires. « Syriens et libanais s'accorderaient encore à faire « arrière » tous ensemble. Mais M. Sharon veut d'abord voir les talons de l'ennemi syrien, qui, lui-même, se fait fort de ne quitter les lieux qu'une fois débarrassé de toute « présence sioniste ».

L'impasse n'est qu'apparence. L'O.L.P., moins encore qu'à Beyrouth, n'a ici les moyens de ses exigences et, vu sur le terrain, le grand frère syrien ne paraît pas pressé de faire feu de tout bois. Souvenir, c'est dans la Bekaa, l'été, là, dans cette plaine devenue cimetière pour centaines de ses chars ? Et encore dans ce ciel qui le vit perdre en quelques jours quatre-vingt-cinq avions de combat ? Ou encore, même tenu, de voir, du côté de Washington, se lever l'aube d'un règlement qui s'accommoderait mal d'un surtut agressif plutôt

De notre envoyé spécial

Quelques accrochages le long d'une ligne de front ne sont pas la guerre. Pas même une guerre qui couve. Prudent, les Syriens s'entrent. Fâcheuse habitude d'une armée « à la soviétique », dont les experts des chancelleries beyrouthines naissent en privé depuis si longtemps le lourd et statique et l'insoluble. Les monticules de terre fraîche arborant leurs noms et intentions se multiplient de chaque côté de la route, à mesure qu'on s'approche de la frontière libano-syrienne. Mais la sonnerie des sentinelles d'un barrage à l'autre rompt vite l'image d'une veille d'armes.

Les fedayin se sont installés en retrait, à l'abri des regards indiscrets. Ils sont là, dans un talweg encaissé, et ils dissimulent toute approche un peu trop curieuse. Ils ont fortifié à la hâte les rares échancrements du rocher, moins prêts à combattre qu'à hiberner.

Baalbeck est à deux pas, bruyante et agitée. La guerre l'a épargnée, lâchant seulement quelques obus sur ses pourtours. Mais on y respire encore le Liban d'hier, celui des milices et de leurs demi-accidents au mal de front, celui des petits rackets et des grandes discutions, celui des rues désertes et des confidences inquiètes. Celui des hommes de main et des « indices » en tous genres. Les « moudjahidines », agents fureteurs des services de renseignements syriens, valent au grain, connus et reconnus d'un seul coup d'œil dans le vieux souk.

Le moral n'y est plus...

Grand arrière insouciant d'un front en demi-léthargie, Baalbeck attend, plutôt impatient, que la paix, partie de Beyrouth, ait fini de grignoter le terrain. A mots couverts, les notables de la ville disent leur lassitude de tous ces étrangers qui courent en tous sens, de tous ces uniformes indistincts, de toutes ces armes inutiles. Ils disent aussi la peur qui gagne ici et là, depuis que les fedayin ont élu domicile dans la plaine alentour.

« Il n'y a jamais eu chez nous de véritable antagonisme entre libanais et palestiniens, assure l'un d'entre eux. C'est plutôt une sorte d'entente tacite, de respect mutuel, une conscience neutre des limites à ne

pas dépasser. Les Palestiniens travaillent dans les champs ou dans les boutiques, sans poser de problème. Mais maintenant que les fedayin sont là, les gens ne se sentent plus très rassurés. Il est temps que tout cela finisse, que les étrangers retournent chez eux et que l'Etat s'installe ici aussi... »

Les combattants eux-mêmes savent bien qu'ils ne sont plus appréciés, qu'ils jouent le dernier acte un peu long d'un drame qui n'a que trop duré. « Le moral n'y est plus », avoue un jeune militant progressiste. Depuis que Beyrouth est tombée, il souffre comme un vent de défaite. Quelques-uns fantasment encore, mais ça sent l'esbroufe.

La rue, chilla à plus de 90 %, s'est faite indifférente aux beaux discours. Et s'il affleure encore quelques palestiniens, elle se retourne volontiers contre « tous ces Arabes qui ont promis la lune et apporté le chaos ». « Parlez aux gens, jure un Palestinien qui chasse, en vain, le touriste pour placer sa brocante, et vous verrez qu'il y aura foule pour aller déboulonner la statue de Nasser à l'entrée de la ville... »

Seuls, des iraniens...

Seuls, importunables, sourds aux humeurs du temps, un bataillon de jeunes iraniens préchent encore le djihad. Ils ont investi l'Ecole normale, s'ont badigeonnés d'effigies de l'imam et de graffiti vengeurs. On y promet déjà la mort à Amine Gemayel, fidèle de saint Maron en terre d'Islam, et même à Yasser Arafat, « traître et déserteur ». Leur chef, un jeune pasdaran, se présente tout juste pour faire savoir qu'il ne répond jamais aux journalistes, ces « agents du mensonge au service du grand Satan ».

Volontiers empressés, venus au début de l'été pour « libérer Jérusalem », ils bataillent ferme, sur les arrières d'un front qui rebrousse chemin, pour la conquête des âmes. « Ils se promènent dans la ville pour nous inviter à suivre le plus court chemin vers Dieu, mais ils ne nous proposent rien de bon », explique, tout souriant, un vieux chlepe.

Le terrain est plutôt ardu. Baalbeck, jusqu'au tréfonds de ses souks, respire d'effluves importuns d'Occident. Le whisky est trop bon marché pour devenir tabou, le tchador n'est pas de mode et le hard-rock fait plus d'émules que les liturgies de l'imam. Plus encore, Baalbeck, imple parmi les imple, fait de l'or sur le haschisch, qui pousse, par hectares entiers, tout autour de ses nobles ruines. Tout pour décourager le plus zélé des mollahs. Qui donc entendrait sa complainte parmi toutes celles, moins inspirées sans doute, des planteurs et des trafiquants qui ploient déjà sous le poids d'une trop bonne récolte, alors que la précédente n'a pu être écoulée ? « Il est grand temps », que l'Etat « reprenne ses droits », gémit le plus gros d'entre eux, cette maudite guerre casse le commerce... DOMINIQUE POUCHIN.

En recevant les lettres de créance de M. Jacques Dupont

## Le président Navon souhaite l'amélioration des relations entre Israël et la France

De notre correspondant

Jérusalem. — En présentant ses lettres de créance au président de l'Etat, M. Navon, le 14 octobre, le nouvel ambassadeur de France en Israël, M. Jacques Dupont, a souhaité une amélioration des relations entre les deux pays. M. Navon a exprimé le même vœu. Elu au début de ces relations, c'était le moins que l'on pût dire.

La veille encore, la rencontre entre MM. Cheysson et Arafat avait illustré le désaccord entre les deux gouvernements. Il est tel que c'est à peine si l'on a pris soin à Jérusalem de protester. Il paraît aujourd'hui très loin le temps du voyage en Israël de M. Mitterrand. Il n'y a pourtant guère plus de sept mois que s'est produit cet événement majeur pour les Israéliens, qui n'ont que très rarement l'occasion d'accueillir un chef d'Etat ou de gouvernement étranger. A l'époque, déjà, s'était dissipé l'espoir d'un véritable changement dans des rapports qui, après la grande entente des années 50 et du début de la décennie suivante, n'avaient cessé de se dégrader. La venue, en mars, de M. Mitterrand signifiait le respect d'une promesse plutôt que l'engagement d'un avenir meilleur. Le climat de renouveau créé en mai 1981 par l'arrivée en France d'un « ami d'Israël » avait, en effet, très vite été troublé.

### Un « gel » des échanges culturels

Les projets de relance de la coopération économique et culturelle sont restés en l'état, car l'invasion du Liban a de nouveau provoqué une vive tension entre Paris et Jérusalem. Dès juin, les Israéliens ont accusé le gouvernement français de vouloir « sauver » l'O.L.P. et de faire le jeu de l'organisation palestinienne. La tentative franco-égyptienne aux Nations unies pour amender les termes de la résolution 242 du Conseil de sécurité dans un sens plus favorable aux Palestiniens, a été combattue par les Israéliens.

Du côté des excès de langage, le président de la Knesset, M. Savidor, a un jour accusé M. Cheysson d'« hypocrisie » et même de « courtoisie ». La réaction de M. Begin après l'attentat de la rue des Rosiers — il envisageait d'encourager la création de groupes d'autodéfense juifs en France — a aggravé la polémique. Bref, la méfiance et la colère du gouvernement israélien sont devenues si grandes que le ministre de la défense, M. Sharon, était prêt à donner l'ordre à ses troupes d'empêcher le débarquement au Liban du contingent français de la première force multinationale mise en place à Beyrouth.

Malgré la multiplication en France des manifestations et tentatives anti-juifs et anti-israéliennes, qui alimentent les reproches adressés de Jérusalem contre la politique française, l'aggravation du ton employé par les Israéliens a sensiblement diminué depuis que l'aventure libanaise s'est soldée par de pénibles déconvenues pour le gouvernement de M. Begin : l'annonce du plan Reagan, qui contrarie sérieusement les plans du premier ministre israélien, et surtout le choc causé par l'affaire des massacres de Beyrouth. Mais les Israéliens n'en continuent pas moins à regretter que le gouvernement français ait pris ses distances à l'égard de leur pays. Bien que M. Mitterrand l'ait annoncé dès le début de la guerre au Liban, l'ajournement de la réunion (prévue en juin) de la commission mixte franco-israélienne chargée d'établir le programme d'accords culturels entre les deux pays est toujours jugé inadmissible à Jérusalem.

On critique d'autant plus cette décision française que ce ne sont pas seulement les échanges culturels qui sont provisoirement menacés. Les projets dans les domaines économiques et commerciaux évoqués durant la visite de M. Mitterrand et précisés lors de la réunion de la commission chargée de ces questions (qui, elle, s'est réunie en avril) sont également au point mort. Selon l'expression d'un diplomate israélien, il s'agit d'un « gel » de l'ensemble des relations bilatérales. Toutefois, le nouvel ambassadeur de France en Israël a laissé entendre que cette attitude du gouvernement français ne devrait pas se prolonger outre mesure. Dans une interview accordée le 15 octobre à la radio israélienne, M. Dupont a déclaré : « Nous espérons bien qu'il y aura des signes positifs en ce qui concerne l'évolution de la situation au Liban qui nous permettront très rapidement de réunir cette commission (pour les affaires culturelles) et, je l'espère, avant la fin de l'année... »

FRANCIS CORNU.

## M. CHEYSSON A REÇU LE MAIRE-ADJOINT DE NAPLOUSE

Le Dr Halem Abou Ghazaleh, personnalité palestinienne, maire adjoint de Naplouse, membre du conseil municipal de cette ville de Cisjordanie, dissous par les autorités d'occupation israéliennes, et ancien député, a été reçu, à sa demande, vendredi 15 octobre, par M. Cheysson, ministre des relations extérieures.

Au cours d'un déjeuner organisé auparavant par l'Association de solidarité franco-arabe, M. Ghazaleh a expliqué qu'il est l'invité de la France pour un « stage culturel et éducatif » de quelques jours, en tant que président d'une association d'amitié Palestine-France en cours d'homologation auprès des autorités d'occupation. En cas d'acceptation, il s'agit de la première association d'amitié de caractère international à être créée dans les territoires occupés.

M. Ghazaleh a précisé que le siège de l'association se trouve à Naplouse, où le premier enseignant de français, envoyé par le Quai d'Orsay, est arrivé le 4 octobre, et qu'elle pourrait constituer le noyau du futur centre culturel français en Cisjordanie. Il a également indiqué que les statuts de l'association prévoient qu'elle peut avoir « des branches dans tous les pays arabes et dans les autres territoires occupés », notamment à Gaza. Il a, enfin, précisé à ce propos que, à son tour, il fera escale à Amman, le 21 octobre, et qu'il y aura une séance de travail avec le roi Hussein et le conseil des ministres jordaniens en vue d'organiser l'association dans le royaume et d'y constituer une annexe. — P. B.

## LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'OCTOBRE

### Élections sans illusions L'ESPAGNE MALADE DE SA DROITE

Un peuple privé de défenses (Francisco Umbral). — Espoirs et illusions de l'après-franquisme (Jean E. Garcel). — Passion et mort de l'Union du centre démocratique (Eduardo Haro Tejo). — La question-clé des autonomies dans le jeu des partis (Manuel Vazquez Montalban). — Dans l'attente de la consécration européenne (L.-J. Kourilsky). — Vie culturelle et désenchantement politique (Juan Goytisolo).

### LA MAFIA AU CŒUR DE L'ÉTAT ET CONTRE L'ÉTAT (Fernando Sainza)

Le gouvernement israélien à l'heure des comptes (Amnon Kapeluck). — Les choix de Jérusalem en Amérique centrale (Ignacio Klich). — Crise à l'Internationale socialiste (Jean Ziegler).

CORNE DE L'AFRIQUE : L'Éthiopie ou le socialisme impérial (Collette Braeckman). — La ruine du pansosisme (Michel Carrel).

YÉMEN DU SUD : L'étoile rouge pâlit-elle à Aden ? (Chris Kutschera).

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09  
Publication mensuelle du Monde — En vente partout  
Le numéro : 10 francs

## AFRIQUE

### Ouganda

### VINGT-CINQ MILLE RÉFUGIÉS RWANDAIS SONT CONTRAINTS DE REGAGNER LEUR PAYS

Genève (Reuter). — M. James Rwanyare, ministre ougandais de la culture et du développement communautaire, a imputé à des tensions tribales l'exode au cours de ce mois de vingt-cinq mille réfugiés rwandais chassés du sud de l'Ouganda par la population locale. Comme on lui demandait comment une communauté aussi importante pouvait quitter le pays sans avoir été en butte à des violences, il a admis que les tribus ougandaises de la région avaient exercé de « fortes pressions » sur les Rwandais pour les faire partir.

Responsable des questions des réfugiés, M. Rwanyare a toutefois qualifié d'« exagérées » les informations faisant état d'actes de pillage et d'incendies criminels.

Le plupart, qui s'étaient réfugiés en Ouganda après les troubles des années 50 et 60, ont regagné leur pays d'origine en vertu de ce pays (Le Monde du 15 octobre). D'autre part, l'ancien ministre de la justice n'est pas M. Mario Cabral, mais M. Fido Cabral.

● RECTIFICATIF. — La Guinée-Bissau compte moins d'un million d'habitants et non « moins de cinq » comme nous l'avons écrit par erreur en légende d'une carte de ce pays (Le Monde du 15 octobre). D'autre part, l'ancien ministre de la justice n'est pas M. Mario Cabral, mais M. Fido Cabral.

### Chine

● LE TIR D'UN MISSILE BALLISTIQUE, à partir d'un sous-marin à propulsion nucléaire, aurait été réussi par la Chine, annonce le quotidien japonais Yomiuri. Citant des sources gouvernementales japonaises, le journal précise que l'expérimentation a eu lieu le 12 octobre, à l'est de la mer de Chine. Le missile a été lancé en mer après un parcours d'environ 1200 kilomètres. — (A.F.P.)

### Italie

● LE MAGISTRAT INSTRUCTEUR DU PARQUET DE VENISE, chargé de l'enquête sur l'organisation locale des Brigades rouges, a refusé, le 15 octobre, la requête du ministère public d'émettre un mandat d'arrêt international contre M. Yasser Arafat pour avoir fourni en septembre 1979 des armes aux Brigades rou-

### Zaire

● LE PRÉSIDENT MOBUTU a annoncé jeudi 14 octobre, dans un discours à la jeunesse zairoise, que tous les « jeunes oisifs » seront « organisés pour retourner à la terre, participer à la construction et à la restauration des routes, se rendre utiles et mériter du mouvement populaire de la révolution (M.P.R.) ». Le président Mobutu, qui fêtait ses cinquante-deux ans, a rappelé les trois consignes de la J.M.P.R. : sauvegarde de l'unité nationale et de la paix, contribution à la production nationale et au développement économique, et vigilance face à « l'interférence extérieure ».

سكنا من الامم المتحدة



## DIPLOMATIE

LE ROI HASSAN II DEVANT VENIR EN FRANCE

### M. Mitterrand ajourne sa visite à Rabat

La visite officielle que M. François Mitterrand devait effectuer au Maroc du 28 au 30 octobre a été reportée, indiquant-on vendredi soir 15 octobre à l'Élysée. Peu après, le ministère des Relations extérieures a publié un communiqué précisant : « Le roi Hassan II ayant exprimé le souhait de se rendre en France, il a été convenu que la rencontre prévue avec le président de la République française aurait lieu à Paris. La date en sera fixée très prochainement. » A l'Élysée, on s'est borné à préciser que ce report n'est pas motivé par des raisons diplomatiques.

A l'issue, près de Fès, Hassan II a présidé vendredi une réunion restreinte des ministres des affaires étrangères du comité des Sept (Algérie, Arabie Saoudite, Jordanie, Maroc, Syrie, Tunisie et O.L.P.), chargé de présenter, aux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, le plan de paix arabe au Proche-Orient. A l'issue des travaux, M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, a annoncé que tous les membres du comité se rendront, le 22 octobre à Washington, où ils doivent être reçus par M. Reagan. La délégation, présidée par le souverain, se rendra ensuite à New-York puis à Londres. Il y a quelques jours, il avait été prévu que seuls les représentants du Maroc, d'Arabie Saoudite, de Syrie et de Tunisie, se rendraient aux États-Unis.

De notre correspondant

Rabat. — Le report, à une date ultérieure non précisée, de la visite de M. Mitterrand au Maroc, prévue du 28 au 30 octobre, est interprété ici comme le signe d'un « redéploiement de l'action diplomatique marocaine », laquelle, en d'autres termes, aurait modifié l'ordre de ses priorités.

Après les troubles de Casablanca, en juin 1981, et l'arrestation, au mois d'août suivant, de M. Abderrahmane Boudib, secrétaire général de l'Union nationale des forces populaires, dans l'opposition, le gouvernement marocain avait paru, au début de cette année, accorder la priorité à une normalisation des relations avec la France. Celle-ci paraît aujourd'hui acquiesce : la visite du roi à Paris, au début de 1982, suivie du voyage à Rabat de MM. Duros et Savary ont apporté au Maroc la garantie que les relations franco-marocaines seraient retrouvées « un rythme de dialogue », selon l'expression d'un éditeur du journal *Al Maghrib*, organe du Rassemblement national des indépendants.

Dans ces conditions, il pouvait paraître moins urgent, d'un côté, de recevoir le président de la République française, alors que, du même côté, le Maroc de la conférence au sommet arabe de Fès, obtenu avec l'aide des États-Unis, remettait au premier plan l'action diplomatique marocaine au Proche-Orient, en accord et en coopération étroite avec Washington. L'obtention avec laquelle le roi a voulu battre le fer tant qu'il était chaud, et conduire à Washington, à New-York et enfin à Londres les

membres du comité des Sept, chargé d'exposer à M. Reagan, à la tribune des Nations unies, puis à Mme Thatcher, le plan de paix arabe adopté à Fès, est révélatrice de ce renversement des priorités.

Du côté officiel marocain, on présente les choses d'une façon plus neutre en invoquant l'absence du calendrier : le roi rencontrera M. Reagan le 22 octobre et ne se rendra aux Nations unies avant le 28 ou le 29 du même mois, de telle sorte que sa visite à Londres, prévue initialement pour le 26 puis pour le 27 sera reportée au 1<sup>er</sup> novembre. Dans ces conditions, il devenait impossible de maintenir la visite de M. Mitterrand à la date prévue.

Outre ce décalage dans l'ordre des priorités, il se manifeste une non plus de marocains pour rappeler que la mystérieuse disparition de Mme Boucetta avait bien montré qu'à Paris le « lobby antimarocain », dont il est toujours question, était toujours en état d'exploiter contre le régime marocain les méfiances, voire les hostilités latentes existant, par exemple, dans le parti socialiste français.

La visite de M. Mitterrand au Maroc, ayant donné lieu à une intense préparation diplomatique, en particulier du côté marocain (le Monde du 9 octobre) et compte tenu de l'importance que les deux pays attachent au maintien de leurs bonnes relations, il convient d'espérer que la fixation d'une date pour la visite du chef de l'État français ne se fera pas trop attendre.

ROLAND DELCOUR.

### M. ROBERT PUISSANT EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU KIRIBATI...

Le Journal officiel de dimanche 17 octobre doit publier la nomination de M. Robert Puissant comme ambassadeur à Tarawa, capitale du Kiribati. Cette nomination marque l'établissement effectif de relations diplomatiques entre la France et cet archipel du Pacifique sud. Cette ancienne colonie britannique (sous le nom d'Iles Gilbert) a accédé à l'indépendance le 12 juillet 1979.

M. Puissant continuera de résider, sur les Iles, où il est également ambassadeur aux Tuvalu et au royaume de Tonga (le Monde a publié la biographie de M. Puissant, le 1<sup>er</sup> septembre 1981).

### ET Mlle CLAUDE-LAFONTAINE A LA DOMINIQUE ET A SAINT-LUCIE

Le même Journal officiel publiera la nomination de Mlle Claude-Lafontaine à la Dominique et à Saint-Lucie.

Mlle Claude-Lafontaine continuera de résider à Trinité et Tobago où elle représente la France depuis août 1980. Elle est également ambassadrice à la Barbade et en Guyane (le Monde du 1<sup>er</sup> et 8 août a publié la biographie de Mlle Claude-Lafontaine).

Plusieurs centaines de personnes, dont notamment les grands rabbins Sira et Goldman, des représentants des Eglises catholique et réformée, et M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, ont participé, jeudi soir 14 octobre, à un rassemblement devant l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris. Elles entendaient exprimer leur solidarité avec le mathématicien Chicharanski qui, condamné à trois ans de détention pour « trahison et espionnage », a été libéré le 27 septembre, une grève de la faim illimitée pour protester contre ses conditions d'internement. De même, du 14 au 17 octobre, des journées de jeûne organisées par la commission juifs d'U.R.S.S. du CRIF avec la participation de différentes organisations se sont tenues au Mémorial du martyr juif (17, rue Geoffroy-l'Asmeur, Paris-4<sup>e</sup>).

## AMÉRIQUES

### Il y a vingt ans, la crise des fusées à Cuba

#### II. — Le nucléaire a-t-il été « insignifiant » ?

par MICHEL TATU

La semaine du 22 au 28 octobre vit se dérouler une partie « au bord du gouffre ». Kennedy contraignait Krouchtchev par un blocus de Cuba assorti de vives pressions militaires, à retirer les fusées nucléaires à moyenne portée que le dirigeant soviétique avait fait installer dans l'île (« le Monde » du 18 octobre). Six des principaux collaborateurs du président américain assassiné, dont MM. McNamara, ancien secrétaire à la défense, et Dean Rusk, ancien secrétaire d'État, viennent de publier dans « Time » une déclaration commune qui tend à réviser les conclusions tirées de cette crise à l'époque.

La principale leçon que les Six tirent de la crise est conforment à la ligne du « tout plutôt que l'autre », déjà démontrée par l'appel que deux d'entre eux, MM. McNamara et Mc George Bundy, avaient lancé précédemment pour inviter l'Union soviétique à renoncer au premier emploi de l'atome (le Monde des 23 et 24 octobre). Selon eux, « l'élément militaire décisif de notre supériorité demeure indéniable et utilisable en armements conventionnels dans la région de la crise ».

C'est le déploiement naval et aérien autour de Cuba qui a fait la différence, beaucoup plus que la supériorité nucléaire américaine, laquelle, à leurs yeux, « n'a pas été un facteur critique ». Ainsi, concluent-ils, l'affaire de 1962 « illustre non pas l'importance mais l'insignifiance de la supériorité nucléaire confrontée à des forces de représailles thermonucléaires capables de servir de manière efficace la volonté d'une force conventionnelle rapidement disponible ».

Il est incontestable que la supériorité des forces américaines classiques qui faisaient le siège de Cuba a été déterminante. « C'est la menace d'invasion ou au moins d'une « opération chirurgicale » contre ses fusées, une menace à laquelle il n'avait pas grand-chose à opposer, sur le terrain, qui a fait fléchir Krouchtchev. Mais la vraie question est ailleurs : Kennedy aurait-il formé cette menace, et cette menace aurait-elle été crédible, si l'U.R.S.S. avait en la même époque une fusée globale que les États-Unis ? »

La référence que font les Six aux « forces de représailles capables

de servir » dont disposait, selon eux, l'U.R.S.S. demanderait à être approfondie, car les seize-vingt-cinq engins intercontinentaux de l'arsenal soviétique de l'époque n'étaient pas enterrés dans des silos protégés. Sans doute les États-Unis n'avaient pas de leur côté de fusées suffisamment précises pour les neutraliser à coup sûr, et Krouchtchev aurait pu en outre répondre à une attaque contre son sol en faisant donner ses armements conventionnels contre les alliés des américains, auxquels il annonçait périodiquement qu'il les tenait « en otage ».

Néanmoins, le fait fondamental est que l'Amérique pouvait alors infliger à son adversaire infiniment plus de destructions que celui-ci ne pouvait lui en causer, et il est difficile d'imaginer que Kennedy n'ait pas tenu compte de ce fait lorsqu'il mit au point sa riposte. D'ailleurs, on le fit sentir à l'adversaire, puisque ordre avait été donné aux sous-marins Polaris en croisière d'échanger des messages en clair avec leur base pour signaler qu'ils tenaient leurs cibles (les villes soviétiques) dans leur ligne de mire.

#### Plus jamais ça

Un autre point à considérer est que les dirigeants du Kremlin, eux, ont été à la crise des conclusions radicalement différentes de celles de McNamara : quelques semaines après la recrudescence de Krouchtchev, M. Kossyguine, alors vice-ministre soviétique des affaires étrangères et aujourd'hui adjoint de M. Brejnev à la tête de l'État, dit à une personnalité américaine, M. McCloy : « Vous autres Américains, vous êtes devenus plus dangereux que nous ».

C'est à cette époque que Moscou mit en route un programme massif de réarmement, programme qui allait aboutir non seulement à un renforcement considérable des forces classiques, mais à la constitution d'un arsenal de lanceurs stratégiques (1 400 fusées intercontinentales et plus de neuf cents sous-marins à missiles) supérieur à celui des États-Unis.

Sans doute les stratégies soviétiques doivent-elles admettre dans leur fort intérieur, avec M. Kissinger (qui a été le principal négociateur soviétique par la suite) que la notion de supériorité stratégique n'est ni aisément quantifiable ni directement exploitable. Mais, pour ce qui est de la destruction totale, quel que soit le niveau de ses propres forces.

Sans doute aussi le Kremlin n'a-t-il jamais plus fait preuve du même esprit de provocation que celui qui a poussé Krouchtchev en 1962. A Cuba, il n'est banni depuis lors à de discrets sondages de la détermination américaine, comme en 1970 lorsqu'il a fait mine d'y installer une base pour ses sous-marins stratégiques. Et lorsque M. Fidel Castro laisse entendre — notamment devant M. Jack Lang lors de sa visite à La Havane en 1978 — qu'il serait en droit de demander de nouvelles fusées pour faire piler aux armements américains, il a peu de chances d'être suivi pour le moment.

Cela dit, Moscou a de bonnes raisons de penser que son effort de quinze dernières années n'a pas été vain. Un président américain qui se trouverait confronté de nos jours au même défi que Kennedy il y a vingt ans y répondrait certainement à deux fois avant de décider la même riposte, quelle que soit sa supériorité conventionnelle sur le terrain. Et celle des États-Unis autour de Cuba n'a pas réellement changé au cours de cette période.

(1) GM par l'ancien sous-secrétaire d'État Ashton B. Carter, New York, W.W. Norton, 1972.

Il y a fort à parier également que le dénouement de la crise ne serait pas aussi inimitable pour l'U.R.S.S.

C'est en tout cas l'avis d'un homme qui doit savoir à quel point il a tenu à cet égard, M. Nixon. Dans un article publié le 19 octobre dernier par le *New York Times*, l'ancien président constate l'accroissement du potentiel stratégique soviétique, et conclut : « Nous n'avons plus la possibilité de recourir à la menace nucléaire, comme le fit le président Kennedy en 1962, alors que le rapport des forces était de 15 à 1 en notre faveur, ou même comme l'états en mesure de le faire moi-même dans la guerre israélo-arabe en 1973, lorsque notre avantage était considérable, était encore redoutable. Même si nous rétablissions pleinement l'équilibre des forces nucléaires, nous ne serons pas à même de leur redonner le pouvoir de dissuasion que nous possédions alors. Une menace qui implique le suicide des deux parties n'a aucune crédibilité ».

Quand un général Taylor, ancien président du comité des chefs d'état-major, il semble se rallier aux vues de McNamara et de ses amis lorsqu'il écrit dans un article récent du *Washington Post* (International Herald Tribune du 13 octobre), que « notre force de dissuasion nucléaire a peu contribué à l'issue de la crise de Cuba », notamment parce que « les enjeux triplicés étaient bien trop petits pour assurer l'issue de la guerre à l'avantage des États-Unis ». Mais c'est pour ajouter quelques lignes plus loin que l'Union soviétique, devenue beaucoup plus forte, « nous a aujourd'hui d'un prestige largement basé sur sa capacité à imposer sa puissance stratégique en tant que facteur décisif dans la gestion des crises, ce qui lui donne une possibilité d'intimidation nucléaire ».

Sans doute ce nouveau facteur repose-t-il sur « l'importance accrue » que l'Occident attache à la dissuasion nucléaire. Mais on est bien, selon lui, en présence d'un climat nouveau qui « invite Moscou à essayer les stratégies de la conquête par intimidation ».

#### Dissuader de dissuader

Car la dissuasion a joué dans les deux sens. Les États-Unis cherchaient alors, et cherchent toujours, à dissuader leur partenaire et rival de se lancer dans une action véritablement désastreuse, comme l'était l'installation de fusées nucléaires à Cuba, et comme le seraient à fortiori une agression en Europe ou une attaque contre le Golfe. Mais l'initiative, « l'essai » de dissuasion de M. Reagan, n'a guère de raisons de redouter une agression délibérée de l'autre camp, à chercher plutôt à dissuader l'Amérique de « réagir » aux faits accomplis dont elle pourrait prendre l'initiative. Dissuader de dissuader, telle pourrait être sa devise.

Déjà la crise de Cuba avait été exemplaire à cet égard, car Krouchtchev s'était borné à une action secrète et offensive, mais non belliqueuse : on ne pouvait pas violer le droit international, puisque M. Fidel Castro avait donné son accord, mais il laissait à Kennedy la responsabilité d'ouvrir le feu. C'est, de fait, au président américain qu'il revint d'engager les hostilités, puisque son blocus de Cuba, même déguisé en quarantaine, n'en était pas moins un acte de guerre.

Fort heureusement, il est difficile d'imaginer beaucoup de ces faits accomplis rapides et « non belliqueux ». Mais l'attitude de fuite devant la dissuasion nucléaire qui caractérise aujourd'hui nombre d'émancipés Améri-

cains n'est pas particulièrement rassurante. Et la meilleure preuve du bien-fondé des calculs soviétiques est précisément le retour de l'Amérique comme McNamara, devenu « colombe » après avoir présidé non seulement à l'engagement américain au Vietnam mais encore à ce qui serait resté le plus grand déploiement militaire de l'histoire si l'U.R.S.S. n'avait pas suivi et dépassé son exemple.

Car le communiqué des Six frappe plus par ce qu'il omet que par ce qu'il affirme. La plupart des « leçons » qu'il donne sur le maintien d'une crise future semblable à celle de Cuba ne prête pas à discussion. On ne saurait contester la nécessité d'une « évaluation précise et réfléchie des intérêts » en conflit, d'une bonne communication entre les capitales intéressées, d'un renforcement de la possibilité d'un « contrôle ferme » du processus d'escalade de la part des chefs de gouvernement et du secret des délibérations et des décisions entre gouvernements. Les auteurs ont également raison d'affirmer qu'il est erroné dans les relations entre les superpuissances de se laisser à l'aveugle par la crainte d'une guerre nucléaire.

Mais l'on pourrait croire, à lire ces « leçons », que Kennedy n'a gagné que parce qu'il était une « colombe », grâce, nous disent les auteurs, à sa « prudente détermination à son calme » et à sa « profonde compassion ». C'est oublier que la victoire de 1962 — qui n'est pas seulement celle des États-Unis mais celle de la dissuasion — a été d'abord et avant tout un courage et la volonté dont Kennedy a fait preuve pour dire « non » au fait accompli.

F.N.

#### El Salvador

### LA GUÉRILLA CONTRÔLERAIT CINQ LOCALITÉS DU NORD DU PAYS

San Salvador (A.F.P., A.P.). — Cinq localités du nord du pays sont aux mains du Front Farabundo Martí (F.F.M.), trois jours après le lancement d'une offensive contre la guérilla. Le 14-15 octobre, vendredi 15 octobre à San Salvador, de source proche du F.F.M.

L'offensive a permis aux guérilleros de prendre le contrôle des localités de Torola, Perquin, San Fernando, Las Vueltas et Beril, dans les départements de Chalatenango et d'Usulután, à 80 km de la capitale. On indique de même sources. On ajoute que des dizaines de soldats de l'armée salvadorienne ont été tués et plus d'une centaine faits prisonniers.

Les autorités salvadoriennes se sont refusées à donner toute précision sur la situation dans ces localités. Un porte-parole militaire a cependant reconnu que de violents combats se déroulaient dans le nord-est du pays.

Les autorités ont annoncé qu'un citoyen américain, Michael Elme, avait été tué dans cette région, après avoir été fait prisonnier par les guérilleros. Les autorités ont alors qu'il combattait aux côtés des guérilleros. L'ambassade des États-Unis n'a pas confirmé qu'il s'agissait d'un ressortissant américain.

#### Bolivie

### KLAUS BARBE N'A PAS QUITTÉ LE PAYS

La Paz (U.P.). — Klaus Barbe ne trouve toujours en Bolivie, à 60 km après vendredi 15 octobre à La Paz, où il n'a pas de raison de partir, de se cacher ou de chercher pour se « réchauffer », a précisé au cours d'une interview par téléphone l'avocat de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, Klaus Barbe qui, sous le pseudonyme d'Alfonsín, vit en Bolivie depuis une trentaine d'années, à la suite de l'expulsion de l'Allemagne en 1947 et toutes les demandes françaises d'extradition ont été jusqu'ici rejetées. Le rumeur avait couru que le criminel de guerre, condamné à mort en France par contumace, avait fui au Paraguay parce qu'il craignait que les autorités « non neutres » ne procèdent à une nouvelle demande d'extradition. Le président Siles Gumán, qui est entré en fonction le 16 octobre, a décidé en effet de ne pas modifier beaucoup plus tard que les précédents chefs militaires. Il a même ordonné l'extradition et des jugements de la Cour de la nouvelle république. Le nouveau régime a notamment autorisé le 7 à quelques jours l'extradition de Klaus Barbe, de Wolfgang Pöggendorf, terroriste d'extrême droite, recherché pour sa participation à l'attentat contre le 1940, à la gare de Bologne.

## ASIE

#### Pakistan

### FACE A UNE VAGUE D'ATTENTATS

#### Les autorités annoncent la création de « brigades anti terroristes »

Islamabad (A.F.P., U.P.). — Le ministre de l'Intérieur, M. Hassan, vient d'annoncer la création de « brigades anti terroristes », qui seront chargées d'« éradiquer » la subversion « contre le Pakistan et son idéologie ». Le ministre,

qui s'exprimait à l'ouverture d'un débat sur le terrorisme devant le Parlement, a déclaré que le Pakistan n'est pas un pays qui se laisse envahir par le terrorisme, mais un pays qui a été envahi par le terrorisme. Il a ajouté que les autorités ont décidé de renforcer leur dispositif répressif après la récente vague d'attentats qui a affecté notamment les grandes villes. Le dernier attentat spectaculaire fut le meurtre d'un membre du Majlis-e-Shura, M. Zahurul Hasan Bhopali.

Le ministre de l'Intérieur a réaffirmé que les terroristes étaient ennemis de l'étranger, mais bénéficiaient de soutiens au Pakistan, et que quelque cinq cents armes avaient été saisies au cours des récentes perquisitions.

Les autorités font implicitement référence à la responsabilité des récents attentats sur le groupe communiste Al Qaïd, vraisemblablement basé en Afghanistan et animé par les deux fils de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, renversé en 1977 par l'armée, puis exécuté. La presse accuse régulièrement le régime prosoviétique de Kaboul d'envoyer des éléments au Pakistan, notamment dans les zones tribales frontalières, pour y fomenter des troubles. La semaine dernière, les milices pakistanaïses ont fait dynamiter une dizaine de maisons dans une de ces zones, selon les autorités, servaient de repaire à un groupe de terroristes.

Le Japon

Les autorités ont décidé de renforcer leur dispositif répressif après la récente vague d'attentats qui a affecté notamment les grandes villes. Le dernier attentat spectaculaire fut le meurtre d'un membre du Majlis-e-Shura, M. Zahurul Hasan Bhopali.

Le ministre de l'Intérieur a réaffirmé que les terroristes étaient ennemis de l'étranger, mais bénéficiaient de soutiens au Pakistan, et que quelque cinq cents armes avaient été saisies au cours des récentes perquisitions.

Les autorités font implicitement référence à la responsabilité des récents attentats sur le groupe communiste Al Qaïd, vraisemblablement basé en Afghanistan et animé par les deux fils de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, renversé en 1977 par l'armée, puis exécuté. La presse accuse régulièrement le régime prosoviétique de Kaboul d'envoyer des éléments au Pakistan, notamment dans les zones tribales frontalières, pour y fomenter des troubles. La semaine dernière, les milices pakistanaïses ont fait dynamiter une dizaine de maisons dans une de ces zones, selon les autorités, servaient de repaire à un groupe de terroristes.

#### Canada

### Une entreprise fabriquant des missiles de croisière est l'objet d'un attentat

De notre correspondant

Montréal. — Les mouvements pacifistes canadiens ont rejeté vendredi 15 octobre toute responsabilité dans l'attentat qui, au cours de la nuit précédente, a conduit la façade d'une entreprise de Toronto liée à la fabrication des missiles de croisière américains (« Croci »).

L'explosion d'une charge de 100 à 200 kilogrammes de dynamite, dissimulée dans une camionnette stationnée près de la filiale canadienne de la société américaine Litton Industries de Beverly Hill (Californie), a fait sept blessés, dont l'un se trouve dans un état critique.

La société Litton, spécialisée dans la production de systèmes de navigation aéronautique, de simulateurs de vol et de radars, fabrique le système de guidage des missiles de croisière à tête nucléaire qui devraient être dé-

ployés en Europe à partir de 1984. Les craintes causées par l'explosion sont importantes, mais ne devraient pas retarder la fabrication des composants des missiles car seule la façade de l'usine a été touchée.

Aucun groupe n'a encore revendiqué l'attentat mais les mouvements pacifistes ont été immédiatement soupçonnés. Quelques heures avant l'explosion, un tribunal de Toronto avait en effet rejeté une demande présentée par vingt-deux militants pacifistes, qui souhaitaient que les dirigeants de Litton soient traduits en justice. Les pacifistes, qui sont accusés d'avoir occupé l'usine Litton le 11 novembre 1981, estiment que les dirigeants de cette société devraient être poursuivis pour « crime contre l'humanité » à cause de leur participation à la fabrication d'engins nucléaires. — R. de La G.



Le Monde

## politique

L'ADOPTION PAR L'ASSEMBLÉE DU PROJET SUR LES TRANSPORTS INTÉRIEURS

## Le ministre va bénéficier d'une grande liberté de manœuvre

M. Fiterman peut être satisfait. Le projet de loi d'orientation des transports intérieurs sort pratiquement indemne des délibérations de l'Assemblée nationale. Une loi « historique » ? Le ministre d'État n'a pas tort. Pour la première fois, un texte législatif tente d'organiser globalement les transports français. Mais, pour deux raisons au moins, il convient de relativiser l'événement. Il ne s'agit en effet que d'une loi d'orientation. C'est une sorte de contrat d'honneur par lequel le gouvernement s'engage à respecter au mieux les grands principes, les orientations qu'il a fixées. Rien de plus. Le projet n'a de valeur contraignante que dans la mesure où, plus tard, en fonction des décisions prises et de la politique suivie.

L'Assemblée nationale a adopté vendredi 15 octobre, par 337 voix contre 160, le projet de loi d'orientation des transports intérieurs (voir notamment le Monde du 23 juillet).

Poursuivant la discussion des articles, les députés ont adopté un amendement aux articles suivants : l'article 20 définit les différents modes de transport ; l'article 21 définit les différents niveaux de compétence pour l'organisation des transports ; l'article 22 définit un amendement du gouvernement supprimant la référence aux « services de transport sociaux et aux autres services réguliers spécialisés ». Cette suppression, qui a pour conséquence de faire disparaître de la loi toute mention des transports sociaux, répond au souci de M. Fiterman, ministre d'État, de renvoyer cette question à la loi sur les transports de personnes. Le texte du projet généralise la conclusion de conventions entre les autorités organisatrices et les transporteurs. L'article 23 laisse un délai de quatre ans aux entreprises de transport de personnes, tous les services devront être exploités dans le cadre de contrats ou de régimes tarifaires en l'absence de décision de l'autorité administrative dans ce délai. L'autorisation antérieurement accordée au transporteur public est transformée en convention pour une durée maximale de dix ans.

L'article 23 prévoit notamment que les contrats de transport routier doivent prévoir, à peine de nullité, l'attribution des droits de péage. L'article 24 définit les différences liées (il s'agit d'éviter les rémunérations au rendement, c'est-à-dire, par exemple, de connaître, de limiter les risques

Le Parlement pourra invoquer la loi pour reprocher au gouvernement de ne pas avoir tenu ses engagements.

De plus, il n'est pas faux de dire, comme l'a fait l'opposition, que le ministre des transports bénéficie d'une grande liberté de manœuvre par la voie réglementaire. Le projet de loi n'est que la partie immergée d'un iceberg. Une multitude de décrets d'application, sur lesquels le Parlement n'a aucun droit de regard, vont être nécessaires pour faire passer dans les faits la nouvelle politique des transports.

La vieille rivalité entre le rail et la route ? Incontestablement, la réorganisation des transports intérieurs va bénéficier au chemin de fer. D'où les

accusations lancées par l'opposition : le gouvernement s'engage sur la voie de l'« étatisation » du secteur des transports. Le « droit au transport » est enfin reconnu, inscrit dans la loi. On s'en félicite, comme de l'affirmation, dans la Constitution, de l'égalité de tous les citoyens « devant la loi ». C'est une belle pétition de principe, qui ne vaut que si on donne à ce droit les moyens d'exister. Le « droit au transport » pour tous ? Oui, peut-être un jour...

Et puis, au-delà des principes, il reste les réalités économiques : les déficits de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., d'Air France et de la Compagnie générale maritime.

LAURENT ZECCHINI

ville nouvelles) ou de décentralisation.

La seconde, la rédevance, est une taxe dont la modulation permet d'orienter les implantations en dehors et à l'intérieur de la région parisienne (c'est-à-dire dans un périmètre qui est inférieur à celui qui est retenu par l'agglomération parisienne).

L'article 2 vise à améliorer la procédure actuelle de recouvrement de la rédevance et l'article 3 complète le régime d'engagement des communes en matière de paiement ou d'opposition du recouvrement. L'article 4 révalue le taux plafond de la rédevance : celui-ci sera progressivement porté à 1.500 F par mètre carré de surface utile de plancher. Il est actuellement de 500 F pour les bureaux et de 200 F pour les locaux de recherche considérés comme des locaux industriels. L'article 5 tend notamment à supprimer le différé de paiement de la rédevance dont pouvaient bénéficier, dans certaines conditions, les petites entreprises, en cas d'extension de locaux de bureaux.

L'article 6 complète la liste des locaux exonérés de la rédevance : « Les garages ; dans les établissements industriels, les locaux à usage de bureaux dépendant des locaux de production et les locaux à usage de bureaux d'une superficie inférieure à 1.000 mètres carrés indépendants des locaux de production ; les locaux de recherche compris dans les établissements industriels ».

## Négociation collective

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 15 octobre, en troisième lecture, le projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail. Le Sénat ayant rejeté une nouvelle fois, sur son propre texte, la question préalable, les députés n'ont apporté aucune modification à la rédaction du texte qu'ils avaient adopté en deuxième lecture.

## Un meeting de syndicats de policiers provoque une polémique

Le meeting organisé le 7 octobre, à la Bourse du travail de Paris, par plusieurs syndicats de policiers suscite des remous. On y avait entendu des « Badinter au poteau ! » et des « Mort aux rouges ! », ainsi que des propos peu amènes sur certains policiers, adversaires des participants à ce meeting. Dans une lettre qu'il nous a adressée, le responsable de ces syndicats regrette qu'on ait prêté une telle attention aux cris de la salle, tandis qu'un député socialiste, M. Guy Malandain, interrogeait le nouveau secrétaire d'État public sur cette affaire et qu'une partie des organisations mises en cause, le Syndicat national des officiers, s'inquiétait des « propos et menaces proférés ».

## Le secrétaire général de l'U.S.C.P. : une interprétation tendancieuse

Après la compte rendu de ce meeting nous avons reçu de M. Ferdinand Le Dain, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale, un texte dans lequel il s'efforce d'éviter toutes interprétations tendancieuses.

Dans le journal Le Monde du samedi 9 octobre, écrit M. Le Dain, sous le titre « Jeux de massacre », vous avez rendu compte du meeting organisé le 7 octobre, à la Bourse du travail de Paris, par l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale. Sans contester les faits que vous avez évoqués, je tiens à apporter des précisions qui me paraissent opportunes.

L'Union des syndicats catégoriels, qui représente 23 % des grades et gardiens de la paix et 56 % des officiers et commandants, est la deuxième force syndicale de la police nationale. C'est donc une organisation représentative et responsable, ainsi que nous le prouve le fait que vous avez attaché tant d'importance aux réactions de la salle, en faisant pratiquement l'impasse sur les thèmes développés par les différents orateurs qui se sont succédé à la tribune.

« Ce rassemblement a connu un grand succès, puisque mille quatre cents policiers environ avaient tenu à répondre à notre appel, pour entendre parler des problèmes de la police, ainsi que nos collègues, ainsi, je ne puis que regretter que les sujets qui ont été développés n'aient pas retenu davantage votre attention ; car je ne doute pas que la désorganisation de la police, la sécurité

## QUESTIONS ORALES AU SÉNAT

## Le droit d'asile pourrait être appliqué de « façon plus restrictive » indique M. Badinter

Le Sénat a entendu, vendredi 15 octobre, la réponse de M. Robert Badinter, garde des sceaux, à une question de M. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique, Yvelines), président de la commission des finances, concernant les enfants martyrs. « Les peines, a souligné le ministre, peuvent atteindre la réclusion criminelle pour une durée de dix à vingt ans. Une aggravation est possible lorsque les coupables sont les parents ou les personnes ayant autorité sur l'enfant. Le projet portant révision de la loi de février 1981, que je présenterai au Parlement, ne modifiera pas ces dispositions. Il faut rappeler la nécessité de la fermeté, mais il n'est pas nécessaire de renforcer un arsenal suffisant ».

M. Edouard Bonnefous souligne la gravité du problème. Il indique que trois cent quarante à six cents enfants meurent chaque année à la suite de sévices. « Les sévices contre les enfants, précise-t-il, sont insuffisamment punis, poursuivis et sont insuffisamment condamnés. Une sorte de conspiration du silence existe. Selon l'ordre des médecins, cités par le rapport, les sévices signalés ne donnent pas lieu à poursuites, et les condamnations ne sont presque jamais en rapport avec la gravité des faits ».

Dans une seconde question orale, M. Bonnefous évoque la lutte contre le terrorisme et l'abus du droit d'asile. M. Robert Badinter reconnaît qu'il serait souhaitable que les instruments diplomatiques soient mis au point et en application. « Mais, ajoute-t-il, donner à la lutte contre le terrorisme une sorte de spécificité, c'est, dans son sens, ce qui se considère comme un intérêt commun prioritaire de l'État ; il faut, au contraire, le considérer comme les autres formes de crime organisé, et la France fera, sur ce point, des propositions lors des

prochaines réunions internationales.

Le garde des sceaux déclare encore, en ce qui concerne le droit d'asile : « C'est un droit affirmé par la Constitution et garanti par des conventions internationales. Les prérogatives qui en découlent ne doivent pas être entravées, mais l'accès au droit d'asile peut être envisagé de façon plus restrictive ».

Au cours de la séance de la matinée, le Sénat avait repoussé en dernière lecture le projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail. Par 183 voix contre 104 (P.C., P.S., M.R.G.), les sénateurs avaient, en effet, jugé qu'il n'y avait pas lieu à débattre en votant la « question préalable » que leur proposait le rapporteur de la commission spéciale, M. Larché (R.I., Seine-et-Marne). — A. G.

## A Barcelonnette

## M. MITTERRAND A INAUGURÉ UNE AVENUE EMILE-AUBERT

M. François Mitterrand, après sa visite au camp militaire de Canjuers, s'est rendu, vendredi 15 octobre, à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), pour rendre hommage à Emile Aubert, qui fut un ami personnel du président de la République et sénateur (S.F.I.O.) jusqu'à sa mort, en 1980.

Le chef de l'État a inauguré, dans cette petite cité touristique de trois mille habitants, une avenue qui portera le nom du disparu. Il était accompagné de MM. Georges Fillard, ministre de la communication, Louis Mermeaux, président de l'Assemblée nationale, anciens membres de la Convention des institutions républicaines, comme le fut Emile Aubert, aux côtés de François Mitterrand, et de M. Charles Herri, ministre de la défense.

## L'AFFAIRE DES BUREAUX D'ÉTUDES

## La mairie de Paris dément avoir donné suite aux propositions de contrats divulguées par « Rouge »

À la suite des informations publiées dans l'hebdomadaire Rouge du 15 octobre, la mairie de Paris a apporté le démenti à l'étude de la prétendue révélation selon laquelle la Ville de Paris aurait passé quatre marchés négociés relatifs à l'insalubrité des immeubles d'habitat. On retrouve avec les bureaux d'études dénommés CRESPO, OCRA, RER et CERSHU. Elle dénonce dans le communiqué publié le vendredi 15 octobre en fin de matinée « la méthode consistant à faire passer de simples propositions de contrats, comme le confirme les photocopies publiées, pour des marchés effectivement signés ».

La mairie de Paris indique encore que « ces propositions n'ont jamais fait l'objet d'aucune suite de la part de la direction de la construction et du logement de Paris ».

propositions d'études sur « l'insalubrité des immeubles en copropriété sur le tissu parisien ». En provenance de bureaux d'études différents, ces documents présentent des points communs troublants : même numéro de téléphone pour le CRESPO, le RER et le CERSHU. On retrouve aussi les mêmes initiales (M.F.) en références des lettres envoyées à la sous-direction du logement pour le CRESPO, le CERSHU et l'OCRA. Pour le RER, les initiales sont N.F. Bref, tous ces bureaux d'études s'articulent autour du CRESPO dont le responsable est M. Jean Schwardin. Libération, qui publie, ce jour, les mêmes documents, apporte ce commentaire : « Voici comment le CRESPO emportait les marchés en se concurrençant lui-même ».

À la une de son numéro du 15 octobre, Rouge, l'hebdomadaire de la gauche communiste, annonce avoir « les preuves du trafic » des bureaux d'études récemment mis en cause par la Ville de Paris. Les propositions fantaisistes qui auraient été remis à la Ville pour le lancement d'opérations de réhabilitation dans la capitale d'habitat social ont été publiées en page deux, quatre documents qui ont été envoyés les 14 et 20 octobre à MM. Petit et Bolland à la sous-direction du logement de la Ville par le CRESPO, l'OCRA, le RER et le CERSHU. Ces documents concernent tous des

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a interrogé sur R.M.-C. au cours de l'émission « Plaidoyer », vendredi 15 octobre, à déclaré à propos de l'affaire des bureaux d'études de la Ville de Paris que « la Ville ne prononce pas sur le fond des choses. Il apparaît que le gouvernement s'efforce de mettre en difficulté le président du R.P.R. Il est clair que ce sont des manipulations politiques (L.). C'est un vieux truc des régimes autoritaires et policiers que de tenter de faire oublier ses difficultés en mettant en cause d'autres personnalités ».

## M. Georges Sarre donne sa version de l'affaire de Cachan

À la suite d'une conférence de presse, le 15 octobre, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris et candidat à la candidature du P.S. pour la mairie de Paris, a souligné que l'enquête ouverte à propos des conditions d'hébergement des pensionnaires de la maison de cure Cousin-de-Méricourt, à Cachan, « fasse toute la lumière sur les responsabilités ».

« Aujourd'hui, a expliqué M. Sarre, le directeur du bureau d'étude sociale reconnaît que la situation est « dure » à Cachan et tente d'en reporter la responsabilité sur le gouvernement. Il a reçu un échantillon d'avis publics du secrétariat d'État aux personnes âgées ».

Parlant de la gestion de la maison de cure de Cachan, M. Sarre explique qu'elle a « provoqué le départ d'une partie des infirmières et des aides-soignantes ». Sur vingt-neuf postes d'infirmières prévus à l'effectif initial, explique-t-il, vingt-quatre étaient pourvus à l'effectif ; treize de ces postes d'aides-soignantes, quarante-neuf postes sont pourvus actuellement. Il s'agit d'un sabotage de la politique de l'emploi. Ainsi, en décembre 1981, le directeur du bureau d'étude sociale

sait savoir qu'il n'envoierait la création d'aucun poste pour 1982. Actuellement trois cent cinquante postes inscrits aux effectifs ne sont pas pourvus ».

M. Patrice Bernu, premier adjoint au maire de Cachan, a rappelé, pour sa part, que le conseil municipal de cette ville n'avait jamais été admis à pénétrer dans l'établissement et que les lettres adressées en ce sens à M. Chirac étaient restées sans réponse.

M. Yvan Charon, le journaliste auteur du reportage présenté par TF 1 sur l'établissement de Cachan, nous a fait la déclaration suivante après l'incident qui l'a opposé à M. Chirac (Le Monde du 15 octobre) : « Il est inquiétant et dangereux pour la liberté de la presse qu'un homme politique de la dimension de Jacques Chirac puisse se laisser aller à l'insinuation vis-à-vis d'un journaliste en pleine conférence de presse, alors que celui-ci se borne à poser des questions après avoir été mis en cause. M. Chirac a accumulé les erreurs, éditoriales ou non, sur des faits facilement vérifiables concernant son reportage : erreur sur l'heure, erreur sur les conditions d'entrée de l'équipe de TF 1 à Cousin-de-Méricourt ». J. B.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

## L'association Dialogue des villes de France vent constituer un vivier de candidates d'opposition

Mme Monique Pelletier (P.R.), ancien ministre, a précisé, vendredi 15 octobre, les objectifs de l'association de femmes de l'opposition Dialogue des villes de France qu'elle préside. Sa création, il y a six mois, répond à un double souci : augmenter la participation des femmes dans les élections municipales et constituer un vivier de candidates d'opposition.

Mme Pelletier a souligné que le système des quotas — selon lequel 25 % de femmes doivent figurer sur les listes pour les élections municipales — n'est pas satisfaisant dans la mesure où il n'est jamais que le « constat d'un échec » mais elle a estimé, après avoir rappelé que l'association Dialogue des villes de France avait pour objet le même type de proposition, que c'était tout de même « un coup de pouce » donné aux femmes qui permettraient de leur donner une situation par trop défavorable aux femmes.

« Dialogue des villes de France, 2, rue de la Bastille, 75006 Paris. Tél. : 563-35-51 ».

tout une liste commune aux deux partis. Le P.S. qui estime être la première force politique de la ville, présentera donc une liste où les socialistes majoritaires constitueront le noyau de la gauche et des personnalités qui appuient le programme proposé.

La tête de liste du parti communiste est M. Georges Elage, député de la 15<sup>e</sup> circonscription du Nord, qui conduisait déjà en 1977 une liste d'union de la gauche. Cette liste avait été battue de la première tour par celle de la majorité conduite par M. Charles Fernain, « socialiste indépendant », maire de la ville.

« LE MANS. — M. Robert Jarry, maire communiste du Mans, a réaffirmé, mercredi 13 octobre, sous un tract, sa volonté de « reconstruire une large liste d'union de la gauche » aux élections municipales, en dépit des revendications des socialistes, qui entendent obtenir la tête de liste. Ceux-ci estiment que les différentes élections depuis 1977 marquent une nette évolution à leurs avantages du rapport des forces au sein de la gauche. Cette liste sera prête à constituer leur propre liste ».

« CASTRES. — M. Jacques Lamoignon, R.P.R., ancien député, ancien ministre et conseiller général du Tarn, a annoncé qu'il suit un accord intervenu entre toutes les formations de l'opposition, il accepterait de conduire une liste de large union. Le maire de Castres est M. Jean-Pierre Gaberrou, P.S., qui avait enlevé à M. Lamoignon, en juin 1981, le siège de la dernière circonscription législative du Tarn.

« DOUAI. — La section socialiste de Douai (Nord), dont le secrétaire est M. Marc Dolé, vient d'annoncer qu'il a signé d'une rencontre avec une délégation du P.C. Le désaccord profond constaté tant sur la composition de la liste que sur le programme municipal » ne permet pas de consti-

50  
الاول



# Le Monde

# société

## SCIENCES

### LES JOURNÉES NATIONALES DE L'ANVAR

#### Moins d'impôts pour les entreprises qui investissent dans la recherche

De notre envoyé spécial

Nantes. — Quelques mille cinq cents personnes, investisseurs, entrepreneurs, chercheurs, ingénieurs, responsables administratifs et financiers, ont participé, jeudi 14 et vendredi 15 octobre, à Nantes, aux troisième journées nationales de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR). Créée en 1980, essentiellement pour valoriser des travaux faits au Centre national de la recherche scientifique, l'ANVAR a connu une renaissance en 1979 quand elle s'est vue chargée d'une mission générale de promotion de l'innovation et qu'elle a été dotée d'un budget qui atteint maintenant 1 milliard de francs.

Cette fonction de l'ANVAR lui vaudra la sollicitude des pouvoirs publics. En témoigne la présence aux journées de Nantes du premier ministre, M. Pierre Mauroy, du ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, et de M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Inaugurant les journées, M. Pierre Mauroy a annoncé que le gouvernement avait officiellement reconnu « la création d'un crédit d'impôt pour les activités de recherche » et proposé au Parlement de voter cette mesure lors du prochain débat budgétaire. Rappelant que « toute la politique économique mise en œuvre aujourd'hui tend à favoriser la mutation de l'industrie française », il a indiqué que cette politique passerait par la réduction de l'impôt et par la relance de l'investissement, pour lequel M. Mauroy envisage « un taux d'intérêt spécifique à l'usage de ceux qui existent déjà pour l'agriculture et le logement ».

Des précisions sur ce crédit d'impôt ont été apportées vendredi 15 octobre, à Nantes, par le ministre de la recherche et de l'industrie. Cette aide fiscale, imputable sur l'impôt sur le revenu ou sur l'impôt sur les personnes physiques — et pouvant donner lieu à remboursement s'il excède

l'impôt dû — sera « égale à 25 % de l'excédent en volume des dépenses de recherche et de développement expérimental au cours d'un exercice par rapport aux dépenses de même nature exposées au cours de l'exercice précédent ».

Maurice Arvonny.

## JUSTICE

### L'AFFAIRE DE BRUAY-EN-ARTOIS

#### M. Desgraupes et la mémoire de Brigitte Dewèvre

Malheureuse coïncidence pour M. Pierre Desgraupes : alors que le P.-D. G. d'Antenne 2 vient de muter le présentateur Bernard Langlois pour un commentaire jugé « de mauvais goût » sur la disparition de la princesse Grace de Monaco, lui-même fait aujourd'hui l'objet d'un procès en diffamation pour « atteinte à la mémoire de la jeune fille des corons ». L'affaire vient d'être plaidée cette semaine devant la première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Michel Raynaud.

Dans un livre, suivi d'une dramatique en quatre épisodes, intitulés tous deux « Non-lieu », M. Desgraupes s'est très argumenté inspiré de l'affaire de Bruay-en-Artois pour réaliser ce que ses défenseurs ont appelé une « œuvre de fiction ».

Au dénouement près — dix ans plus tard, le mystère n'a pas été élucidé (1) — tout évoqué, dans le livre, dans le scénario télévisé, le meurtre de Brigitte Dewèvre, perpétré le 5 avril 1972 : tous les détails y étaient, même si les noms et les lieux avaient été changés, même si l'auteur avait pris la précaution de multiplier les avertissements, en affirmant, justement, qu'il n'avait rien de l'affaire de Bruay-en-Artois, que le canevas « matériel » pour poser le problème d'une certaine idée de la justice en France.

Seulement voilà : dans son livre et dans sa dramatique, M. Desgraupes laissait clairement entendre que la jeune victime se livrait à des pratiques sexuelles de tribalisme et d'extrême violence avec les deux principaux protagonistes de cette histoire, qui, dans la réalité, ont été livrés, sur tous les plans, de tout soupçon.

Une vingtaine de personnes ont été placées en garde à vue sur ordre du parquet, à la suite d'affrontements avec la police, rue Olivier-Métreaux, à Paris (20), vendredi 15 au soir. Vers 19 heures, une centaine de manifestants se sont rassemblés au métro Couronnes pour protester contre l'évacuation, jeudi, par la police, de deux immeubles occupés par des squatters, qui se situent à la Marne (19<sup>e</sup>) et rue des Cou-

ronnes (20<sup>e</sup>). De là, les manifestants se sont rendus rue Olivier-Métreaux. Quelques-uns ont pénétré dans un immeuble qui vient d'être rénové et ont causé d'importants dégâts matériels. Des nombreuses forces de police sont aussitôt intervenues contre les manifestants qui avaient construit des barricades. Ce n'est que vers 20 h 30 que le calme est revenu. Les forces de l'ordre ont cependant gardé l'immeuble toute la nuit.

## MÉDECINE

### AVANT LE PROJET DE LOI SUR LES URGENCES

#### Les angoisses de « S.O.S. médecins »

Une « entreprise florissante », certes, mais pas une « affaire commerciale » ! Les responsables de l'association « S.O.S. médecins » tiennent à ce distinguer. Hier, à la veille de la concertation à venir à l'échelon parisien, l'association « S.O.S. médecins » conservait-telle son propre rythme de téléphone ? « Notre outil de travail », disent ses responsables, « sera-t-elle contrôlée de limiter son rôle, en avril, en contrôlant plus une régulation contrôlée qui canaliserait les demandes vers les différents dispositifs de secours ? »

#### Conflit à venir

Certains d'être menacés par plusieurs « patrons » de SAMU hospitaliers, les responsables de l'association fournissent leurs armes. Ils se font forts notamment de démontrer l'avantage financier que peut représenter une entreprise privée de ce type. Ils les médecins — par ailleurs conventionnés — n'hésitent pas non plus à dénoncer la proposition des organisations publiques de l'urgence à hospitaliser, ainsi que certaines ententes pour le moins surprenantes entre structure publique et structure privée dans la région parisienne. Le ministère de la santé, en revanche, ne indique qu'une seule inquiétude : « n'est pas fondée ».

Il est vraisemblable que cette association inaugure une phase série de conflits. Le sonnet — louable — de cohérence, manifesté par le ministère de la santé, va de toute évidence, se heurter à de nombreux intérêts de nature différente. Le monde de l'urgence est depuis plusieurs années agité par de vives rivalités d'intérêts ou de compétences. Les associations de type « S.O.S. médecins », les médecins hospitaliers et les médecins généralistes, les ambulanciers, les pompiers et la police des secours sont une source utile de renseignements, voire à des degrés divers, voir à un frein à leurs prérogatives et à leurs ambitions. D'autre part, la décentralisation présente dans ce domaine le risque non négligeable de multiplier les conflits plutôt que de les résoudre.

Jean-Yves Nau.

## SPORTS

### FOOTBALL

#### Championnat de France NANTES REPRENDRONT SES DISTANCES

Sur les cinq équipes qui occupent les premières places du Championnat de France de football et qui se disputent, vendredi 15 octobre, pour le compte de la onzième journée, seule celle de Nantes a réussi à s'imposer par 2 à 0 à Lille. Cette victoire permet à Nantes de reprendre leurs distances avec leurs poursuivants après leur faux-pas à domicile de la précédente journée. Les Bretons, qui ont remporté leur premier succès de la saison hors de leur stade Geoffroy-Guichard, ont été rejoints par Saint-Etienne, à l'heure, ce même 15 octobre, que l'examen des appels d'offres pour l'aménagement et la rénovation du stade Geoffroy-Guichard est ajourné.

Une polémique oppose les élus socialistes favorables à la solution la moins coûteuse qui impose la démolition du bâtiment administratif et les communistes qui estiment illogique de détruire un bâtiment récent.

M. Joseph Sanguedolce, maire de Saint-Etienne, a annoncé, ce même 15 octobre, que l'examen des appels d'offres pour l'aménagement et la rénovation du stade Geoffroy-Guichard est ajourné.

### VOLLEY-BALL

#### SIXIÈME TITRE MONDIAL POUR LES SOVIÉTIQUES

Les Soviétiques qui ont été vainqueurs d'une compétition physique et technique sur leurs rivaux tout au long du dixième championnat du monde masculin de volley-ball organisé en Argentine, ont remporté leur sixième titre, le 15 octobre à Buenos Aires, en dominant en finale le Brésil par 3 sets à 0 (15-8, 15-4, 15-5). Cette victoire leur permet de conserver leur titre mondial par rapport au dernier champion disputé en Italie.

Classement final : 1. U.R.S.S., 2. Brésil, 3. Argentine, 4. Japon, 5. Bulgarie, 6. Pologne, 7. Chine, 8. Corée du Sud, 9. Tchécoslovaquie, 10. Cuba, etc.

#### D'un sport à l'autre...

TENNIS. — Yannick Noah s'est qualifié, le 15 octobre, pour les demi-finales du tournoi de Bâle, doté de 100 000 dollars, en battant le Paraguayen Victor Pecca 6-4, 6-6, 6-3. Il rencontrera l'Américain Jay Lapidus vainqueur de l'Irlandais Matt Doyle, 6-3, 7-5. L'autre demi-finale opposera le Sudaïste Mats Wilander qui a éliminé Henri Leconte, 6-3, 6-4, à son compatriote Thomas Hogstedt, vainqueur de l'Indien Ramesh Krishnan, 6-3, 6-2.

VOILE. — Le Français Philippe Jeantot a remporté la première édition de 1982 du tour de la course autour du monde en solitaire, au rallye l'Afrique du Sud, jeudi 14 octobre à 20 heures C.M.T. Son coéquipier, le Français Henri Leconte, a été battu de 17 mètres, en accomplissant, à été construit spécialement pour cette course.

## ÉDUCATION

### UN COLLOQUE FRANCO-ITALIEN A PARIS

#### Les sœurs latines ne se comprennent plus

Un groupe important de sociologues italiens et français de l'enseignement des langues vivantes se réunira à Paris, les 19 et 20 octobre, afin d'examiner les problèmes de la langue et de la culture d'un peuple qui ont cet avantage d'être immédiatement accessibles, sans passer par la médiation de la langue écrite ou parlée ; mais ce qui est étonnant, c'est qu'on se soit intéressé à trop bon compte d'une telle connaissance, qui fait l'essence de la culture de la langue et de la littérature.

Ce que nous observons ici, c'est, de façon synchrone, en Italie, mais des Français, avec la bonne conscience que leur garantit leur histoire, politique ou culturelle, n'arrivent pas même à imaginer que, en Italie, la culture française, bien loin d'être inapplicable, s'efforce au contraire à une cadence régulière et inquiétante, parce qu'on y enseigne de moins en moins le français.

Telles sont les raisons, qui ont motivé les deux prochaines journées de colloque, dont l'originalité et l'importance tiennent au fait que, pour la première fois sans doute, les deux parties, en cause, vont étudier ces problèmes simultanément, avec le désir de chercher des mesures concrètes à proposer aux gouvernements intéressés.

Mario Fusco, professeur à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III).

Le colloque « France-Italie : la promotion des langues pour un rapprochement des échanges culturels », organisé par l'Association pour la diffusion de la langue italienne, l'Institut culturel italien de Paris et l'université de Rome, aura lieu les 19 et 20 octobre, à la Sorbonne et à l'Institut culturel italien. Inscriptions : 225 - 50 - 50 et 225-15-15.

## RELIGION

#### L'ÉGLISE INDÉPENDANTE DE CHINE OUVRE SON PREMIER SÉMINAIRE

Pékin (Reuter). — L'Église catholique indépendante de Chine vient d'ouvrir à Shanghai son premier séminaire destiné à la formation des prêtres. L'association, dite « Église catholique indépendante », a été créée en 1955, après la suppression de l'Église catholique officielle par le régime communiste. Elle compte aujourd'hui environ 100 000 membres.

Le séminaire, qui sera dirigé par un prêtre catholique indépendant, ouvrira ses portes le 15 octobre à Shanghai. Il sera le premier d'une série de séminaires que l'Église catholique indépendante de Chine compte ouvrir dans les autres provinces.

Le séminaire, qui sera dirigé par un prêtre catholique indépendant, ouvrira ses portes le 15 octobre à Shanghai. Il sera le premier d'une série de séminaires que l'Église catholique indépendante de Chine compte ouvrir dans les autres provinces.

## FAITS ET JUGEMENTS

### L'inspiration de Christian Gauzens

Après avoir été interrogé depuis son arrestation, mardi 12 octobre, par l'équipe du commissaire Jacques Genet, chef de la brigade criminelle, Christian Gauzens, âgé de vingt-neuf ans, membre du groupe d'Action directe animé par Frédéric Orsini, a été interrogé vendredi 15, sur mandat du juge d'instruction, M. Philippe Texier, qui l'a incriminé de « recel, vols, falsifications de documents administratifs et usage, contrebande de stupéfiants et utilisation frauduleuse de l'assurance ». Christian Gauzens a été arrêté le 15 octobre. Les policiers ont retrouvé dans le coffre de sa voiture des permis de conduire et des cartes d'identité fausses, des cachets administratifs et des sceaux dont une partie au moins provient d'un vol commis le 5 août 1980, à la mairie du quatorzième arrondissement de Paris.

### La presse à l'école

#### IL FAUT APPRENDRE AUX JEUNES A PARTICIPER AUX GRANDS DÉBATS

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a présidé vendredi la réunion de clôture du colloque national de l'Association des régions-presses-enseignants (A.R.P.E.), regroupant quarante-quatre quotidiens régionaux, qui vient de se tenir à Marseille du 13 au 15 octobre.

« L'information traverse le vie social. Un citoyen responsable doit savoir aller vers l'information », a déclaré le ministre. A ses yeux, la maîtrise de l'information fait partie de la formation civique et « il est très souhaitable que les jeunes apprennent à participer aux grands débats qui les concernent ou vont les concerner ». M. Savary a défini les objectifs du Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (CLEMI) que le ministre met au plan (le Monde des 13-19 avril et 4 mai) : organisme de liaison pour les enseignants de tous niveaux et disciplines, d'organiser pour eux des stages de longue durée. Neuf stages de quatre semaines formeront deux cent cinquante-dix professeurs en 1982-1983.

Le CLEMI a été créé pour favoriser la diffusion de l'information et de la culture. Il a pour mission de « promouvoir l'éducation à l'information ». Après ce rappel des bases dans lequel M. Savary a évoqué le dialogue entre la presse et l'école, M. Savary a invité les journalistes à poursuivre leur dialogue avec les enseignants et les élèves.

CHARVET  
Nouvelle adresse :  
28, Place Vendôme  
Téléphone : 260-30-70



## CINÉMA

« VICTOR, VICTORIA », de Blake Edwards

## La confusion des sexes

On salue avec enthousiasme comme une renaissance de la grande comédie américaine d'autrefois le dernier film de Blake Edwards (présenté aux Festivals de Venise et de Des Moines avant sa sortie). Il est vrai que le travail de caméra dans des décors de studio reconstitués de façon très artificielle un certain Paris des années 30, les numéros de cabaret, la vivacité des dialogues et des intermèdes, les gags allusifs et répétitifs à la Lubitsch et à la Wilder, nous ramènent à une forme de spectacle hollywoodien qu'on croyait à jamais disparue. Sans mésestimer ces agréments spectaculaires (dont ceux de la couleur, superbement utilisés) qui créent un monde d'illusion et de fantaisie, il faut, pourtant, voir plus loin que l'apparence. Le style rétro d'un 1934 imaginaire est l'embellie luxueuse d'un sujet traité sans ambages et dans un esprit moderne : une identité sexuelle qui ne dépend plus de la nature biologique et de la morale.

Victor-Victoria fut, en 1933, un film allemand de Reinhold Schünzler, où le thème du travestissement, selon les habitudes de l'époque et à cause de la censure, de façon purement comique. La version française, réalisée en même temps, était intitulée *Georges et Gergette*, et l'on y voyait Meg Lemonnier s'habiller en homme pour remplacer, un soir, Carlette, comédienne malchanceuse, dans un numéro où il devait se déguiser en femme. Elle y gagnait la gloire et... des complications sentimentales.

Le scénario de Blake Edwards innove considérablement par rapport à l'ancien vaudeville. Toddy, homosexuel avoué, animateur d'une boîte « gay », rencontre Victoria Grant (Julie Andrews), cantatrice et actrice sans engagement, sur le point de mourir de faim. Il la décide à se faire passer pour Victor-Grazioli,

jeune comte polonais homosexuel de son invention, pour se produire en travesti féminin dans les cabarets de nuit. Double métamorphose, en somme, à laquelle Victoria, le succès aidant, s'habitue comme si elle était revenue à elle-même. Aux yeux de tous, « Victor » est l'ami de Toddy. Mais leur complicité n'est pas scabreuse.

Or King Marchen (James Garner), patron de boîtes de nuit américaines et trafiquant d'alcool en vacances à Paris, assiste au spectacle de Victor/Victoria et refuse cette confusion des sexes jusqu'au moment où il doit se rendre à l'évidence : il est amoureux, lui, le macho par excellence, l'hétérosexuel impénitent, du « comte polonais ». Tout le mécanisme de cette comédie ultraromantique repose sur cet appel du désir homosexuel. Même Wilder, dans *Certains l'aiment chaud* (dont la scène finale est ironiquement citée par Blake Edwards), n'avait pu aller aussi loin en 1959. Lorsque James Garner, caché dans un placard de la salle de bains, assiste au déshabillage de Victoria, il la prend, réellement, pour un homme.

Et c'est l'homme qu'il embrasse, avant l'aveu de Victoria. Elle lui révèle la vérité mais continue de jouer son rôle d'homme homosexuel. Il est dommage que, dans la dernière demi-heure, Blake Edwards rétablisse le conformisme, qu'il avait si bien battu en brèche par une très habile, très brillante alliance de comique léger et de gravité sous-jacente. Toddy rampe Victoria au pied levé, pour un sketch façon *Cage aux folles* (le film de Molinaro a beaucoup plu aux États-Unis) que, seul, le talent endiablé de Robert Preston préserve de la vulgarité. Faut-il croire à cette piroquette, après les variations sur les fantasmes sexuels et sentimentaux, la différence toujours difficile à franchir, entre l'attitude publique et l'attitude privée ?

Si James Garner est étonnant dans ses hésitations, dans l'expression de ses pulsions, Julie Andrews fait une composition extraordinaire, dénuée de toute dévotion dans l'aspect masculin, royale et digne dans les scènes de music-hall et au moment où elle enlève sa perruque de femme sous les applaudissements. A l'érotisme troublant de Victoria s'oppose la caricature de la femme-objet typique avec Lesley Ann Warren dans le rôle de la nymphomane blonde, bête et déchaînée, maîtresse encombrante de James Garner pour laquelle un homme, même homosexuel, est toujours une proie bonne à prendre. Si l'actrice est irrésistible, la mise en scène de Blake Edwards laisse assez voir que les sympathies du réalisateur ne vont pas à cette féminité-là !

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

**Groupe vocal de France**  
SALLE DE L'ANCIEN CONSERVATOIRE  
2 bis rue du Conservatoire, Paris 6  
JEUDI 21 OCTOBRE 1982  
A 20H30  
Direction : JOHN ALLDIS  
LASSUS - SCHÖNBERG  
ARRIGO - OHANA  
Planches : 40 F  
Etudiants, J.M.F. Collectivités : 30 F  
ROYAL TOURISM : Tél. 280.31.40 et 3.1943

## FORMES

## Peaux neuves

Revoir Gilioli ? Le voir plutôt : chaque exposition posthume - une dizaine, dont la grande rétrospective du Centre Pompidou - rajoute notre vision. L'actuelle nous propose une approche nouvelle, abolissant une « distance » entre les « instants », riche ensemble de trente-sept sculptures, onze dessins, six tapisseries dans un espace à leur taille (1). Un pont est ainsi jeté entre la *Halle aux Vins*, où l'abstraction s'affirme dès 1946, et les chefs-d'œuvre de l'apogée : 1973, l'année du monument des Gilières. Les durs arêtes de la pyramide *Astrale* voisinent avec des marbres tendrement polis qu'on n'avait jamais vus, grâce à un prêt exceptionnel. Toujours des matériaux nobles et éternels auxquels Gilioli a insufflé l'esprit, ou mieux sa spiritualité dans la multiplication et la diversité des formes : disque flamboyant du *Soleil de vie*, départ en flèche de l'*Homme-oiseau*, l'*Anneau* en suspens dans le vide, sublimation de l'astre des Gilières... Et, puisant contraste, les énormes volumes peints en rouge et noir d'*Histoire crétacée* et de l'*Es-pagnol*. Arrêtez-vous devant les dessins. Ils en valent la peine qu'ils soient des études pour les sculptures ou ce chant d'amour : le portrait de Babet. Et devant les tapisseries. Gilioli veillait bien, c'est-à-dire, qu'il ne vieillît pas.

Pour Manuel Amorin, comme pour d'autres, le réel est un tremplin (2). Il s'en sert, et le dépasse. Jusqu'à le faire oublier ? Pas toujours. La composition intitulée *Corps, maison et nuage* comporte bien ces trois éléments. Dans le Parc règne une tache verte. Mais quand l'échiquier porte *Ore* jeune, la magie de la couleur se passe de toute image. Nature ou objets se montrent ou se cachent, dévoilent en tout cas l'autre côté des choses, en tant d'œuvres, toutes sur papier et d'une technique mille savamment travaillée.

Henryk Bukowski fait peaux neuves (3). De quoi surprendre ses anciens administrateurs (il y a dix ans qu'il n'avait pas exposé à Paris), eux qui avaient été frappés par son art à la fois énorme et délicat. Maintenant il explose. L'angoisse d'un être en symbiose avec un monde déchiré, loin de nos états d'âme, a fini par crever l'enveloppe. Ce « *Polonais doublement prophétique* », comme l'appelle Dominique Pommeau, crée une dimension de plus. Est-ce encore de la peinture, ces toiles-reliefs sur lesquelles d'autres toiles, froissées, drapées, sont collées et peintes de couleurs vives ou violentes ? Des blessures parfois sanglantes, s'y font jour.

Nouveau venu, Jean-Claude Le Floch (4) nous offre le meilleur de trois ans de travail : aquatiques et monotypes sans trace d'imagerie, élaborées dans sa solitude bretonne. Pour traduire ses traînées de couleurs, obtenues en variant à chaque

tirage la répartition des teintes sur un même cuivre, laissons-lui la parole, dans son livre *Matin* : « *Scories de lumière sur les couches de dunes, épiderme du sol, herbes courtes soulevées aux lois du vent*. » On jurerait des reliefs et ce ne sont pas des reliefs. Et peu à peu, au fil des mois, l'impression se solidifie, s'édifie en solides armatures, aboutit, pour le moment, à *Septembre*, vaste monotype où flambe les lueurs du couchant.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Artcurial, 9, avenue Matignon.
- (2) Bellini, 28 bis, boulevard de Sébastopol.
- (3) Galérie, 13, rue Mazarine.
- (4) La Hune, 14, rue de l'Abbaye.

## ROCK

## Joe Cocker au Palais des sports de Saint-Ouen

Peu de figures du monde rock ont autant fait de « retours » avortés que Joe Cocker depuis ce début des années 70 où, après une tournée américaine épuisante sous le label de Mad Dogs and Englishmen et une exploitation frénétique d'une célébrité acquise en 1969 au Festival de Woodstock, le chanteur se retira K.O. en Angleterre.

L'actuel « retour » de Joe Cocker s'effectue sous le patronage de la dynamique firme Island Records et nous a valu, il y a peu, un bon album (*Sheffield Steel*) où le chanteur joue brillamment de ses larges possibilités vocales, d'une étonnante voix rauque d'interprète de blues profondément sincère.

Il y a bien sûr de la nostalgie dans cette réapparition. Dans une époque dominée par les auteurs-

compositeurs, Cocker a su s'imposer il y a treize ans avec sa seule voix, interprétant des chansons de Bob Dylan, de John Lennon et Paul McCartney, de Jackson Browne et Randy Newman. Mais l'aventure de Cocker a vite été compromise faute de maîtrise. Elle a été déjouée ensuite par toutes sortes d'abus avant que le chanteur soit lui-même abandonné dans une solitude tragique.

Le blues et le soul de Joe Cocker vont retentir ce samedi 16 octobre au Palais des sports de Saint-Ouen, après une courte tournée de cinq jours dans les régions. Toute la chanson d'un homme blessé, désappointé, qui a une énorme volonté de survivre.

CLAUDE FLÉOUTER.

## Imagination à l'Hippodrome de Pantin

Le dernier-né des groupes noirs (Lee John, Ashley Ingram et Errol Kennedy) s'est fait connaître dans les discothèques avant de monter au premier rang des hit-parades avec des titres comme *Just an Illusion* et *Music and Light*. La musique jouée est une sorte de disco et est envahie d'effets répétitifs.

Encore un peu étonnés par ce qui leur arrive, les membres d'Imagination ont l'air ému, ne savent pas trop quoi faire sur une scène illuminée de multiples couleurs, faute de matériel musical en dehors des « tubes ». Avec une absence étonnante de moyens, ils exploitent comme ils peuvent leur actuel succès, sachant bien que la sauce mise au point dans les studios d'enregistrement ne restera pas longtemps à la mode.

A l'Hippodrome de Pantin, le groupe a fait son petit triomphe jeudi soir et un concert supplémentaire a été programmé lundi 18 octobre. Parmi le public, calme, bon enfant, il y avait, outre les fidèles des discothèques, des adolescents plus jeunes, ceux qui, entre douze ans et seize ans, font des « boudes » le samedi après-midi, et dansent sur des 45 tours fabriqués spécialement pour eux depuis trois ou quatre ans par les firmes phonographiques.

C. F.

## UN MORT ET TROIS BLESSÉS PAR BALLES

Quatre jeunes gens ont été blessés par balles par un inconnu qui a tiré plusieurs coups de feu, jeudi 14 octobre, vers 23 H 15, dans l'entrée du chapiteau Jean-Richard, à la porte de Pantin, à Paris (19<sup>e</sup>) - où venait de prendre fin le concert donné par le groupe Imagination. L'auteur des coups de feu, qui a tiré depuis un trottoir du boulevard Sérurier, a réussi à prendre la fuite.

L'une des quatre victimes, M. Richard Adjmanian, dix-neuf ans, demeurant à Romainville (Seine-Saint-Denis), atteint d'une balle dans la tête, est décédé des suites de cette fusillade, vendredi 15. Deux jeunes filles, Mlle Brigitte Gaudisard, vingt-trois ans, blessée aux jambes et Sylvie Addadou, atteinte aux reins et un jeune homme, M. Gilles Barnard, dix-neuf ans, touché à une jambe, sont soignés à l'hôpital Lariboisière où leur état n'inspire pas d'inquiétude. Les policiers ignorent, pour l'instant, les causes exactes de cette fusillade et penchent pour l'hypothèse d'un acte de déséquilibre.

## MUSIQUE

## La saison du Groupe vocal de France

M. Jacques Vistel, président du Groupe vocal de France, a indiqué vendredi au cours d'une conférence de presse les nouvelles orientations de cet ensemble de douze chanteurs solistes, subventionnés par la direction de la musique du ministère de la culture et par la Ville de Paris. Le nombre des manifestations sera fortement augmenté et passera de trente-trois la saison dernière à plus de cinquante (dont quinze à Paris), autour de six programmes principaux qui comprendront une forte majorité de compositeurs du vingtième siècle, avec quatre créations mondiales et une création française.

Le groupe participera aussi à une série de treize représentations de *La Clémence de Titus* de Mozart dans la région parisienne avec l'orchestre de l'Île-de-France et donnera en janvier quatre concerts aux États-Unis.

John Alldis (dont le contrat s'achève en juillet 1983) reste le directeur musical du groupe, mais Michel Tranchant, chef assistant, est nommé co-directeur. Notons que les effectifs ont été renouvelés d'un tiers cette année et comportent un tiers d'étrangers. Le Groupe vocal de France, dirigé par John Alldis, donnera un programme Lassus, Schönberg, Arrigo et Ohana le 21 octobre, salle de l'ancien conservatoire à Paris.

J. L.

## ACTUELLEMENT HUMOUR NOIR RIRE JAUNE

ANNY DUPREY BERNARD GIRAudeau



## Publicité

## - 20 % à la Fnac sur tous les nouveaux 33 tours et les nouvelles cassettes

Les légendes ont beau avoir la vie dure, il semble bien que les Français se soient réconciliés avec la musique.

C'est même certain. Il n'est que de voir le nombre de concerts et de manifestations, le chiffre régulièrement croissant des conservatoires de musique et, de la guitare au piano, de la trompette à la batterie, de l'orgue électronique au violon, l'évolution folle du marché des instruments de musique.

Alors, pourquoi ne pas aller encore plus loin ? Pourquoi ne pas stimuler davantage

encore tous ces bonheurs d'entendre et toutes ces vocations à explorer le domaine des sons ?

C'est ce qu'a voulu faire la Fnac. En rendant plus accessibles les disques. Toutes les nouveautés du disque - qu'elles soient classiques, de jazz, de rock ou de variétés.

Les traves sont lourdes sur le disque, jusqu'à en faire un produit de luxe. Alors qu'il n'est qu'un produit de simple culture.

Pour être plus accessibles et donc plus largement diffusés, les disques doivent

être moins chers (et les cassettes aussi) ? Eh bien, la Fnac les vendra moins cher - et pour toutes les nouveautés et pour toutes les rééditions.

Ceci pour attirer, une fois de plus, l'attention sur ce couple disques-cassettes. Dont on fait (mais au nom de quoi et pourquoi ?) les parents pauvres d'une culture qui nous concerne tous.

Cette baisse systématique sur toutes les nouveautés en disques 33 tours et cassettes sera pratiquée dans toutes les Fnac (étranger excepté) jusqu'au 31 janvier 1983.

50% من الأرباح



# SPECTACLES

## théâtre

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**ICI ET LA** (18 h 30). ELLE LUI DRAIT DANS L'ILE Sam. (20 h 30). - Comédie de Paris (281-00-11).  
**LE CIRQUE** - La Huchette (326-38-99), sam. 22 h 30.  
**LES JALOUX** - Phéacine (320-00-00), sam. 20 h 30.  
**LE RUADEAU D'ASPHALTE** - Tourtour (887-82-48), sam. 22 h 30.  
**RENTINE** - Vary, Théâtre Jean-Vilar (680-45-20), sam. 21 h; dim. 17 h.  
**ON N'EST PAS DES PIGEONS** - Sentier des Halles (236-37-27) 20 h 15.  
**LE REGARD OBSERVE** - Egragay-sur-Oise, Théâtre de l'Union 20 h 30.  
**LA CROISADE DES ENFANTS** - Genevilliers, galerie Edouard-Manet (799-86-68) 20 h 30.  
**DOM JUAN** - Ecole des beaux-arts (240-34-57), sam. 20 h 30.  
**UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE** - Théâtre de Paris (274-22-77), sam. dim. 14 h 30.  
**LE RETOUR DU HÉROS** - Tristan-Bernard (522-00-40), sam. dim. 20 h 30.  
**MA VIE EN VRAC** - 400 Coups (633-01-21), sam. dim. 20 h 30.  
**LES STRAUSS** - Rond-Point (256-70-80), sam. 20 h 30; dim. 15 h.

### Les salles subventionnées et municipales

**OPÉRA** (742-57-50) : sam. 19 h 30 : La Sylphide.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20) : sam. 14 h 30 : L'Éducation d'un prince; la Double Inconnue; dim. 14 h 30 et 20 h 30 : La vie est un songe; sam. 20 h 30 : Les Corbuses.  
**CHAILLOT** (727-81-15) : Foyer : sam. 20 h 30 : Entrées avec M. Saint-Hamant, œuvres algériennes.  
**ODÉON** (232-70-32) : sam. 20 h 30 et dim. 15 h : 14-18 (d'après le film d'Henri Barbusse).  
**LE PETIT ODÉON** (325-70-32) : sam. 20 h 30 et dim. 15 h : 14-18 (d'après le film d'Henri Barbusse).  
**THÉÂTRE DE LA VILLETTE** (274-22-77) (au Théâtre de Paris, L.), Petite salle : sam. 20 h 30 : La Fuite en Chine; Grande salle : sam. 20 h 30; dim. 14 h 30 : Une journée particulière.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (531-29-34) : sam. 21 h; dim. 16 h : Carré magique.

### Les autres salles

**A DEJAZET** (887-97-34) (sam.) : 20 h 30 : Variété.  
**ANTOINE** (208-77-71) (sam.) : 20 h 30, dim. 15 h 30 : Coup de soleil.  
**ARTISTIC-ATHÉNARIUS** (271-51-00) : 20 h 30 : L'Étoile de la Vallée de l'ombre de la mort (dernière).  
**ASTELLE** - Théâtre (238-55-53) (sam.) : 20 h 30 : Le Malentendu; dim. 16 h : Les Bonnes.  
**ATELIER** (606-92-94) (sam.) : 21 h, dim. 15 h : Nonbril.  
**ATHÉNÉE** (742-67-27) (sam.) : 20 h 30 : Maudouille Elze.  
**CARTOUCHE** - Atelier du Châtelet (328-97-04) : 20 h 30, sam. et dim. 15 h : Le bruit de l'eau dit ce que le penne; Théâtre du Soleil (374-24-08), Dim. 15 h 30 : La Nuit des rois; sam. 18 h 30 : Richard II.  
**CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE** (271-26-16) : sam. 20 h 45 : Fin de partie.  
**CENTRE MANDAPA** (389-01-60) : sam. 20 h 45, dim. 15 h : Journal d'un fou.  
**C.L.S.P.** (343-19-01) : sam. 20 h 45, dim. 15 h : Dites nous glorie.  
**CITÉ INTERNATIONALE** - Grand Théâtre (389-38-69) : Sam. 20 h 30 : Dou Quichotte; Galerie, sam. 20 h 30 : Les deux amoureux.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41) : sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à Elzéire.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-37-21) : sam. 20 h 45, mat. dim. 15 h 30 : Ça ira comme ça.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22) : sam. 20 h 30 : Mamma Maria.  
**CONSTANCE** (258-97-62) : sam. 20 h 30, dim. 17 h : Appelles-tu Artur.  
**DAINOU** (281-69-14) : sam. 21 h, dim. 15 h 30 : La vie est trop courte.  
**EDOUARD VII** (742-57-49) : sam. 21 h, dim. 15 h et 18 h 30 : La Dernière Nuit de l'été.  
**ESCALIER D'OR** (523-15-10) : sam. 19 h : Vivante; 21 h : Diablotin amoureux.  
**ESPACE-GAÏTÉ** (327-95-94) : sam. 18 h 30 : Le Funambule unijambiste; 22 h : Kachou.  
**ESPACE-MARINIS** (271-10-19) : sam. 20 h 30 : La Mouette; 22 h 30, dim. 18 h : Une chèvre sur un nuage; les Quatre Cubes; Une torche nommée Doudou.

**FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE** (803-03-23) : sam. 20 h 30 : Tambours dans la nuit.  
**GAÏTÉ-MONTMARTRE** (322-16-18) : sam. 22 h : Pique-nique au centre culturel (dernière).  
**GALERIE 25** (326-45-51) : sam. 20 h 30 : A View From a Bridge.  
**GRAND HALL MONTMARTRE** (296-04-06) : sam. 20 h 30 : Art et la peste.  
**HUCHETTE** (326-38-99) : sam. 20 h 15 : La Cantatrice chauve; 21 h 30 : La Léprie.  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99) : sam. 21 h; sam. et dim. 15 h : Au bon lieu.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34) : sam. 18 h 30 : L'Homme à la hache; 22 h 15 et 15 h : Le Cri dans la chapelle; 11 h 30 : Noces de sang; 20 h 30 : La Noces; 22 h 15 : Toulou; 22 h 30 : Petite Salle, 18 h 30 : Parisien français; 22 h 15 : Le Fétichiste (dernière).  
**MADEIRINE** (265-07-89) : sam. 20 h 45, sam. dim. 15 h : Sodomie et Gomorrah.  
**MARIGNY** (256-04-41) : sam. 21 h, mat. dim. 15 h : Amadeus - Salle Gabriel (225-20-74) : sam. 21 h : L'Éducation de Rita.  
**MICHEL** (265-35-02) : sam. 21 h 15, 18 h 15 et 21 h 15, mat. dim. 15 h 30 : Ou diers au fit.  
**MICHOÏÈRE** (742-95-22) : sam. 20 h 30, dim. 15 h : Joyeux Paques.  
**MONTMARTRE** (320-89-90) : sam. 21 h : dim. 16 h : Tristesse (dernière).  
**NOUVEAUTES** (770-52-76) : sam. 20 h 30, dim. 15 h et 19 h : Sade et Mollat.  
**OUVERTS** (874-42-52) : sam. 20 h 30 : Sade et le cri de la langouste.  
**PALAIS DES GLACES** (607-49-93) : sam. 20 h 30, dim. 17 h : Rond comme un œuf.  
**PALAIS-ROYAL** (297-59-81) : sam. 19 h 15, 20 h 45, et 22 heures : Peuple France; 14 h : Rencontres du Palais-Royal.  
**SPÉCIE-THEÂTRE** (245-18-20) : sam. 21 h : Nuit de rêve; Bernard.  
**POÏÈRE-MONTMARTRE** (548-92-70) : sam. 21 h : Flock.  
**POTINIERE** (261-44-16) : sam. 20 h 45, dim. 15 h et 18 h 30 : Je m'égoutte à mort-écho.  
**SAINT-GEORGES** (878-43-47) : sam. 20 h 45, mat. dim. 15 h : Le Châliard.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10) : sam. 20 h 45, dim. 15 h et 18 h 30 : Les Enfants du silence.  
**TAI THEÂTRE D'ESSAI** (278-10-79) : sam. 20 h 30 : Huis clos; dim. 18 h 30 : L'Éternité des jours; mat. 20 h 30 : dim. 15 h : La Malice de poète; sam. 22 h : dim. 17 h : A. Allen.  
**TANGO** (272-17-18) : sam. 20 h 30 : Les Horreurs de la victoire.  
**THÉÂTRE PÉDAGOGUE** (322-11-02) : sam. 20 h 30 : Les Horreurs de la victoire; 22 h et 23 h 30 : Nous ne fait ou ne nous dit de faire.  
**THÉÂTRE EN ROND** (367-88-14) : sam. 21 h, dim. 15 h : Complet vers nous; sam. et dim. 20 h 30 : Les Horreurs de la victoire.  
**THÉÂTRE DU LYS** (327-88-61) : sam. 21 h, dim. 17 h : Voyage en Diable.  
**THÉÂTRE DU MARAIS** (278-03-53) : sam. 20 h 30 : Le Misanthrope.  
**THÉÂTRE DE PARIS** (364-22-77) : sam. 20 h 30 : La Fuite en Chine.  
**THÉÂTRE PRÉSENT** (203-02-55) : sam. 20 h 30, dim. 16 h : La Tentation de saint Antoine.  
**THÉÂTRE DES 400 COUPS** (633-01-21) : sam. 20 h 30 : Les Zébrures des rêves sataniques.  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (256-70-80) : II : sam. 20 h 30, dim. 15 h : L'Ambassade.  
**THÉÂTRE STUDIO BEHREND** (783-64-60) : sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : La Marmite.  
**THÉÂTRE DU TOURTOUR** (887-82-48) : sam. 18 h 30 : Un bain de ménage; 20 h 30 : Le Mal court.  
**VARIÉTÉS** (245-09-21) : sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : Chéif.

### Les cafés-théâtres

**ATHLETIC** (624-03-83) : sam. 21 h : Gino et ses amis.  
**AU BEC FIN** (296-29-35) : sam. 20 h 30 : Tolu-Bahut; 22 h : Le Président; 23 h 30 : Vous descendrez à la prochaine.  
**BLANCS-MANTRAUX** (887-15-84) : 20 h 15 : Avez-vous vu; 21 h 30 : Philippe Ogouz; Tout a changé; 22 h 30 : Les bulles dans l'encre; 23 h 30 : Qui est-tu Betty Grand?  
**CAFÉ D'EDGAR** (322-11-02) : sam. 18 h 30 : Laissez chanter les cloches; 22 h 30 : L'homme; c'est comme un bon blanc; 23 h 30 : Les blanchistes dans l'atmosphère; 24 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 25 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 26 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 27 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 28 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 29 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 30 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 31 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 32 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 33 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 34 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 35 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 36 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 37 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 38 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 39 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 40 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 41 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 42 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 43 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 44 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 45 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 46 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 47 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 48 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 49 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 50 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 51 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 52 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 53 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 54 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 55 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 56 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 57 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 58 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 59 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 60 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 61 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 62 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 63 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 64 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 65 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 66 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 67 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 68 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 69 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 70 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 71 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 72 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 73 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 74 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 75 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 76 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 77 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 78 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 79 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 80 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 81 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 82 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 83 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 84 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 85 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 86 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 87 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 88 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 89 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 90 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 91 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 92 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 93 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 94 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 95 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 96 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 97 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 98 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 99 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 100 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 101 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 102 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 103 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 104 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 105 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 106 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 107 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 108 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 109 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 110 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 111 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 112 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 113 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 114 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 115 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 116 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 117 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 118 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 119 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 120 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 121 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 122 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 123 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 124 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 125 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 126 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 127 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 128 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 129 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 130 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 131 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 132 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 133 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 134 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 135 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 136 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 137 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 138 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 139 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 140 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 141 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 142 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 143 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 144 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 145 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 146 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 147 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 148 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 149 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 150 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 151 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 152 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 153 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 154 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 155 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 156 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 157 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 158 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 159 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 160 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 161 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 162 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 163 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 164 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 165 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 166 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 167 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 168 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 169 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 170 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 171 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 172 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 173 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 174 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 175 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 176 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 177 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 178 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 179 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 180 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 181 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 182 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 183 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 184 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 185 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 186 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 187 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 188 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 189 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 190 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 191 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 192 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 193 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 194 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 195 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 196 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 197 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 198 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 199 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 200 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 201 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 202 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 203 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 204 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 205 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 206 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 207 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 208 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 209 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 210 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 211 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 212 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 213 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 214 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 215 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 216 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 217 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 218 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 219 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 220 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 221 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 222 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 223 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 224 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 225 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 226 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 227 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 228 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 229 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 230 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 231 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 232 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 233 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 234 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 235 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 236 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 237 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 238 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 239 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 240 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 241 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 242 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 243 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 244 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 245 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 246 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 247 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 248 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 249 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 250 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 251 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 252 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 253 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 254 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 255 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 256 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 257 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 258 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 259 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 260 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 261 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 262 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 263 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 264 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 265 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 266 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 267 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 268 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 269 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 270 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 271 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 272 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 273 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 274 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 275 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 276 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 277 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 278 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 279 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 280 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 281 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 282 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 283 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 284 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 285 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 286 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 287 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 288 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 289 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 290 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 291 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 292 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 293 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 294 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 295 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 296 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 297 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 298 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 299 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 300 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 301 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 302 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 303 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 304 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 305 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 306 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 307 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 308 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 309 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 310 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 311 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 312 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 313 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 314 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 315 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 316 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 317 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 318 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 319 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 320 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 321 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 322 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 323 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 324 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 325 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 326 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 327 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 328 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 329 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 330 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 331 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 332 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 333 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 334 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 335 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 336 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 337 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 338 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 339 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 340 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 341 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 342 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 343 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 344 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 345 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 346 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 347 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 348 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 349 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 350 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 351 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 352 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 353 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 354 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 355 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 356 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 357 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 358 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 359 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 360 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 361 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 362 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 363 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 364 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 365 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 366 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 367 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 368 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 369 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 370 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 371 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 372 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 373 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 374 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 375 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 376 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 377 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 378 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 379 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 380 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 381 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 382 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 383 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 384 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 385 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 386 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 387 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 388 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 389 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 390 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 391 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 392 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 393 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 394 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 395 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 396 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 397 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 398 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 399 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 400 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 401 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 402 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 403 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 404 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 405 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 406 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 407 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 408 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 409 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 410 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 411 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 412 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 413 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 414 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 415 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 416 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 417 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 418 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 419 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 420 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 421 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 422 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 423 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 424 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 425 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 426 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 427 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 428 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 429 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 430 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 431 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 432 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 433 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 434 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 435 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 436 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 437 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 438 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 439 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 440 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 441 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 442 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 443 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 444 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 445 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 446 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 447 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 448 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 449 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 450 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 451 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 452 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 453 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 454 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 455 h 30 : Les blanchistes sont fatigués; 4



# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 16 octobre

L'AFFAIRE D'« APOSTROPHES »

## Un « monopole » involontaire

(Suite de la première page.)

L'accusation de « dictature » portée contre Bernard Pivot est absurde et les jugements de Régis Debray sur « Apostrophes » sont d'autant plus décevants qu'ils sont d'un moraliste aux accents pamphlétaires que ceux d'un professionnel. Cette émission par l'audience (3) qu'elle a conquise constitue un phénomène de société, par la suprématie écrasante qu'elle s'est assurée sur ses concurrentes, elle est devenue un monopole de fait. Elle a développé, sans que son animateur y soit pour rien, une véritable « synergie ».

En effet, dès que ses programmes sont connus, les éditeurs relancent les directions commerciales qui envoient les ouvrages « chez les libraires », à leur tour, les emportent et les présentent sous le sigle « Apostrophes ». Les auteurs bénéficient durant quelques jours d'une remarquable promotion. De l'avis des professionnels, l'émission jouera peu pour un auteur qui a déjà son public, mais l'éditeur augmentera le tirage initial du débiteur ou de l'écrivain méconnu. Des auteurs dont l'œuvre pouvait passer par difficile ont atteint ainsi un public inespéré.

La presse écrite contribue aussi à la « synergie » de l'émission. Les hebdomadaires de télévision à grand tirage présentent les ouvrages de l'émission. Les autres publications à l'effet de ce que leurs lecteurs sont supposés réclamer s'empressent de choisir les livres traités par Bernard Pivot. Dans les milieux de l'édition, on nomme « pivotisation » le processus de la presse écrite. Cette focalisation accentue sans doute la « best-sellerisation » dénoncée ici ou là : il reste que, sans elle, bien des éditeurs auraient des difficultés à établir une « pénétration » des prix en faveur des ouvrages de petite diffusion, dans l'état actuel du marché du livre, ce qu'oublie Régis Debray.

Revers de la médaille, l'outil télévisuel contraint parfois des auteurs à de véritables contorsions s'ils veulent se « vendre », et ce n'est pas un hasard si les éditions Jean-Claude Lattès se sont équipées d'un matériel audiovisuel pour entraîner leurs poulains. L'écrivain doit se soumettre à un rituel spectaculaire pour lequel il n'est pas nécessairement doué. Son livre vaut son physique. On se souvient de tel genre, de tels yeux... Dans le domaine des idées, la confrontation est admise par le téléspectateur, mais malheur au romancier qui descendra l'ouvrage de son

confère : les livres des « méchants » ne se « vendent » pas.

A l'inverse, le silence de Sylvie Castry rendue muette à l'évocation du destin tragique d'une sœur handicapée que relatent ses *Chènes verts* a valu une promotion formidable - et involontaire - à son livre. Le spectacle de son émotion a plus déclenché d'achats que le contenu du livre.

Il est évident aussi que certains ouvrages difficiles ou spécialisés ne pourraient jamais, par leur même système, connaître la faveur d'un grand public. Leurs auteurs perdent leur temps à se muer, exercice périlleux, en bateleurs.

Ces limites reconnues, « Apostrophes » remplit donc largement son contrat. Mais il manque sur les autres chaînes des émissions à grande diffusion ou même s'adressant à des publics plus restreints selon les spécialités. Peu d'entre elles, trop obsédées par « Apostro-

phes » ou trop récentes, ont réussi à assurer un public fidèle. A l'origine, « Droit de réponse » de Michel Polac devait parler de livres et de cinéma. La première émission ayant été ratée, son animateur a alors été invité à choisir d'autres sujets. Il faut donc du temps et que les directeurs de programmes n'aient pas le regard fixé exclusivement sur l'indice d'écoute pour qu'une émission littéraire puisse trouver sa vitesse de croisière.

Après tout, c'est en s'adressant à plusieurs publics que la télévision remplit son rôle de service public.

Il est à craindre que cet aspect de la question soit noyé dans l'impersonnelle campagne menée contre le « méchant Debray » en faveur du « gentil Pivot ». Dure époque.

BERNARD ALLIOT.

(3) Plus de trois millions de téléspectateurs en moyenne.

### LA DÉCLARATION DE BERNARD PIVOT :

#### « Ce mot épouvantable de dictature »

A la fin de son émission, Bernard Pivot a diffusé les images enregistrées de la conférence au cours de laquelle, à Montréal, M. Régis Debray avait attaqué « Apostrophes ». On a bel et bien entendu et vu dire, malgré le démenti embarrassé qu'il devait donner le lendemain sur Antenne 2 (le Monde du 12 octobre) : « On s'efforce de multiplier les émissions littéraires sur les différentes chaînes. Certaines sont en projet, mais les projets vont se concrétiser, afin d'enlever à une émission, celle que vous avez nommée, le monopole, à la fois dans le choix des titres et le choix des auteurs, accordé à l'arbitraire d'un seul homme et qui exerce finalement une véritable dictature sur le marché du livre ».

Bernard Pivot, usant de son droit de réponse, a répondu vivement au conseiller de l'Élysée pour les affaires culturelles : « Dans sa déclaration, trois mots sont inacceptables : monopole, arbitraire, dictature. » Revenant que depuis huit ans

qu'« Apostrophes » existe, TF 1 ne s'était pas privé de lancer de nouvelles émissions. (« J'en ai compté cinq, et ce n'est pas moi qui les ai arrêtées »), il a poursuivi :

« Ce que Régis Debray appelle mon arbitraire, c'est tout simplement la liberté de curiosité, de jugement et de parole d'un journaliste qui s'efforce d'être sans parti pris et sans prévention ».

Enfin, je n'admets pas que ce mot épouvantable de dictature qualifie ce qui n'est que le libre choix des téléspectateurs et des amateurs de lecture. Il n'est pas bon qu'un philosophe, intellectuel de gauche et conseiller à l'Élysée, croie que les publics sont des choses molles et facilement influençables. Et il n'était pas habile, à mon avis, de laisser entendre que la prochaine émission littéraire de TF 1 se concerte sous le regard protecteur et intéressé du pouvoir. Bonssoir à tous, à la semaine prochaine, et haut les cœurs ! »

## En attendant Pivot

On attendait Pivot, mais c'est Pivot qui nous a fait attendre. Pendant plus d'une heure, le « dictateur » des lettres nous a infligé un dîner d'une assez fastidieuse conversation avec ses invités, alors que nous aspirions tous une tasse d'armes avec Régis Debray, en réponse à la petite phrase de Montréal.

Pivot, bien sûr, a fini par répondre. Des accusations de Régis Debray, il récusait trois termes : ceux de monopole, d'arbitraire et de dictature. Toute l'émission qui précède était là pour lui donner raison, trop raison, car ce numéro d'« Apostrophes » ne constitue sans doute pas le meilleur d'une série qui a débuté en 1975.

Ne citons pas de noms, mais enfin, qui pourrait penser que Bernard Pivot doit à des pouvoirs occultes, à quelque mystérieux privilège, à quelque scandaleux monopole, son « échec » de vendredi soir ? Où était l'originalité de la pensée, la qualité du raisonnement, le brio de l'expression ? Seul, peut-être, Michel-Alexandre Bernier, par sa reconstruction du testament de Sartre, a réussi à éveiller notre curiosité et notre intérêt. Pour le reste, nous avons eu droit à une avalanche de bons sentiments, de bonnes inten-

tions. Et comme l'idée selon laquelle il y aurait deux cultures en France - l'une de droite et l'autre de gauche - est finalement un peu rude à avaler, tous les participants ont fait des concessions : nous ne sommes pas Espagnols, nous n'avons pas connu la guerre civile et, après tout, nous détestons à la même auberge. Bien sûr, M. Catherine Clément ne concevait pas entièrement convaincue, M. Lucet, très friéux en ce début d'automne, a sans doute fait, lui aussi, des concessions. Mais enfin, l'honneur national fut sauvé, l'espace d'une « Apostrophe ».

Bernard Pivot peut-il pour autant être levé du soupçon d'arbitraire ? Pas entièrement, si l'on en croit le Livre. Manifestement, c'est à sa seule volonté que nous devons le plateau qu'il a réuni pour nous vendredi soir. Son libre arbitre, ce qu'il appelle sa « liberté de curiosité » le rendit du moins responsable de la médiocre émission qu'il nous a offerte et des considérations confuses que nous avons dû subir sur les rapports bonheurs-mauvais-culture, ou des souhaits faussement naïfs sur la nécessité pour « le peuple polonais » de s'entendre avec son gouvernement.

Donc, Bernard Pivot n'est pas un dictateur. Excellent professionnel, capable de relancer la discussion la plus obscure d'une réflexion pertinente - parce qu'il a réellement lu les livres dont il parle - il fait ce qu'il peut avec ce qu'il a. Telle est la règle du jeu qu'il s'est imposée et qui a été acceptée par les téléspectateurs. La parole que lui fait Régis Debray est injuste, et le président de la République l'a fait officiellement savoir. Bien sûr, la formule de son

émission s'essouffait lorsque manquant sur le plateau des interlocuteurs de qualité, et elle ne peut pas servir de modèle à toutes les entreprises. L'échec de « La rage de lire » l'a bien prouvé. Pivot, parce qu'il aime la lecture et les livres, n'a pas son pareil - si l'on excepte Pierre Dumayet et Pierre Desgraupes de la haute époque - pour parler livres à de larges publics. Il y a certainement d'autres moyens que les siens d'aborder la littérature à la télévision : lecteurs, éditeurs, auteurs les attendent. De toute évidence, le meneur de jeu pensait plus, vendredi soir, à son droit de réponse qu'à un débat sur « Culture et politique » ; il savait que les paroles ne sont rien devant le pouvoir des images. Sa méthode, c'est de laisser parler (est-ce vraiment si réprouvable ?). On n'oublie pas de sitôt cette vision pitoyable, qu'il nous a offerte de son contemporain pris au piège de ses propres mots et de son sectarisme.

NICOLE ZAND.

**ARCHITECTES BATISSEURS**

Salon de la Maison Individuelle  
Porte Mailliot  
du 16 au 24/10/82  
ou Tél. (90) 85.23.34

**TRIBUNES ET DÉBATS**  
**DIMANCHE 17 OCTOBRE**  
- M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., participe à l'émission « Le Grand Jury-R.T.L. le Monde » sur R.T.L., à 18 h 15.  
- M. Simone Veil, députée et ancien président du Parlement européen, ancien ministre, est reçue au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

**BESSERAT DE BELLERON**

**LE CHAMPAGNE**

Allee du Vignoble  
51061 Reims Tél. (26) 06.09.18

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

**AUJOURD'HUI CHEZ SINGER**

Machine à coudre 512  
Bras libre  
1395 F 1295 F

Offre valable jusqu'au 30 octobre 1982

- 20 h 35 **Droit de réponse.**  
Émission de Michel Polac.  
Vaches maigres et grandes bouffes.  
Des représentants d'associations : Médecins sans frontières.  
Terre des hommes. Frère des hommes.  
21 h 50 **Série : Dallas.**  
Enfin un couple.  
Sur elles, incapable de mourir, est arrêtée, condamnée et mise en prison. Seul, Kristin se salue et le docteur Elby le soutiennent dans cette épreuve. Ces deux personnages lui feront découvrir la solution du mystère J.R.  
22 h 45 **Philosophie d'actualité : Sept sur sept.**  
De J.-L. Bugeat, E. Gilbert, F.-L. Bouley.  
Au sommaire, des enquêtes sur les sous-marins en mer du Nord ; sur le feu de la survie aux États-Unis. La télévision des autres sera celle d'Israël et le grand démont de la semaine, Jean-Michel Jarre.  
23 h 40 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Le roman de **VLADIMIR POZNER**

**DEUIL EN 24 HEURES**  
chez votre libraire 65 F

Temps Actuels

- 20 h 35 **Variétés : Champs-Élysées.**  
Émission de M. Druocier.  
Special Serge Lama.

Dimanche 17 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 **A Bible ouverte.**  
9 h 30 **La source de vie.**  
10 h 30 **Présence protestante.**  
10 h 30 **Le jour du Seigneur.**  
11 h **Masses célébrées à l'intention des sourds et malentendants.**  
A l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly. Prédicateur : le Père Turquois.  
12 h **Télé-foot.**  
13 h **Journal.**  
14 h 20 **Pour vous.**  
14 h 30 **Série : Arnold et Willy.**  
15 h **Sports dimanche.**  
Tiro : Rétrospective du Mondial de football ; Extraits des championnats du monde de tennis de table à Hongkong ; 30 kilomètres de marche à Paris ; Cyclisme : Tour de Lombardie.  
17 h **Les grands enfants.**  
17 h 30 **Série : Starasky et Hutch.**  
18 h 30 **Jeu : Qui êtes-vous ?**  
18 h 55 **Les animaux du monde.**  
Une vie qui se joue pas de piquants.  
19 h 25 **Jeu : J'ai un secret.**  
20 h **Journal.**  
21 h 35 **Cinéma : Il y a longtemps que je t'aime.**  
Film français de J.-C. Tacchella (1979). Avec J. Caruso, M. Dubois, R. Jevonin, J. Luciani, G. Laurent.  
Après avoir fait leurs noces d'argent, François et Brigitte Dubois décident de se séparer - pour échapper à la routine - et retournent dans leur pays natal, à la recherche de leur jeunesse. Ils réalisent que leur vie, chaque jour, en bohème, après son travail, elle continue à se jouer un jeu de cache-cache avec la mort. Le film est un hommage à la jeunesse et à la vieillesse.  
22 h 25 **Plein feu.**  
Magazine culturel de J. Arbur et C. Carbin.  
« Les Barfords », de Maxine Gorki, mise en scène de Gilles Bourdet et Alain Milon, au Théâtre Gérard-Philipe, à Tourcoing ; « Great Day in the Morning », avec Jessye Norman, mise en scène de Bob Wilson, au Théâtre des Champs-Élysées ; Raymond Devos, au Théâtre de Paris.  
22 h 35 **Sports dimanche soir.**  
23 h 20 **A Bible ouverte.**  
Le Livre de Job : « Mé vie vient à un fil ».

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 9 h 40 **Cours d'anglais.**  
10 h **Gym tonic (et à 10 h 45).**  
10 h 30 **Magazine du cheval.**  
11 h 15 **Dimanche Martin.**  
12 h 45 **Journal.**  
13 h 20 **Dimanche Martin (suite).**  
Inévitable mais vrai : 14 h 25 **Série : L'homme qui tombe à pic ; 15 h 20, L'écrit, des fast ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.**  
17 h 5 **Disney dimanche.**  
18 h **La course autour du monde.**  
19 h **Stade 2.**  
20 h **Journal.**  
21 h 35 **Variétés : Chantiez-le moi.**  
De J.-F. Kalin.  
Les chansons éternelles.  
Avec Julien Clerc, Michel Jonasz, Yves Duteil, Catherine Lara...  
21 h 55 **Document : Musique au poing (Féla).**  
Réalisation J.-J. Flori. (Co-prod. A.2, Kica, ministère de la culture.)  
Féla Adikalapo Kasi est non seulement le musicien le plus populaire du Nigeria, mais aussi un leader politique, un pacifiste, et surtout un rebelle. La personnalité du musicien, un tournage quasi clandestin, font de ce film, un reportage d'actualité.  
22 h 50 **Document : Repères sur le modern Japon.**  
La nouvelle génération de chorégraphes : Europe-Japon. (Copro. ministère de la culture.)  
Rarement la danse moderne n'a été aussi bien évoquée ou petit écran. Le troisième numéro de cette série est consacré aux chorégraphes Nagay Marui, Ushio Amagatsu, Carolyn Carlson, Maurice Béjart et Pina Bausch.

Lisez les deux best-seller

d'ANDRÉ CASTELOT  
**BONAPARTE et NAPOLEON**

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

- 21 h 50 **Série : Deuil en 24 heures.**  
De V. Pozner, réalisation F. Cassenti. Avec A. Comy, R. Bobinger, P. Clément, L. Scaboo...  
L'auto du colonel Carvin et de Caillou se faufille dans la grande foule de Français en deuil. Le char et ses trois conducteurs traversent Paris désert. Jacqueline est accueillie par des militaires pour s'occuper : une frappe bien nisée en image, bien interprétée sur la dédicace de 40.  
22 h 50 **Jazz : La grande parade.**  
De J.-C. Avery.  
John Lewis et Stéphane Grappelli.  
23 h 20 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **On sort ce soir : Dialogues des Carmélites.**  
Opéra de F. Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, sous la direction de J. Perle, chœurs dirigés par Z. Blum, avec A.-M. Blazant, R. Crespin, E. Brunner...  
D'après la pièce en trois actes de Georges Bernanos qui se déroule sous la Révolution de 1789. Le supplice de Blanche de Couppes et son exécution sur la place de la Révolution, le 17 juillet 1794.  
22 h 20 **Journal (extraits).**  
23 h 35 **Prélude à la nuit.**  
Concert de musique française à Châteauroux. « Suite française », de F. Poulenc.

FRANCE-CULTURE

- 20 h **Théâtre ouvert : « Écrivains de femmes », enregistré au Jardin d'hiver en juin 1982 ; « La Dame », de A. Celerier, réal. : A. Dava.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h **Concert : (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : « Edipe », de Emesco, par le Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France. Dir. : Y. Pina. Chef des chœurs : J. Jouineau. Violon solo : J. Prut. Solistes : R. Constantin, F. Petri, Y. Blisson, H. Gui, C. Meghior, J. Bona, B. Antoine.  
23 h **La nuit sur Franco-Musique : Entre guillemets, 0 h 5, Poissons d'or.****

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h **Images de...**  
10 h 30 **Moscou.**  
12 h **Les jeux du dimanche.**  
14 h **Feuilleton : Rocambole.**  
15 h **Ouvrez le dimanche.**  
Voix publique, avec J. Féraud, conseiller du président de la République ; 16 h, Musique : Les animateurs musicaux ; Des hommes qui font bouger les choses ; 17 h, Littérature : La ressource littéraire.  
18 h **Magazine de la photo : Flash 3.**  
De J. Bardin, P. Dhoel et J. Eguer.  
Le revue de presse : Les appareils espions ; Portrait : Pierre Terraz ; Flash pratique.  
18 h 45 **L'Echo des bananes.**  
De Vincent Lamy.  
Avec le chanteur sudiste Kim Larsen et le groupe régional lyonnais. Séquence vidéo sur Statu Quo et le Dico. Et dans la séquence tropicale, le meilleur groupe guadeloupéen à ce jour, le groupe K.A. de Guy Konkak.  
19 h 40 **Spécial DOM-TOM.**  
Série : Bizarro, bizarro.  
20 h 35 **Série : De la démocratie en Amérique.**  
Nous le peuple des États-Unis.  
Cent cinquante ans après Tocqueville, Renaud Delourme et Dominique Nappeler sont retournés aux États-Unis à la recherche des élus du peuple, des lobbyistes, des juges, des gardiens de la Constitution et de journalistes du « quatrième pouvoir ».  
21 h 25 **Aspects du court métrage français.**  
L'homme gonflé, de M. Malaingot ; 15 % loin du resta.  
22 h **Journal.**  
23 h 30 **Cinéma de minuit : La Rançon.**  
Film américain d'A. Segal (1955), avec G. Ford, D. Reed, L. Nielsen, J. Hernandez, R. Keith, A. Courby (v.o. soustitré N.).  
Le jeune fils d'un industriel millionnaire est enlevé. Après un douloureux cas de conscience, le père décide de ne pas payer la rançon demandée. Il veut enlever, quitter à l'autorité, le code inflexible du kidnapping et du chantage.  
Un sujet très dramatique, faisant apparaître certains maux de la société américaine et une leçon de courage individuel. Réalisation sobre mais un peu neutre. Le film est porté par l'interprétation de Glenn Ford.  
0 h 05 **Prélude à la nuit.**  
Concert : Jacques Offenbach, suite des Contes d'Hoffmann, par l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine.

FRANCE-CULTURE

- 8 h, Orthodonte.  
8 h 30, Protestations.  
9 h 10, Écoute Israël.  
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France.  
10 h, Mema, dans les Vosges.  
11 h, Regarde sur la musique.  
12 h 5, Allegro.  
12 h 45, Musique polonaise d'aujourd'hui.  
14 h, Sons : métrés.  
14 h 5, La Comédie-Française présente : « Conversation dans la Loire-Cher », et « Richard Wagner », de P. Claudel.  
16 h 5, Le lyriscope.  
17 h 30, Rencontre avec... Lefia Sehar.  
18 h 30, Ma son troppe.  
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.  
20 h, Albatros : Robert Creeley.  
20 h, Atelier de création radiophonique : « Le Ravissement », de Gertrude Stein, par R. Farabet et G.-G. Lemaire (redif.).  
23 h, Bandes dessinées.

FRANCE-MUSIQUE

- 11 h, Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées à Paris) : œuvres de Saint-Saëns, Bridge, Debussy, avec F. Lodon, violoncelle, D. Hovora, piano.  
12 h 5, Magazine international.  
14 h, Concert : Festival de Bayreuth 1982 : « Les Maîtres chanteurs de Nuremberg », de Wagner, par les chœurs et orchestre du Festival de Bayreuth. Dir. : H. Stein. Chef des chœurs : N. Balasch. Solistes : B. Wehl, M. Schenk, D. Kuebler, M. Egel, H. Frey, J. Vermeersch.  
17 h, Concert : l'Orchestre de chambre national de Toulouse. Dir. : G. Armand (Dvorak, Britten).  
20 h, Les chants de la terre.  
20 h 30, Concert : (donné à la Philharmonie de Berlin, le 30 avril 1982) : « Symphonie n° 41 », de Mozart ; « Symphonie n° 3 », de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Dir. : H. von Karajan.  
23 h 15, La nuit sur Franco-Musique : musiques de nuit. Entre guillemets, 0 h 5, Round about midnight.



# CARNET

## Naissances

- M. Dominique BAZY et M<sup>me</sup>, née Claire Malaurie, sont heureux de faire part de la naissance de Mathilde, à Paris, le 16 septembre 1982.

- Florence et Adrien ZELLER-HUGODOT, Cédric, Henri, Caroline et Judith, sont heureux d'annoncer la naissance de Clémence, le 9 octobre 1982, 24, rue de Rigny, 54000 Nancy, 23, rue Erickmann-Chatrain, 67000 Saverne.

## Mariages

- On nous prie d'annoncer le mariage de Luc FEINBERG avec Barbara TURNER qui a eu lieu à Paris le 14 octobre 1982.

- Yves LE CUNFF et Maria BANASZKIEWICZ sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré, à Varsovie, le 9 octobre 1982.

- Denise de SAIVRE et Christopher MILES-THOMAS sont heureux de faire part de leur mariage. Octobre 1982.

## Décès

- M<sup>me</sup> René Benoist-Lucy, son épouse, Carole et Jean-Baptiste Fouché et Sébastien, Yann Benoist-Lucy, Flore Benoist-Lucy, Ses enfants et son petit-fils, M<sup>me</sup> Yves Chataignier, Fossil, ses frères et sœurs, ont la grande douleur de faire part du décès de René BENOIST-LUCY, croix de guerre 1939-1945, officier de la Légion d'honneur, appelé à Dieu le 14 octobre 1982. La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 octobre, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 138, avenue Charles-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes. 23, rue de l'Eglise, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- M. et M<sup>me</sup> François Homolle, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Soubrier, Le lieutenant de vaisseau et M<sup>me</sup> Jean-François Soubrier, Le commissaire principal de la marine et M<sup>me</sup> Christian Masson, M. Christian Homolle et M<sup>me</sup> Laurence Berthaut, sa fiancée, M. et M<sup>me</sup> Olivier Homolle, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Parizet, M. Bertrand Homolle, Jean-Baptiste, Gabriel, Rémy, Antoine, Marie-Lys et Michel Soubrier, Bruno et Martin Masson, Clément et Adrien Homolle, Benoît Parizet, Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Chauveau, M. et M<sup>me</sup> Jean Chauveau, M<sup>me</sup> Tony Chauveau, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel HOMOLLE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, ancien élève de l'École polytechnique, directeur général honoraire de la Compagnie du canal de Suez.

leur père, grand-père, arrière-grand-père, beau-frère, survenu accidentellement à Neuilly, le 14 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, le mardi 19 octobre, à 9 heures précises, et seront suivies de l'inhumation dans le caveau de famille à Houlgate (Calvados).

Prière de n'envoyer ni fleurs ni couronnes. 61, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- M. et M<sup>me</sup> Joël Rivault, Véronique, Jean et Jacques, M. et M<sup>me</sup> Gilles Le Theule, François-Gilles et Marie-Astrid, font part du décès de M. François LE THEULE, chevalier de la Légion d'honneur (1914-1918), médaille militaire (1914-1918), croix de guerre (1914-1918), chevalier de l'Ordre du mérite national, survenu le 15 octobre 1982. La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 octobre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame de Sablé, 20, rue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 71100 Chalon-sur-Saône, 78, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

- M<sup>me</sup> P.-H. Thiollier, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques d'Estalens et leurs enfants, M<sup>me</sup> Jeanne Samaran, ont la douleur de faire part du décès de

Charles SAMARAN, membre de l'Institut, grand officier de la Légion d'honneur, directeur honoraire des Archives de France, survenu le 15 octobre 1982 à Nogaro (Gers). Les obsèques auront lieu le lundi 18 octobre, à 15 heures, à Cravanchères-l'Hôpital. (Lire page 20.)

- M<sup>me</sup> Gilbert Sigaux, ses enfants, la famille, les amis et, en particulier, les Amis de Pierre Mac Orlan, font part du décès de Gilbert SIGAUX, chevalier des Arts et des Lettres, prix Interallié 1949, professeur au Conservatoire national d'art dramatique, survenu le 12 octobre à Théméricourt. Ses obsèques ont eu lieu le 14 octobre dans l'intimité. (Le Monde du 13 octobre.)

## Remerciements

- M<sup>me</sup> Alexandra Leventis, née Hélène Coppet, Stéphanie, Agathe et David Lucas, profondément touchés par les témoignages de sympathie reçus lors du décès de

M. René COPPET, leur frère et grand-oncle, et, dans l'impossibilité d'y répondre, prient les personnes qui les leur ont fait parvenir de trouver ici l'expression de leur sincère reconnaissance.

- M<sup>me</sup> Ernest Lemaire-Audoire, M. et M<sup>me</sup> Pierre Chapuis, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Philippe Lemaire-Audoire et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Kamil Arvi et leur fils, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Ernest LEMAIRE-AUDOIRE, remercient tout ceux qui se sont associés à leur peine.

- M<sup>me</sup> Adrien Petit, Florence et Philippe, ses enfants, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

M. Adrien PETIT, remercient d'avoir pris part à leur douleur.

## Anniversaires

- Pour le cinquantième anniversaire de sa mort, une pensée est dédiée à ceux qui ont connu et aimé le pasteur Charly CARNIS.

- 17 octobre 1982. Abraham SULHEFER. En notre mémoire. Sa famille, ses amis.

## Avis de messes

- Messe de requiem pour Guillaume LASNE-DESVAULLES, le mardi 19 octobre, à 19 heures, à Saint-Nicolas-du-Charbonnet.

## Messes anniversaires

- M. et M<sup>me</sup> Jacques Bery, M. et M<sup>me</sup> Pierre Salas, annoncent qu'une messe sera célébrée à la mémoire de

M. Auguste BOURGEOIS, ingénieur général des eaux et forêts (E.R.), le lundi 18 octobre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 351, rue Lecourbe, Paris-15<sup>e</sup>.

141, boulevard de la Liberté, 59800 Lille. 30, avenue Georges-Mandel, 75116 Paris.

## Communications diverses

- La Mutuelle de la presse, 29, rue de Turbigo, Paris-2<sup>e</sup>, annonce deux journées de déjeunés, les 18 et 19 octobre, réservées aux sourds et aux malentendants. Essais de nouveaux appareils auditifs et réparations gratuites d'appareils. Téléphone : 233-21-89, poste 175.

## Soutenance de thèses

### DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-III, lundi 18 octobre, à 15 heures, salle des Commissions, M. Christian Herbin : « Economie de plantation et développement ; le cas de l'île de la Réunion ».

# INFORMATIONS « SERVICES »

## BIBLIOGRAPHIE

### Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de publier les ouvrages suivants :

- Guide des jeunes. Publié par le service d'information et de diffusion du premier ministre, cette deuxième édition entièrement remaniée du Guide de l'entrée dans la vie active, paru en 1981, s'est fixée pour but de mieux informer et orienter les jeunes dans leurs différentes démarches. 352 pages, 32 F.

- Traité fondamental du système industriel français. Le secteur public dans l'industrie avant et après les nationalisations. Ce document statistique publié par le ministère de la recherche et de l'industrie décrit le secteur public industriel par secteurs d'activité, branches, régions, tailles des entreprises, permettant ainsi de déterminer et de comparer la place du secteur public dans l'industrie avant et après les nationalisations. 114 pages, tabl. 55 F.

- Répertoire national des laboratoires. La recherche universitaire. Tome 1 : Sciences de la matière. Publié par le ministère de la recherche et de l'industrie, ce répertoire régionalisé recense de façon exhaustive l'ensemble des laboratoires de recherche et de développement implantés sur le territoire national. 532 pages, 150 F.

- L'enfant dans la vie. Une politique pour la petite enfance. Rapport au secrétaire d'Etat à la famille. (Par Nicole Bouleau et Bernadette Rousselle.) Réunis pendant six mois à la demande du secrétaire d'Etat à la famille, élus locaux, experts, représentants de ministères, ont réfléchi autour du thème de la petite enfance et de l'établissement d'une politique en ce domaine. Après avoir défini les fondements d'une telle politique, ils ont formulé une série de propositions qui permettraient d'obtenir une meilleure qualité de l'accueil extra-familial.

- Actes du congrès de Montpellier (28-30 septembre 1981). Fait le point sur les réalisations et les expériences de l'information dans les services d'archives relevant de la direction des Archives de France depuis dix ans et en présente les perspectives d'avenir. Traite aussi de la conservation des documents de type traditionnel et audiovisuel. 152 pages, 90 F.

\* Ces publications sont en vente à la Bibliothèque de la Documentation française, 31 quai Voltaire, 75007 Paris, et dans les grandes librairies à l'adresse régionale de la Documentation française, 165, rue Garibaldi, Lyon (3<sup>e</sup>) ou par correspondance à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 La Courneuve Cedex ; télé : Doc-Fran Paris 204626.

## PARIS EN VISITES

### MARDI 19 OCTOBRE

- Les peintres témoins de leur temps. 15 h. 19, rue de Valenciennes (Approche de l'art).

- La Cité. 15 h. Métro Cité, M. Jaurès.

- Eglise Saint-Julien-le-Pauvre. 14 h. 45, façade de l'église, M. de La Roche.

- Le temple d'Isis, près de Philae : les mystères d'Osiris et la résurrection. 14 h. 30, 80, rue Talbot.

- Le musée Marmottan. 15 h. 2, rue Louis-Bouilly, M<sup>me</sup> Willet.

- L'hôtel de Maillé-Neale. 15 h. 29, quai Voltaire, A. Garcia (Paris et son histoire).

- Hôtels, églises, ruelles du Marais. 14 h. 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

- Le Marais, hôtels de Sens, d'Amont, de Brimilliers. 14 h. 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

- L'Opéra. 13 h. 15, vestibule d'honneur, M<sup>me</sup> Allaz.

- Manufacture des Gobelins. 14 h. 30, 42, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Zujovic.

- Le bateau lavoir à Montmartre. 15 h. 12, place Emile-Goudeau, M<sup>me</sup> Chapuis.

- Hôtel de Launay. 15 h. 17, quai d'Anjou, M<sup>me</sup> Hulot.

- Eglise et quartier Saint-Eustache. 15 h. entrée rue du Jour, M<sup>me</sup> Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

Les vents souffleront de sud à sud-ouest, forts sur le littoral méditerranéen, ainsi qu'en Manche, modérés à assez forts ailleurs.

Les températures seront en hausse avec des minimums de 12 à 13°C dans l'Ouest, 6 à 7°C dans l'Est et le Nord-Est et des maximums de 15 à 16°C dans le Nord, 18 à 20°C dans le Midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 octobre, à 7 heures, de 1 016,6 millibars, soit 762,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 octobre) : Ajaccio, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 16 et 8 ; Bourges, 14 et 3 ; Brest, 14 et 11 ; Caen, 14 et 6 ; Cherbourg, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 13 et 2 ; Grenoble, 14 et 4 ; Lille, 12 et 7 ; Lyon, 14 et 3 ; Marseille-Marguare, 18 et 6 ; Nancy, 11 et 2 ; Nantes, 16 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 11 ; Paris-Le Bourget, 14 et 4 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 14 et 9 ; Strasbourg, 13 et 4 ; Tours, 14 et 6 ; Toulouse, 16 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 26.

Températures relevées à Tétanger : Alger, 25 et 10 degrés ; Amsterdam, 13 et 7 ; Athènes, 23 et 17 ; Berlin, 13 et 7 ; Bruxelles, 12 et 3 ; Copenhague, 12 et 6 ; Dakar, 30 et 20 ; Djibouti, 29 et 18 ; Genève, 12 et 2 ; Jérusalem, 23 et 20 ; Lisbonne, 19 et 12 ; Londres, 15 et 5 ; Luxembourg, 8 et 3 ; Madrid, 15 et 5 ; Moscou, 14 et 12 ; Nairobi, 19 et 13 ; New-York, 22 et 14 ; Palma-de-Majorque, 22 et 7 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 8 et 4 ; Téhéran, 28 et 17 ; Tunis, 26 et 14.

Journal officiel. Sont publiés au Journal officiel du samedi 16 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

- Instituant un congé spécial pour les ministres plénipotentiaires et certains conseillers des affaires étrangères.
- Maintenant dans ses fonctions le conseiller diplomatique du gouvernement.
- Autorisant E.D.F. à modifier pour conserver sous surveillance l'installation nucléaire de base dénommée Chinon A1.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3299

#### HORIZONTALEMENT

I. On s'y fait abouder ses vieux pécchés pour parfois faire place aux nouveaux. - II. Petit saint à quelques lieues d'une Petite-Synthe. Bien dressée, on risque moins de la voir s'envoler. Fat, à double titre, une beauté à ravir. - III. Négation. Quadrupède se déplaçant sur un pied. Qui peut avoir un beau-père sans avoir convoité. Alternatif. - IV. Fait énormément de bruit quand il éclate. Préposition. Naturel chez l'ingénieur, il est souvent faux chez la coquette. - V. Personnage qui suit péniblement son chemin de croix. - VI. L'oiseau fleur dans une peau de vache. Précède la loi chez celui qui n'a aucune propension à la suivre. Baroudeur d'honneur. - VII. Continuant de l'essence. Célèbre glissant la vue. - VIII. Brave. Une Quercinoise l'accueille avec un mot de bienvenue alors que chacun s'emploie à la chasser. - IX. Grâce à Lumière, on y projette des scènes lumineuses. Petit-fils de navigateur. S'en remettre au bras séculier. - X. Semble avoir été la source d'inspiration des fables de La Fontaine. - XI. Transpire dès qu'il se met à courir. De nature différente selon qu'il s'agisse d'olive ou de saumon. Éclat de rire. - XII. Provoqueront dans une administration une période de vacances. Telle une nature de type volcanique. - XIII. Ce que fit une femme modeste. Unité de compte à Londres. Nageur en bassin. Centre d'une très lointaine civilisation. - XIV. La première de cette dernière d'Aroust n'est pas un succès retentissant. Franc quand la sortie est gauchiste. Unité foncière. - XV. Copulatif. Avec lui, on risque d'expirer faute de pouvoir inspirer.

total. - 7. Qui ne peuvent que s'oliquer. Fils de dieu en mer ou triste grenouille en mare. - 8. Assure la liaison au stade comme au standard. Générateur de veste invitant le candidat à se réhabiliter. Cordon électrique. - 9. Provoque une place vacante. Il est l'istat, mais assez « charbonné » en façade. Vert en montagne et aride en mer. - 10. Filles lancées sur les ondes par un producteur prolifique. Participe passé. Vieilles exultent. - 11. Salissent celui qui les essuie et mouillent celui qui les débite. Agent de l'identité. - 12. Division première de l'hexagone. Toute vie qui y est suspendue ne tient qu'à un fil. - 13. Saint martyr en 44. De la nature de l'éther. Temps souvent calculé en poids. - 14. Produit de nécessité. Personnel. Brève rencontre, mais souvent très marquante. - 15. Un pluriel plutôt singulier. Nom d'un pétard.

#### Solution du problème n° 3298

##### Horizontalement

I. Frivolité. - II. Sourdes. - III. Isolé. Etc. - IV. Ne. Odra. - V. En. Alpe. - VI. Aorte. Eu. - VII. NR. Enn. Io. - VIII. Tisserand. - IX. Ete. Ridée. - X. Sardine. - XI. Ete. Aran.

##### Verticalement

1. Fainéantise. - 2. Señoritas. - 3. Iso. Sort. - 4. Volontés. De. - 5. Oued. Emari. - 6. LR. Râ. Urina. - 7. Idéale. Ader. - 8. Tê. Puñet. - 9. Esche. Odéon.

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 16 octobre à 0 heures et le dimanche 17 octobre à 0 heures :

Une profonde dépression sur le proche Atlantique s'approche de l'Europe. Elle dirige, dans un rapide courant du sud-ouest, de l'air humide et relativement doux sur la France, avec nuages, pluies et même un orage.

Plus tard, le matin du dimanche, les Pyrénées-Orientales-Languedoc, à la moitié est du Massif-Central, en Savoie, sur toutes les régions nord-est, Jura-Bourgogne-Lorraine-Alsace, ainsi que sur la Champagne-Ardenne. Ces pluies se décalent vers l'est pour sortir de France en fin de soirée ; elles prendront un caractère orageux sur les Cévennes, les Alpes centrales et du nord, avec abats possibles de grêle. Sur l'ouest du pays, le ciel sera un peu plus élement, avec des nuages et des averse, mais aussi des éclaircies parfois belles en Aquitaine et sur le centre-ouest.

Les vents souffleront de sud à sud-ouest, forts sur le littoral méditerranéen, ainsi qu'en Manche, modérés à assez forts ailleurs.

Les températures seront en hausse avec des minimums de 12 à 13°C dans l'Ouest, 6 à 7°C dans l'Est et le Nord-Est et des maximums de 15 à 16°C dans le Nord, 18 à 20°C dans le Midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 octobre, à 7 heures, de 1 016,6 millibars, soit 762,5 millimètres de mercure.

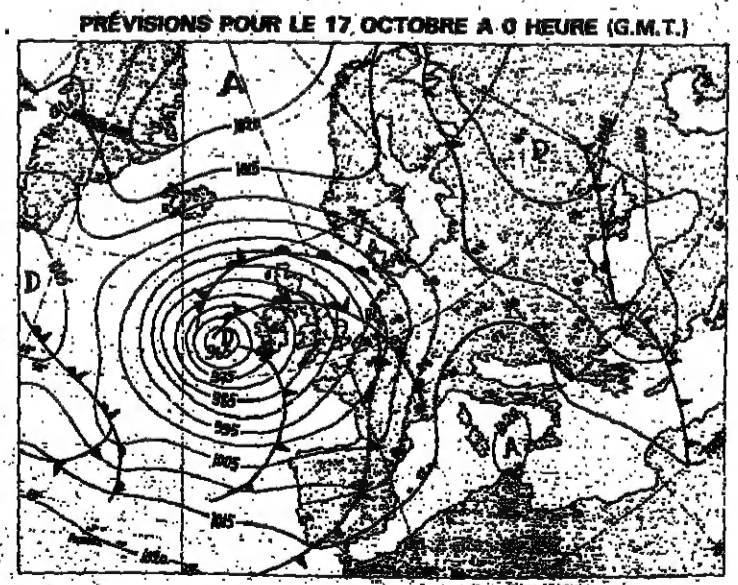
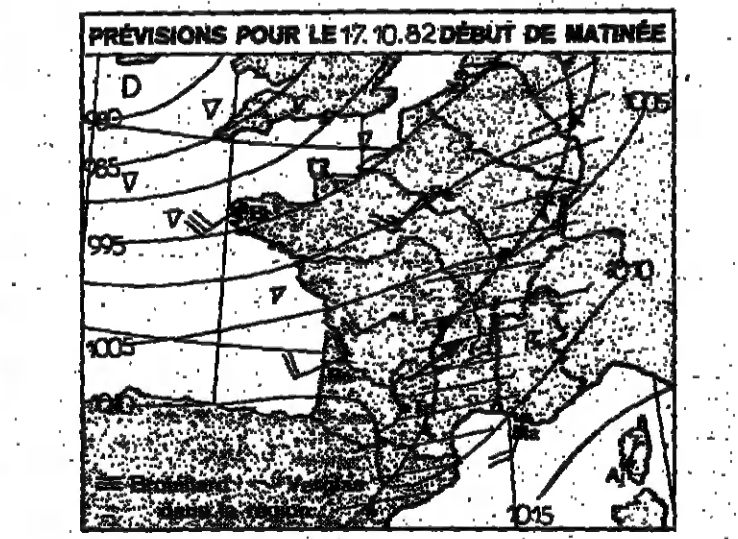
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 octobre) : Ajaccio, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 16 et 8 ; Bourges, 14 et 3 ; Brest, 14 et 11 ; Caen, 14 et 6 ; Cherbourg, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 13 et 2 ; Grenoble, 14 et 4 ; Lille, 12 et 7 ; Lyon, 14 et 3 ; Marseille-Marguare, 18 et 6 ; Nancy, 11 et 2 ; Nantes, 16 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 11 ; Paris-Le Bourget, 14 et 4 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 14 et 9 ; Strasbourg, 13 et 4 ; Tours, 14 et 6 ; Toulouse, 16 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 26.

Températures relevées à Tétanger : Alger, 25 et 10 degrés ; Amsterdam, 13 et 7 ; Athènes, 23 et 17 ; Berlin, 13 et 7 ; Bruxelles, 12 et 3 ; Copenhague, 12 et 6 ; Dakar, 30 et 20 ; Djibouti, 29 et 18 ; Genève, 12 et 2 ; Jérusalem, 23 et 20 ; Lisbonne, 19 et 12 ; Londres, 15 et 5 ; Luxembourg, 8 et 3 ; Madrid, 15 et 5 ; Moscou, 14 et 12 ; Nairobi, 19 et 13 ; New-York, 22 et 14 ; Palma-de-Majorque, 22 et 7 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 8 et 4 ; Téhéran, 28 et 17 ; Tunis, 26 et 14.

Journal officiel. Sont publiés au Journal officiel du samedi 16 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

- Instituant un congé spécial pour les ministres plénipotentiaires et certains conseillers des affaires étrangères.
- Maintenant dans ses fonctions le conseiller diplomatique du gouvernement.
- Autorisant E.D.F. à modifier pour conserver sous surveillance l'installation nucléaire de base dénommée Chinon A1.



10 ; Brest, 12 et 3 ; Bruxelles, 12 et 6 ; Le Havre, 12 et 12 ; Les Caméris, 23 et 12 ; Lisbonne, 19 et 12 ; Luxembourg, 8 et 3 ; Madrid, 15 et 5 ; Moscou, 14 et 12 ; Nairobi, 19 et 13 ; New-York, 22 et 14 ; Palma-de-Majorque, 22 et 7 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 8 et 4 ; Téhéran, 28 et 17 ; Tunis, 26 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Des hommes  
pleinement responsables  
vous assurent  
de meilleures garanties  
pour construire votre maison.

**ARCHITECTES  
BATISSEURS**

*Salon  
de la Maison Individuelle  
Porte Maillot du 16 au 24/10  
ou Tél. (90) 85.23.24*



# L'expérimentation sociale en télématique

**A l'occasion des quatrièmes journées internationales de l'IDATE, qui se dérouleront du 18 au 20 octobre à Montpellier, sur « L'expérimentation sociale en télématique », le Monde consacre à ce thème un supplément. La plupart des articles qui y figurent sont extraits de communications des intervenants à ce colloque.**

## Comment révéler les besoins ?

La notion d'expérimentation sociale n'a rien à envier, pour la clarté du concept au moins, à la notion de demande sociale qu'elle est supposée devoir révéler.

Car c'est bien le but de l'expérimentation sociale que d'être le révélateur de la demande au même nom. Cette demande qui semble souvent vouloir se soustraire aux analyses surtout quand il s'agit de la communication. En cette matière tout particulièrement, l'articulation de la technique et du social pose problème, à telle enseigne que les techniques classiques de marketing n'ont jamais vraiment débrouillé cette demande. Qu'on se souvienne du sondage réalisé en 1965 par la Revue française d'opinion publique auprès des ménages français non utilisateurs du téléphone : 76 % des personnes ont répondu qu'elles n'en avaient pas besoin. Or on sait que le nombre d'abonnés a été multiplié par cinq depuis, et que la liste d'attente est encore longue !

C'est donc pour tenter d'appréhender la demande que les institutions qui sont portesses d'une inno-

par LOUIS MEXANDEAU (\*)

La seconde vertu de l'expérimentation sociale est qu'elle constitue un creuset où peuvent dialoguer des professionnels qui s'ignoraient jusqu'alors. La collaboration est nécessaire à l'émergence de nouveaux systèmes d'information. Les nouvelles technologies brisent des frontières et donnent naissance à de nouveaux objets techniques que l'on appelle objets-programmes, ont soit étroitement mêlés, au moment de leur émergence, logiciels et matériels, contenant et contenu.

(\*) Ministre P.T.T.

Seul un lieu privilégié, limité dans le temps, dans l'espace et dans le risque parce qu'expérimental, peut offrir les conditions de la négociation et de la négociation entre partenaires différents. C'est le cas de la vidéographie interactive, expérimentée à Vélizy. L'équilibre entre producteur d'information, utilisateur et transporteur, sur lequel repose le développement harmonieux de ce média, est maintenant en passe d'être trouvé.

La troisième vertu de l'expérimentation sociale est qu'elle permet d'introduire de l'innovation dans un système existant et d'en faire un système limité.

Chacun sait que l'innovation sociale est un processus complexe de destruction, de péripétie, de remise en cause, bref de déstabilisation. Toutes les auxiliaires les grandes organisations sont par nature réticentes. Leur relative incapacité à promouvoir des innovations explique que les lieux d'initiative se soient déplacés aux pourtours du système de production organisé.

C'est pourquoi on constate aujourd'hui le paradoxe selon lequel l'administration centralisée soutient une innovation localisée dans des lieux avec lesquels elle parvient mal à dialoguer et à communiquer. Cette situation parait être une situation qui ne peut pas toujours identifier.

Mais, si l'administration ne peut prétendre assumer la responsabilité de l'innovation sociale, elle peut laisser exister des espaces d'expériences.

Ces espaces sont les expérimentations sociales. Elles ont pour but de choisir le terrain expérimental bien sûr, également le cadre budgétaire dans le cadre d'une enveloppe négociée, mais aussi et surtout quant à la gestion du temps. Car temps social et temps technique sont souvent différents, et l'expérimentateur doit coller au tempo du corps social, plus lent et plus saccadé à la fois que celui de l'innovation technologique.

Tout cela fait de l'expérimentation sociale un instrument intéressant. Elle constitue, dans le cadre d'un programme socialiste, une voie privilégiée pour diffuser l'innovation et cela pour plusieurs raisons :

- 1) elle repose sur le volontariat ;
- 2) elle se prête à une étude des motivations de la société ;
- 3) elle ouvre la voie à une planification du changement social ;
- 4) mais surtout elle permet de dégager les consensus indispensables. Contrairement à ce que pensent certains, l'expérimentation ne constitue pas un frein à la décision qui se verrait bloquée interminablement par des discussions sans fin.

En matière de télécommunication, l'expérimentation sociale ne fait qu'aligner le rythme d'activité des P.T.T. sur celui de ses partenaires. Il ne faut pas oublier que les décisions en environnement complexe sont longues à mûrir. Rien ne sert de précipiter les choses. Il faut réfléchir d'abord afin de pouvoir, une fois la décision prise, passer à une exécution rapide. Ce tempo, ce rythme, est le rythme à l'un de nos contemporains, le Japon, qui prépare ses décisions en s'assurant que chaque partie prenante a pu intervenir afin de dégager un consensus.

Ces expérimentations ont conduit les services de prospective de mon administration et le C.N.E.T. à développer une réflexion originale et opérationnelle. Mais qui ne se négocie pas, le fait de l'expérimentation sociale de Vélizy se déroule quotidiennement dans les expérimentations où les expérimentateurs ont des opérations opérationnelles des télécommunications, les chercheurs en sciences sociales, mais aussi les colporteurs de la culture, les partenaires de la culture, les nouvelles technologies, objets des expérimentations.

A l'heure du développement des télécommunications interactives, prolongement naturel d'une télématique enrichie, il était important sans doute que je réponde ici le sonnet que j'attache au respect des processus sociaux d'appropriation des nouvelles technologies.

Un supplément a été conçu et réalisé par Richard CLAUD

## Les habits neufs

La télématique ne se réduit plus aujourd'hui au simple fait de lier la télématique qui permet de lier le développement. L'évolution technologique fait naître de nouveaux réseaux qui permettent de lier les services de vidéocommunication interactive. Cette évolution n'est pas seulement technique. L'administration des P.T.T. est en effet au centre d'un large débat sur les enjeux sociaux et culturels de cette mutation. La nouvelle télématique répondra-t-elle mieux que la précédente aux aspirations du public ?

La télématique n'est pas une technique nouvelle. Elle correspond aux aspirations d'urgence. Ainsi, pendant les heures de la vieillesse, Charles Bernard a-t-il écrit : « Pourquoi donc tant réfléchir, alors qu'il est si simple d'expérimenter ? » La télématique n'est pas une technique nouvelle. Elle correspond aux aspirations d'urgence. Ainsi, pendant les heures de la vieillesse, Charles Bernard a-t-il écrit : « Pourquoi donc tant réfléchir, alors qu'il est si simple d'expérimenter ? »

Quel est le but des expériences en cours : tester des terminaux, des réseaux, des services, des méthodes pratiques de communication ? Qui a intérêt à expérimenter la télématique ? Les industriels, les prestataires de services ou une fraction de la population ? Les premières expérimentations (Télémat 3 V et annuaire électronique) ont été menées par un industriel et non d'une demande sociale. De quelle demande de communication s'agit-il ? Vélizy ? N'y avait-il pas, ailleurs, d'autres besoins à satisfaire que ceux d'une population déjà privilégiée du point de vue de l'information (les participants à cette expérience devaient posséder le téléphone et, dans la plupart des cas, un récepteur de télévision couleur) ?

Il fallait, à l'époque, s'adresser à un milieu social susceptible d'intégrer les prestations de services. Mais pour pénétrer dans les foyers pour vendre leurs produits, même si la consultation des annuaires était encore gratuite, à l'heure des crises, cette garantie n'était pas suffisante.

Ve-t-on pour autant exprimer des réserves sur le passé ? Mais, car l'expérimentation en télématique a ceci de particulier : elle ne se fait pas d'en haut. Elle est faite par ceux qui sont concernés. Trop de partenaires privés et publics dans les opérations pour risquer une critique. Et pourtant : où est le problème de télématique à Vélizy, de radiotéléphone pour les bergers des Alpes de Haute-Provence, de télématique pour les habitants de Lozère, etc. ? Autant d'expériences qui ont permis de tester d'expérimentation, au moment de tester du matériel ou... au choc des institutions en présence. La pénétration des télécommunications dans les secteurs, en particulier dans le secteur national, est jugée difficile par les responsables des télécommunications, en tant que tels, mais aussi par les ambassadeurs hégémoniques. D'où l'absence.

### L'ironie des temps

A y regarder de plus près, ces « réserves » sont pourtant parties d'un bon projet : la pénétration de la télématique, c'est-à-dire de l'expérimentation. Les projets sont abandonnés, mais la mise en présence de partenaires qui jusque-là s'ignoraient a été faite et justifiée à elle seule. L'opération aux yeux de ses producteurs : expérimentez, il y a toujours quelque chose.

La télématique n'est pas une technique nouvelle. Elle correspond aux aspirations d'urgence. Ainsi, pendant les heures de la vieillesse, Charles Bernard a-t-il écrit : « Pourquoi donc tant réfléchir, alors qu'il est si simple d'expérimenter ? » La télématique n'est pas une technique nouvelle. Elle correspond aux aspirations d'urgence. Ainsi, pendant les heures de la vieillesse, Charles Bernard a-t-il écrit : « Pourquoi donc tant réfléchir, alors qu'il est si simple d'expérimenter ? »

Cette télématique pourrait éventuellement dégager des bénéfices pour d'autres applications (moins rentables directement) dans le secteur public. Encore fallait-il tester.

un autre problème : celui du contenu. Qu'offrirait-on au téléspectateur disposant d'une douzaine de canaux ? Les militants du parti socialiste réunis récemment à Bourg-en-Bresse pour une journée d'information sur la filière électronique ont réaffirmé le rôle de la France d'avoir une politique du contenu : « En lançant un plan de câblage sans son corollaire, le plan du contenu, entend-on, on ne peut pas importer massivement des programmes américains. A moins que l'on ne les fasse à longueur de journées les mêmes émissions que les magazines Antiope. »

L'expérimentation consiste plutôt à utiliser les dispositions de la loi sur l'audiovisuel et à dégager des moyens pour créer une véritable culture du contenu. Et même que ces moyens devraient être encore plus élevés que ceux qu'on a attribués au développement de la filière électronique. La tâche est immense.

Qui pourrait se risquer à se lancer dans cette aventure ? Les producteurs locaux, avec des moyens suffisants, pourraient mettre en place des programmes de développement de la production audiovisuelle minimum. Mais il faudrait également que les grandes entreprises de communication se décident à investir. Or il semble qu'elles soient encore réticentes à ce sujet. Car la culture que les expérimentations ont permis d'observer sur les futurs réseaux. Hachette investit dans l'édition, mais possède son réseau de distribution ; le même Gaumont, qui dispose de belles.

On pourrait également imaginer des accords dans les régions. Les télévisions locales seraient alors prêtes à donner aux créateurs locaux les moyens et la liberté nécessaires pour assurer une partie de cette « industrie du contenu ».

A travers ce vaste programme, la télématique ne s'est pas perdue d' vue. Il ne faut pas en faire trop vite que nous sommes à la veille de tester des expérimentations : les pouvoirs publics - et les télécommunications en particulier - devront encore longtemps travailler financièrement et techniquement ces projets. Le terrain est occupé et préparé par le ministère des P.T.T. et par celui de la culture, au moment de celui de la communication. De nouveaux équilibres devront être trouvés.

RICHARD CLAUD

### Quel contenu ?

Qui fera-t-on entrer dans les sociétés d'information ? Les pouvoirs publics ? Les entreprises locales ? Les P.T.T. ? Les expérimentations des P.T.T. ont permis d'observer une participation importante dans ces sociétés, en vertu de son « droit de transport » ? Quelle place pour les médias ? Les réseaux de vidéocommunication qu'on se met en place pour...

## LE RÉPONSEUR VIDÉOTEX SNH

24 H. SUR 24 PAR UNE COMMUNICATION DYNAMIQUE

- Ayez accès au dialogue
- Permettez l'accès au dialogue

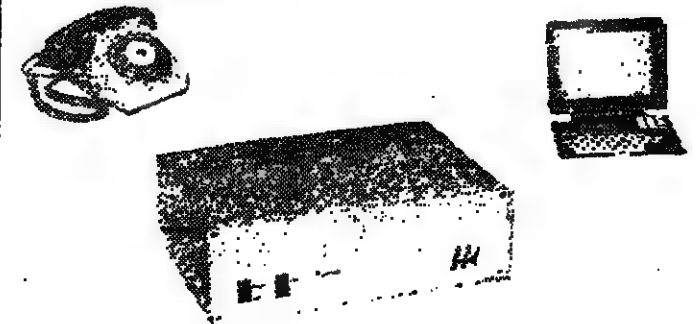
LE RÉPONSEUR VIDÉOTEX SNH EST UN MODE DE COMMUNICATION ÉVOLUÉ UN OUTIL DE TRAVAIL EFFICACE

Par sa souplesse d'utilisation le RÉPONSEUR VIDÉOTEX SNH permet à l'utilisateur de créer l'application de son choix :

- Agenda électronique : gestion des rendez-vous
- Messagerie électronique : service de boîtes aux lettres.
- Gestion automatique à distance : prise de commande, gestion de stock...

### Quelques applications...

- Agences de voyages, hôtels, bureaux d'études, cabinets immobiliers, juridiques, services culturels et sportifs, professions libérales, médecins, etc.



SOCIÉTÉ NOUVELLE HALBERTHAL  
3, rue de la Reine

92100 BOULOGNE - Tél. : (1) 825-75-66

## IDATE

L'IDATE (1) est une association régie par la loi de 1901 fondée à Montpellier en mai 1977 à l'initiative de la D.G.T. (Direction générale des télécommunications) de l'université Paul-Vézoly et de la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire et à l'équipement régional). L'IDATE réalise des études sur les nouvelles technologies de communication et leurs conséquences socio-économiques. Sa réflexion, qui s'appuie sur la mise en place et la mise à jour d'expériences sur le terrain, porte notamment sur l'amélioration des services existants, la conception de nouveaux services et les relations des usagers. L'IDATE conduit parallèlement des travaux de recherche et de prospective sur le thème de l'expérimentation et de la modélisation, sur l'impact

des services et sur l'aménagement du territoire.

Les organismes contractants sont des ministères, principalement P.T.T., recherche et industrie, urbanisme et logement, éducation nationale, des collectivités locales, des entreprises nationales et des firmes privées.

Depuis 1979, l'IDATE organise chaque année à Montpellier des journées internationales. Cette année, une centaine de spécialistes venant de plusieurs pays d'Europe, du Japon, du Canada et du Japon sont attendus.

(1) Institut pour le développement de l'aménagement des télécommunications et de l'économie. Adresse : Bureau du Polygone, 34000 Montpellier. Téléphone : (07) 65-48-48.

## LA LETTRE DE JEF

Publication mensuelle tirant le bilan de la participation collective de la presse à Vélizy et décrivant les premières applications dans la presse régionale ou nationale.

Jef, Premier au Hit Parade Télémat de Vélizy depuis 77 semaines consécutives, analyse ses succès et ses erreurs.

### Au sommaire du n° 1 (vient de paraître) :

- Statistiques : analyse détaillée et commentaire sur l'évolution du nombre d'appels et l'évolution du nombre de consultants au cours du premier semestre 1982.
- Le Parisien libéré : une expérience originale.
- L'Union et les expériences télématiques à Reims, Châlons-sur-Marne, Saint-Quentin et Laon avec le Crédit agricole et la chambre de commerce.
- PAP (Petites Annonces Presse) : premier service de P.A. actualisées quotidiennement pour le compte de : France-Soir, le Monde, le Figaro, l'International Herald Tribune, le Matin (et quelques quotidiens régionaux).

### N° 2 (à paraître en novembre) :

- Statistiques : analyse de la durée des appels et du nombre de pages consultées.
- Les Olympiades de bridge de Biarritz et l'expérience menée par le C.T.I.R. avec Sud-Ouest.
- Le Bien public et la foire gastronomique de Dijon.

ABONNEMENT DE LANCEMENT : valable jusqu'au 30 octobre, 1 200 F par an ; à partir du 1<sup>er</sup> novembre, tarif : 1 650 F par an.

Adresser bon de commande à : (Ne pas joindre le règlement.)

Jean-Claude GAYET  
C.T.I.R.  
1, rue Caumartin,  
75009 Paris  
Tél. : 265-76-42  
Téléc. : CTIRJEF 680651 F

55/100



## Des services de vidéocommunication sur les réseaux câblés

Les pouvoirs publics français devront faire d'importants choix concernant l'infrastructure technologique qui permettra le développement des systèmes de vidéocommunication.

Sans préjuger des choix finaux des ministères concernés (notamment P.T.T., mais aussi culture, recherche, industrie, plan, etc.), évoquons ici un éventail de propositions susceptibles d'être retenues.

**D**es services de programmes de vidéodistribution pourront être lancés sur une douzaine de réseaux câblés existants. Ceux-ci disposeront d'un réseau permettant environ douze canaux, équipé d'une voie de retour à faible débit.

Les usagers devront donc être équipés de sélecteurs et de postes récepteurs adaptés. Ainsi pourront être testés des services tels que les banques de programmes, les jeux en direct et la télé-surveillance.

Les projets dureront deux ans, une troisième année de transition permettant de passer du stade de projet expérimental à celui de service de l'Etat.

Il sera souhaitable de prévoir un départ minimum de programmes commun à l'ensemble des expériences. Ce fonds, qui pourrait également être financé par le cadre d'un service de télévision, la demande, n'exclura pas l'appel à d'autres programmes. Les expériences, les cultures ou les exploitants de chaînes de télévision pourront voir confier la programmation dans ce domaine.

En matière d'information, on pourrait utiliser dans la phase d'essai la technologie de diffusion de séquences d'images en mode conversationnel, les jeux interactifs, le vidéotexte, etc.

A cet effet, les usagers - un moindre nombre - seront équipés de micro-ordinateurs, de terminaux, de magnétoscopes programmables, etc.

Ce plan de lancement réel des services de programmes de vidéocommunication sur les réseaux câblés existants correspond à plusieurs objectifs :

- 1) Tester en vraie grandeur des services opérationnels afin d'en tirer des enseignements pour les choix à venir.
- 2) Provoquer les réactions des usagers à l'expression de leurs besoins. Car les actuelles méthodes d'enquête ou de marketing ne permettent pas de saisir les besoins du grand public sont totalement inefficaces lorsqu'il s'agit de produits nouveaux tels que les services futurs de vidéocommunication.
- 3) Tester les conditions de diffusion du potentiel français de programmes : l'adaptation de supports de diffusion, les problèmes d'accès à l'information, les stocks (catalogues), de distribution, de rémunération des auteurs, etc.
- 4) Tester les formes de montage institutionnels, économiques, financiers susceptibles de porter le développement de la vidéocommunication du côté des partenaires

locaux que du côté de l'Etat et de ses organismes.

5) Tester la maîtrise économique des services payants et les modes possibles de rémunération à l'usage des systèmes par les usagers et par les différents partenaires locaux.

6) Continuer la recherche et l'innovation en matière de services de programmes.

Notre conception d'une expérimentation qui soit une véritable laboratoire implique que les services soient payants. La participation de l'Etat à des collectivités locales permettra de combler la différence entre les coûts et les recettes qui ne sont pas dérisoires.

Le financement publicitaire doit être envisagé.

Dans le domaine de la programmation locale, le service de culture et des loisirs semble devoir être privilégié. Les programmes de télévision et de cinéma.

Il serait souhaitable de prévoir un départ minimum de programmes commun à l'ensemble des expériences.

Ce fonds, qui pourrait également être financé par le cadre d'un service de télévision, la demande, n'exclura pas l'appel à d'autres programmes. Les expériences, les cultures ou les exploitants de chaînes de télévision pourront voir confier la programmation dans ce domaine.

En matière d'information, on pourrait utiliser dans la phase d'essai la technologie de diffusion de séquences d'images en mode conversationnel, les jeux interactifs, le vidéotexte, etc.

A cet effet, les usagers - un moindre nombre - seront équipés de micro-ordinateurs, de terminaux, de magnétoscopes programmables, etc.

Ce plan de lancement réel des services de programmes de vidéocommunication sur les réseaux câblés existants correspond à plusieurs objectifs :

- 1) Tester en vraie grandeur des services opérationnels afin d'en tirer des enseignements pour les choix à venir.
- 2) Provoquer les réactions des usagers à l'expression de leurs besoins. Car les actuelles méthodes d'enquête ou de marketing ne permettent pas de saisir les besoins du grand public sont totalement inefficaces lorsqu'il s'agit de produits nouveaux tels que les services futurs de vidéocommunication.
- 3) Tester les conditions de diffusion du potentiel français de programmes : l'adaptation de supports de diffusion, les problèmes d'accès à l'information, les stocks (catalogues), de distribution, de rémunération des auteurs, etc.
- 4) Tester les formes de montage institutionnels, économiques, financiers susceptibles de porter le développement de la vidéocommunication du côté des partenaires

locaux que du côté de l'Etat et de ses organismes.

5) Tester la maîtrise économique des services payants et les modes possibles de rémunération à l'usage des systèmes par les usagers et par les différents partenaires locaux.

6) Continuer la recherche et l'innovation en matière de services de programmes.

Notre conception d'une expérimentation qui soit une véritable laboratoire implique que les services soient payants. La participation de l'Etat à des collectivités locales permettra de combler la différence entre les coûts et les recettes qui ne sont pas dérisoires.

Le financement publicitaire doit être envisagé.

Dans le domaine de la programmation locale, le service de culture et des loisirs semble devoir être privilégié. Les programmes de télévision et de cinéma.

Il serait souhaitable de prévoir un départ minimum de programmes commun à l'ensemble des expériences.

Ce fonds, qui pourrait également être financé par le cadre d'un service de télévision, la demande, n'exclura pas l'appel à d'autres programmes. Les expériences, les cultures ou les exploitants de chaînes de télévision pourront voir confier la programmation dans ce domaine.

En matière d'information, on pourrait utiliser dans la phase d'essai la technologie de diffusion de séquences d'images en mode conversationnel, les jeux interactifs, le vidéotexte, etc.

A cet effet, les usagers - un moindre nombre - seront équipés de micro-ordinateurs, de terminaux, de magnétoscopes programmables, etc.

Ce plan de lancement réel des services de programmes de vidéocommunication sur les réseaux câblés existants correspond à plusieurs objectifs :

- 1) Tester en vraie grandeur des services opérationnels afin d'en tirer des enseignements pour les choix à venir.
- 2) Provoquer les réactions des usagers à l'expression de leurs besoins. Car les actuelles méthodes d'enquête ou de marketing ne permettent pas de saisir les besoins du grand public sont totalement inefficaces lorsqu'il s'agit de produits nouveaux tels que les services futurs de vidéocommunication.
- 3) Tester les conditions de diffusion du potentiel français de programmes : l'adaptation de supports de diffusion, les problèmes d'accès à l'information, les stocks (catalogues), de distribution, de rémunération des auteurs, etc.
- 4) Tester les formes de montage institutionnels, économiques, financiers susceptibles de porter le développement de la vidéocommunication du côté des partenaires

locaux que du côté de l'Etat et de ses organismes.

5) Tester la maîtrise économique des services payants et les modes possibles de rémunération à l'usage des systèmes par les usagers et par les différents partenaires locaux.

6) Continuer la recherche et l'innovation en matière de services de programmes.

Notre conception d'une expérimentation qui soit une véritable laboratoire implique que les services soient payants. La participation de l'Etat à des collectivités locales permettra de combler la différence entre les coûts et les recettes qui ne sont pas dérisoires.

Le financement publicitaire doit être envisagé.

Dans le domaine de la programmation locale, le service de culture et des loisirs semble devoir être privilégié. Les programmes de télévision et de cinéma.

Il serait souhaitable de prévoir un départ minimum de programmes commun à l'ensemble des expériences.

Ce fonds, qui pourrait également être financé par le cadre d'un service de télévision, la demande, n'exclura pas l'appel à d'autres programmes. Les expériences, les cultures ou les exploitants de chaînes de télévision pourront voir confier la programmation dans ce domaine.

En matière d'information, on pourrait utiliser dans la phase d'essai la technologie de diffusion de séquences d'images en mode conversationnel, les jeux interactifs, le vidéotexte, etc.

A cet effet, les usagers - un moindre nombre - seront équipés de micro-ordinateurs, de terminaux, de magnétoscopes programmables, etc.

Ce plan de lancement réel des services de programmes de vidéocommunication sur les réseaux câblés existants correspond à plusieurs objectifs :

- 1) Tester en vraie grandeur des services opérationnels afin d'en tirer des enseignements pour les choix à venir.
- 2) Provoquer les réactions des usagers à l'expression de leurs besoins. Car les actuelles méthodes d'enquête ou de marketing ne permettent pas de saisir les besoins du grand public sont totalement inefficaces lorsqu'il s'agit de produits nouveaux tels que les services futurs de vidéocommunication.
- 3) Tester les conditions de diffusion du potentiel français de programmes : l'adaptation de supports de diffusion, les problèmes d'accès à l'information, les stocks (catalogues), de distribution, de rémunération des auteurs, etc.
- 4) Tester les formes de montage institutionnels, économiques, financiers susceptibles de porter le développement de la vidéocommunication du côté des partenaires

locaux que du côté de l'Etat et de ses organismes.

5) Tester la maîtrise économique des services payants et les modes possibles de rémunération à l'usage des systèmes par les usagers et par les différents partenaires locaux.

6) Continuer la recherche et l'innovation en matière de services de programmes.

Notre conception d'une expérimentation qui soit une véritable laboratoire implique que les services soient payants. La participation de l'Etat à des collectivités locales permettra de combler la différence entre les coûts et les recettes qui ne sont pas dérisoires.

Le financement publicitaire doit être envisagé.

Dans le domaine de la programmation locale, le service de culture et des loisirs semble devoir être privilégié. Les programmes de télévision et de cinéma.

Il serait souhaitable de prévoir un départ minimum de programmes commun à l'ensemble des expériences.

Ce fonds, qui pourrait également être financé par le cadre d'un service de télévision, la demande, n'exclura pas l'appel à d'autres programmes. Les expériences, les cultures ou les exploitants de chaînes de télévision pourront voir confier la programmation dans ce domaine.

## Le défi d'Antigone pour demain à Montpellier

par GEORGES FRÈCHE (\*)

**M**ONTPELLIER, métropole régionale qui a vu naître la tradition universitaire, les caractéristiques connues. Pour l'avenir, il faut développer les activités prometteuses : la biologie, la pharmacie, l'agronomie, l'informatique, la télématique. En expérimentant la communication, nous préparons l'avenir. Avec les objectifs et les projets de la ville de Montpellier.

P.T.T. et ministères concernés ont clairement l'objectif ambitieux d'un câblage de la ville de Montpellier. Les habitants d'ici le fin de la décennie, afin d'assurer un essor des services de vidéocommunication. A Montpellier, nous prévoyons d'équiper le quartier d'Antigone d'un réseau perfectionné en optique permettant la communication interactive.

Antigone, c'est d'abord une formidable opportunité. 26 hectares au centre ville, disponibles sur le départ de la ville. Pour réaliser un quartier urbain méditerranéen, nous avons prévu : des logements, des syndicats, une école, un centre de culture et un palais des congrès. Nous prévoyons également un quartier qui connaît une hyperconcentration des services, des commerces et des administrations.

Un tel développement nécessite une réflexion prospective d'ensemble sur la place et l'incidence que pourraient avoir ces équipements de communication.

de tirer parti multiples productions artistiques et culturelles, conférences universitaires, ayant lieu à Montpellier, produire, à coûts raisonnables, intéresser montpelliérains et, pourquoi pas, des abonnés d'autres réseaux câblés.

1) La mise en place de ce type de réseau pose des problèmes de génie civil dans un habitat existant, mais pas dans un quartier nouveau comme celui d'Antigone. Pour les mêmes raisons, d'autres quartiers pourraient être systématiquement équipés. Afin d'atteindre un seul de signification, des liaisons, toujours en fibres optiques, pourraient raccorder à ce réseau certains points forts équipés en conséquence : la maison de l'Occitanie, le nouveau palais des congrès, les facultés, la salle du conseil municipal et des maisons pour tous dans les quartiers périphériques, par exemple celui de La Palлади.

2) Le défi essentiel de la vidéocommunication concerne plus le contenu que la technique. Les projets de nouvelle chaîne de TV et l'arrivée des nouvelles chaînes de télévision en place de câbles. En tant que collectivité locale, nous ne serions pas en mesure de répondre à ces défis. Nous voudrions évaluer les conditions dans lesquelles ce futur réseau en fibres optiques pourrait être mis au service d'une volonté et d'une expression locale. Le réseau de l'audiovisuel lève le monopole de programmation. Les possibilités sont énormes : services d'accès à des banques d'images et de sons, programmation originale par des scénaristes de programmes. Il serait justifié.

3) Cette ambition liée à la mise en place progressive d'un « large bande » dans une agglomération. Un tel projet doit, selon nous, être instruit, celui du vidéotexte. Le service « annuaire électronique » doit être mis en place de façon prioritaire, comme le dit M. Mesdassou, dans le département de l'Hérault. Sans mésestimer l'apport de ce service, nous ne pouvons que constater le fait qu'il permettra d'accéder à des banques de données nationales et internationales, il nous faudra également en faire un outil pour améliorer l'information des montpelliérains et, de façon plus générale, la communication. Un certain nombre de ces lieux collectifs dans différents quartiers pourraient rapidement être transformés, soit en « livre service », soit avec l'assistance d'un agent municipal ou d'un « médiateur » comme c'est le cas à Grenoble et à Nantes.

L'originalité de notre projet sera d'étudier la place que pourrait y tenir le mouvement associatif. Différentes solutions sont envisageables pour tester l'impact de l'information vidéo. Via le site de la presse et d'autres partenaires locaux, nous nous proposons d'établir un consensus fondé sur le respect de la compétence et de la vocation de chacun.

4) Nous voulons que le plus grand nombre participe vraiment à ce que nous appelons « révolution télématique ou vidéomatique ». Il faut pour cela favoriser l'émergence d'une nouvelle culture technique. Elle passe par le renforcement d'initiales telles que celles qui ont déjà prises certaines maisons pour tous en proposant l'apprentissage de la micro-informatique, des techniques vidéo ou de la radio locale. Nous voudrions également entreprendre à plus long terme un travail de sensibilisation et de formation avec le milieu scolaire, l'université et les organismes de formation.

Ainsi, de façon concomitante, les nouveaux moyens de communication seraient testés avant d'être généralisés et réservés au service d'une communication démocratique. Une réflexion permanente concernant leurs apports serait mise en place : nous réitérons les maîtres de l'expérience, et donc de l'avenir.

(\*) A cet effet, une étude confiée à l'IDATE aboutit à trois scénarios qu'il faudra évaluer de façon très précise.

## Vélizy : un premier bilan

**S**ix mois après le lancement de l'expérience Télé-Vélizy 3V dans la zone de Vélizy un premier bilan a été établi en juillet. Les responsables du projet, l'opérateur, les cinq objectifs principaux : vérifier les performances des matériels et la qualité des transmissions, adapter les prestations aux demandes du public, permettre aux différents partenaires d'acquiescer un savoir-faire, donner des éléments de référence qui contribueraient à faire le cadre juridique et déontologique pour un service de télématique sur l'environnement local.

Avant l'installation des terminaux à domicile, les participants à cette expérience avaient gardé des démonstrations une image très positive de la télématique. Pour les moins de trente ans, il s'agissait d'un « grand progrès scientifique », pour les cadres supérieurs d'un « outil pour l'économie nationale ». La plupart des futurs abonnés ont un « objet magique ». Sept

plus tard, ces « cobayes » de Vélizy ont découvert qu'on doit se familiariser avec une nouvelle technologie : une personne sur deux seulement déclare maîtriser le terminal, l'autre réclame une formation complémentaire, si possible dans un lieu du type maison de la culture. Néanmoins, le terminal n'est pas perçu comme un « média froid ».

Ceux qui ne se sentent pas concernés par l'expérience ont l'impression d'être les pionniers d'un nouveau type de communication - la télématique - la télématique.

Pour ne pas se retrouver seuls à l'écran, plus de la moitié des participants ont un terminal à domicile. Enfin, les participants ont conservé une bonne image de la télématique par rapport à cet outil (manque de temps ? confusion du terminal par l'homme ?).

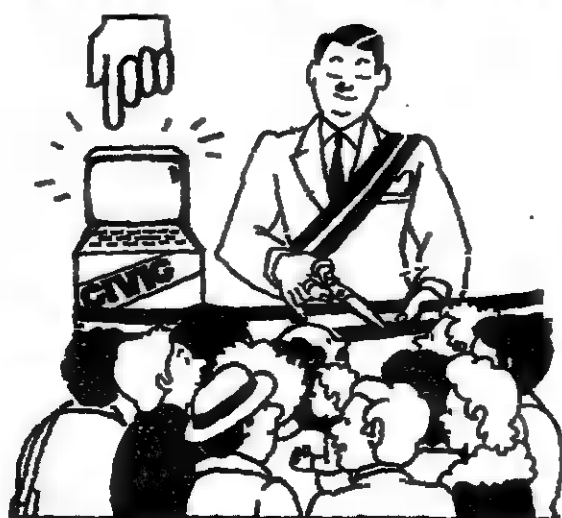
Ceux qui ne craignent que la télématique ne sonne le mort du

papier peuvent être momentanément rassurés : un abonné sur deux a toujours recours à l'index papier (et non au système informatique) pour se retrouver dans les cent quatre-vingts services proposés, et nombreux sont ceux qui ne tiennent pas un journal des utilisateurs plus complet que la lettre distribuée actuellement.

Deux propositions de l'Association des prestataires de services méritent réflexion : l'association des participants ne fournissent que des informations en relation avec l'objet principal de l'expérience, la levée de l'obligation d'être inscrit à la commission paritaire des publications et agences de presse pour diffuser des annonces publicitaires. Des points qui seront certainement évoqués par la Commission du suivi des expériences télématiques destinées au public dans le rapport qu'elle doit remettre le mois prochain.

R. C.

## AVANT MARS 1983 : UN BANC D'ESSAI TELEMATIQUE DANS VOTRE VILLE.



Élections municipales 1983. La télématique peut être à votre programme. Avec des réalisations concrètes et une expérience vécue. Des terminaux dans vos services : bornes d'accès public appellent une base d'information régulièrement mise à jour, qui donne à vos concitoyens des renseignements qu'ils avaient jusqu'à du mal à procurer simplement : formules administratives, transports, programmes culturels, aides, permanences, etc.

La télématique dans votre ville, c'est une preuve de plus de votre dynamisme.



M. Szekely attend votre appel au 624.12.12

## EN PICARDIE NOUS AVONS CHOISI LA TELEMATIQUE POUR INVESTIR LE FUTUR



Parce que le futur appartient aux régions qui sauront résoudre leurs problèmes de communication dans tous les secteurs d'activité : agricole, industriel, tertiaire, culturel...

Parce qu'au-delà de l'annuaire électronique et des applications professionnelles nous voulons faire de la télématique un instrument au service de l'emploi et de tous les citoyens.

La télématique en Picardie : un projet qui devient réalité.

**Conseil Régional de Picardie**

11, Mail Albert 1<sup>er</sup>. Adresse Postale : B.P. 2616 80026 Amiens Cédex. Tél. (22) 91.73.41.



# Ne créons pas des handicapés de la technique

## Gare à l'émiettement de la société

هكذا من الأهل



## Les acteurs sociaux doivent prendre le relais

La naissance de la télématique « grand public » a été pour l'administration un défi. Véritable choc pour ce qui est du projet annuel, mais qui a pu être expliqué dans une phase de démarrage d'un produit et d'un service totalement nouveaux.

Ce volontarisme initial (distribution gratuite de terminaux télématiques dans le cadre du développement du projet annuel électronique) a aujourd'hui plus de sens et est mieux accepté. Le volontarisme semble ainsi être plus que jamais une demande de télématique.

Le problème de la télématique n'est pas seulement technique. C'est un problème de gestion, de planification, de prospective. Il faut donc que les acteurs sociaux prennent le relais.

Un projet qui n'est pas repris à un moment ou à un autre par les acteurs sociaux, n'a pas de sens.

EDDY CHENK, directeur des études (C.N.R.S.).

## Une banque de données agricole télématique en Normandie

La multiplicité des exploitations agricoles, liée à leur très grande dispersion sur le terrain, fait de ce secteur d'activité un domaine privilégié pour le développement de la télématique.

Mais le nombre des interlocuteurs de monde agricole permet de prévoir que, si aucune coordination n'intervient dans ce domaine, nous assisterons dans les années à venir à une multiplication anarchique de nombreuses banques de données. Chaque organisme, en commençant par les plus puissants économiquement, ayant à cœur de mettre en place sa banque de données.

Sur le terrain, l'exploitant se retrouvera face à des informations parcellaires, répétitives, de présentation très hétéroclite et de données qui ne pourront être synthétisées. De plus, elles seront généralement orientées exclusivement vers une utilisation apparentement gratuite, maintenant une clientèle captive.

Ainsi, malgré les apparences, se reproduira le même schéma de dispersion de l'information, mais à un niveau plus élevé, celui des exploitations agricoles.

Pour éviter que cette situation ne s'impose dans un proche avenir, la Chambre régionale d'agriculture de Normandie, l'Initiative de l'Eure, a décidé la création d'une banque de données agricole globale à destination des exploitants, des techniciens agricoles et des organismes.

La création d'une banque de données fait partie d'un programme plus vaste de la Chambre régionale d'agriculture qui dépasse le cadre de l'Initiative de l'Eure et vise à créer les conditions d'un développement efficace et harmonieux de l'informatique au bénéfice des agriculteurs et de leurs organisations dans l'ensemble de la région.

### Trois objectifs

Ce programme comporte trois objectifs :

- Sensibiliser les responsables professionnels, dans le cadre de chaque département ;
- à l'importance du phénomène informatique et à l'urgence d'adopter une attitude positive et de prendre des décisions cohérentes en matière d'équipement et de choix de logiciel ;
- à l'intérêt d'une banque régionale de données, véritable mémoire de la région reliée à d'autres banques au niveau national et capable de fournir aux agriculteurs le plus grand nombre de références, mais aussi celles qui seront issues de leur contexte local, directement transposables chez eux.

Préparer et constituer cette banque régionale de données, pour satisfaire aux besoins d'information et d'aide à la décision des techniciens et des agriculteurs.

Assurer à tous les niveaux : local, départemental et régional, une concertation permanente sur les choix des organisations professionnelles en matière d'informatique.

pour mettre en place des équipements compatibles, économiser sur les logiciels, organiser conjointement la formation des agriculteurs et évoluer ensemble face à une technologie en perpétuel changement.

L'Eure et la Normandie ont été retenus comme maître d'œuvre pour effectuer dès 1982 un travail approfondi sur l'analyse des données et leur structuration préalable à la constitution de bases de données informatisées. Ce choix de département et région-pilote pour l'analyse du système d'information a été reconnu également par la mission d'information du ministère de l'Industrie, par le ministère de l'Agriculture et par l'Agence de l'Informatique.

### Structures mises en place

Pour répondre à ces objectifs une structure à deux niveaux géographique a été organisée : un niveau départemental, un niveau régional.

Le S.U.A.I. regroupe cinq départements normands (Haut et Bas) qui ont chacun deux représentants désignés par la chambre départementale. La présidence est assurée par J.-F. Hervier, président de la chambre d'agriculture de l'Eure.

À un niveau départemental, la chambre d'agriculture a regroupé dans une commission les or-

ganisations professionnelles (chambre d'agriculture, centre de gestion, syndicalisme...), l'administration (D.D.A., enseignement agricole...) et les organisations économiques (coopératives, crédit, mutualité...).

Dans un premier temps, pour mener à bien cette phase d'étude, chaque chambre a mis à disposition du S.U.A.I. un mi-temps d'ingénieur, la coordination de l'ensemble étant assurée par la chambre régionale. Divers financements (mission à l'Informatique...) permettent à l'Informatique... diverses interventions de sociétés de services.

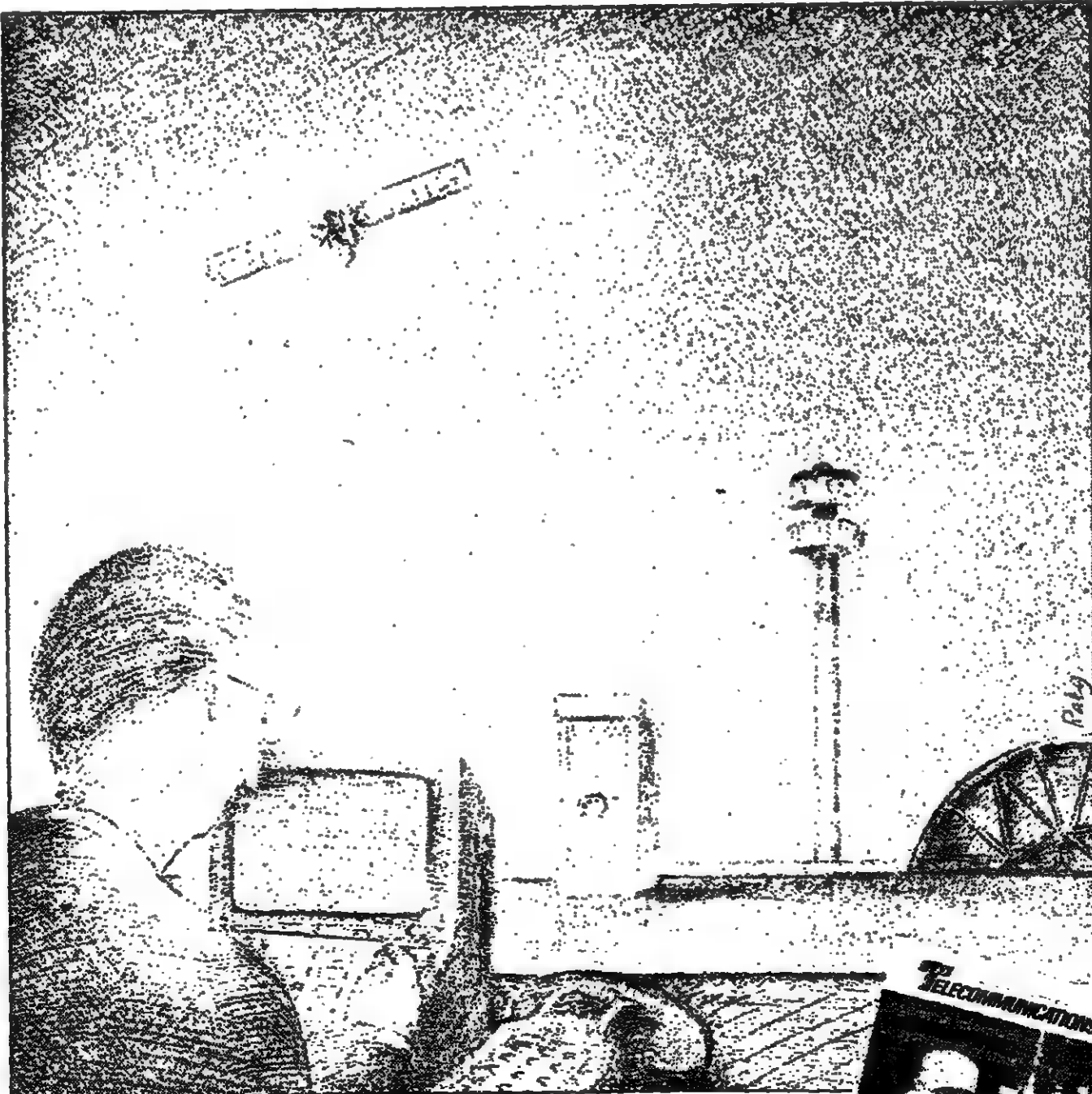
L'objectif final est de pouvoir mettre à disposition des agriculteurs et des techniciens un ensemble comprenant : une partie magazine ; une banque de données au sens strict ; des programmes d'aide à la décision.

Aucun choix n'est fait en ce qui concerne les supports techniques et leur localisation. Ainsi, par exemple, la partie magazine pourra très bien être véhiculée par ANTILOPE, la banque de données par TELETEL, et les programmes d'aide à la décision par micro-ordinateurs.

La banque de données projetée aura une double entrée : ce sera un « catalogue » contenant des références constamment à jour, mais, pour de nombreux chapitres, sera joint un programme d'aide à la décision : après consultation du catalogue, l'utilisateur pourra faire un certain nombre de calculs afin d'appliquer à son exploitation les références observées.

CHRISTIAN GENTILEAU.

# La revue française des Télécommunications vous informe



La Revue française des télécommunications, publication trimestrielle PTT/Direction générale des télécommunications fait depuis dix ans le point des services classiques et des innovations. Parmi les titres récents : le téléphone dans l'équipement des ménages, la filière numérique en commutation, la télématique au service des collectivités locales, l'équipement des entreprises, l'ingénierie informatique, les filières télécom dans l'enseignement supérieur, les télécommunications spatiales françaises...

Renseignements : téléphoner au (1) 538.23.30.

## JOURNAL ÉLECTRONIQUE

réalisé par le C.T.I.R. Comité Technique Intersyndical de la Recherche

C.T.I.R. est aussi une Société de services et de conseil en télématique.

1. - Pour réaliser le premier J.E.F., n° 1 au 1111 Parado Télécom de Vélizy depuis 77 semaines consécutives :

La Syndicat National de la Presse Quotidienne Régionale, La Syndicat de la Presse Parisienne, La Syndicat des Quotidiens Régionaux, La Syndicat des Quotidiens Départementaux.

ont fait confiance au C.T.I.R.

2. - Pour réaliser PAP (Presse Annuaire de la Presse), première banque de données de P.A. actualisée quotidiennement :

Le Monde, le Figaro, France-Sol, le Matin, l'International Herald Tribune, le Dauphiné Libéré, le Député du Midi, le Provençal, Sud-Ouest, la Marseillaise.

ont fait confiance au C.T.I.R.

3. - Pour réaliser des applications expérimentales dans leur ville ou pour leur compte :

La Dépêche du Midi, Nice-Matin, le Provençal, Midi-Sud, la Marseillaise, Ouest-France, le Maine-Libre, Presse-Océan, l'Éclair, la Télématique de Brest, la Presse de la Manche, l'Union, la République du Centre, le Bien public, Sud-Ouest, la Nouvelle République des Pyrénées.

ont fait confiance au C.T.I.R.

4. - Pour des démonstrations de prestige international :

Rassemblement des chefs d'État au Sommet de Versailles, Olympiades de Bridge de Biarritz, Fédération des Ingénieurs en Télécommunication de la CEE, La Direction Générale des Télécommunications.

ont fait confiance au C.T.I.R.

5. - Pour obtenir conseil et assistance :

Les éditeurs Suisses, Les éditeurs Belges.

ont fait confiance au C.T.I.R.

6. - Pour des actions de formation :

La Voix du Nord, la Nouvelle République, Toutes les Nouvelles de Versailles, le Midi, le Libéré, l'Union, Sud-Ouest.

ont fait confiance au C.T.I.R.

7. - Aujourd'hui même :

17 produits télématiques (non cités dans la liste précédente) sont en cours de développement.

Que pouvons-nous faire ?

Je suis à votre disposition pour l'étudier :

Jean-Claude GAYET  
C.T.I.R. - J.E.F.  
1, rue Camartin - 75008 PARIS  
Tél. : 265-76-42  
Téléc. : C.T.I.R. 890681 P.  
Télécopieur (C.T.I.R.) 265-88-88.

RETROPROJECTION VOS TRANSPARENTS DANS LA JOURNÉE À PARTIR DE TOUT DOCUMENT COULEURS TRAIT OU SIMILAIRES DIRECTEMENT À PARTIR D'UN OBJET ETRAVE 38 av. Daumesnil 11111 32

## LA LIBRAIRIE

CHAMPION SLATKINE  
7 quai Malaquais - 75006 Paris - Tél. 526.51.65

(à 100 m de l'École des Beaux-Arts)  
vient d'ouvrir un important département

## ARCHITECTURE

Constitué à l'origine par les fonds de la librairie VINCENT FREAL & ART ET CULTURE.

Livres d'architecture, d'urbanisme, ouvrages sur l'environnement, revues, etc...

Tous ouvrages disponibles d'éditions françaises et étrangères.











## SOCIAL

A L'ISSUE DE SON COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL

### La C.G.T. affermit ses positions

« Il n'y aura pas de changement sans l'intervention des travailleurs. »

Pour la première fois depuis son mandat, en juin, la C.G.T. a réuni, le 14 octobre, son comité confédéral national (C.C.N.). A l'égard du gouvernement, la centrale syndicale s'engage dans une attitude très voisine de celle adoptée par le P.C. : elle hausse le ton dans la critique et lui adresse une lettre mise en garde tout en affirmant qu'il « n'est pas l'adversaire des travailleurs » ; elle lance un appel urgent à l'intervention des salariés.

Les cégétistes ont également renouvelé leurs critiques contre la C.F.D.T., mais ont évité certaines difficultés internes (dans la perception des cotisations et la campagne prud'homale, par exemple) et critiqué en termes plus vifs la dissolution des syndicats patronaux.

Ce n'est sans doute pas un compte rendu si le rapport - plus critique que laudatif vis-à-vis du gouvernement - qui a introduit le C.C.N. a été présenté à l'exception du chapitre introductif, par M. Gérard Gaumé, l'un des deux seuls membres socialistes du bureau confédéral. La C.G.T. montre ainsi que « le réel mécontentement » des travailleurs n'est pas l'apanage des D'ailleurs, Gaumé a observé « l'élévation du niveau de l'affrontement de classe » et a souligné que « le changement ne se fera pas sans une résistance acharnée du patronat et de la droite, sans un affrontement aigu et croissant entre les forces antagonistes du travail et du capital, sans se donner l'ensemble des moyens nécessaires ». Il a fustigé également « des opérations publicitaires autour du responsable du Plan, pour prêter l'idée et la nécessité d'une croissance faible ou nulle ».

Pour la première fois depuis la C.F.D.T. du 14 septembre, la figure de proue du développement et de la mise en œuvre de ces idées de « sacrifice ». De cette divergence, elle tire la conclusion que les possibilités d'action commune sont très limitées. Sur les convergences ne peuvent se trouver que sur des « objectifs forcément ponctuels » et « des problèmes concrets » (les deux centrales manifesteront en même temps le 19 novembre devant le C.N.P.F. accusé par M. Krawczyk de « chantage » sur l'Unedic, à partir d'appels séparés).

Tout en soulignant que « nous aurons fort d'obtenir et de maintenir les avantages acquis », M. Gaumé a affirmé que la résistance patronale mais aussi les contraintes de « l'inflationnisme américain » et les pressions multiformes « ne facilitent pas l'action gouvernementale ». « Des erreurs économiques et des fautes politiques sont commises sur lesquelles nous devons marquer clairement notre désaccord, comme le blocage des salaires, les fermetures dans la sidérurgie, le fermeté hospitalier, la cooptation des pré-traités » (1). Représentant un leit-motiv développé par la centrale depuis plusieurs mois, le rapporteur a souligné que « rien n'est jamais figé. On peut stopper, corriger, améliorer : seule la mobilisation des travailleurs peut faire sauter les verrous ».

**Une mobilisation insuffisante**

Les conditions d'une telle mobilisation sont-elles réunies ? Le rapport de M. Gaumé fournit quelques éléments intéressants pour comprendre une situation qui n'est pas caractérisée par une très grande ardeur revendicative.

(1) Sur le forfait hospitalier, comme sur la cotisation des pré-traités, M. Krawczyk a laissé entendre que des évolutions pourraient se produire.

### La fronde des syndicats réformistes

(Suite de la première page.)

Il faut dire que ces organisations, tant vilipendées sous le septennat giscardien pour leur tendance à signer des accords jugés trop modestes, alors qu'ils garantissaient une amélioration du pouvoir d'achat - en priorité pour les bas salaires - acceptent mal le nouveau réalisme de la C.G.T. et de la C.F.D.T., et l'austérité gouvernementale.

Ces deux organisations, qui sont aussi sévères pour estimer insuffisantes les propositions de M. Le Pors, n'ont cependant pas dit leur dernier mot. La C.G.T., qui avait déjà lancé une grève très limitée d'une heure en février dernier et qui vient au niveau confédéral, de définir ses positions (lire ci-dessus l'article de Michel Noblecourt), a, elle aussi, lancé un appel pour une « intervention de masse », notamment le 27 octobre, y compris par des arrêts de travail. Plus attentiste, la C.F.D.T. va consulter sa base avant de préciser les modalités de l'action revendicative qu'elle entend développer. La FEN, elle, attend les résultats d'une rencontre réclamée au premier ministre pour se prononcer. Si les centrales sont mécontentes, la gauche la plus excentrée a bien changé de camp : les réformistes, hier modérés, sont aujourd'hui les plus préventifs. Et cette fronde, si l'on en croit F.O., se justifie par une grève encore plus vive de leurs adhérents.

Il est vrai que le projet gouvernemental est difficile à accepter, même si un coup de poise d'environ 2 % est envisagé pour les bas salaires, impliquant pour eux une au-

## AFFAIRES

### La conquête des nouveaux marchés de la communication

Le « boom » du magnétoscope a surtout profité à l'industrie japonaise qui a réussi, jusqu'à présent, à quasiment monopoliser ce nouveau marché (le Monde du 16 octobre). Mais elle se prépare aussi pour les prochains mois, comme le vidéo.

**Yamato.** - Dernière-née de la production de Victor Japan Cy (J.V.C.), l'usine de vidéo-disques de Yamato, dans la grande banlieue de Tokyo, en est à son plus spectaculaire. La salle de pressage des disques - la phase la plus importante du processus de production - fait penser à ces centrales nucléaires que sont les centrales nucléaires ou les ateliers de production de circuits intégrés. Le visiteur n'y pénètre qu'après avoir montré patte blanche. Au sens propre du terme. Équipé de pied en cape, il est ensuite « nettoyé » afin qu'aucune particule de poussière ne pénètre dans l'enceinte et ne risque de rayer les disques.

Ici, peu de personnel. En principe, un homme par robot. Mis au point par les ingénieurs de la compagnie, ils assurent automatiquement l'impression simultanée - une « étape technique » - des deux faces du vidéo-disco. En un peu plus d'une minute, la résine de P.V.C. épouse les formes de la matrice où chacune des 30 000 images qui contiennent chaque face (d'une durée d'une heure) ont été, après transformation du signal, imprimées au rayon laser. Les disques sont ensuite testés, contrôlés. Un par un. Avant d'être mis en poche.

Achevé il y a un an, l'usine tourne visiblement au ralenti, et tous les problèmes de « process industriel » ne semblent pas avoir été résolus. Les statistiques montrent, s'il en était besoin, que le vidéo-disco de J.V.C. (baptisé V.H.D.) n'est pas un produit de masse.

Pour les « secteurs », J.V.C. dispose de Yamato, il dispose de deux lignes de production, d'une capacité totale de 240 000 unités par an. Jusqu'à présent, la production au compte-goutte est réservée aux clients. J.V.C. a cependant une usine à l'étranger, à l'usine japonaise (la compagnie aérienne J.A.L.) qui utilisera pour des usages professionnels.

La capacité de production annoncée pour les vidéo-disques est de 7 millions d'unités par an. Or, 300 000 disques seulement ont été pressés jusqu'à aujourd'hui, dont 100 000 ont passé tous les contrôles. Un taux de rejet qui peut sembler élevé, mais qui est, somme toute, honorable si on le compare aux unités de production de vidéo-disques aux Etats-Unis ou chez Philips.

En fait, le V.H.D. se trouve actuellement dans la position du V.H.S. en 1976. Il faut encore en améliorer la fiabilité, la qualité, diminuer les coûts de production des disques afin d'atteindre des prix grand public (10 à 20 dollars). Tester les revendeurs, le public, tenir compte de leurs réflexions, avant de faire monter en puissance la production. Cette fois pourtant, J.V.C. peut se permettre d'attendre, puisqu'il engrange en attendant des royalties et les bénéfices de ses magnétoscopes.

Enfin un nouvel hebdo

**TEL**

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

L'ACTUALITÉ RENCONTRE LA CULTURE

Politique Économique : la gauche, la droite

Henri Nadel

chez votre marchand de journaux

**CHEFS D'ENTREPRISE**

**Le Monde**

VOUS PROPOSE

MARDI MERCREDI

DANS SA RUBRIQUE IMMIGRÉE

DES BUREAUX, DES LOCAUX

COMMERCIAUX INDUSTRIELS

**JEAN-PIERRE DUMONT.**

### II. - Innover ou subir

De notre envoyé spécial JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Une chose est sûre : les équipes de J.V.C. mûrissent dans l'attente du vidéo-disco. Non pas pour l'an 2000, mais pour demain. « Nous fondons de grands espoirs sur ce matériel d'un usage encore plus facile que le magnétoscope et qui s'adresse à tous les publics », nous fait savoir de sept à seize ans. Pas question, pour se lancer à l'essai, d'attendre l'année absolue : le vidéo-disco enregistrer, sur lequel les laboratoires travaillent, mais où il reste encore beaucoup à faire. Le V.H.D. sera donc « proposé rapidement au public ». Les équipes J.V.C. n'auront pas investi autant - 30 millions de dollars officiellement, au moins le double disent les experts européens - pour laisser son vidéo-disco dans un tiroir et mettre ses usines sous cellophane. Autre preuve s'il en était besoin de cette volonté : la construction de bibliothèques de films afin de proposer, d'embellir, un accès au public (voir encadré).

Les prix de vente sont plus ou moins fixés. Dans une première étape, J.V.C. proposera la lecture à 100 dollars environ. Pour deux cents dollars de plus, il offrira, incorporé au lecteur vidéo, le lecteur de disque audio. Enfin, avec deux cents autres dollars, l'amateur pourra se doter d'une sorte de décodeur permettant d'obtenir un arrêt sur image d'une parfaite qualité (1).

### Complémentarité

En lançant trop vite son vidéo-disco, J.V.C. ne risque-t-il pas de perdre la poule aux œufs d'or du magnétoscope ? Les deux produits sont complémentaires », affirme la compagnie qui a développé, comme les autres sociétés japonaises, le concept du « système audiovisuel total ». Il s'agit d'une conception modulaire du marché. « Nous allons proposer au client toute une palette de produits. Il pourra les acheter en bloc ou séparément : lecteur de T.V., vidéo-disco, radiomagnétophone, lecteur Hi-Fi, lecteur de disque audio, magnétoscope de salon, par exemple, ou à la famille de se passer les films d'amateur enregistrés par les nouvelles caméras ultra-légères, micro-ordinateurs, jeux électroniques. Tout ce système interconnecté étant manipulé à partir d'une table de commande unique. Le « fanatisme » pourra même, grâce à de nouveaux matériaux sur lesquels travaillent les laboratoires, « isoler » son salon et en faire une « salle de concert ».

Cette stratégie, qui vise - le zombisme aidant - à créer de plus en plus de besoins, permettra de pousser alternativement tel ou tel produit en fonction des réactions de la clientèle. Chaque matériel devant en outre stimuler la vente des appareils complémentaires. Les espoirs, vent-ils, mûrissent à l'échelle du audiovisuel, de la communication, ce qui a si bien marché avec les chaînes Hi-Fi.

Avec une telle approche globale, et forte de ses succès commerciaux passés, l'industrie japonaise ne manquera pas d'attouts pour étendre son empire sur l'ensemble des marchés de la communication. Déjà, l'industrie américaine, à peu près, disparaît, sous l'avalanche de produits japonais - combat d'arrière-garde.

Paradoxalement, c'est d'Europe que peut encore venir la riposte. Bien qu'ayant réagi avec retard, Philips dispose d'atouts incontestables. Il est présent sur les deux créneaux d'avenir que sont le vidéo-disco et le disque audio. Pour le magnétoscope, la partie n'est pas jouée en Europe, entre le Betamax de Sony et le Vidéo 2000 de Philips-Grundig. Certains observateurs pensent que Sony l'emportera aux Etats-Unis, mais risque de se « faire sortir » du Vieux Continent par Vidéo 2000. Enfin le groupe néerlandais reste un des champions incontestés des téléviseurs et surtout des tubes.

Dans ce contexte, les alliances entre les firmes vont jouer un rôle majeur. Si le Britannique Thorn-EMI paraît bien amarré à J.V.C., la « défection » de Telefunken, passé récemment à l'orbite Philips-Grundig, pose un problème à la compagnie japonaise. Aux accords conclus en 1980, Telefunken devait produire des magnétoscopes sous licence J.V.C. avec sa coopération technique, dans une usine à Berlin. La production a démarré en mai et devait atteindre...

Les produits incriminés représentent environ 1 millions de dollars, soit le tiers de l'acier européen importé aux Etats-Unis en 1981. Les japonais étaient à peu près du même ordre (six millions de tonnes). Au total, l'acier américain représentait 17,6 % du marché américain. Mais la proportion a atteint 22,6 % au cours des deux premiers mois de l'année.

Washington et la C.E.E. ont donc en discussion. Ils avaient conclu, le 6 août, un accord pour limiter les importations européennes de produits sidérurgiques à 5,76 % du marché local. Mais l'accord a été rejeté par les fabricants américains qui le jugeaient beaucoup trop timide. Ils attribuent, en effet, les maux américains à des violations des règles internationales, c'est-à-dire...

### approvisionnement l'ensemble

Récemment, M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, a souhaité, pour alléger la situation commerciale, que Thomson installe une usine en France d'une capacité de production annuelle de 1 million de magnétoscopes. A supposer la question, il n'y a pas de doute que le standard, résolu, un tel investissement (de près de 1,5 milliard de francs) peut paraître hasardeux, compte tenu des capacités de production existant déjà au Japon et en Europe. L'usine serait opérationnelle au plus tard à la mi-1984. Au moment même où le vidéo-disco va apparaître et alors que les Japonais prévoient une stabilisation du marché français du magnétoscope autour de 500 000 appareils par an.

Un tel investissement aurait été valable il y a encore deux ans. Aujourd'hui, il risque d'arriver trop tard. Mieux vaut donc miser sur l'avenir. Peut-être tout n'est-il pas perdu pour le vidéo-disco et le magnétoscope. En fait, il faut innover ou subir. Une stratégie de contournement du magnétoscope peut également être en place. En développant rapidement une puissante industrie des chaînes de télévision, par exemple, par l'exploitation systématique du patrimoine cinématographique français. En multipliant les logiciels, les applications, puis la micro-informatique. En investissant vigilement dans la prochaine génération de tubes de télévision à haute définition (1 25 lignes) qui représente un gigantesque marché potentiel puisque le tube sera utilisé pour la télévision en terminaux informatiques.

**Un choix délicat pour Thomson**

Des grandes entreprises, la France et Thomson jouent un rôle-clé. En regretterait pourtant que le groupe français ait, à la suite d'erreurs stratégiques à répétition, réussi à développer ses propres technologies. Il en est aujourd'hui malade. Entre la construction d'un front européen avec Philips-Grundig, ou le renforcement des liens avec J.V.C.

Choix bien délicat où de multiples paramètres entrent en jeu. Une alliance avec Philips-Grundig. Mais les dirigeants du groupe néerlandais ne sont pas prêts à faire les concessions nécessaires, à passer sous leurs yeux les engagements de A.T.T. sur le téléphone portable en tant que tel, que le double langage existe aussi à Eindhoven.

Une certaine logique commerciale pousse à l'alliance avec J.V.C., le réseau Thomson étant habitué aux produits de la compagnie japonaise. Les pouvoirs publics français - comme après le 10 mai - étaient hostiles à l'accord J.V.C., estimant, à juste titre, par trop déséquilibré pour Thomson. Un veto avait donc été mis au principe. 1981. Faut-il reprendre cet accord sur de nouvelles bases et les quelles ? Certes, J.V.C. paraît prêt à « accroître » la part de Thomson, à lui laisser la main sur le vidéo et le « magnétoscope complet » et portable. Mais ce n'est pas tout. Les vidéo-disques chez Thorn-EMI. Quant aux magnétoscopes, l'usine de Berlin est faite, l'esprit J.V.C., pour...

**A Washington**

### Des plaintes contre les importations d'acier européen sont acceptées par la commission du commerce international

De notre correspondant

Washington. - La commission du Commerce International des Etats-Unis a décliné, le vendredi 15 octobre, des importations subventionnées d'acier européen.

La commission du Commerce International des Etats-Unis a décliné, le vendredi 15 octobre, des importations subventionnées d'acier européen. Elle le fera le 21 octobre au département du Commerce qui pourra alors produire des subventions. Le seul moyen d'éviter l'Europe une telle pénalisation serait que Washington et la C.E.E. trouvent d'ici là un compromis.

La commission examinait seize plaintes. D'une d'entre elles, se rapportant à des produits allemands, les juges ont décidé. Les quatre autres restent en suspens. Les pays du Marché commun (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, République Fédérale d'Allemagne) et cinq types de fabrications.

**Les salaires et le dollar**

Les produits incriminés représentent environ 1 millions de dollars, soit le tiers de l'acier européen importé aux Etats-Unis en 1981. Les japonais étaient à peu près du même ordre (six millions de tonnes). Au total, l'acier américain représentait 17,6 % du marché américain. Mais la proportion a atteint 22,6 % au cours des deux premiers mois de l'année.

Washington et la C.E.E. ont donc en discussion. Ils avaient conclu, le 6 août, un accord pour limiter les importations européennes de produits sidérurgiques à 5,76 % du marché local. Mais l'accord a été rejeté par les fabricants américains qui le jugeaient beaucoup trop timide. Ils attribuent, en effet, les maux américains à des violations des règles internationales, c'est-à-dire...

### approvisionnement l'ensemble

Récemment, M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, a souhaité, pour alléger la situation commerciale, que Thomson installe une usine en France d'une capacité de production annuelle de 1 million de magnétoscopes. A supposer la question, il n'y a pas de doute que le standard, résolu, un tel investissement (de près de 1,5 milliard de francs) peut paraître hasardeux, compte tenu des capacités de production existant déjà au Japon et en Europe. L'usine serait opérationnelle au plus tard à la mi-1984. Au moment même où le vidéo-disco va apparaître et alors que les Japonais prévoient une stabilisation du marché français du magnétoscope autour de 500 000 appareils par an.

Un tel investissement aurait été valable il y a encore deux ans. Aujourd'hui, il risque d'arriver trop tard. Mieux vaut donc miser sur l'avenir. Peut-être tout n'est-il pas perdu pour le vidéo-disco et le magnétoscope. En fait, il faut innover ou subir. Une stratégie de contournement du magnétoscope peut également être en place. En développant rapidement une puissante industrie des chaînes de télévision, par exemple, par l'exploitation systématique du patrimoine cinématographique français. En multipliant les logiciels, les applications, puis la micro-informatique. En investissant vigilement dans la prochaine génération de tubes de télévision à haute définition (1 25 lignes) qui représente un gigantesque marché potentiel puisque le tube sera utilisé pour la télévision en terminaux informatiques.

**Un choix délicat pour Thomson**

Des grandes entreprises, la France et Thomson jouent un rôle-clé. En regretterait pourtant que le groupe français ait, à la suite d'erreurs stratégiques à répétition, réussi à développer ses propres technologies. Il en est aujourd'hui malade. Entre la construction d'un front européen avec Philips-Grundig, ou le renforcement des liens avec J.V.C.

Choix bien délicat où de multiples paramètres entrent en jeu. Une alliance avec Philips-Grundig. Mais les dirigeants du groupe néerlandais ne sont pas prêts à faire les concessions nécessaires, à passer sous leurs yeux les engagements de A.T.T. sur le téléphone portable en tant que tel, que le double langage existe aussi à Eindhoven.

Une certaine logique commerciale pousse à l'alliance avec J.V.C., le réseau Thomson étant habitué aux produits de la compagnie japonaise. Les pouvoirs publics français - comme après le 10 mai - étaient hostiles à l'accord J.V.C., estimant, à juste titre, par trop déséquilibré pour Thomson. Un veto avait donc été mis au principe. 1981. Faut-il reprendre cet accord sur de nouvelles bases et les quelles ? Certes, J.V.C. paraît prêt à « accroître » la part de Thomson, à lui laisser la main sur le vidéo et le « magnétoscope complet » et portable. Mais ce n'est pas tout. Les vidéo-disques chez Thorn-EMI. Quant aux magnétoscopes, l'usine de Berlin est faite, l'esprit J.V.C., pour...

**A Washington**

### Des plaintes contre les importations d'acier européen sont acceptées par la commission du commerce international

De notre correspondant

Washington. - La commission du Commerce International des Etats-Unis a décliné, le vendredi 15 octobre, des importations subventionnées d'acier européen.

La commission du Commerce International des Etats-Unis a décliné, le vendredi 15 octobre, des importations subventionnées d'acier européen. Elle le fera le 21 octobre au département du Commerce qui pourra alors produire des subventions. Le seul moyen d'éviter l'Europe une telle pénalisation serait que Washington et la C.E.E. trouvent d'ici là un compromis.

La commission examinait seize plaintes. D'une d'entre elles, se rapportant à des produits allemands, les juges ont décidé. Les quatre autres restent en suspens. Les pays du Marché commun (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, République Fédérale d'Allemagne) et cinq types de fabrications.

**Les salaires et le dollar**

Les produits incriminés représentent environ 1 millions de dollars, soit le tiers de l'acier européen importé aux Etats-Unis en 1981. Les japonais étaient à peu près du même ordre (six millions de tonnes). Au total, l'acier américain représentait 17,6 % du marché américain. Mais la proportion a atteint 22,6 % au cours des deux premiers mois de l'année.

Washington et la C.E.E. ont donc en discussion. Ils avaient conclu, le 6 août, un accord pour limiter les importations européennes de produits sidérurgiques à 5,76 % du marché local. Mais l'accord a été rejeté par les fabricants américains qui le jugeaient beaucoup trop timide. Ils attribuent, en effet, les maux américains à des violations des règles internationales, c'est-à-dire...

مكتبة الامم المتحدة















## LES BACTÉRIES VORACES DE SAINT-OMER

Pour réduire la pollution produite par les conserveries alimentaires, un industriel a mis les bactéries au travail (lire p. VI).

## BELLA ABZUG : LES FEMMES AU POUVOIR

Un nouveau féminisme politique, s'appuyant sur le droit de vote, voit le jour aux États-Unis. Ce mouvement compte brouiller le jeu électoral (lire p. IX).

## LE GOULAG ET LA FRANCE

Il a fallu plus de trente ans pour que la France commence à croire les témoignages qui lui parvenaient sur la répression en U.R.S.S. (lire p. X).

# Le Monde

D I M A N C H E

## Une caste tranquille : l'inspection des finances

Dans les banques, les assurances, comme dans la haute administration économique, deux cent cinquante inspecteurs des finances occupent les postes-clés. Le 10 mai n'a pas mis fin à cette domination.

**C**ERTAINS grands fonctionnaires sont identifiés au pouvoir d'hier. Il faut mieux qu'ils prennent une autre fonction. Chacun comprendra que ce n'est pas une chasse aux sorcières. Ce jour d'automne 1981, Pierre Mauroy tonne à Guéret (Creuse). « Quand j'étais à Lille, précisera en privé le premier ministre, quelque temps plus tard, l'Etat, pour moi, c'était le directeur de l'équipement. En arrivant à Paris, j'ai réalisé le poids des inspecteurs des finances. Parcourez leur annuaire : ils sont partout ! »

« Il est inspecteur des finances ? », s'enquiert un jour François Mitterrand en conseil des ministres. « La nomination d'un haut fonctionnaire. Non, non, ce n'est pas un énarque, l'inspecteur de réplique le chef du gouvernement. Alors, ça va. »

Partout, l'inspection ? « Nous ne sommes que deux cent cinquante en activité, moins qu'une seule promotion de Polytechnique », réplique M. Dominique Lewandowski (1954) (1), chef de service de l'inspection générale des finances au ministère de l'économie. Oui, mais quels deux cent cinquante ! Presque tous sont dans les premiers de l'ENA, comme pour le Conseil d'Etat ou la Cour des comptes. C'est le corps le plus prestigieux, le plus envié, le plus dévoué de la haute fonction publique. Le plus secret, aussi. A la différence du Conseil d'Etat ou de la Cour des comptes, l'inspection, juridiquement, n'est pas un « grand corps » de l'Etat, mais un simple, un modeste service du ministère de l'économie. Son inspecteur, outre percepteurs, tous les comptables et ordonnateurs de fonds publics (caisses de sécurité sociale, entreprises nationales, etc.).

Aussi, l'inspection que voyaient les inspecteurs. Les membres et membres du corps se partagent les plus hautes fonctions de l'administration, de la banque, de l'assurance, de l'industrie même, peuplent les cabinets ministériels — 19,4 % des membres de l'ENA venaient, en 1973, de l'inspection, contre seulement 11,6 % de la Cour des comptes et 11,2 % du Conseil d'Etat, — atteignant leur apogée au début des années 70 avec l'accession de l'un des leurs, Valéry Giscard d'Estaing (1951), à l'Élysée.

Le 10 mai va-t-il sonner leur chute ? Vont-ils devoir regagner la queue basse, leurs bureaux de la rue de Rivoli, dans la cour à droite, au fond d'un couloir au tapis usé,

où se morfondent ceux de leurs pairs qui en ont des dents moins longues ? Les plus anciens vont-ils devoir criser leur sinécure d'inspecteurs généraux, leurs relations publiques du ministre auprès des personnels de base, rédigeant de consciencieux rapports au ministre pour réclamer une décadeuse pour la perception de Tarascon ?

en jeunes génies libéraux éblouissants, à l'image maître. Certes, fonction oblige. Tradition gauche y a moins forte qu'au Conseil d'Etat, par exemple. Inspecter l'engagement politique qu'annule des ministériels.

Certes, la gauche y a aussi trouvé maints talents

meetings du P.S.U. Jacques Fouchier (1934), seigneur de la banque, succédant au « traître » Pierre Moussa et s'efforçant d'empêcher la filiale belge du groupe de suivre le même chemin que la filiale suisse. Défendant loyalement la nationalisation de Paribas, en somme, lui qui avertissait en 1977 : « Les liens tissés (par le

leur Trésor ! » Plus que jamais, l'inspection garde dans sa manche les hommes qui l'ont menée au pinacle, et d'abord une unique solidarité, entre jeunes inspecteurs cours de la tournée. Quatre ans durant, au sortir de l'ENA, le jeune inspecteur... inspecte, partant en brigade passer deux Châteauroux ou à Hénin-Liétard. N'ayant jamais connu

estime un autre. D'autant plus forte que le corps est peu nombreux : à peine deux cent cinquante personnes, dont cent dans le public et environ cinquante dans le privé. Et pour rendre la famille plus intime encore, le « tour extérieur » le plus étroit de la fonction publique : neuf admis depuis 1974, quasiment cooptés par le corps.

« Il vit dans le même village de deux cent cinquante âmes, le monde se connaît, explique un jeune inspecteur. Nous sommes comme des poids au pharmacien, calibrés au gramme près. Quand un poste se dégage, l'inspection a toujours deux ou trois candidats dotés du profil requis : malin ou travailleur, jeune ou vieux, original ou traditionnel, libéral ou socialiste, rigoureux ou opportuniste. » Le profil, la carrière de chaque inspecteur, sont précisément connus de tout le corps.

Moyennant quoi les « filières » de l'inspection sont plus assurées que celles du Conseil d'Etat, par exemple — pour ne pas parler de la Cour des comptes — qui mis à part le secrétariat général du gouvernement, compte peu de « fiefs » aussi exclusifs que le voisin.

## Cocktail, conférences et ciné-club

Les plus brillants d'entre eux « beau repousser avec horreur l'esprit de corps », « pente », selon le mot de François Bloch-Lainé (1936), poussera toujours à recruter un inspecteur plutôt qu'un étranger au clan. « Les seuls jeunes qu'on connaisse du corps ! », explique un inspecteur arrivé.

Si la vie professionnelle ne suscite pas assez de rencontres, l'Association des membres se charge d'en provoquer d'autres : un cocktail annuel réunit le corps au grand complet, traités de démissionnaires compris. Des repas périodiques « brassent » les générations. Des conférences réunissent les avides de culture. Dernière en date : « La direction du Trésor », par Jean-Yves Haberer (1959). Seule ouverture sur l'extérieur : un ciné-club commun rassemble inspecteurs, conseillers d'Etat et magistrats de la Cour des comptes.

(Lire la suite page III.)

DANIEL SCHNEIDER.

(1) Tous les noms d'inspecteurs cités suivis de leur année d'entrée à l'inspection.

(2) Lire Joseph Caillaux, par Jean-Denis Bredin, Hachette, 1980.

(3) Jean Saint-Geours, Pouvoir de finance, Fayard, 1979.



TUDOR BANUS

Allons. Dix-huit mois d'alternance n'ont pas trop nui à l'inspection. Ne voir dans le corps qu'un réactionnaire relève de la myopie.

## Moins à gauche qu'au Conseil d'Etat

Certes, il a fourni des Maurice Couve de Murville (1930), des Jacques Chaban-Delmas (1943), des Jean-Maxime Lévesque (1948), ancien président du Crédit commercial de France, l'un des plus bruyants adversaires des nationalisations. Ou encore Pierre Moussa (1946), ancien président de Paribas, qui parvint à faire échapper la filiale de son groupe à la nationalisation, s'attirant de Pierre Mauroy un mépris : « Émigrez ! »

Certes, au cours du dernier septennat, l'inspection fut fé-

neufs, prêts à servir. Sans renoncer jusqu'à Joseph Caillaux (1888), l'un des premiers inspecteurs à s'être lancé en politique, président du conseil au début du siècle et lui par la suite pour avoir fait l'impôt sur le revenu (2), ni même Michel Rocard (1958), le corps a fourni des managers socio-démocrates — mais vif — Alain Minc (1975), actuel directeur financier de Saint-Gobain, ou même des socialistes — comme Rocard (1961), premier directeur de l'inspection de Pierre Mauroy.

Rose ou blanc, l'inspecteur moyen est doté d'une particularité morphologique dont il est fier : la queue. Elle est longue, elle est droite, elle est droite, selon les angles, elle est droite, selon les angles, elle est droite, selon les angles. Les exemples abondent : Michel Rocard, loyalement la V<sup>e</sup> République jusqu'à 18 heures, avant, le soir, courir

groupes) « l'étranger ne saurait subsister s'il était dépourvu d'entreprise privée. »

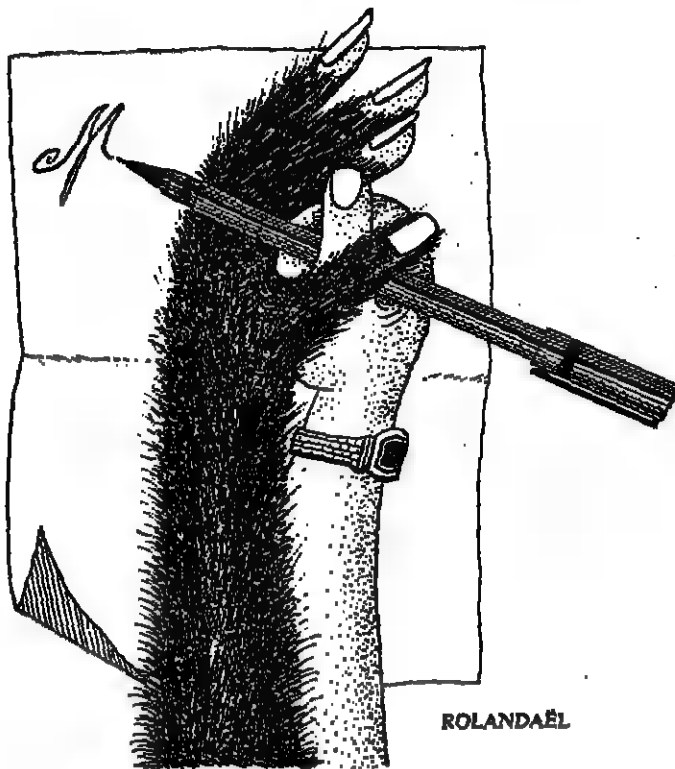
Pas de Berezina donc pour l'inspection. Tout au plus un léger redéploiement des stratégies de carrière : il est désormais plus difficile de passer sa couleur dans sa poche. Mais le gouvernement, qui est en train de découvrir la rigueur, ne pourra pas passer de nous, explique un jeune inspecteur. Regardez Bérézine : qui a-t-il pris pour redresser la Sécurité ? Un inspecteur. C'est un symbole. Et quant à l'industrie, privée ou nationale : « Un snobisme ! affirme un chasseur de têtes. Surtout s'il n'a pas un bac, un patron qui ne flâne pas à l'emploi d'un inspecteur. Et puis, c'est pratique d'avoir pour directeur financier quelqu'un qui tutoie le direc-

de la province que le mas au piscine de beau-papa, il se retrouve confronté au percepteur du Cantal ou aux douaniers des Ardennes. Chacun conserve des souvenirs enthousiastes, de Michel Rocard chaussant ses bottes pour aller vérifier la présence du douanier à un poste des Pyrénées. Jean Saint-Geours (1949) découvrait, nuit de brume, un trafic de la France à la Belgique (3). A évoquer leurs débuts, les yeux des technocrates voilent d'une larme de nostalgie : « On va dans des coins dont, à Paris, on ignore même l'existence. Pensez qu'à Saint-M..., il n'y avait même pas un café ! »

Entre ces jeunes gens, qui, de longues semaines durant, tuent les soirées communes dans le même hôtel deux étoiles, se tisse une certaine convivialité, estime Jean-Pierre Fourcade (1954). « une solidarité tri-



# COURRIER



## Contre courant

Aérophobe de l'espèce la plus hypersensible au bien malgré moi, le « Vous » du *Monde* Dimanche du 3 octobre m'amène à vous proposer un bref plaidoyer en faveur de l'air pour vous, courriers et lecteurs.

On ne naît pas aérophobe, on le devient. A force de payer systématiquement le plaisir d'un d'air (car, à l'origine, un courant d'air est toujours comme un plaisir) par un rhume, une migraine, une bronchite, une toux. Et que M. M. Auric ne me rétorque pas comme tous les thermophobes de cru, qu'il s'endurcisse (mais, à ce point, recommanderait-il à quelqu'un qui a le feu fragile de consommer le plus souvent possible du chocolat ?). C'est en fait après le long d'innombrables tentatives d'endurcissement imposées par les thermophobes de l'entourage que les obsédés des courants d'air (qui supportent d'ailleurs mal le chaleur, comme l'a pu l'observer) sont venus ces emmerdeurs qui se feraient des misanthropes les jours de chaleur.

Si M. Auric veut peser son analyse en interrogeant (chaleureusement, sans dire) ses frères (et sœurs) en souffrance, il constatera que ceux-ci sont les plus sensibles des rhumatisants, et surtout des allergiques dont une petite larme ne peut protéger l'hypersensibilité des tuyauteries respiratoires.

En outre, à défaut de pouvoir vivre à poil dans un courant d'air, les journées caniculaires de nos été, je suggère à l'aérophobe un éventail de nature à ne compromettre ni rien de virilité : plié en deux, et puis en trois, le *Monde* devient un efficace pourvoyeur de courants d'air modérés pour n'engendrer aucune intolérance dans l'entourage ni qu'il n'y ait aucun risque à exhiber dans un restaurant de l'aloi de son bureau de son pays.

EDITH WEIHEL.

## Bêtes

La campagne anti-fraude de la R.A.T.P., qui nous offre le spectacle de terrifiants hybrides franchement allégoriques, pourrait être une source d'inspiration pour plusieurs ministères.

Nul n'ignore l'effet que les Français ont sur les grands enfants et n'ont pas seulement besoin d'explications sur la politique menée, mais aussi et surtout d'édifiantes images d'Épinoï.

Ne suffirait-il pas à M. Laurent Fabius de nous offrir l'insoutenable vision d'un requin en rayé, installé dans un bureau sombre, meuble anglais, bar et canapé en cuir et occupé à truster le fisc en remplissant une déclaration d'impôts, pour renflouer le Trésor public ?

Et qu'attend M. Badinter pour restaurer la sécurité publique ? Il pourrait se tailler facilement la part du lion, l'on peut dire, en peuplant nos villes et nos campagnes — en particulier les impasses — éclairées les parkings sou-

terrains — d'autant d'obstacles redoutables qu'il existe de routes.

Tu ne sais point, fredonnerait-il, tu ne vois pas un vampire encore poisseux de sang. Tu ne voleras point, ajouterait-il, tu n'as rien de hyène en talons-à-épines, poussant devant toi un chariot et dissimulant une bouteille de whisky de luxe sous ses vêtements légers.

On ne réfléchit un peu plus, il apparaît que M. Mauroy et Bérégovoy verraient leur action considérablement facilitée par l'image d'un héros saint bernard et de son tonnelier de rhum — dorénavant lucratif — à la proue du radeau.

VÉRONIQUE RAYNALDY;  
(Paris).

## La face cachée

Votre article « La face cachée des maires » (*le Monde* Dimanche du 3 octobre 1982) ne m'a pas paru de manière aussi simple que possible, d'ailleurs — qu'une face de la réalité. Me trouvant par hasard à un bon poste d'observation, facteur remplaçant à Vandœuvre, je voudrais entretenir de la face cachée de cette réalité, du moins celle que vous n'avez pas éclaircie. Michel Naut a bien vu « Jean-Pierre » (1). Redouté et méfiant, les maires ne se laissent pas facilement approcher. Il lui manque d'avoir rencontré « Dupont Lajoie », à Vandœuvre, le maire. « Dupont Lajoie » en a par-dessus la tête de son maire et de ses excentricités... « Dupont Lajoie », qui s'enorgueillit de ses succès aux soirées bavardes, a même vu, à Vandœuvre, des jeunes (prononcer « jellies »), en bécoeter, se peut-être même joints en silence, d'un air de « et... » (le maire) a fait venir ces gens, étrangers (« la machine à l'huile » qui ont vécu en été l'opération Vandœuvre-Village Vacances) pour nous emmener cet air, qu'on n'était même plus chez nous. Je me demande comment il a pu révéler, sans que je n'ai pu entendre dire par lui par le populaire en pays d'Ajole. Sans doute que les voix intellectuelles ne sont pas.

Pour conclure, Vandœuvre est très joli, autant que Michel Naut l'écrit, M. Maillat-Sallin dynamique. Je voudrais bien, afin de me sentir mieux, que vous veniez dans ce village d'habitants de l'humanité et du fédéralisme des anarchistes jurassiens et des premiers travailleurs suisses. Je voudrais que l'on dise à Vandœuvre, en lutte contre l'air. Ces gens-là sont discrets comme la violette, en pays d'Ajole.

FRANÇOIS HEGWEIN,  
(Blamont).

(1) Jean-Pierre Maillat-Sallin, maire de Vandœuvre (Doubs).

## VOUS ET MOI

### Discrimination

Vous avez cinquante ans, bon pied bon œil, quelques rhumatismes, mais pas de rhume du nez, et on vous refuse un job à convoité dans une entreprise de nettoyage. Vous avez un procès en discrimination d'âge. Vous vous appelez Barbara, Sylvie ou Anémone, et on vous refuse une promotion : discrimination sexuelle. Vous êtes une jeune fille, vous avez un diplôme, mais on ne vous embauche pas : discrimination de couleur. Vous êtes un jeune homme, vous avez un diplôme, mais on ne vous embauche pas : discrimination de religion. Vous êtes un jeune homme, vous avez un diplôme, mais on ne vous embauche pas : discrimination de religion.

Amérique, patrie des humbles, de cette famille et des esclaves, splendide bastion de la démocratie... Il faut dire que les Américains ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations.

Amérique, patrie des humbles, de cette famille et des esclaves, splendide bastion de la démocratie... Il faut dire que les Américains ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations.

Amérique, patrie des humbles, de cette famille et des esclaves, splendide bastion de la démocratie... Il faut dire que les Américains ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations.

Amérique, patrie des humbles, de cette famille et des esclaves, splendide bastion de la démocratie... Il faut dire que les Américains ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations. Ils ont une très grande tolérance pour les discriminations.

« Quels droits ? » a balbutié le ministre.

En bien ! le droit d'avoir un bureau dans les locaux de son parti, gauche et non à droite.

Au 4<sup>e</sup> étage, le ministre a averti les chefs de service du 1<sup>er</sup> étage, qui ont eux-mêmes averti les chefs de service du 2<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 2<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 3<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 3<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 4<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 4<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 5<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 5<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 6<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 6<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 7<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 7<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 8<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 8<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 9<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 9<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 10<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 10<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 11<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 11<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 12<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 12<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 13<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 13<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 14<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 14<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 15<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 15<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 16<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 16<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 17<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 17<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 18<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 18<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 19<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 19<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 20<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 20<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 21<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 21<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 22<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 22<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 23<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 23<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 24<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 24<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 25<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 25<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 26<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 26<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 27<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 27<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 28<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 28<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 29<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 29<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 30<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 30<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 31<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 31<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 32<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 32<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 33<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 33<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 34<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 34<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 35<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 35<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 36<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 36<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 37<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 37<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 38<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 38<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 39<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 39<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 40<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 40<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 41<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 41<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 42<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 42<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 43<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 43<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 44<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 44<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 45<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 45<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 46<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 46<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 47<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 47<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 48<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 48<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 49<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 49<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 50<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 50<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 51<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 51<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 52<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 52<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 53<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 53<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 54<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 54<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 55<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 55<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 56<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 56<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 57<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 57<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 58<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 58<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 59<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 59<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 60<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 60<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 61<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 61<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 62<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 62<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 63<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 63<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 64<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 64<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 65<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 65<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 66<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 66<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 67<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 67<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 68<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 68<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 69<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 69<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 70<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 70<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 71<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 71<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 72<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 72<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 73<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 73<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 74<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 74<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 75<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 75<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 76<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 76<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 77<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 77<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 78<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 78<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 79<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 79<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 80<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 80<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 81<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 81<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 82<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 82<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 83<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 83<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 84<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 84<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 85<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 85<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 86<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 86<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 87<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 87<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 88<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 88<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 89<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 89<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 90<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 90<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 91<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 91<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 92<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 92<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 93<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 93<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 94<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 94<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 95<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 95<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 96<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 96<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 97<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 97<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 98<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 98<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 99<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 99<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 100<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 100<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 101<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 101<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 102<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 102<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 103<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 103<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 104<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 104<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 105<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 105<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 106<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 106<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 107<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 107<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 108<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 108<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 109<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 109<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 110<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 110<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 111<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 111<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 112<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 112<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 113<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 113<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 114<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 114<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 115<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 115<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 116<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 116<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 117<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 117<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 118<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 118<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 119<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 119<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 120<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 120<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 121<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 121<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 122<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 122<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 123<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 123<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 124<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 124<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 125<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 125<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 126<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 126<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 127<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 127<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 128<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 128<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 129<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 129<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 130<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 130<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 131<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 131<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 132<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 132<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 133<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 133<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 134<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 134<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 135<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 135<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 136<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 136<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 137<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 137<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 138<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 138<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 139<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 139<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 140<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 140<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 141<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 141<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 142<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 142<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 143<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 143<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 144<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 144<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 145<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 145<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 146<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 146<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 147<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 147<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 148<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 148<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 149<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 149<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 150<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 150<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 151<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 151<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 152<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 152<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 153<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 153<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 154<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 154<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 155<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 155<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 156<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 156<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 157<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 157<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 158<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 158<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 159<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 159<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 160<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 160<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 161<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 161<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 162<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 162<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 163<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 163<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 164<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 164<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 165<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 165<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 166<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 166<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 167<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 167<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 168<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 168<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 169<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 169<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 170<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 170<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 171<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 171<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 172<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 172<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 173<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 173<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 174<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 174<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 175<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 175<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 176<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 176<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 177<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 177<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 178<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 178<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 179<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 179<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 180<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 180<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 181<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 181<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 182<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 182<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 183<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 183<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 184<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 184<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 185<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 185<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 186<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 186<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 187<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 187<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 188<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 188<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 189<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 189<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 190<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 190<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 191<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 191<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 192<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 192<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 193<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 193<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 194<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 194<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 195<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 195<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 196<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 196<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 197<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 197<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 198<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 198<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 199<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 199<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 200<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 200<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 201<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 201<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 202<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 202<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 203<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 203<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 204<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 204<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 205<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 205<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 206<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 206<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 207<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 207<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 208<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 208<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 209<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 209<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 210<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 210<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 211<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 211<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 212<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 212<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 213<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 213<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 214<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 214<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 215<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 215<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 216<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 216<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 217<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 217<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 218<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 218<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 219<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 219<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 220<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 220<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 221<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 221<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 222<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 222<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 223<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 223<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 224<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 224<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 225<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 225<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 226<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 226<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 227<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 227<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 228<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 228<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 229<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 229<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 230<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 230<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 231<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 231<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 232<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 232<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 233<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 233<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 234<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 234<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 235<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 235<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 236<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 236<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 237<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 237<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 238<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 238<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 239<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 239<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 240<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 240<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 241<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 241<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 242<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 242<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 243<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 243<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 244<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 244<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 245<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 245<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 246<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 246<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 247<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 247<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 248<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 248<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 249<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 249<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 250<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 250<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 251<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 251<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 252<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 252<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 253<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 253<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 254<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 254<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 255<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 255<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 256<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 256<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 257<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 257<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 258<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 258<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 259<sup>e</sup> étage. Les chefs de service du 259<sup>e</sup> étage ont averti les chefs de service du 26



# AUJOURD'HUI

## Une caste tranquille : l'inspection des finances

(Suite de la première page.)

« Du clanisme ! », lance, furieux, un administrateur civil du ministère de l'économie : un de ces énarques qui n'ont pas eu le bon goût de sortir dans les premiers et subissent, dans leur carrière, l'implacable rivalité de l'inspection. « Un inspecteur qui quitte un poste n'a pas le droit d'y laisser un autre inspecteur à sa place ! »

L'inspection en est venue à s'identifier à la Rue de Rivoli à un tel point que lorsque Valéry Giscard d'Estaing, pourtant inspecteur lui-même, voulait en 1971 « casser » en deux le ministère (économie d'un côté, budget de l'autre), le corps le prit pour un affront personnel. Les deux nouveaux ministères se virent alors vivement conseiller de désigner, comme directeurs de cabinet, deux inspecteurs issus de la même promotion (Michel Pébereau et Pierre Bilger, 1967), pour être certains qu'aucun des deux n'était le pas sur l'autre.

Clan, mafia, inspection ? Notre étiquette est la garantie d'une compétence », répli-

que le corps. L'école de la « tournée », c'est vrai, est sans pitié. Mais rare dans l'administration, les rapports de l'inspection sont signés, et contradictoires. En face des observations de l'inspecteur (première colonne), le fonctionnaire mis en cause a le droit et le devoir de répondre (seconde colonne). Une règle de fer, qui n'autorise l'inspecteur ni à négliger ni à errer, ni un véritable baptême du feu, au sein duquel un petit groupe s'entre-jauge. Plusieurs « claquages » (répliques justifiées de l'inspecté) peuvent briser l'inspection, condamner l'inspecteur, mais le plus souvent, il reste toute sa vie dans le service.

L'inspecteur, il est vrai, a le dernier mot, puisqu'une troisième colonne lui est réservée — sans qu'il lui soit d'employer les mêmes arguments que dans la première. — la quatrième colonne, réservée au supérieur hiérarchique du fonctionnaire inspecté, n'étant que rarement utilisée.

« Une école des chefs », ont pu juger certains (4), expliquant

que le corps. L'école de la « tournée », c'est vrai, est sans pitié. Mais rare dans l'administration, les rapports de l'inspection sont signés, et contradictoires. En face des observations de l'inspecteur (première colonne), le fonctionnaire mis en cause a le droit et le devoir de répondre (seconde colonne). Une règle de fer, qui n'autorise l'inspecteur ni à négliger ni à errer, ni un véritable baptême du feu, au sein duquel un petit groupe s'entre-jauge. Plusieurs « claquages » (répliques justifiées de l'inspecté) peuvent briser l'inspection, condamner l'inspecteur, mais le plus souvent, il reste toute sa vie dans le service.

L'inspecteur, il est vrai, a le dernier mot, puisqu'une troisième colonne lui est réservée — sans qu'il lui soit d'employer les mêmes arguments que dans la première. — la quatrième colonne, réservée au supérieur hiérarchique du fonctionnaire inspecté, n'étant que rarement utilisée.

« Une école des chefs », ont pu juger certains (4), expliquant



TUDOR BANUS

directeur (le Trésor) ou de leur personnalité (François Bloch-Lainé), jouent plus que d'autres le rôle d'agents de placement. Mais les effectifs restreints du corps autorisent une certaine plesse : Roger Fauroux (1956), P.-D.G. de Saint-Gobain, recherchant un directeur financier ne pouvait tomber sur Alain Minc, ce qui arriva. Peu de place pour le hasard.

Ce « viager sur la société française », selon le mot du même Alain Minc, que l'inspection confère à ses membres devait tirer les attaques de ses bords. Depuis sa création, elle n'est pas cessée. Reproche principal : son recrutement socialement élitiste. Jusqu'à la création de l'ENA, les candidats préparaient le concours de l'inspection au sein de « écoles », cours privés dispensés par ailleurs, réunissant parfois les jurys. « Un jour, raconte un ancien membre de ces jurys, le chef de service vient me trouver : il était très ennuyé parce qu'un des candidats était fils de coiffeur ! » — Un des rares exemples de cooptation pure dans l'administration française », expliquait alors un bon auteur (6).

« Rationnellement, je ne suis pas capable de justifier l'existence du corps », dit François Bloch-Lainé, un des inspecteurs les plus prestigieux. Mais, dans la pratique, il est très satisfait de faire contrôler des fonctionnaires chevronnés par des jeunes qui n'y connaissent rien, et qui forment un corps de bataille excellent. Pour eux, c'est une incomparable formation. Tout le monde y est donc. — Un temps de silence : « Mais, si on baissait les bras, le Conseil d'Etat serait trop facile ! »

L'impérialisme de l'inspection pose pourtant plusieurs problèmes de formation. Le corps voit d'abord l'Etat comme un champ de bataille où il faut contrôler des leviers qui sont le chef d'orchestre d'une grande politique industrielle ou sociale. « Un corps de radins, dit un haut fonctionnaire (bon inspecteur). Il est inné, pour qualifier. Il n'est pas la Rue de Rivoli, l'expression de ministères dépendants. » Ce n'est pas un inspecteur

qui aurait inventé l'« aménagement du territoire ». N'est-ce pas leur influence qui a rendu la banque française si timorée ? Nos banques ont manqué d'un certain nombre d'ingénieurs », dit Jean-Pierre Fourcade. Un corps plus adapté aux périodes d'austérité qu'aux ères de larges redistributions, plus propices à l'épanouissement des conseillers d'Etat. Nul doute que les inspecteurs, à l'égard, aient vu d'un oeil favorable la « seconde phase », à la rigueur, à l'austérité, à la politique de la gauche.

DANIEL SCHNEIDER.

(4) Lire Banquiers, votre nous intéresse, de Philippe Simonnot, Grasset, 1979.

(5) L'Inspection des finances, par Pierre Lalumière, PUF, 1979.

(6) Le Financier, de François de Launay, Paris, 1931.

(7) Lire notamment « L'échec de l'ENA », le Monde, l'éducation, n° 82, avril 1979.

## De l'Elysée à l'industrie

Si le 10 mai a coûté à l'inspection des finances quelques postes symboliques et lui a causé quelques blessures d'amour-propre, il n'a qu'à peine ébréché sa puissance réelle. Parce, certes, le secrétaire général de l'Elysée, dévoué sous l'ancien régime à Claude Pierre-Brossolette (1952), puis à Jacques Wahl (1961), et dont vient de s'emparer un maître des requêtes au Conseil d'Etat, Jean-Louis Bianco, rejoignant au sommet un autre membre du Conseil d'Etat, Jacques Attali. Plus un seul inspecteur aujourd'hui au « château » : sans doute la plus lourde perte, le poste donnant la haute main sur toutes les nominations qui comptent.

Perdue aussi la direction du cabinet de Pierre Mauroy, que vient de quitter, après un an, Robert Lion (1961). Pierre Mauroy avait cherché « un inspecteur des finances qui ait des idées ». Ne reste à Matignon, pour maintenir la présence du corps, qu'Hervé Hamon (1975), auteur sous Giscard d'un rapport resté secret dénonçant l'inefficacité des aides publiques à l'industrie.

Rue de Rivoli, en revanche, rien ne change. Philippe Lagayette et Louis Schweitzer (1970) tous les deux et, pour le second, fils d'inspecteur) succédant à d'autres inspecteurs comme directeurs respectifs des cabinets de Jacques Delors et de Laurent Fabius. En tout, ne subsistent aujourd'hui que huit inspecteurs dans les cabinets (contre douze avant le 10 mai, dont Patrick Théron (1973), directeur adjoint du cabinet de Michel Jobart, après avoir, sous l'ancien septennat, offert ses compétences à Michel Debussche, éphémère secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires.

Dans l'administration, une nomination a secoué le Landmaas : celle d'un administrateur civil, Michel Camdessus, au poste, convoité par tous les inspecteurs, de directeur du Trésor. « Le prochain sera un inspecteur », murmure le corps pour se consoler. Autre consolation : la direction du budget où Jean Choussat (1963) succède à l'administrateur civil Guy Vidal, tandis que Jean-Michel Bloch-Lainé (1963), fils de François, s'empare de la direction générale des impôts sans y avoir effectué sa carrière — fait exceptionnel.

Consolation ? « Une carrière de bénédiction, les impôts, où il est impossible de passer, car on se fait trop d'amis dans l'industrie », souligne un inspecté. Le Trésor, en revanche, par les contacts qu'il suscite avec les banquiers, est la voie royale du pantouflage. L'inspection ne s'y est pas trompée, qui coïncide la direction du Trésor fluit personnes sur moins de trente res-

ponsables) et boude — relativement — celle des impôts (cinq inspecteurs sur soixante). Pour la première fois, enfin, un inspecteur dirige l'ENA : Simon Nora (1947).

Dans son fief, la banque, l'inspection, si elle ne progresse pas, recule à peine. Cartes, elle perd la présidence du Crédit agricole où un simple licencié en droit, Jacques Bonnot, est nommé à la barre d'une demi-douzaine d'inspecteurs. Elle perd aussi le Crédit lyonnais, où Claude Pierre-Brossolette — qui vient de prendre la présidence de la banque Stern — est remplacé par un homme de la maison, socialiste de toujours, Jean Defassieux, ancien directeur international. Le « Lyonnais », il est vrai, a toujours été allergique aux inspecteurs : il n'en compte qu'un parmi ses cadres, et François Bloch-Lainé, qui le préside de 1967 à 1974, en sait quelque chose : il se heurta à la sourde hostilité de l'encadrement et notamment du directeur général, qui avait débordé dans la maison comme garçon de courses.

### Le fief des fiefs

De la Genière (1948) reste en revanche gouverneur de la Banque de France (poste occupé sans interruption par l'inspection depuis 1938) et Robert Lion devient directeur général de la discrète mais très puissante Caisse des dépôts et consignations, à la tête de la B.N.P. René Thomas (1961) succède à un magistrat de la Cour des comptes, Jacques Calvet. Jacques Wahl, ancien secrétaire général de l'Elysée, y vient comme directeur général adjoint. Et l'on conserve le fief d'entre les fiefs, la Société générale, où Jacques Mayoux (1952) succède à Maurice Lacroix (1945), le père de la T.V.A., dans une banque qui ne compte pas moins de six inspecteurs à sa tête.

Les autres fiefdoms restent en bonnes mains : Georges Plesch (1947), directeur technique au cabinet du ministre Paul Ramadier et, depuis, porteur d'une étiquette « inspecteur », prend la tête du groupe Il y a recruté comme directeur un vétéran de la Résistance, Dominique Chetillon (1953), président du Crédit industriel et commercial. Jean-Yves Haberer (1958), un des « modèles » du corps, devient président de Paribas. Jean-Maxime Lévesque (1946), chef de file du combat bancaire contre les nationalisations, est remplacé à la tête du Crédit

France par Charles de Croisset (1968), qui est Jean Saint-Geours (1950), le père sorti du cabinet de Pierre Mauroy, où il s'occupait de la mission pour l'emploi, et prend la tête du Crédit national.

L'inspection voit, également confirmée sa suprématie sur les compagnies d'assurances, suprématie qui, au contraire de la banque, s'est renforcée au cours des années. Michel Albert (1956), directeur au Plan qui, jugeant insuffisantes les mesures prises contre le chômage, s'était accorché Raymond Barre, devient président des Assurances générales de France (A.G.F.). Pierre Esteve (1961) reste président de l'U.A.P. (Union des assurances de Paris), où Guy Marini (1959), plusieurs fois ministre du cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, est la présidence du G.A.N. (Groupe des assurances nationales).

La grande nouveauté de ces dernières années, surtout après le 10 mai, est l'intrusion de plusieurs inspecteurs dans de leurs domaines traditionnels, dans l'industrie. Si Philippe Thomas (1944) quitte la présidence de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Roger Fauroux (1958) passe à la tête de Saint-Gobain et Jean-Pierre Chénou (1965), un des fondateurs du C.R.E.T. avec Jean-Pierre Chénou, le pseudonyme de Jacques Mandrin, d'un pamphlet au titre éloquent : « L'énarchie (1) », s'installe au sommet du groupe Thomson où il retrouve Jacques Darmon (1958) et, comme directeur adjoint (1965) lui aussi, un commandeur de promotion.

Il est de leur territoire, les inspecteurs risquent cependant de se heurter à d'autres corps, et notamment aux ingénieurs des mines. L'arrivée d'Alain Chalandon (1945) à la tête d'Elf-Aquitaine, en 1977, ne s'est pas faite sans grincements de dents ni, au début, sourde hostilité du fondateur du groupe, Jean Guillemin. Mais Chalandon n'a pas voulu résister à conserver son fauteuil, chance que n'eût pas Paul Marini (1963) nommé V.G.E. directeur général de l'énergie : le ministre de l'Industrie, Jean Giraud, « mineur », parvint à le faire dévancer. A la tête également une présence importante d'inspecteurs dans l'aéronautique : de 1945 à 1961, la sidérurgie, et un vice, parmi d'autres, le Matra, à Rhône-Poulenc. « Partout où il y a de la subvention à gratter », dit un inspecteur, cynique.

(1) L'Enarchie, les inspecteurs de la République, La Table ronde, 1978.

### Un mécanisme d'élargissement des couches dominantes

Le concours se passait en habits et les inspecteurs débutants, les trois premières années, ne percevaient rien de salaire, la famille étant censée leur fournir leur argent de poche.

Après la Libération, tandis qu'un ministre de l'économie socialiste de la IV<sup>e</sup> République, André Philip, tentait — sans succès — de supprimer le corps, l'inspection plus vichyssoise que le Conseil d'Etat, devait aboutir à le démocratiser quelque peu. Cependant, aujourd'hui encore, les « grands corps » accueillent plus de « fils d'archevêques » que l'ENA, pourtant elle-même passablement sélective, socialement parlant (7). Mais le problème s'est déplacé. « Les grands corps fonctionnent davantage comme un mécanisme d'élargissement des couches dominantes que de reproduction sociale », remarque Alain Minc, qui en est le vivant exemple : fils d'immigré juif polonais — chirurgien-dentiste, il est vrai, — il occupe, à présent, trois ans, un des postes les plus élevés de l'industrie française.

Sans toucher au corps — malgré les impérieuses sollicitations de plusieurs de ses amis, — le gouvernement actuel souhaite pour sa part le démocratiser encore en ouvrant plus large les vannes du tour extérieur, et tout, par un classement séparé à la ENA, en permettant aux futurs « nouveaux énarques » (syndicalistes ou élus locaux) d'y avoir une place réservée, vraisemblablement dans la proportion d'un pour cinq énarques traditionnels.



P.M.E.

## Deux aventuriers de la mécanique en Limousin

Deux jeunes ingénieurs ont créé une entreprise spécialisée dans les « moutons à cinq pattes » : les machines sur mesure.

À la fin de la ligne d'usinage des carters, la machine de nettoyage, les petites buses, s'ébranle à l'arrivée du bloc moteur, emprisonné dans un cloche. Chaque pièce répond à l'une des deux cent soixante cavités où sont entassés, au long de la chaîne, copeaux, poussières. Puis les tubes métalliques entrent en action et vont souffler les particules dans les recoins les plus cachés.

L'œil inquisiteur, en velours miel tranchant sur la grisaille de l'atelier, Jacques Régner s'agit, s'entretient avec l'O.S. responsable du programme, pose la main sur la cloche, pousse le moteur, se grise de doigts au passage, crie des explications inaudibles, de couvrir en vain les décibels lâchés par la machine. Sa machine. Son œuvre. L'un de ses « moutons à cinq pattes » créés par son équipe d'Elmetherm — soixante-quinze salariés. Avant, un ouvrier passait ses « 8 » à chasser poussières et copeaux à l'aide d'un jet d'air qui provoquait à chaque manipulation un nuage et un bruit de percussion.

Le programme terminé, le bloc est libéré, propre.

À l'atelier limougeaud de Renault-Véhicules industriels, une quinzaine de machines spéciales, améliorant considérablement les conditions de travail, signées Elmetherm. Jacques Régner, patron de cette petite entreprise florissante de la région limousine qui emploie quelque soixante-quinze personnes, est un P.-D.G. heureux. Rare par les temps de morosité qui courent.

La recette ? Fabriquer des « moutons à cinq pattes ». Une centaine d'entreprises françaises (1) ont choisi ce créneau mais beaucoup cherchent à se spécialiser. Chez Elmetherm, en

contraire, on essaie plutôt de diversifier.

Tout commence par une rencontre, il y a une quinzaine d'années, deux jeunes ingénieurs frais émoulus de leur école, Jacques Régner et Jean-Pierre Lenfant. Le premier, plus versé dans la mécanique, le second, spécialisé en électronique, perspicace, pragmatique et discret. L'un est responsable d'un service département de séchoirs dans une entreprise de fours pour céramique, l'autre dirige une entreprise de machines pour la fabrication des chaussons. Deux activités plus ou moins déclinées en Limousin.

Ce qui les rapproche : leur passion pour les machines, celles qui n'existent pas, leurs connaissances et leur savoir-faire pendant trois années, ils créent ensemble dans l'entreprise de Jean-Pierre Lenfant un département machines plus diversifiées. Ils réfléchissent, inventent, des marchés. Mais la direction mère les somme de replier leurs plans et de ne rêver qu'à la chausure. Jacques Régner s'estime dupé et part sur un coup de tête. Commence l'aventure.

### Taille réduite mais propositions crédibles

En trois mois, pour des armes — façon et son savoir-faire, aidé de quelques cadres qui lui font confiance, il jette les bases d'une entreprise, interroge les banques, convainc le maire d'un village limitrophe, l'aider à la mise en place de Saint-Auvent, à une trentaine de kilomètres de Limoges, est transformée en atelier. Parquets

en lambris sont posés, on dispose des machines à dessin. Elmetherm (électricité, mécanique, thermique) est née.

Au départ, ils sont cinq : un tour dessinateur, concepteur, réalisateur, technicien, gestionnaire et représentant, en pratique une machine. Jacques Régner, fruit de sa première expérience professionnelle : technique du séchage rapide par rayonnement infra-rouge. La taille réduite de l'entreprise, ce qui inquiète les acheteurs éventuels, est compensée par des propositions crédibles. Première commande : quatre puis cinq séchoirs pour l'industrie nucléaire, exécutés en faisant appel à la sous-traitance. Le sérieux paie. Les commandes font bouillir de neige. Jacques Régner est contraint de suivre des gestionnaires : Jean-Pierre Lenfant quitte la chausure et le rejoint à Saint-Auvent. Plus par amitié que par goût, l'aventure que par opportunisme.

Leur métier : fabriquer parallèlement aux séchoirs des portes chauffantes. Ils embauchent du personnel et s'équipent, mais la politique est électrique et abandonnée au niveau national. Ils importent, ils reconvertisent avec succès la fabrication de matériaux pour maisons préfabriquées. Mais voulant être désormais plus polyvalents, ils tournent vers la machine spéciale, sur mesure, négligée par la concurrence. Le « mouton à cinq pattes ».

Jacques Régner a depuis longtemps un vieux hobby, la porcelaine. Les usines de la région sont toutes équipées avec du matériel américain, puis, en France, personne ne s'y est intéressé depuis la guerre. Elmetherm crée sur place, toute une gamme de machines destinées à l'industrie céramique, la façonnage, le polissage, en passant par le séchage, la finition, l'émaillage et même

l'emballage. Une gamme pléthorique que Jacques Régner essaie de faire la promotion. Est-ce le personnage ou la performance de ces machines qui séduisent Pierre Bernardaud, l'un des derniers grands porcelainiers de Limoges. Les deux hommes dote. Tous jours est-il que le patron de la porcelaine française, « jouant les mécènes », passe commande.

Aujourd'hui, la plupart des machines utilisées pour fabriquer les services prestigieux des Emirats arabes ou les séries plus sobres vendues dans les grands magasins sont signées Elmetherm. Hélas, les porcelainiers, sauf Haviland, se finissent aux machines étrangères. Parallèlement, Jean-Pierre Lenfant cherche du travail à l'industrie aéronautique, nucléaire et de la pyrotechnie. En sept ans d'existence, les deux « touche-à-tout » imaginatifs ont au point et livré quelque deux mille machines, dont un millier de « moutons à cinq pattes », d'un coût souvent très élevé mais parfois sous-estimé par l'entreprise encore artisanale.

### Il faut toujours être à l'avant-garde

Le dernier sorti est une machine à fabriquer cinq mille huit cents gants chirurgicaux à l'heure (2). Un véritable miracle de 100 tonnes — selon le créateur, la plus grande machine du monde — achetée à millions de francs et qui a pris forme, après quatre mois d'études, sous le crayon d'un dessinateur de l'équipe : pas un ingénieur bardé de diplômes, mais un technicien astucieux.

C'est un effet de politique de la maison : « Les plus beaux diplômés se font les meilleurs ingénieurs », affirme Jacques Régner. Aux res-

ponsables du bureau d'études (moyenne d'âge trente-cinq ans), on demande des connaissances techniques bien sûr, mais l'initiative, de l'imagination, de l'audace, du bon sens, de la vigilance et un peu d'esprit d'aventure. « La machine spéciale, c'est un état d'esprit, explique Jacques Régner. Il faut toujours être à l'avant-garde ».

A chaque commande, on explore un nouveau champ d'activité nouveau : un jour, les machines servent à fabriquer simultanément dix pièces différentes de céramique ; le lendemain, une machine à finir les bords irréguliers des articles en porcelaine ou encore un robot pour le « coulage » des poteries dans un moule en plâtre. Une opération encore peu automatisée dans les usines françaises. La machine Elmetherm à cinq pattes est en gestation au bureau d'études. Les machines polyvalentes pour la pâte feuilletée et la pâte à croissant. Avant de prendre le crayon, le responsable du projet, accompagné de Jacques Régner, a mené une enquête dans l'usine. La machine sera installée, auprès des employés qui effectuent aujourd'hui le travail à la main. Il a lu les dernières publications et recueilli les suggestions nécessaires sur la

pâtisserie industrielle. Bref, à Saint-Auvent, les tâches ne sont jamais répétitives. D'autre part, lorsqu'un ingénieur ou un technicien du bureau d'études prend en compte une affaire, il la traite de bout en bout, de l'étude à la mise en route chez l'utilisateur en passant par la conception et la surveillance de la fabrication. L'ouvrier chargé de la fabrication voit la machine d'atelier à atelier. Peut-être est-ce pour cela que, lorsqu'il y a une « charrette », personne n'hésite à poser le crayon à 4 heures du matin.

Autre aspect de la politique-maison : le bureau directorial est ouvert à longueur de journée, et les problèmes y sont résolus au grand jour. Aujourd'hui, le P2 qui doit monter la vérification d'une machine, le montant forfaitaire des frais : une discussion est engagée sur-le-champ. Cela peut expliquer l'absence de la section syndicale, les revendications pour s'exprimer autrement. Et lorsque l'inspecteur du travail a recommandé l'organisation d'élections pour le comité d'établissement, conformément à la loi, le personnel d'Elmetherm ne s'en est guère soucié : le comité existe mais ne fonctionne pas. « Nous vivons en autarcie sociale », déclare Jacques Régner. « Uniquement parce que le dialogue n'existe pas », réplique un technicien.

Comité d'établissement, sommeil, pas de syndicat. D'après le P.-D.G., la grille salariale chez Elmetherm est très resserrée. Un technicien gagne 50 % de plus qu'un P2, un ingénieur, deux fois plus, le directeur et le P.-D.G. deux fois et demi.

Le carnet de commandes est plein jusqu'en décembre. La salle de bal a été agrandie mais les trois ateliers ne suffisent plus. Pour l'instant, « de coups de poker en coups de poker », c'est la réussite. Mais jusqu'à quand ? Jean-Pierre Lenfant et Jacques Régner approchent la quarantaine, entraînent le train à l'avenir. eux, l'aventure coûte cher en angoisse. Qui l'aurait dit ? « Serons-nous novateurs demain ? », s'interrogent-ils. Leur grande inquiétude, c'est qu'un jour « les neurones ne s'arrêtent plus ».

MARYSE WOLINSKI.

(1) Réunies aux prochaines sessions de la machine spéciale à Rouen, la première semaine de novembre.  
(2) Commandité par AMFRA (Total, Elf), une fabrique de roulements internationale, de gants chirurgicaux distribués sous la marque Soplat.

## CROQUIS

### Le peintre

Ce jour-là, j'avais le sentiment de revivre le supermarché, grande surface, petits prix, où j'étais allé remplir mon panier. Et je le trouvais, une semaine plus tard, dans la rue. Triste, mais la misère du monde est là, la remorque. Dès qu'il s'agit de se déplacer, on trottoir, les roues flanchaient, le camion était au pied. C'était une faute, à une saloperie de cadavre, le tout mal. Tout ce que je voulais, c'était la rue, le café, le goût, le rien. Un gauchiste à côté, un homme, petit, peintre, blanc, appuyé, non, mais la chambre d'une porte.

Pardon !  
Expres, j'avais pris un bon revê- che. Il n'était pas le moment qu'un individu de la rue me fasse les yeux. Ah, non !

### Lettre d'amour

C'est une histoire que m'a contée l'autre soir Frédéric, un Ami, après nous avoir longuement évoqué la tragédie de Seyrouth. Une histoire, oui, mais à dormir, mais à

— Mademoiselle, vous êtes jo-

le. Il répétait sa phrase, gentiment, un sourire en accent circulaire renversé lui tendait le menton et les yeux. Les yeux d'un enfant qui regarde un jouet du magasin « Au plaisir de vos yeux ».

J'étais perdue. Corps et biens. Intégralement. Je voulais lui répondre : « Vous aussi, vous êtes joli », ou « C'est gentil, merci ». Je voulais lui dire quelque chose d'aimable, mais je n'ai pas pu. J'ai raté un sourire, remué la tête dans tous les sens, puis je suis repartie. Mais rien n'était cadavre, j'avais l'air d'un con, ma mère. Je connaissais la chanson.

An trottoir suivant, je ne l'ai pas revu. Il était trop loin. Il se petit cadavre, je le sais. Mais ce jour-là, j'avais le café.

CÉCILE AUSTRIAL.

« héros » de l'histoire n'est autre que Jacques.

Voilà l'histoire telle que Frédéric l'a déchiffrée sur les livres de Jacques. Un jeune homme est amené à recourir aux services d'une jeune femme « écrivain public ». On sait peut-être que c'est une profession, s'est quelque peu développée ces dernières années. Nombre de gens, qui, sans être analphabètes, éprouvent lorsqu'il s'agit de rédiger certaines lettres aux administrations ou un curriculum vitae. Le jeune homme revient deux ou trois fois chez l'écrivain public. Il tombe follement amoureux d'elle. Quelques jours après, Pierre — appelez-le ainsi — se présente tout excité chez la demoiselle à plume.

Rouge de confusion, il dit à l'écrivain public qu'il a besoin d'elle pour rédiger une lettre d'amour

à une jeune femme, la

laquelle il éprouve la plus grande tendresse. L'écrivain public demande quelques détails : quelle est la couleur de ses yeux ? de sa chevelure ? Quel est son métier ? Quel est son milieu ? Riche de tous ces renseignements, l'écrivain public rédige, sur une feuille de papier bleu, d'une écriture soignée, une lettre d'amour.

Un peu plus loin, il y a une terrasse de café, sort de la poche de sa veste une enveloppe, laquelle il a écrit le nom de l'adresse de l'écrivain public. Enveloppe qu'il va glisser dans la boîte toute proche.

Il se retourne, se penche vers elle, et moi, témoin, je suis là.

ANDRÉ LAUDE.

### Les parias d'Austerlitz

Ils sont tous là, alignés côte à côte, masqués, prêts au départ. Leurs noms fleurissent déjà le Sud-Ouest : Aquitaine, Capitoles, Puerta del Sol ou Montsigne. En près de deux heures, ce fondé de soir, ils vont faire leur plein de transhumants hebdomadaires. Des hommes et des femmes de tous âges, liés par leur travail à Paris et qui regagnent, le temps d'un week-end déjà tronqué par le parcours, famille et terroir.

Christien, le trentenaire un peu maigre, est ingénieur en banlieue parisienne. Depuis neuf ans, il rentre chaque semaine à Bordeaux. « Un bel. Pris d'un demi-million de kilomètres, ou quatre mois entiers de train. Je suis un ancien combattant du rail. J'ai même eu des campagnes comme février 1978 où la neige avait tout bloqué. Je suis rentré quand même, en passant par Le Mans, mais ça nous

a pris dix heures au lieu de quatre ».

Pau d'émotion cependant : « Le travail, il faut le prendre où il est ». Quatre mois, chômage, malgré une maîtrise en électronique et trois cents lettres envoyées tous azimuts, l'ont dû à quitter sa province où il n'oublie pas. Chaque jour, il achète Sud-Ouest pour les dernières nouvelles. Son comportement, « c'est pépé », cinquante-cinq ans, jubile. Il a fait. Terribles depuis douze ans, mais va, sans doute, bientôt arrêter grâce au contrat de solidarité qu'il a signé avec l'entreprise.

Au fil des wagons ils sont là. Des gens comme les autres que l'on retrouve de semaine en semaine et reconnaissables à la petite carte verte d'abonnement qu'ils présentent lors du contrôle. Une carte qui leur permet des réservations gratuites, mais qui pèse lourdement dans le budget. Christian précise : « Pratique 1.300 F par mois pour voyager en 1ère classe, la prix de location d'un studio, et je ne peux même pas le faire passer en frais professionnels ».

Le wagon-bér est le lieu privilégié où s'échangent les dernières nouvelles. « Tiens, l'entreprise X se décentralise à Bordeaux. Ça, je sais, mais je n'ai pas la formation ». Christian y va rapidement. « Le voyage est assez cher, comme ça, pas la peine d'y ajouter encore le coût des boissons. Et puis, en général, on parle peu. Je voyage

avec les mêmes têtes depuis des années et je ne sais rien d'eux. Juste un bonjour poli au passage. Chacun vit son voyage à sa manière — sommeil à rattraper, rapport à préparer, lecture... ou rien — mais dans ses habitudes ».

Incommunicabilité, paresse, Christian n'analyse pas. « Je suis jusqu'à Tours, je lis ensuite et, vers Angoulême, je remonte le train à la recherche de connaissances. Souvent des copains de faculté ou d'anciens professeurs. Ça permet de se restaurer ou de glaner quelques informations. Et puis la dernière heure est toujours la plus longue ».

Christien espère que sa situation évoluera. « Je continue à faire régulièrement les petites annonces, mais la seule fois où j'ai été convoqué, ils m'ont dit qu'ils avaient reçu plus de deux cents réponses et vu une vingtaine de candidats ». Tandis qu'à près de 200 km/h le train se rapproche de la capitale aquitaine, il glisse, presque épuisé, vers le confort de son lit. « Ça va, ça va, ça va », se dit-il, continuant à feindre que l'épouse une Parisienne, ou que je suis très pieux pour venir travailler chez moi... ».

Vendredi, prochain, à la même heure, il gravira rapidement les marches du métro, jettera un coup d'œil à l'horloge et au panneau d'affichage des départs et, tel un automate, se dirigera vers son train, son wagon, son compartiment, son siège.

PATRICK RUBIE.







# DEMAIN

## Les bactéries voraces de Saint-Omer

Pour réduire la pollution considérable produite par les conserveries alimentaires, un industriel a mis les bactéries au travail en les chargeant de transformer les déchets en méthane.

A quelques kilomètres de Saint-Omer, dans la Flandre française, des bactéries voraces vivent en silence depuis plus d'un an une bataille acharnée contre la pollution.

La stratégie de la mise au point par l'état-major illois de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), où une équipe de chercheurs a préparé l'arme miracle : une culture de bactéries anaérobies. La logistique a été fournie par la société Degremont, une firme spécialisée dans le traitement des eaux. Le nerf de la guerre, c'est-à-dire la finance, vient de l'Agence de bassin Artois-Picardie, de l'ex-Commissariat à l'énergie solaire du principal intéressé, Bonduelle, un industriel leader du marché de la conserve de légumes, qui a décidé de croiser le fer avec ce fléau de l'industrie agro-alimentaire - responsable de 35 % de la pollution organique en France (1).

Le champ de bataille, c'est la conserverie de Renescure située en bordure du Clairmarais, un pays « sans eau mais toujours dans l'eau », comme disent les habitants de ce polder qui s'étend jusqu'à une quarantaine de kilomètres de la mer.

De cette usine, dont les premiers bâtiments en briques ont déjà plus d'un demi-siècle, sortent chaque année 110 000 tonnes de conserves et 25 000 tonnes de surgelés, principalement des petits pois, des carottes et des haricots verts. Le petit pois, comme dit M. Morel - le directeur de l'usine depuis douze ans -, c'est effrayant ce que ça pollue.

Régénéré par de gigantesques machines dépendant de l'usine,

ils se retrouvent moins de quatre heures plus tard en l'air prêts à la mer. Mais, avant de parvenir sur notre table, ils vont subir une série de douches d'eau froide destinées à les rendre digestes de votre assiette.

Dans un premier temps, les petits pois sont lavés sur une table vibrante éliminant les résidus de forme différente. Puis, dans un réservoir d'eau on procède à la séparation par flottage des résidus de densité différente (les résidus plus légers que le pois flottent, ceux qui sont plus lourds coulent). Après avoir été lavés, le légume est immergé dans une eau portée à 80-82 degrés. Cette séparation pour lui permettre d'éliminer les gaz dans les tissus intercellulaires du pois. C'est le « blanchiment ». Après triage, c'est la phase du blanchiment. Dernière étape, la blanchie va passer un temps variable dans une colonne de stérilisation, puis sera refroidie avant de partir vers l'étiquetage et la phase commerciale.

### D'immenses bassins pour le lagunage aéré

En ces opérations, les déchets se déchargent en eau fortement chargée en matières organiques polluantes qu'il faut épurer. Les effluents les plus dilués de l'usine s'élèvent à plus de 1 million de mètres cubes, l'équivalent de la pollution d'une ville de 250 000 habitants. De plus, cette pollution se concentre sur le dernier semestre de l'année (pour 50 %), les résidus ayant lieu en juillet et août.

La conserverie s'était équipée d'une installation d'épuration par « lagunage aéré » de 500 000 mètres cubes. Ces la-

gues ont d'immenses bassins, où l'eau polluée est brassée en permanence pour un réoxygène. Ce procédé est appelé traitement aérobique. Très efficace, il est utilisé par les collectivités pour le traitement des égouts.

Seul inconvénient : un coût énergétique élevé. Et ce n'est pas tout, il faut aussi un traitement pour un industriel. Pour faire face à l'extension de la production, M. Morel, il faut aussi faire une centrale électrique pour oxygéner l'eau des petits pois. Cela représentait 2 millions de kilowatts par an et aurait coûté 400 000 francs de frais d'exploitation. Un pari impossible à tenir avec les charges actuelles. En 1978, j'ai eu la chance de rencontrer Jean-Noël Morfaux, un responsable de l'INRA, qui m'a parlé de méthodes nouvelles. L'idée a progressivement fait son chemin.

C'est au Centre d'études de recherches des technologies des industries alimentaires (CERTIA), ouvert en 1972 à proximité du campus universitaire de Villeneuve-d'Ascq (une ville nouvelle de la périphérie de Lille), que les chercheurs de l'INRA se sont installés. Dans un grand bâtiment construit à l'origine pour la production de la viande, l'équipe Morfaux-Albagnac (2) de la section de technologie alimentaire travaille depuis six ans sur la méthanisation des eaux résiduaires et la valorisation des déchets agricoles et agro-alimentaires. L'idée du départ était simple, dit M. Guy Albagnac, le directeur de la section. Dans la procédé aérobie, il faut 1 à 2 kilos d'oxygène pour éliminer 1 kilo de pollution carbonée et une dépense de 1 à 2 kilowatt/heure. La digestion anaérobie permet de s'affranchir de ces contraintes. Elle transforme le carbone organique en méthane et

gaz carbonique. Cependant, si le procédé de méthanisation était appliqué pour des effluents d'élevage, des matières végétales ou des boues, il y a un problème : les effluents liquides. Avec des déchets solides, on remplit une cuve et on attend que ça se dégrade en formant du méthane. C'est un procédé classique en discontinu. Pour les effluents liquides le problème était de traiter en continu. Pour cela, il fallait maîtriser la flore bactérienne et comprendre son fonctionnement.

### Une station en réduction

Par passion pour les bactéries, un jeune chercheur de l'INRA, M. Jean-Pierre Touzel, quitte son M2 pour étudier les problèmes biologiques. « Dans la fermentation méthanique, nous avons affaire à deux populations de bactéries qui vivent en symbiose. La première, dite « acidogène », très vorace et au développement rapide, transforme les déchets organiques en substrats utilisables par la seconde, dite « méthanogène ». Cette dernière, plus pacifique, va prendre son temps pour se multiplier. C'est une bactérie philanthrope qui n'utilise que 10 % de sa nourriture pour se développer et forme les 90 % restants en méthane.

Le problème, c'est d'arriver à garder un équilibre entre les deux : si la première se développe trop, le milieu devient acide et cesse de fonctionner. Il faut donc maintenir son appétit en permanence pour maintenir un pH entre 6,5 et 7 dans la cuve du digesteur (3).

Pour arriver à maîtriser le processus, les chercheurs ont installé au CERTIA une véritable station

en réduction de 20 litres de capacité. Ce modèle va permettre de définir les caractéristiques du système : la chance, on a l'essentiel de la concentration des matières organiques dans 10 % du volume de la cuve chaude rejetée par la conserverie. En récupérant les calories produites, on va chauffer la cuve du digesteur à 35 degrés, température optimale pour un bon fonctionnement. Le problème n'est plus qu'une question de technologie industrielle.

A l'arrière de l'usine, juste en bordure des champs de petits pois, une véritable raffinerie de méthane a été mise en place. Deux grandes cuves gris métallisé, reliées entre elles par un entrelacs de tuyauteries, servent de digesteur. Juste derrière, un grand bassin de décantation sert à récupérer les quelques bactéries qui cherchent à désertir. Dans un bâtiment semi-ouvert, deux immenses poussoirs de caoutchouc se gonflent et se dégonflent en fonction du travail des bactéries. C'est le service de méthane qui va alimenter une génératrice de vapeur. Un peu à l'écart, deux torchères témoignent de la bataille contre la pollution.

En juillet 1981, nous avons vu en route la première cuve sans trop savoir si ça allait fonctionner, raconte M. Morel. Les premiers résultats ont confirmé l'absence de problème. A la fin de la saison dernière, nous avons épuré 44 000 mètres cubes de liquide en abaissement de 95 %. De plus, nous avons produit 220 000 mètres cubes de gaz à 60 % de méthane. Cette année, les deux cuves sont en route. Depuis le début de la récolte, nous avons économisé 100 tonnes de mazout. A terme, ça sera 700 tonnes par an. C'est fantastique pour petites bêtes, et

en plus ça fonctionne pratiquement tout seul.

Devant la réussite de cette première, les visiteurs se multiplient à Renescure. En attendant, dans les grandes cuves, les bactéries continuent la lutte acharnée contre la pollution. Le jour de l'inauguration auront-elles droit à une médaille ? Avec le résultat positif de cette expérience, plus d'une dizaine de digesteurs pourraient être installés dans les années à venir pour traiter les effluents d'industries agro-alimentaires.

Mais déjà, en laboratoire, les chercheurs se sont attaqués à une technologie de deuxième génération. Dans un premier temps, ils cherchent à se passer du bassin de décantation en installant un piège à bactéries volantes directement dans le digesteur. Dans un proche futur, ils espèrent mettre au point un système avec séparation des deux phases d'activité des bactéries. Dans une première cuve, les féroces acidogènes s'empiffreraient sans méthane, tandis que, dans une seconde, les pacifiques méthanogènes prendraient le temps de vivre. L'éternel problème d'équilibre entre populations différentes serait enfin résolu pour permettre un bien meilleur rendement.

MICHEL ABADIE.

(1) Industries alimentaires et agro-alimentaires, n° 10, octobre 1980.

(2) M. Jean-Noël Morfaux directeur adjoint de recherches à l'INRA, a conduit une étude jusqu'à sa disparition accidentelle en juillet 1981. M. Guy Albagnac, chargé de recherches, a continué les travaux engagés par le laboratoire.

(3) Le pH est le coefficient caractérisant l'acidité d'un milieu. Une solution est dite « acide » si son pH est inférieur à 7, « basique » s'il est supérieur à 7.

par Annie Battie

### A SUIVRE

#### L'assurance au supermarché

A Cincinnati (Ohio) on peut désormais investir ses économies au supermarché. Dans cette ville, une succursale de Kruger Co. est en effet devenue le premier supermarché financier des Etats-Unis. Il offre à ses clients la possibilité de contracter des assurances-vie, d'accéder au marché financier, aux fonds de pension et de prévoyance.

Cette innovation va être progressivement introduite dans les mille autres supermarchés d'alimentation de la chaîne. Les

#### Lait de soja

##### contre lait de vache ?

Alpha Laval, firme française d'origine suédoise, a mis au point un nouveau procédé de fabrication du lait de soja conciliant les exigences du goût, de l'odorat, de la digestibilité et

#### Histoire ouvrière pour l'avenir

Un musée d'histoire de la région de Copenhague sera le prochain projet de la ville de Copenhague. L'immeuble qui servait à Copenhague et abrite aujourd'hui plusieurs syndicats qui en feront don au nouveau musée. La confédération nationale du travail du Danemark L.O. subventionne le projet.

#### Le spectacle sportif n'est pas tout

Le fait est qu'on croit. Il s'agit de culture, d'une de nos dernières manières d'être ensemble, a écrit Michel Serres, dans *Géométrie*, Grasset, 1982. Un fait, son importance sociale et culturelle est accrue par la place que lui accordent les mass médias.

#### Les systèmes de santé européens

Un dossier de *Trente jours d'Europe* (n° 92) porte sur les systèmes de santé en Europe. Dans l'ensemble, les pays européens, toujours un accroissement du nombre des médecins (avec des disparités régionales) et une féminisation de la profession. Le taux de spécialisation reste, dans l'ensemble, peu élevé, contrairement à ce qu'on pouvait croire. Le coût des soins ne cesse d'augmenter. Les différents systèmes de santé se différencient essentiellement par le statut des médecins (libéral ou non) et le mode d'exercice (liberté ou non de choisir son médecin et d'en changer, système mixte).

#### Radioécologie

L'Institut national des sciences et techniques nucléaires (I.N.S.T.N.) organise une série d'études consacrées à l'impact sur l'environnement des installations nucléaires : la Radioécologie du 28 février au 11 mars 1983.

Après un rappel sur la radioactivité - et... l'interaction rayonnement-matière, les exposés seront consacrés au cycle du nucléaire, à celui des radionucléides, dans l'environnement aux effets des rayonnements sur le milieu naturel et les écosystèmes et à leurs effets biologiques, à l'impact thermique des centrales nucléaires, aux méthodes radioécologiques de choix du site, et à l'utilisation de la notion d'acceptation de l'environnement dans la définition d'un programme nucléaire.

#### LANGUAGES BRING TOGETHER!

TESTEZ VOTRE ANGLAIS AVEC NOUS!

EVALUEZ VOTRE NIVEAU D'ANGLAIS AVEC LE QUIZ EN 50 QUESTIONS QUE VOUS PROPOSE

Plus de 100 questions à choix multiples vous permettront d'évaluer votre niveau d'anglais. Les questions couvrent les domaines de la grammaire, du vocabulaire, de la compréhension et de l'expression écrite.

Envoyez votre réponse à : **EF**, 1 rue de Valenciennes, 75001 Paris.

#### BOITE A OUTILS

##### Sport et changement social

« Le spectacle sportif n'est pas tout le fait est qu'on croit. Il s'agit de culture, d'une de nos dernières manières d'être ensemble », a écrit Michel Serres, dans *Géométrie*, Grasset, 1982. Un fait, son importance sociale et culturelle est accrue par la place que lui accordent les mass médias.

La Revue *Projet* (n° 92), sous le titre : « Le sport, ses aspects politiques, sociaux et éducatifs », consacre quelque cent pages à ses fonctions de socialisation, d'éducation, d'échange, à son rôle dans les conflits, aux rapports complexes qu'il entretient avec les structures politiques et sociales, à sa contribution à la formation de la conscience collective (voir l'exemple du football en Australie), aux liens entre le sport et le changement social, le particulier l'Afrique, et pour les pays africains, à la pérennité d'institutions comme les Jeux olympiques. Enfin, elle fait le point sur l'éducation physique et les recherches aux frontières des sciences de la vie et de la société qui visent à développer le potentiel physique et intellectuel de l'homme.

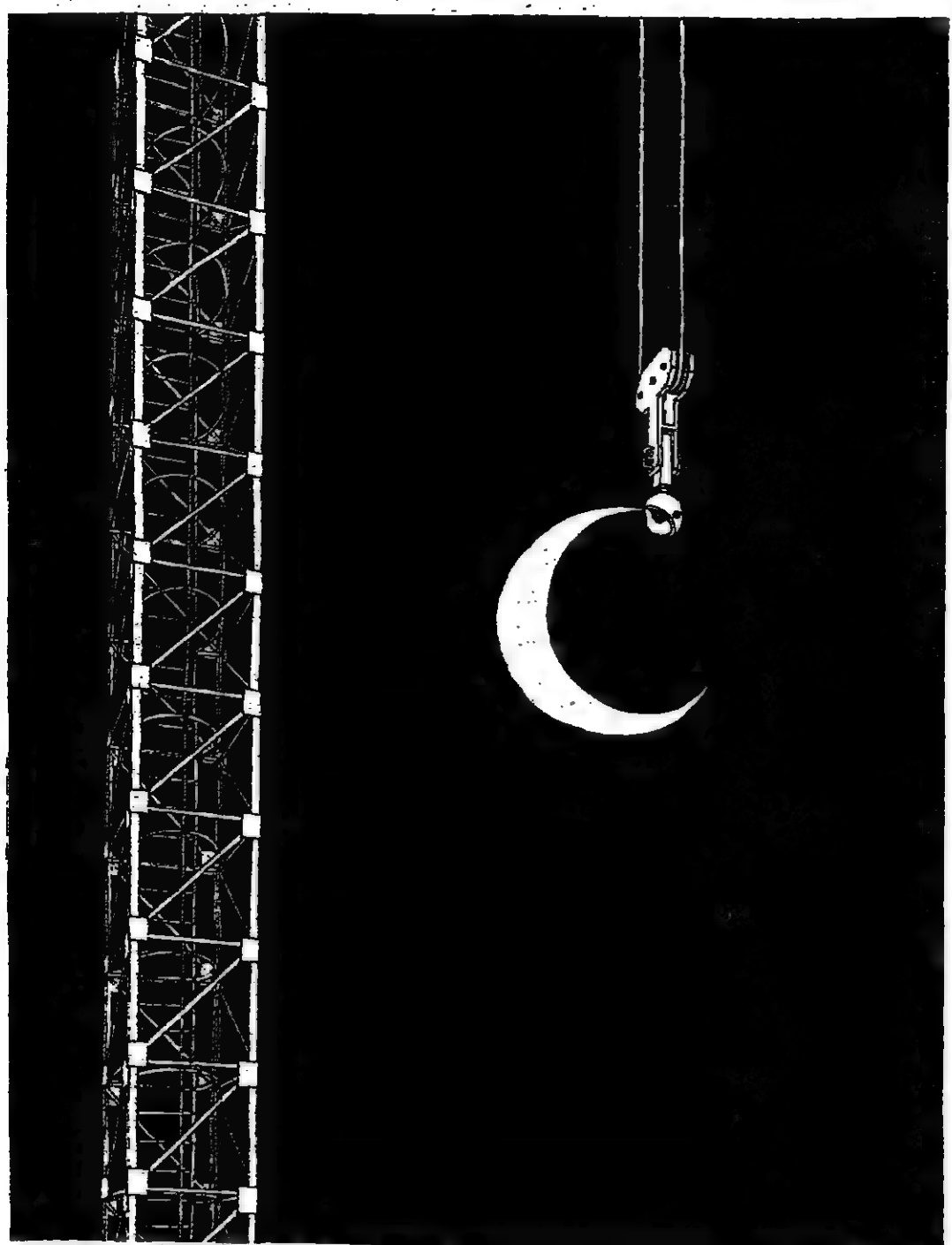
#### L'avenir du pétrole

Où en sont les ressources pétrolières ? Pénurie ou pléthore ? Géoséismes : peut-on leur donner une nouvelle jeunesse ? Off-shore :

#### 30 Jours d'Europe

30 Jours d'Europe, 61, rue des Belles-Feuilles, 75007 Paris. Cadeau 16, tél. : 501-58-85.





RUMEUR

## La ville où les poètes sont rois

Résolument contre l'utopie, mais délibérément peu précis, une dizaine d'amis élaborent un projet de ville où « l'air serait à rire et le temps à trinquer ».

**I**MAGINONS un lieu d'urbanité bavarde... Ils ont le verbe du poète mais ils ont des hommes d'entreprise. « On va faire une ville », disent-ils ce jour-là. « On » n'a pas vraiment de visage et leur ville n'est encore que l'utopie. Le projet existe depuis 10 ans déjà, depuis la création de l'association Pour une ville, en 1975, par une dizaine d'amis ingénieurs, architectes, urbanistes, réunis autour de Claude Tréhin, l'initiateur, directeur de l'association Qualité à ses heures de raison, artiste-promoteur de « la ville » à ses heures de passion.

Un lieu folle : leur ville serait différente, plus qu'un simple lieu, une ville épanouie où « l'air serait à rire et le temps à trinquer ». Concrètement, ils la voient comme un réseau d'échanges entre plusieurs petites agglomérations vivantes. Le tout dans les limites de 20 000 à 50 000 habitants. Un intriguant mélange de générosité à la recherche d'harmonie sociale, de confiance saint-simonienne dans les nouvelles technologies (télématique...) et une lenteur humaine à définir ce désir de ville dimension humaine : « Une démarche déconcertante », avoue Roger Martin, l'un des membres d'autres, alors qu'il est P.-D.G. de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson.

Pour une ville se situe en effet ostensiblement en marge des schémas habituels. Résolument contre l'utopie, mais délibé-

ment trop peu précis pour élaborer un simple projet d'exécution : ses membres naviguent à vue entre les idées générales d'un urbanisme idéal anti-ville nouvelle et les démarches concrètes d'une concertation locale.

Assez efficaces pour attirer les poètes, assez poétiques pour séduire les praticiens, l'association fonctionne comme l'« entreprise poétique » d'une cinquantaine de personnes, jamais les mêmes, comme une rumeur à répandre autour de soi. Une dizaine d'entraîneurs (l'un d'eux, le noyau dur, des Parisiens surtout, quelques Méditerranéens et quelques Franco-Comtois. Entre eux, un accord tacite : ni vedette ni meneur, malgré les degrés d'engagement très divers. « De l'université permanente à l'ambition d'une vie, d'une manière ou d'une autre, on a besoin de ce projet de ville », dit-il de sa tête », reconnaît l'un d'eux.

Mais, après six ans d'ouverture attentive, la ville de verre Pour une ville plus qu'elle se fait pressante. Cette année, finis les relations publiques et les groupes de travail. « Après un temps de pause, l'association reprend son souffle pour s'implanter en province », annonce Claude Tréhin. Des jalons déjà posés en Provence et en Franche-Comté, deux régions d'instinct. Des lieux de vie, traditionnellement nomades et à haute qualification professionnelle : autant d'atouts pour la ville du futur. Les méthodes de travail restent inven-

ter. Mais, de l'avis de tous, Pour une ville continuera à vivre que si elle s'enracine localement, si les habitants de l'une de ces régions prennent le projet à cœur... Et à leur compte.

« Je verrai le projet d'une ville », une décision de politique pure. L'enjeu est en exergue. Si aujourd'hui il n'existe ni plan ni maquette de la ville, si même dans les esprits elle surgit avec peine, si les questions qu'elle suscite glissent sur ses « promoteurs », une imprécision cache une ambition presque serine. « La ville n'existera que lorsque l'air du temps sera si plein de sa rumeur qu'elle deviendra nécessaire. » Une peine d'utopie, la cohérence terroriste, la ville sera pas définie a priori par quelques-uns. Elle sera le fruit de ses habitants, la prise en charge collective du cadre de leur vie.

« Notre ville est un pari de bon sens », ils prennent le risque de l'imparfait, revendiquent l'attendu, prêts à accepter tout ce qui est chose que l'image qu'ils en ont. Ils tombent le prêt-à-penser parisien pour un audace « chaleureux, seconde » « généreuse », comme leur projet de ville. « C'est le problème de la vie des hommes, par la voie la plus large », dit Roger Martin, favorablement impressionné. « Il n'est pas une ville à rêver, c'est une ville à faire... »

NATHALIE D'HARCOURT.  
« Association Pour une ville, 136, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, 01 329 40 02.

## ETRANGER

### Les militaires indonésiens et leur « vallée de l'espoir »

L'armée indonésienne organise des détenues de droit commun des camps de prostitution qu'elle contrôle et dont elle tire profit.

**D**ANS la « vallée de l'espoir », à Balikpapan, dans l'île de Kalimantan, la partie indonésienne de l'ancienne Bornéo, il n'y a plus de vallée que d'espoir. C'est une enclave située au plein milieu de quelques kilomètres de mètres d'hôtels dont les respectables déshabillent la nuit. La vallée de l'espoir n'est en effet qu'un immense camp de prostitution où sont parquées sous l'œil de la garde cinquantaine à deux cents filles de tous âges. Bref, un bordel, mais d'un genre un peu particulier du fait de son recrutement (toutes les pensionnaires sont en effet des détenues de droit commun) et de par son mode de fonctionnement : dans le cadre d'une utilisation optimale des compétences, la vallée de l'espoir est ainsi très soigneusement organisée, contrôlée, dirigée et gérée par... l'armée indonésienne.

Balikpapan est située sur la côte de Kalimantan, à plus de 1 500 kilomètres de Djakarta. Sur fond de montagnes et de rizières géantes, c'est un port qui vit par le pétrole. Outre le personnel des compagnies et la population locale, c'est aussi le lieu de passage des marins des pétroliers.

La vallée de l'espoir est ainsi devenue l'une des principales richesses de l'endroit, sans qu'aucun guide ait eu besoin d'assurer sa promotion.

« L'entrée ne se signale ni par des enseignes aguichantes ni par un luxe de décoration. Après avoir traversé sa voiture, le long de la route, le visiteur emprunte un escalier grossièrement taillé dans la pierre, au bas duquel quelques militaires affalés jouent à la portière. Une guérite recouverte pour la circonstance de guichets d'accueil marque le limite du camp. Pour la modeste somme de 400 roupies (1), le soldat qui l'occupe remet un ticket bleu.

Quelques marches à franchir, et nous sommes au cœur de la vallée. « Hey Mister ! » lance en roulant le « 1 » première des occupantes, en invitant à la main la petite cabane où il abrite sa chambre. Un court peron, une pièce avec un lit et une table, un simple réduit : la disposition est invariable. Des dizaines de cabanes identiques sont alignées par rangées de vingt, sur quatre niveaux reliés les uns aux autres par des escaliers incertains. Un système d'eau longeant les baraquements, quelques bancs disposés le long des traverses des arbres : le décor est réduit à sa plus simple expression.

Les militaires attendent devant leur porte, fumant une cigarette et discutant entre elles. Quand le rideau est tiré, c'est que le client est là. Elles répondent avec indifférence aux regards inquisiteurs, se contentant de lancer par mots, des « Hello ! » ou des « Mister ! » sans le moindre geste racoleur. Leur absence de provocation, leur jeunesse — la plupart ont entre dix-huit et vingt-cinq ans — et leurs gestes posés évoquent plutôt des jeunes filles sages en train d'attendre des cavaliers dans une surprise-partie.

Assez paradoxalement, l'ambiance qui règne dans la vallée est en effet très pudique. Les quelques accrosés ici et là pour égarer de couleurs les murs tristes sont tirés de vieux

calendriers ou de publicités américaines des années 60. Sur une table un paquet de Dunhill trône, bien en évidence. La seule touche de luxe.

Parmi les militaires qui circulent d'un niveau à l'autre, quelques surveillants faisant leur ronde d'un pas lymphatique, l'un des clients qui parle un semblant d'anglais explique les règles : « Pas de problèmes. Vous discutez directement avec elles. Mais ne vous faites pas avoir : ce n'est pas plus de 3 000 roupies : sauf si vous voulez l'emmener dehors. Là, c'est plus cher. » Qui sont ces filles et pourquoi sont-elles là ? Le sourire du militaire interlocuteur se fige à une réponse évasive. Une question plus il s'esquive.

#### Des « volontaires » qui n'avaient guère le choix

Assise en tailleur sur un banc, une jeune fille drapée dans une robe blanche a observé la scène en silence. Son charme et la grâce naturelle de ses gestes contrastent étonnamment avec l'endroit. Peu à peu, malgré l'indonésien de fortune, elle commence à parler et raconte son histoire. Elle s'appelle Anik, elle a vingt-trois ans et vient de Java comme la plupart de ses compatriotes. Elle est là depuis sept mois. Elle confirme comment la vie du camp est organisée par l'armée : chaque « pensionnaire » doit payer à l'autorité militaire 1 100 roupies par jour et peut en garder ce qui lui reste.

Une amie d'Anik rejoint. Elle a à peine dix-huit ans. Avec des yeux très équivoques, elle lance dans des enchères : 10 000 roupies, 5 000 roupies... A son tour, elle s'arrête à Surabaya pour prostitution, elle a été directement amenée ici en avion. Mais, comme toutes les filles du camp, c'est volontairement qu'elle a choisi d'y venir.

C'est en effet sur leur demande que ces jeunes femmes se retrouvent à la vallée de l'espoir. En l'occurrence, le « choix » est un vrai choix à fait relatif. Condamnées à des peines variant de quelques mois à quelques années de détention, elles préfèrent les purges ainsi plutôt que dans les prisons indonésiennes. Leurs conditions de vie y sont en effet presque satisfaisantes en comparaison des kampungs (2) sordides dont beaucoup sortent, ou ce que serait leur situation dans les ghettos locaux. En faisant des économies, certaines parviennent même à s'offrir un peu de confort : télévision, réfrigérateur, etc. Ces femmes qu'une certaine solidarité semble unir tentent ainsi de survivre le moins mal possible.

Notre manège commence pourtant à intriguer les gardiens, peu habitués à voir les clients converser d'autre chose que de marchandage. Il nous faut lever, échanger avec le militaire le selamat malam (3) de rigueur, puis feindre de continuer nos recherches avant de revenir pas.

Selon Anik, son amie, la discipline n'est pourtant pas si sévère. Moyennant un petit supplément, le surveillant se laisse facilement convaincre de laisser une fille partir quelque part pour la nuit. Tout dépend en fait de la gravité des peines. Celles qui sont pour les graves délits ne peuvent sortir. Les autres bénéficient d'un ou deux jours de sortie. Seul jour de présence obligatoire : le jeudi, pour la visite médicale. L'évasion ? Trop risqué, pour aller où ? Elle préfère attendre la fin de leur peine.

Ainsi se vit la vallée de l'espoir. Des camps identiques — plusieurs filles nous l'ont confirmé — fonctionnent dans l'île dans le même pays. Chacun d'entre eux peut ainsi rapporter entre 1 et 2 millions de francs par an, ce qui est la fois énorme, compte tenu du niveau de vie du pays, et peu, devant le nombre de personnes à « récompenser ». Le système bénéficie en tout à la tolérance bienveillante et intéressée des autorités. Le statut de la femme est tel dans cette partie du pays que les habitantes de la vallée n'ont d'ailleurs rien à attendre de la loi. Quant à savoir où va l'argent ainsi recueilli, il est difficile de le préciser. Par rapport aux sommes énormes qui sont versées de façon parallèle aux militaires en place pour des opérations militaires et industrielles par les sociétés étrangères, c'est relativement peu de chose. Il est probable qu'une partie va aux échelons militaires moyens et subalternes.

Au milieu de ce trafic et de cet échec de complicités occultes, les filles de la vallée tentent quant à elles de tirer quelque modeste avantage du système qui les exploite. Échouées là pour vol ou pour prostitution, elles échapperont à leur sort si l'engrenage qui les entraîne, et une grande partie se retrouveront dans d'autres vallées.

Certaines essaient pourtant d'échapper à ce système en se constituant un peu un petit pécule qui leur permettra l'expiration de leur peine de rompre le cercle vicieux misère-prostitution-prison. D'autres, comme Anik, préfèrent rêver au prince charmant qui viendra les délivrer de leur cauchemar. Même dans ce lieu sordide au hypocrite, l'espoir n'arrive pas à mourir tout à fait.

BERNARD BRIS.

(1) 1 franc = 90 roupies environ.  
(2) Villages.  
(3) Bonsoir.

Imprimé par la S.A.R.L. « Imprimé »  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Bouvet-Méry (1944-1969) Jacques Pion (1969-1982)  
Imprimerie de « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2037

**LIBRAIRIE INFORMATIQUE LA NACELLE**  
Electronique Automatique Microprocesseur  
Tous ouvrages français et étrangers  
2, Campagne-Première 75014 Paris. Tél. 322-56-46

مكتبة من الامم



# REFLETS DU MONDE

## The Daily Telegraph Où la plastique va se nicher

Les progrès de l'industrie pharmaceutique ont permis un certain espoir cardiaque. Le quotidien The Daily Telegraph, à une nouvelle façon d'administrer un vieux médicament pour permettre à des dizaines de milliers de cardiaques de mener une plus pleine et libre existence.

Ceux qui ont eu un infarctus peuvent ressentir, suite d'un exercice, d'une excitation, d'une tension, des douleurs dans la poitrine (nitroglycérine) placée sous la langue. Le médicament passe rapidement dans le sang et agit très vite.

Dans la nouvelle méthode, on place le médicament sous la langue.

Les progrès de l'industrie pharmaceutique ont permis un certain espoir cardiaque. Le quotidien The Daily Telegraph, à une nouvelle façon d'administrer un vieux médicament pour permettre à des dizaines de milliers de cardiaques de mener une plus pleine et libre existence.

Ceux qui ont eu un infarctus peuvent ressentir, suite d'un exercice, d'une excitation, d'une tension, des douleurs dans la poitrine (nitroglycérine) placée sous la langue. Le médicament passe rapidement dans le sang et agit très vite.

Dans la nouvelle méthode, on place le médicament sous la langue.

## LE SOIR

Ab, les inventeurs

Un désabusé, le journal bruxellois écrit : « Léonard Vinci avait dressé des plans d'engins qui, plus tard, étaient devenus réalité, comme le sous-marin par exemple. Toutes proportions gardées, Franquin peut se targuer d'avoir, lui aussi, un esprit résolument tourné vers l'avenir puisqu'il y a moult années, Spirou et les héritiers, ont déjà porté à son futur fantaisie les lunettes à escabeau, réinventées aujourd'hui par un commerçant de Berlin-Ouest. Une différence entre Léonard de Vinci et Franquin : le sous-marin lui, a fait ses preuves. »

Et, plus, l'heureux possesseur de lunettes à escabeau, provoque souvent le frotement des balais sur la paroi des verres... Un autre inventeur pourrait perfectionner cet objet.

## Les enfants tibétains de Choglamsar

Comment une jeune femme a décidé de venir en aide aux réfugiés tibétains du Ladakh ; et peut aujourd'hui garantir la subsistance et l'éducation de cinq cents enfants de Choglamsar.

Au cours de l'été 1975, une jeune Française passe ses vacances au Cachemire. Ancienne élève d'H.E.C., elle occupe un poste important dans une entreprise de gestion. Elle apprend que la route qui mène Srinagar à Leh, la capitale du Ladakh, vient d'être ouverte. Elle s'arrête à Mulbeck, village où elle découvre un monde étranger. Le temps lui manquant, elle s'arrête à Mulbeck, village où elle découvre un monde étranger. Le temps lui manquant, elle s'arrête à Mulbeck, village où elle découvre un monde étranger.

### Un budget de survie

C'est un immense campement, avec ça et là des demeures en briques, recouvertes de chaux, que découvre Annie Sudrat pendant l'été 1976. A l'époque, elle découvre une situation s'ajoute la certitude qu'avec ces enfants, qui agissent, dans sa résolution, une conscience claire des enjeux à court et à long termes : en sauvant les jeunes Tibétains, c'est la sauvegarde de l'irremplaçable héritage spirituel du Tibet que l'on réalise. Seule, sans argent, sans appui officiel, la jeune Française va fixer les objectifs d'urgence : le révérend Lobzang Tenzin, le responsable du camp ; puis, revenues en France, elle va mener toute son énergie à cette tâche.

### Les oubliés de l'exil

A cette époque, près du village de Choglamsar, à 7 kilomètres de Leh, des milliers de Tibétains s'entassaient sous des tentes. La plupart d'entre eux survivaient depuis plus de quinze ans. Les dalaï-lama et les dizaines de milliers de fidèles échappaient aux massacres menés par l'invasion chinoise en gagnant les frontières de l'Assam, du Bhoutan, du Sikkim ou du Népal, des groupes nomades avaient suivi la piste traditionnelle de Lhasa, en direction de l'Inde (1). Quand ils atteignirent la province indienne, ils et leurs proches avaient été décimés. Ceux qui possédaient encore quelques yak, quelques chèvres, restaient sur le plateau glacial du Changtang, qui s'apparente le plus à un désert étendu de Tibétains, afin d'y poursuivre leurs activités d'éleveurs. Ceux qui avaient perdu leurs tentes furent employés à la construction des routes, avec pour salaire un regroupement provisoire le camp de Choglamsar. Ce « provisoire » devait durer douze ans, jusqu'à ce que l'Etat indien favorise une implantation moins précaire.

En 1973, un espace est alloué aux réfugiés, à raison d'un mètre par adulte. Un lambeau de désert envahi d'énormes rochers. Les simples travaux de nivellement exigent d'énormes charrois, et la terre dégagee se révèle fort peu fertile. Pourtant, les premières maisons de terre s'édifient, le gouvernement indien apporte quotidiennement aux réfugiés une ration alimentaire et une allocation de trois roupies (2 F), afin d'inciter chacun à se construire un abri solide.

Malgré la misère des adultes, s'ajoute le problème des orphelins. Ils forment le sixième de la communauté et leur situation paraît désespérée. Malgré les efforts des autorités locales et du soutien des militaires indiens, l'aide fournie dépasse les possibilités d'une région pauvre, parce que au bout d'un pays submergé par d'innombrables drames analogues. D'autant que la position stratégique du Ladakh tient à contre la du champ d'action des organisations humanitaires internationales. C'est en 1975, lorsque l'isolement du district prend fin, que le docteur Her-

l'aide va s'organiser autour des plus jeunes, par le jeu de parrainages individuels. Il suffit en effet d'un don mensuel de 100 francs (130 aujourd'hui) pour prendre totalement en charge un enfant, et même pour lui constituer un pécule : le « budget » consacré 42 F à la nourriture ; 19,60 F à l'habillement ; 9 F à l'éducation ; 15,40 F frais médicaux, toilette, déplacements, correspondance ; 14 F déposés à la banque afin de servir d'accident grave, ou d'aider l'adolescent lors de son entrée en apprentissage.

On compte alors 550 enfants dont les parents ne peuvent assurer l'entretien. En trois ans, Annie Sudrat va faire en sorte qu'ils soient tous parrainés par des familles françaises. La mise en place de cette immense réseau de solidarité commence l'improvisation, la recherche des amis et l'appel aux voyageurs qui se rendent maintenant de plus en plus nombreux au Ladakh. Les premières prises en charge sont le fait d'Annie Sudrat elle-même, de son entourage, puis de touristes témoins directs de la détresse des réfugiés. A cet égard, plusieurs accompagnateurs de voyages déterminés ont suggéré à leurs amis de leur offrir un village d'enfants. C'est uniquement par un mouvement de proche en proche, les parrains servant eux-mêmes de relais pour recruter d'autres parrains, que s'étend progressivement ce qui n'est toujours pas une institution patentée, mais simplement une initiative personnelle.

### Des peupliers et des saules

Cependant, le temps nécessaire pour recueillir, comptabiliser et transmettre les dons courait bientôt à l'anéantissement. Elle abandonne son métier de gestionnaire commercial pour la « gestion » d'une œuvre qui échappe au commerce. Au début de 1980, elle retourne trois mois au Ladakh afin de préparer les dossiers individuels des enfants. Au cours de ce séjour, elle prend aussi l'exacte mesure des conditions de vie imposées par l'hiver.

Puis un écho imprévu multiplie soudain les possibilités d'action. L'un des jeunes cinéastes participant à « La course autour du monde » (3) réalise un film de trois minutes sur Choglamsar et, signalant l'existence des parrains français, témoigne de l'efficacité de ce type d'aide directe. Les jours qui suivent voient défiler plus de quatre cents demandes de renseignements qui se concrétisent par deux cents prises en charge effectives. Dès lors, il n'est plus possible de s'en tenir à la structure informelle d'origine. L'aide à l'enfance tibétaine devient, en février 1981, une association maitre de statuts et de responsables ; le dalaï-lama accordant sa caution à l'entreprise. Le rythme des adhésions ne fléchissant pas, l'ensemble du programme se trouve accompli à la fin de 1981, tandis que, sur le terrain, les dernières tentes de réfugiés disparaissent, chaque famille disposant d'une petite maison de terre chauffée.

Les camps sont devenus des villages, et les visiteurs sont incapables d'imaginer l'ancien bidonville. Au contraire, des saules, des peupliers, poussent maintenant à l'abri des murs de pierre sèche, mais comment savoir que ce sont les enfants, juchés au dos, qui assurent l'irrigation trois heures par jour en allant chercher l'eau à plusieurs kilomètres de là ?

L'aide à l'enfance tibétaine (4) s'est donc fixée deux nouveaux objectifs : le site resté à Choglamsar ; participer dans l'avenir à la reconstruction des maisons en eau potable, ainsi qu'à la mise sur pied de trois centres artisanaux qui permettront aux adolescents de se prendre financièrement en charge après l'école, tout en perpétuant les arts traditionnels du Tibet. Mais le projet le plus ambitieux s'oriente vers les nomades restés dans le Changtang. Leur situation est tragique : la suite d'hivers particulièrement rigoureux (-40°). Parmi eux, cinq cents filles et garçons doivent à leur tour recevoir nourriture, vêtements, soins et éducation. Annie Sudrat espère trouver pour eux cinq cents parrains supplémentaires.

Vingt-trois ans après l'exode du dalaï-lama, des Tibétains qui n'ont pas connu le Tibet s'accrochent encore à l'immensité d'herbes rases où la folie d'autres hommes, un jour, est venue tracer une frontière. A cette évocation dramatique, se superpose une autre, celle du désert qui entoure Choglamsar. Il n'y avait pas de lieu plus inhospitalier : pourtant des villages s'y développent désormais et l'oppression de la misère s'éloigne. Au sauvetage des extrêmes de ceux qui vivent, ajoutons un cadre : les rives du haut Indus, des oasis bées de l'eau des glaciers en surplomb, un horizon dressé à 6000 mètres, l'ancien palais royal de Lhasa, éblouissant sur son rocher, la lumière la plus pure. Ce n'est pas la moindre œuvre de solidarité exemplaire qui s'est exercée : que cette harmonie retrouvée des hommes et du lieu, que cette métamorphose d'une nature inhospitalière et sublime en espace habitable.

ANDRÉ VELTER.

- (1) Sur ce que furent l'exode et l'hiver de la classe donnée aux réfugiés par l'armée chinoise, lire Un croquet dans la neige, aux éditions Mazonneuve. (Témoignage d'un Tibétain.)
- (2) A la demande de la jeune sœur du dalaï-lama, Mrs. Pem Gyalpo, responsable de l'éducation et de la santé de tous les réfugiés tibétains.
- (3) Emission d'Antenne 2 diffusée le dimanche après-midi.
- (4) 42, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. 548-50-49.

## "UN ROMAN D'AMOUR FOU"

(Le Nouvel Observateur)

PATRICK POIVRE D'ARVOR  
Les enfants de l'aube



PATRICK POIVRE D'ARVOR  
Les enfants de l'aube

Un livre qui survit à l'actualité littéraire. Une autre version du Blé en herbe ou de Tristan et Yseult.

Figaro Magazine

Une histoire romantique dans une ambiance à la Thomas Mann.

Marie Claire

J.C. LATTES

## Ivan le terrible.



Grandes Biographies Flammarion





HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

## CLEFS

# Bella Abzug : les femmes américaines au pouvoir

Un nouveau féminisme politique, s'appuyant sur le bulletin de vote, voit le jour aux Etats-Unis. Bella Abzug, qui fut trois fois élue au Congrès — mais aussi trois fois battue — illustre brillamment ce mouvement, qui compte bien brouiller le jeu électoral.

**H**IER encore, on aurait juré que les forces tristes du président Reagan l'emporteraient aux élections de novembre prochain pour le renouvellement partiel des membres du Congrès et du Sénat. Elections qui ont vu un homme pour la politique du gouvernement. Mais aujourd'hui, n'est-ce pas sûr, le parti démocrate remonte de ses cendres et lance sur le terrain électoral une nouvelle race de candidats qui prêche la rigueur même temps qu'une moindre égalité dans l'organisation de l'austérité (1).

D'autre part, malgré l'échec législatif qu'elles viennent de subir, le rejet de la loi sur l'égalité des droits pour les femmes, les féministes entendent affirmer leur présence électorale, en présentant un nombre accru de candidates et soutenant activement les candidats proches de leurs vues.

Le féminisme est aussi éloigné du radicalisme les bien que du réformisme édulcoré d'une Betty Friedan (2). Il se situe au centre des luttes contre la politique intérieure internationale de Reagan, il joue un rôle important dans le nouveau mouvement antinucléaire, civil et mi-

litaire, auquel l'Eglise américaine apporte son soutien.

Une des premières à lutter pour les droits civiques des Noirs, la guerre du Vietnam, pour la destitution de Nixon, Bella Abzug a été trois fois au Congrès et trois fois vaincue par des opposants néo-conservateurs (3). Cette grande dame de l'Est, qui lutte depuis plus de trente ans pour la paix, le droit des femmes, une plus grande égalité, incarne aujourd'hui le nouveau féminisme écumenique, qui s'affirme — aussi — par le bulletin de vote. Abzug rêve d'une coalition regroupant des femmes majoritaires aux Etats-Unis — tout ce qu'il y a de progressiste dans le mouvement ouvrier, parmi les minorités ethniques et chez les opposants chaque jour plus nombreux au réaganisme.

Coiffée d'étonnants chapeaux à large bord, Bella Abzug est plus qu'une personnalité politique (4). C'est une légende. On l'adore, on la déteste. Elle ne laisse personne indifférent.

Dans l'Amérique du président Reagan, les femmes sont-elles aussi conservatrices que les hommes ?

On a fait une étude sur la répartition des hommes

des femmes aux dernières élections présidentielles. Reagan obtient 8 points de plus chez les hommes. Cette différence se retrouve dans toutes les catégories : parmi les « cols blancs » prétendument gagnés au président — 50 % des femmes votent Carter, 41 % Reagan. Parmi les syndiqués, Reagan obtient 47 % des voix masculines, et 39 % seulement des voix féminines. Chez les catholiques, les femmes votent Carter à 45 % (et les hommes à 35 %). Les femmes votent Reagan à 43 % et les hommes à 51 %. Dans le cas des Hispaniques, bien que les immigrants cubains infléchissent le vote en faveur de Reagan, 51 % des femmes votent pour Carter et seulement 42 % des hommes. Parmi les Noirs qui votent massivement contre Reagan, les femmes sont encore plus nombreuses à s'opposer au nouveau président.

Pourquoi ? Les femmes craignent que Reagan ne nous entraîne dans la guerre. Elles ont des préoccupations économiques. Elles savent également son opposition aux droits des femmes. D'après un sondage Louis Harris d'août dernier, qui a cerné les intentions de voter aux élections législatives de novembre prochain, les femmes soutiennent les démocrates par une ma-

jorité de 11 points, les hommes les républicains par 4 points. Il va falloir que le parti démocrate tiennent compte de ces données. C'est sa seule chance de l'emporter.

D'une façon plus générale, le fameux glissement à droite doit être analysé avec précaution. Prenez le cas des hommes qui, selon un sondage New York Times-C.B.S., sont globalement favorables au président Reagan (61 %). Ils sont néanmoins hostiles à sa position au Salvador, ils déplorent la lenteur des initiatives dans le contrôle des armements. Ces mêmes Américains sont également favorables aux politiques « libérales » — telles que l'avortement, la liberté sexuelle, l'amélioration du système des pensions... Bien sûr, ils sont aussi pour les réductions d'impôts ! Qui ne serait pas ! Jusqu'au jour où ils rendront compte de l'impotisme. Qui tire le plus grand avantage de la nouvelle fiscalité ?

L'impression de plus grand conservatisme vient du climat créé par les petits groupes minoritaires, parfaitement organisés, de l'extrême droite — laïque ou religieuse — qui envahissent les médias. Dans le peuple, il n'y a pas de véritable virage à droite. Plutôt un désengagement à

l'égard de la chose publique. Un Américain sur deux a voté aux dernières élections. Un peu plus d'un sur quatre en faveur de Reagan.

### Une force progressiste

Hier, les minorités ethniques et les femmes étaient au centre des luttes. Quelles sont aujourd'hui les forces vives de la nation ? Et demain, qui animera les coalitions progressistes ?

Le mouvement des femmes est très puissant. Son potentiel est considérable. 47 millions de femmes travaillent. Elles constituent 43 % de la force de travail. Dans les années 90, elles dépasseront les 50 %. Une très large majorité de femmes mariées travaillent. A responsabilités comparables, elles ne gagnent en moyenne que 75 % du salaire des hommes et, dans les professions supérieures, 70 %. 70 % d'entre elles sont reléguées dans les métiers les plus mal rémunérés. Les femmes âgées ont un revenu annuel moyen de 2 800 dollars, soit la moitié de celui des hommes du même âge.

Les femmes souffrent plus que les hommes de la réduction des dépenses sociales. Elles constituent la majorité des pau-

vres et des personnes âgées. Elles sont toujours plus nombreuses à être seules chefs de famille. Elles savent qu'on ne peut à la fois construire des crèches et des missiles. Elles sont plus hostiles que les hommes à la politique militariste de Reagan. Elles constituent une force progressiste avec laquelle il va falloir compter.

Les femmes servent de bouc-émissaire aux organisations à droite, qui savent que, si elles obtiennent l'égalité économique, politique et sociale, plus rien ne leur résistera. Pour que notre mouvement aboutisse, il faut en effet changer les priorités nationales.

PIERRE DOMMERGUES.

(Lire la suite page X.)

(1) Rohatyn est un des principaux candidats au renouvellement. Voir le Monde Dimanche, 10 mai 1982. Rohatyn : un banquier contre Reagan, 30 mai 1982.

(2) Voir l'article de Henri Pierre sur B. Friedan dans le Monde Dimanche du 10 janvier 1982.

(3) En particulier Patrick Moynihan. Voir le Monde Dimanche : « Patrick Moynihan, champion du néoconservatisme américain », 13 décembre 1981.

(4) Abzug, Bella. Ms Abzug Goes to Washington, Saturday Review Press, New York, 1972.

مكتبة الامم المتحدة







Sous le titre *J'ai choisi la liberté* paraissent, en 1948, les descriptions de la terreur au village, des super-purges, les « scènes dantesques »... L'auteur est un haut fonctionnaire soviétique, passé aux États-Unis en 1944 à l'occasion d'une mission officielle, alors que la guerre n'était pas finie.

Traduction à Paris, à grand renfort de publicité. Contre-offensive du P.C. : le 13 novembre 1947, Kravchenko est qualifié dans les *Lettres françaises* d'ivrogne et de faussaire ; il n'a rédigé lui-même que soixante pages de son livre, le reste a été écrit par des mercenaires. Kravchenko saisit la balle au bond, on la saisit pour lui : il attaque en diffamation.

Du 24 janvier 1949 au 4 avril se déroulent les audiences. Est-ce le procès des ennemis du pouvoir soviétique ou le procès de l'U.R.S.S. ? De part et d'autre, à grands frais, on ramène à la parole des témoins. Au cours de batailles oratoires homériques, l'un d'eux, Margrethe Bauber-Neumann, épouse de Franz Neumann, émigré en U.R.S.S. et liquidé par Staline, elle a séjourné dans des camps soviétiques, puis on l'a livrée aux nazis. Du fait de sa déposition, les faits ne sont plus discutables par les observateurs de bonne foi.

### L'appel de David Rousset

Les adversaires de Kravchenko défendent dans la confusion deux thèses simultanées et contradictoires : les camps n'existent pas ; ou bien des institutions modèles de régénération. Au reste, comme Jean Cassou, qui ne se prononce pas sur le fond, « la guerre civile » est un bloc ; il faut donc ne pas disqualifier Stalingrad, car c'est disqualifier Bir-Hakeim ou le Vercors.

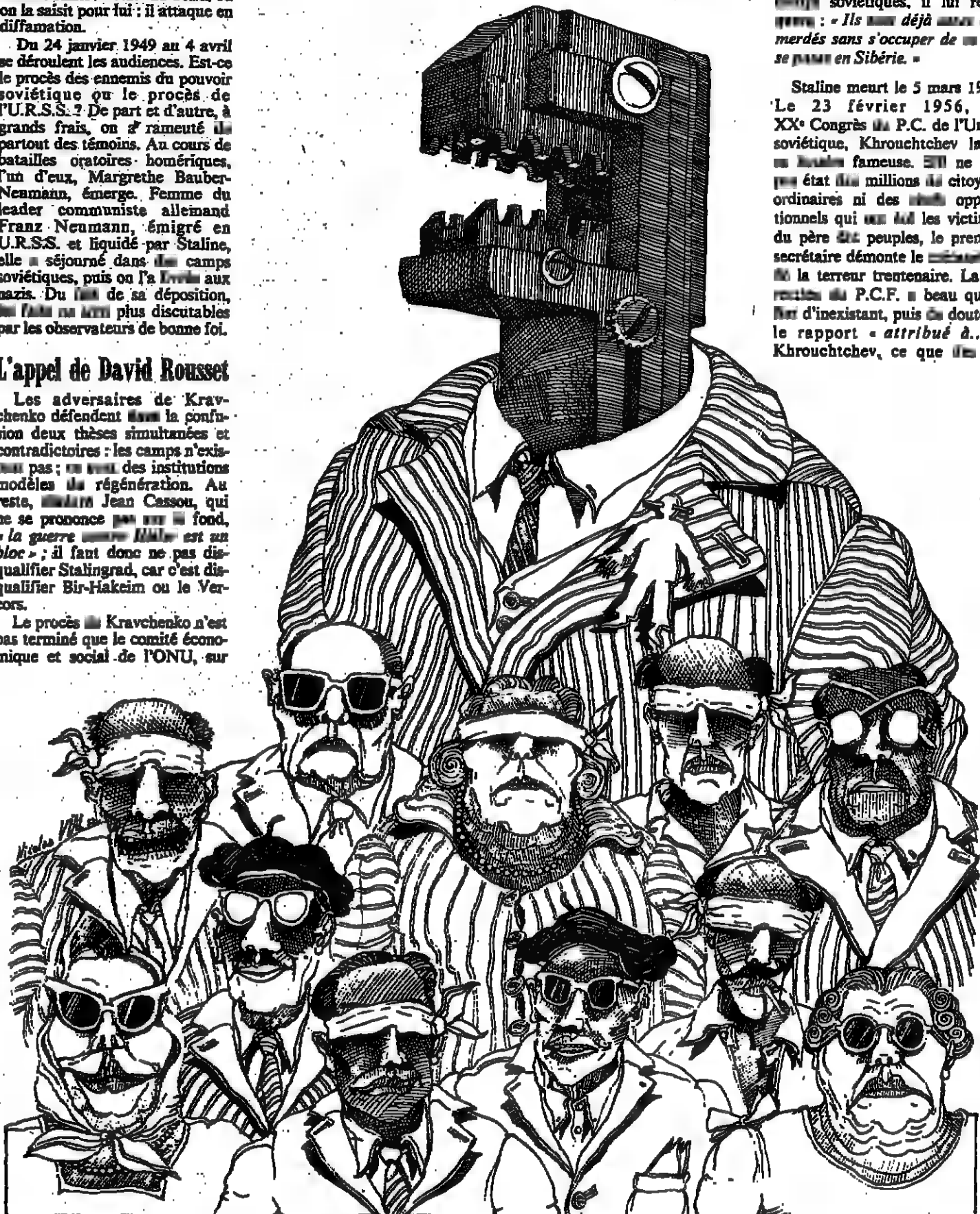
Le procès Kravchenko n'est pas terminé que le comité économique et social de l'ONU, sur

nistration centrale des camps, le goulag, ses multiples vices, est un des plus grands trusts économiques de l'U.R.S.S. Les camps que passe la police sont calculés sur la base du coût normal de la main-d'œuvre libre, et puisque le déport coûte bien moins cher, la considérable différence est absorbée par la corporation policière. Une fois en core, le concentrationnaire nourrit son gardien. La S.S. n'était qu'une éminente fonction sociale qu'aux dernières étapes de son existence.

jeune romancier Jean Laffitte, « de tels camps n'existent pas. (...) Si vous me demandez si vous répondez : Monsieur, ma mère est ma mère et ne sera pas un assassin ». Marie-Claude Vaillant-Couturier admet l'existence des camps, mais elle explique qu'ils ne sont pas ce que dit Rousset : les camps qu'on y touche sont égaux à ceux des travailleurs libres ; les détenus peuvent acheter ce qu'ils veulent, s'offrir une chambre individuelle, voir des films, faire de la musique. Au reste, les camps de Rousset, qui donc les a payés ? Il répond que

classes. Au contraire, la propagande du peuple allemand enseignait l'orgueil du peuple allemand, l'orgueil des Aryens et le Führerprinzip. « Quelle que soit la nature de la présente société soviétique, l'U.R.S.S. est une grosse mode située, dans l'équilibre des forces, du côté de celles qui luttent contre les formes d'exploitation de nous-mêmes. (...) Et puis, les camps de travail des démocraties ». Au surplus, quand Sartre entendait Camus reprocher aux ouvriers français leur indifférence à l'égard des soviétiques, il lui répondait : « Ils sont déjà emmerdés sans s'occuper de ce qui se passe en Sibérie ».

Staline meurt le 5 mars 1953. Le 23 février 1956, au XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'Union soviétique, Khrouchtchev lance une bombe fameuse. Il ne fait pas état des millions de citoyens ordinaires ni des dissidents politiques qui ont été les victimes du père des peuples, le premier secrétaire démonte le mécanisme de la terreur stalinienne. La direction du P.C.F. a beau qualifier d'« inexistant » puis de « douteux » le rapport « attribué à... » Khrouchtchev, ce que les ex



NICOLAS VIAL

proposition américaine, invite le Bureau international du travail à enquêter sur les « camps d'esclaves » existant en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est.

Le 22 juillet 1949, le Foreign Office publie des photocopies du pénal soviétique. Ce code réprime les « dommages à la construction socialiste », perpétrés non seulement par les « éléments des classes hostiles », mais par les « instables » et les « déclassés ». Sont donc passibles d'« internement pour travail correctif », prononcé par un tribunal ou une « commission administrative », les coupables d'absence ou de retards répétés.

Ensuite, ce n'est plus un haut fonctionnaire soviétique à l'abri chez les Américains qui porte les coups au système concentrationnaire soviétique, mais un Français déporté résistant, David Rousset. L'opération *le Figaro littéraire* du 12 novembre 1949, il fait appel à ses nombreux compagnons de géhenne et à leurs organisations. Voici apparaître pour la circonstance un homme qu'on ne retiendra pas encore : « L'admi-

« Rousset prévient une objection certaine : pourquoi s'en prendre aux camps russes et non pas à l'oppression des Noirs au États-Unis, à non pas aux géolés indiennes ? C'est qu'il faut reconnaître les coups dans le système qui rend la plus impitoyable l'exploitation de l'homme par l'homme, par une institution imposante de l'État », par comparaison avec laquelle les camps nazis n'apparaissent que comme un « accident de l'histoire ». Néanmoins, les enquêtes de la commission internationale contre le régime concentrationnaire, que Rousset a porté l'initiative de former, porteront plus tard sur toutes sortes de pays « socialistes », notamment sur l'Algérie encore française.

Mais, à nouvelle offensive, nouveau procès : les *Lettres françaises* y ont encore impliqués. Pierre Daix, « matricule 59807 à Mauthausen », accuse Rousset de faux. La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle, le 25 novembre 1950, est appelée à en juger. A nouveau paraît Mme Buber-Neumann. Avec elle d'autres anciens prisonniers des barbelés, qui confirment ses dires. Mais, pour le

c'est l'American Federation of Labour. Le 12 janvier 1951, le tribunal condamne le directeur des *Lettres françaises*, Claude Morgan, et Pierre Daix, pour diffamation publique, à respectivement 20 000 francs et 15 000 francs de dommages-intérêts.

Mais les faits sont évidents : cruelle épreuve pour Sartre, Simone de Beauvoir et Maurice Merleau-Ponty, tenaillés par leurs convictions et leur refus de rompre avec les communistes : « Il n'y a pas de socialisme, écrivent-ils dans les *Temps modernes*, quand un citoyen sur vingt est au camp (6) ». Il n'y a pas de justification par la trahison ou la lutte des classes s'il s'agit d'une telle proportion de la population. Mais si les communistes acceptent les camps et l'oppression, c'est parce qu'ils attendent la société des classes pour le miracle des infrastructures. Ils se trompent. Les communistes, même s'ils se trompent, ont une reconnaissance de l'homme par l'homme, l'internationalisme, la société sans

avaient dit maintenant en passe d'être admis par les plus réfractaires jusqu'à l'évidence.

C'est le même Khrouchtchev qui impose la publication du livre de Soljenitsyne : *Une journée d'Ivan Denissovitch*, premier et dernier de l'auteur à être publié en U.R.S.S. Dans *l'Archipel du goulag*, Soljenitsyne dira plus tard qu'il a lu et utilisé une trentaine de livres sur le sujet. Il y a des vérités qui ont de longues patiences.

JEAN RABAUT.

(6) *Temps modernes*, mai 1951.

vous hésitez ?  
**vite**  
**BESCHERELLE 2**  
L'ART DE L'ORTHOGRAPHE 29.80 F  
EN 100 FEUILLES  
**HATIER**

### LANGAGE

## Ce samedi 16 octobre...

**P**ETIT problème qui, sous des formes voisines, préoccupe souvent les étrangers qui apprennent ou enseignent le français, nos voisins francophones de Belgique ou de Suisse, nous-mêmes à l'occasion : il prouve le courrier qui y est relatif, et qui comporte en particulier une étude de M. Mats Forsgren, d'Upsal (Suède), ou excellent confrère Claude Bodinier, de Genève.

Ce problème, c'est celui de la façon de dater une lettre ou un fait dans un article de journal : samedi 16 octobre, le samedi 16 octobre, le samedi 16 octobre ?

Les trois formules sont à peu près interchangeables dans l'écriture d'une lettre, alors qu'elles ne le sont pas aussi facilement dans un récit ou un texte historique. On ne peut pas écrire : « Samedi 16 octobre, le duc de Berry fut... » (ou fut, ou a été) poignardé à la sortie de l'Opéra-Comique, etc. A la rigueur : « Ce samedi 16 octobre, alors qu'il devait s'embarquer pour Gènes, le duc de Berry... »

On trouve assez souvent, pour justifier le démonstratif : « Ce samedi 16 octobre, le duc de Bordeaux (changeons un peu) a rencontré (ou rencontrera) le comte Alexandre ». Et même, dans les journaux, au futur : « Ce samedi 16 octobre, des élections régionales... »

Retenons de cela que l'emploi de ce démonstratif, à cette date, de deux ou plusieurs événements, dont l'un est rappelé au lecteur, l'autre annoncé ou présent.

Quant à ce qui précède la date, remarquons que son emploi est obligatoire et exclusif pour introduire un jour de la semaine ou un quantième (un combienième, ne pas confondre !). Ce qui veut dire qu'il revient régulièrement un événement : le lundi (tous les), c'est métro-boulot, le dimanche, c'est dodo. Ou bien le 14 juillet, c'est la fête nationale.

Reste un lundi, un samedi 16 octobre, un 16 octobre de l'année passée : c'est évidemment « un quelconque » de ces samedis ou de ces 16 octobre possibles. Tout cela est banal.

Mais cette banalité de surface nous paraît cacher un ordre profond qui est clair, en français du moins : les « introducteurs » de jours de la semaine, ou de dates, sont introduits par celui qui les utilise, le long d'un axe qui va de l'introducteur zéro (pas d'article, en-tête habituel d'une lettre) à l'introducteur du degré maximal : ce samedi 16 octobre. On peut même plaider qu'il existe un degré supérieur au démonstratif, c'est le faux « possessif » : Cher ami, venez donc le mon jeudi, pouvait dire à l'un de ses admirateurs M<sup>me</sup> Swann, M<sup>me</sup> Verdurin ou la duchesse de Guermantes. C'est-à-dire : venez à n'importe lequel des jeudis dont j'ai fait, pour mes amis et pour vous, une propriété.

### Une possibilité de choix

Nous retombons sur le système général de l'actualisation du substantif en français : les degrés successifs de l'actualisation, par ce que la grammaire traditionnelle nomme « articles » ou « adjectifs », marquent ceux de l'intérêt le plus en plus personnel porté, par celui qui parle, à l'être ou à la chose nommée, par ce substantif. Ils sont en somme des signifiants grammaticaux qui ont des significations non pas les êtres ou les objets nommés, mais les états psychologiques, une plus ou moins grande proximité à notre conscience.

Il y a donc inévitablement (et heureusement) « du jeu » dans le

système. Dans le jeu de l'en-tête de lettre, c'est même doute un bel exemple d'emphase qui, plus qu'un exemple de précision psychologique, dicte le choix entre : samedi 16 octobre, le samedi, ce samedi. Mais le fait est que les trois sont possibles (et également corrects, ceci pour nos amis étrangers), ils ne sont pas « indifférents » : un mouvement subtil d'attention les distingue et les sépare.

Problème voisin : je cite ici Cl. Bodinier. « Est-il utile de préciser : M. Untel, le ministre des transports, M. X, le président de la commission européenne, M. Y, le Secrétaire général de la Confédération, etc. ? Pourquoi pas simplement : M. Untel, ministre des transports, M. X, président de la commission, M. Y, Secrétaire général de... »

De même, dans la même situation d'apposition, pourquoi : « La fabrication du char T 72, version améliorée du T 52 de l'armée Rouge, etc. ? Le T 72, version améliorée (etc.), suffirait-il pas ?

A clarté égale, le plus simple est toujours le meilleur. Donc, efforçons-nous à l'apposition sans article. Notre confrère romand voit dans cette surcharge un anglicisme sournois, « bien plus grave (je le cite) que les parking ou leasing, qui nous donnent pour ce qu'ils sont... »

Je le sais sur ce terrain, bien que je ne sois pas sûr qu'il s'agisse d'un calque de l'anglais. En tout cas, le français a déjà cette possibilité. Que la formule d'allure anglaise aujourd'hui à la mode dans la presse, c'est un fait. Mais sans doute le « besoin d'emphase » mentionné est-il l'essentiel de cette mode.

### La comète de Halley

Autre problème à réapparition : celui de l'article devant un nom propre (plus rarement, un nom commun) étranger ou d'origine étrangère. Exemple récent : *Une héroïne d'Hitchcock*, inter-titre de *l'Express* p. 11 du n° daté du 16 septembre, titre repris de façon identique ou voisine (Une princesse d'Hitchcock) par d'autres journaux ou revues.

Malgré les circonstances tragiques (nous écrit M. John Harris), ce titre fait sourire ou grimacer les Anglais, tout Américain en doute tout Français qui ait bien appris l'anglais. C'est vrai, et dans ce précis et dans ceux qui y répondent.

D'où (toujours J. Harris) « une règle pratique pour le journaliste pressé : si un nom anglo-saxon est introduit par un H, considérez-le comme un H aspiré », et traitez-le en conséquence : une héroïne de Hitchcock, la lettre de Harris, la comète de Halley, le port de Halifax (Canada), etc.

Pourquoi ainsi ? Parce que le plus grand nombre de noms (et dans la pratique, à peu près tous) introduits par un H qui est « aspiré » pour les Anglais, et « interrupteur de liaison » pour nous, il y a à peu près le même (et toujours pour un journaliste pressé ou un peu négligent) pour les noms propres allemands : l'œuvre de Heidegger, un opéra de Haendel, l'Esthétique de Hegel, etc. etc.

Et terminons sur une suggestion aux éditeurs de dictionnaires : pourquoi ne « marqueraient-ils » pas d'un signe et simple à la lettre H, tous les noms propres, étrangers ou français, que nous devons considérer comme « aspirés », et dont le H initial ne supporte ni liaison, ni élision ? C'est ça qui nous rendrait bien service !

JACQUES CELLARD.



rachid boudjedra

## Le démantèlement

"Le suaire rapiécé de toute révolution"

roman / denoël

Jean-Jacques Gautier  
de l'Académie française

## Une amitié tenace

roman

Une femme se suicide. Simple fait divers, sauf pour le mari déchiré par le silence de la mort. Une petite lettre sur papier bleu va mettre le veuf sur une piste. C'est alors l'affrontement feutré mais implacable du justicier et du criminel. Criminel ou victime...  
Jamais l'art dépouillé de Jean-Jacques Gautier n'avait atteint la densité de ce face-à-face dramatique.

Plon

F. Edmonde Morin  
La rouge différence  
ou  
les rythmes de la femme

## La contraception n'est pas toujours la liberté

La pilule, le stérilet, l'avortement ne sont pas des facteurs de progrès social, ils sont l'aménagement d'une misère du corps que chacune est, à certaines occasions de sa vie, obligée de subir. Le dire n'est pas réactionnaire, c'est simplement honnête.  
F. Edmonde Morin

Seuil

### SCIENCE

## L'oiseau-jardinier

En janvier 1981, un hélicoptère explorait les pentes des monts Foja dans l'ouest indonésien de la Nouvelle-Guinée. Le rain est une forêt d'araucarias et de chênes envahie par les fougères géantes. C'est un vrai désert, l'une des rares régions de la planète que l'homme n'a jamais habitée. On pouvait même penser que l'homme n'avait jamais parcouru les montagnes tropicales. Notre naturaliste dut déchanter en percevant dans les branchages une lumineuse crinière orange, secouée au-dessus d'un ombre, d'un bec noir, d'une poitrine brune et d'un ventre ocre.

Cette apparition éblouissante donnait un corps à trois mystérieuses peaux d'oiseau à crête de feu vendues à l'Institut de la plume en 1930 par un trafiquant de plumes et conservées au British Museum à quelques dizaines de kilomètres au nord de Londres. A la fin du siècle dernier, et jusque vers 1920, les besoins de l'extravagance mondaine européenne alimentaient un trafic de peaux d'oiseau dont les marchands gardaient jalousement le secret de l'origine géographique ; mais que beaucoup d'oiseaux de paradis et les fa-

milles apparentées furent décrits d'après les peaux. L'ouverture de la région après 1930 permit les observations sur place. Mais *Amblyornis flavifrons*, l'oiseau noir au plumet doré, restait perdu. Cet *Amblyornis* appartient à la famille des oiseaux-jardiniers, qui compte dix-huit espèces réparties en Nouvelle-Guinée et dans les parties reculées de l'Australie. C'est probablement l'oiseau le plus bizarre de la planète.

En effet, cet animal est un artiste et un architecte. A tel point que les premiers explorateurs de la Nouvelle-Guinée prirent les petites huttes merveilleusement décorées qu'ils découvraient dans la forêt pour des signes de l'activité religieuse des tribus papoues. Chaque petite hutte était précédée d'un jardin, une pelouse faite de mousse, entourée d'un fossé, parsemée de petits tas de

fruits, de coquillages, de fleurs, de pierres, groupés par couleurs, entretenus et constamment renouvelés. La hutte elle-même, haute de près d'un mètre et large de deux, était faite de branchages finement entrelacés. Le naturaliste italien Beccari devait découvrir en 1872 que ces constructions étaient l'œuvre d'oiseaux-jardiniers.

Chaque espèce a ses propres conceptions esthétiques. Certaines construisent des pyramides, d'autres des plates-formes, d'autres des allées. Toutes décorent les environs de petits tas d'objets colorés, présents jusqu'à sept couleurs. De plus, pour au moins six espèces, les constructions sont peintes ! La peinture, bleue, verte, jaune, noire, est appliquée avec un bout d'écorce et refaite chaque jour, de sorte que chaque jour les fleurs sont changées. Les matériaux colorés sont des fruits, des coquillages (de temps en temps ils peuvent aussi être volés à la civilisation humaine). Le rôle de ces compositions auxquelles ces oiseaux rares consacrent beaucoup de temps et d'énergie consiste à attirer les autres oiseaux. Les patientes observations effectuées en Australie sur une population assez nombreuse (426 individus).

Un gros fruit bleu et le tient dans son bec devant la femelle de façon que le fruit constamment agité qu'il agite frénétiquement. La femelle est en général médiocrement intéressée.

En effet, les observations australiennes ont montré que malgré leurs efforts les mâles réussissent à persuader une femelle à l'accompagner jusqu'à la garçonnère décorée. C'est qu'en effet après l'amour, qui est brutal, l'esthète enfonce sa tête dans la queue de la femelle et se défoule sauvagement sur ses longues ailes sur la maladroite fille séduite, la bat, la griffe, la pince, la piétine, l'écrase. La chasse pantelante à la chambre nuptiale, qui d'ailleurs quelquefois est complètement saccagée, l'action. La femelle va construire son nid à l'écart et élève seule une progéniture aussi rudement obtenue.

Les oiseaux-jardiniers australiens sont si méchants qu'ils passent une bonne partie de leur temps à se battre, à tenter de détruire réciproquement leurs constructions et à en voler les ornements. C'est une société militaire à guerre continue pour le respect des hiérarchies. La possession des « châteaux » n'est jamais assurée, et il faut constamment les défendre contre les raids et la destruction. A tel point que les jeunes mâles, évidemment démunis par rapport aux adultes, forment des sociétés d'encouragement mutuel pour s'apprendre les uns aux autres l'art de construire et de décorer, afin d'avoir un jour la chance de profiter du moment de faiblesse des femelles !

Cette société d'oiseaux, de possession, de guerre, de sexe, cela nous rappelle quelque chose. Pour les ornithologues, la question est de savoir si l'oiseau-jardinier est intelligent et s'il a un sens esthétique. C'est une question à laquelle on répond aisément pour l'espèce humaine. Quant à la brutalité des mâles, la parallèle est facile. Espérons qu'une connaissance plus approfondie de cette curieuse race exotique au brillant plumage contribuera à réduire le fossé que la suffisance de notre espèce établit entre l'homme et l'animal.

PAUL CARO.

### CONTE FROID

#### L'indifférente

Indolente et toujours lasse, elle n'avait jamais eu le courage de regarder son visage dans un miroir.  
JACQUES STERNBERG.

## Aux quatre coins de France

### Hôtel et restaurant

COTE D'AZUR - MENTON  
Hôtel Océan-Rose, 57, avenue de Saint-Paul, 06500 Menton. Spécialité 3<sup>e</sup> âge, tél. : (93) 35-74-69 - 22-23-36. Chambres tout confort, cuisine et décoration, cuisine familiale, ascenseur, jardin, piscine compl. tél. : 82-83 - 125-130 F.T.T.C.

### Produits régionaux

POISSONS GRAS ET CONFITS DU GERS  
« GERMAINE CASTERAN »  
Vente par correspondance  
100000, 32700 LECTOURE  
Tél. : (62) 68-78-22

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA  
Produit naturel de renommée mondiale.  
Catalogue et tarif M gratuits.  
Demande à STE HELIOLENE, B.P. 37  
SALON-DE-PROVENCE, 13652 Galt.

### Tourisme

A 2 heures de PARIS  
Antérieurement, vacances d'hiver  
EN SARTHE  
Hébergement de qualité en gîte rural, chambres d'hôte et ferme-auberge, ou dans un hôtel « Logis de France ». Spécialités gastronomiques : Erve-Vigre, « 19<sup>e</sup> siècle ». Renseignements : Hôtel de Tourisme, 72000 LE MANS. Tél. : (43) 81-00-01.

### Vins et alcools

GRANDS VINS D'ALSACE  
en provenance directe du vigneron  
Louis SIFFERT Fils, viti-culteurs.  
Tél. : (88) 92-02-77.  
16, rue du Vin, 67000 ORSCHWILLER.  
Tarif sur demande.

Découvrez un HAUT-MEDOC  
LE CHATEAU HILLIER  
Vente directe - Prix franco  
LYCEE J. B. DE LAUNAY, DÉPARTEMENT.  
13000 Blanquefort - Tél. 58-82-27

### Artisanat

Je tricote. Tu sices. Elle crochète. Nous faisons du macramé.  
Fous travailler de vos dix doigts.  
Ils s'approvisionnement tous chez  
**S.A. HEMBISE**  
1, rue de l'Hospice, DÉLÉMONT  
59890 QUESNOY-SUR-DEULE. T. 03 38-20-02  
Choix permanent de LAINES, COTON, MÉLANGE, etc. pour TRICOT MAN et MACRAME, CROCHET.  
Vente en GROS et au DÉTAIL, à DÉLÉMONT ou par correspondance.

### GRAND VIN DE BORDEAUX

Appellation France contrôlée  
GUILLOU-KEREDAN, propriétaire  
Château Les Trois-Croix  
33128 Fronsac  
Demande de tarif.  
Se recommander du journal.

VINS FINS DE BORDEAUX, MÉDAILLES  
conc. agrie. Rouge Blanc Rosé. Bout. ou car-  
t. Tarif sur dem. à Serge SIMON, viticulteur.  
Château Vieux-Mouton, 33141 VILLEGOUDE

CHATEAU LA TITRE DE BY  
Cru Grand Bourgeois 1<sup>er</sup> M  
Bégadan, 33340 Lesparre  
Tél. : (58) 41-50-03  
Doc. et tarifs sur demande

### UN EXCELLENT BORDEAUX

A un prix producteur, franco  
Bout. 1981, 430 F, 60 bout., 960 F  
Domaine de Templey - 33580 PAULLET

GRANDS VINS DE SAUTERNES  
CHATEAU HAUT BOMMES  
Clos Haut Peyraguey, 1<sup>er</sup> cru classé  
J. Pauly, Bommès - 33210 LANGON  
Tarif sur demande. Tél. : (56) 63-51-53.

### CHATEAU SAINT ESTÈVE

d'UCHAUX  
Propriétaire Récoltant  
Grand Vin Fin des Côtes du Rhône  
50 médailles  
OFFRE SPÉCIALE DÉGUSTATION  
sur demande du MONDE  
12 bouteilles  
Chât. St-Estève, rouge  
(1979-80-81)  
A.C. Côtes du Rhône, mise d'origine  
222 F. Livré à domicile  
G. François, viticulteur  
Saint-Estève  
Uchaux, 84100 Orange  
Tél. : (90) 21-21-11

### ACTUELLES

## Tant que la nature humaine...

« ... Ils massacraient ceux de leurs concitoyens qui passaient pour opposants, accusant les uns d'être hostiles au régime démocratique, tuant certains par vengeance privée ; d'autres tombèrent victimes de leurs débauches. La prise de toutes les formes. Comme il arrive en pareil cas, tous les excès furent commis, toutes les horreurs dépassées. [...] »

« A la faveur des troubles, les villes subirent des maux terribles, nombre, tels qu'il s'en produisent, s'en produira toujours tant que la nature humaine restera la même, mais qui peuvent varier d'intensité et de caractère selon les circonstances. Car dans la paix et la prospérité, États et particuliers ont meilleur esprit, parce qu'ils ne sont pas contraincts par dures nécessités. Mais la guerre, où s'efface la facilité de la vie quotidienne, enseigne la violence et modèle la brutalité des faits à l'impulsion de la majorité. [...] »

« La cause de tout, c'était la recherche du pouvoir, par avidité et par ambition. Ces passions engendrèrent de farouches rivalités. Dans les villes, les dirigeants d'un parti ou de l'autre se parlaient de beaux principes : ils étaient pour l'égalité politique des citoyens ou pour une sage aristocratie. A entendre, ils ne servaient que l'intérêt public. En fait, ils luttaient pour tous les moyens pour l'emporter les uns sur les autres, avec une incroyable audace. Leurs vengeances étaient pires encore. [...] Quant à ceux qui entendaient rester neutres, ils tombaient sous les coups des deux camps, pour refus de prendre parti, ou parce qu'on n'admettait pas de les voir en réchapper. »

Cela se passait pendant la guerre du Péloponnèse à Corcyre (Corfou), en 427 avant notre ère, selon le récit de l'historien grec Thucydide dans son livre III, chapitres 81-82.

JEAN GUICHARD-MEILL



# ASSOCIATIONS

## « Reprendre le temps libre aux marchands »

La Confédération générale du temps libre (C.G.T.L.) veut réunir associations, collectivités et coopératives pour répondre aux besoins dans le domaine des vacances... et du travail.

**F**AIRE ensemble... Tel est l'objectif de la Confédération générale du temps libre (C.G.T.L.) (1), créée en 1979, lors du congrès de la Fédération nationale Léo-Lagrange, sur une proposition de M. Pierre Mauroy. L'attitude du nouveau gouvernement de gauche, favorable, on le sait, au développement de la vie associative, offre à ce « syndicat » des capacités d'action élargies pour mener à bien un projet ambitieux : favoriser un vaste regroupement dans lequel les associations pourront compter sur la solidarité active des collectivités locales, des mutuelles et des coopératives.

« Nous n'aspérons nullement à être un nouvel organisme, une sorte d'instance supérieure qui se substituerait aux associations membres », dit M. Frédéric Rosmini, secrétaire général de la C.G.T.L. Nous souhaitons devenir un lieu privilégié de rencontre, une structure opérationnelle dans laquelle, sans abandonner leur identité propre, associations et collectivités procéderont à une

authentique mise en commun de leurs moyens et de leur savoir-faire.

La C.G.T.L. est composée de deux collèges, un pour les collectivités, les mutuelles, les coopératives, et un pour les associations dont les activités touchent à l'animation, au tourisme, à la formation et au secteur sanitaire et social. Toute organisation relevant du « non lucratif » et travaillant à l'amélioration de la vie quotidienne peut adhérer - généralement par le biais de fédérations d'associations - à la C.G.T.L. Elle regroupe aujourd'hui vingt-cinq municipalités et trente-cinq fédérations d'associations.

Quel peut être l'intérêt pour une association d'un tel « mariage » ? « Nous ne cherchons pas à déboucher les petites associations », explique M. Rosmini. Mais la C.G.T.L. peut leur offrir un cadre d'intervention beaucoup plus large. Cette adhésion pourra leur conférer une certaine crédibilité face aux institutions locales, régionales, voire même nationales. Nous apportons une sorte de garantie purement morale face aux organismes offi-

ciels. Une telle insertion dans le réseau peut leur permettre par exemple de se trouver en contact avec des municipalités, des mutuelles à la recherche de prestations de services ou encore de banques coopératives, auprès desquelles elles pourront solliciter aides financières et prêts.

Terrain de rencontre et d'action où l'on devrait voir fleurir les initiatives, la C.G.T.L. envisage à brève échéance de monter un certain nombre d'opérations, notamment en matière de tourisme associatif : pour répondre, comme on le dit au siège de la confédération, « à certains besoins sociaux dans le domaine des vacances et, parallèlement, à l'attente des régions d'accueil, sur le plan économique, social et culturel ».

On va en particulier s'attaquer au marché des voyages, marché sur lequel aucune association n'est actuellement vraiment compétitive. Plusieurs associations spécialisées dans le tourisme social comme Arts et Vie, Arc-en-ciel, la Fédération unifiée des auberges de jeunesse, etc., vont unir leurs efforts et développer leurs capacités techniques, en France qu'à l'étranger, pour offrir des « produits vacances ».

« Nous ne voulons pas que le temps libre continue d'être confisqué par les marchands », lance M. Rosmini.

Autre domaine où la C.G.T.L. souhaite mettre des efforts et des moyens en commun : l'économie sociale, un secteur où les diverses organisations doivent faire preuve de solidarité et rechercher la complémentarité.

« L'économie sociale est une des grandes préoccupations du moment », ajoute le secrétaire général. Si les choses vont aussi vite que nous l'espérons, nous serons de ceux qui seront les mieux placés. Nous pouvons mettre à la disposition des adhérents des administrateurs, des spécialistes, des militants. Des stages, des conférences, ont déjà été organisés à la demande des associations. Et la C.G.T.L. compte poursuivre son action sur ce « créneau » d'avenir dans une société où l'on espère travailler moins et aussi autrement.

MICHEL HEURTEAUX.

(1) C.G.T.L., 14, rue de Provence, 75009 Paris, tél. : 246-42-84.

## DES PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

La rubrique « Associations », publiée dans le Monde Dimanche depuis le 18 avril 1982 (et interrompue pendant l'été) a suscité un vif intérêt. Le courrier reçu en témoigne. Nous avons dû, chaque semaine, sélectionner une dizaine d'informations sur les centaines de recueils qui nous étaient adressés. Parmi nos critères de choix : le caractère novateur, l'intérêt pour le plus grand nombre ou pour la vie associative, le caractère exemplaire de l'information, l'appel au bénévolat.

Les petites annonces - payantes, mais à un tarif très abordable (25 F TTC la ligne) - nous ont paru un moyen de compléter ces informations rédactionnelles. Avec les petites annonces, une association, même modeste, pourra faire largement connaître l'information qu'elle jugera utile.

Les rubriques retenues pour le classement de ces petites annonces sont : appels, convocations, créations, manifestations, sessions et stages. Ces petites annonces devront comporter au maximum 28 signes (caractères, ponctuation, espaces) par ligne. Des abréviations simples sont recommandées.

### ANNONCES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES : Appels □ Convocations □ Créations □ Manifestations □ Sessions et stages □

\* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....

• Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).  
• Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.  
• A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

## BLOC-NOTES

### ACTUALITÉ

#### Pauvreté

Le Secours catholique enregistre chaque année cinquante mille demandes d'aide alimentaire. Les demandeurs : sous-prolétaires urbains, groupes déjà en situation précaire. Le Secours catholique vient de publier les résultats d'une enquête réalisée dans le Rhône au cours du premier trimestre 1982 : la majorité des demandeurs, hommes et femmes, ont entre vingt et quarante ans ; la plupart ne trouvent sous ou en situation de rupture familiale ; souvent avec un faible niveau d'études, la grande majorité ont perdu leur travail - le plus souvent un emploi d'O.S.

\* Secours catholique, 106, rue du Bac, 75431 Paris - Cedex 07, tél. (1) 320.13.14 ; 3, place du Griffon, 69001 Lyon.

#### Faire des journaux d'associations

Bulletins d'associations, journaux locaux, feuilles hebdomadaires, se multiplient. Un centre de formation et de documentation pour la presse associative vient de se constituer. Objectif : permettre aux animateurs d'associations - y compris les lycéens - ou de syndicats qui ont en charge un bulletin ou une petite revue d'en maîtriser la réalisation, de la rédaction à l'impression, et savoir profiter des techniques nouvelles. Animé par des journalistes et des techniciens de l'imprimerie, ce centre organise des sessions de formation sur les différents problèmes.

\* Centre de formation et de documentation pour la presse associative, 17, villa Cerial, 75019 Paris ; tél. (1) 359.71.04.

### INITIATIVES

#### Défense

Les problèmes de défense sont mal connus. L'association Défense et Paix se propose d'in-

former sur les réalités militaires et politiques (défense, paix, désarmement), faire connaître les options en débat. Elle propose des réunions d'initiation et des cycles de formation de recherche sur les divers aspects de la défense - politiques, stratégiques, économiques, psychosociaux et éthiques - la résistance civile, les droits de l'homme et les problèmes de défense, les régimes militaires, l'objection de conscience, les industries d'armement, l'attitude du mouvement ouvrier ou du christianisme, etc. Elle possède aussi un service de documentation spécialisé.

\* Défense et Paix, 23, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 Paris, tél. (1) 281.48.94, les mercredis de 14 à 20 heures, les vendredis de 14 à 18 heures.

#### Divorce et rupture

Le MACIDD, Mouvement d'accueil, de conseil et d'information pour divorcants et divorcées, s'est créé en juin dernier. Il s'adresse à toute personne confrontée à des conflits et une séparation, l'avisant et l'aidant, lui proposant une écoute psychologique et des informations pratiques, juridiques, professionnelles et familiales.

\* MACIDD, tour Béril, 40, avenue d'Italie, 75013 Paris, tél. (1) 588.88.02 (permanence téléphonique le mardi).

#### Jeunes fugueurs

Les crises des adolescents - ou entre les adolescents et les parents - entraînent souvent des fugues. L'association Sauvage de l'adolescence a créé, depuis le début de l'année, un service pour accueillir les adolescents : la Point Jeunes, animé par des éducateurs et des psychologues. Il entend fournir aux fugueurs un moment de répit en leur offrant des conseils et un bref hébergement, et constituer un point de rencontre avec les familles.

\* Point Jeunes, 121, boulevard Diderot, 75012 Paris (métro Nation) ; tél. (1) 347.46.46 (24 heures sur 24).

### Réinsertion de délinquants

Le centre d'accueil Le Varian se propose d'aider les libérés de prison à éviter la récidive, à trouver eux-mêmes une réinsertion sociale, en les aidant dans la recherche d'un emploi et les

démarches administratives, en leur payant, en attendant, une chambre d'hôtel. Il accueille des libérés adressés par les comités de probation comme les associations, ou les travailleurs sociaux.

\* Le Varian, 48 rue de la Santé, 75014 Paris ; tél. (1) 331.95.84 (de 14 heures à 22 heures).

### CONSEILS

## Le règlement intérieur

Les statuts constituent en quelque sorte la loi organique qui fonde une association ; ils fixent le cadre général dans lequel s'exerce le contrat qui lie ses membres entre eux. Si donc ils établissent la loi, le règlement intérieur qu'ils prévoient en est le « décret d'application », puisqu'il va préciser les modalités pratiques de fonctionnement.

Son établissement n'est certes pas obligatoire, mais il présente un certain nombre d'avantages, dont le premier et non le moindre est qu'il n'a pas à être communiqué aux autorités administratives. Le second, qui découle tout naturellement du premier, c'est que les modifications que la pratique conduit à lui apporter n'ont pas, elles non plus, à être transmises à la préfecture.

Signalons toutefois que les associations reconnues d'utilité publique doivent soumettre pour approbation leurs règlements intérieurs et les modifications ultérieures aux ministères chargés de leur tutelle ; leurs dispositions ne sont applicables qu'après cette approbation.

Il n'existe pas de règlement intérieur type qui puisse être copié, mais un certain nombre de principes peuvent être retenus pour leur établissement :

- aucune disposition prévue ne doit être en contradiction avec les principes généraux fixés par les statuts. En cas de doute, ce sont ces derniers qui font loi.

- si sa rédaction est laissée à l'initiative du bureau ou du conseil d'administration, il paraît indispensable de la faire approuver par l'assemblée générale et d'en assurer la diffusion auprès de tous les membres.

Le respect de ces principes étant admis, que va contenir le règlement intérieur ? Les modalités détaillées de fonctionnement des principaux organes administratifs de l'association ; au niveau de l'assemblée générale et de son déroulement, par exemple la pratique du vote par scrutin (nombre, établissement, conditions) ; au niveau du conseil d'administration et du bureau, le détail des fonctions de chacun (celles des réunions, responsabilités réciproques, etc.).

- Les conditions particulières du développement des activités et notamment, lorsque l'association fait appel à des salariés, les rapports entre ceux-ci et les administrateurs, leurs conditions de travail, leurs rapports avec les animateurs bénévoles.

- Enfin les dispositions à suivre pour ses propres modifications.

Dans tous les cas, un règlement intérieur se présentant comme les statuts, article par article, chacun d'eux doit être rédigé simplement et se traiter que d'un seul problème à la fois.

\* Cette rubrique est rédigée par Services associations, association loi de 1901, 24, rue de Procy, 75017 Paris, tél. : 380-34-09.

## Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

## annonces associations

### appels

VIDOMED : transfert des connaissances sur la santé entre la France et le Vietnam.

Animation sur la place, chèque projetable portable 35 mm et fusil de précision à prix raisonnable. Livres pour enfants de moins de 7 ans. Faire offre au : 3, rue de Valenciennes, 57370 Phalsbourg.

Asso 1901 Mérimontant, recherche bénévoles ALPHABÉTISATION. Votations s'adressent. Formation assurée. Tél. à J.-Claude au 246-55-13 le soir, Gilles au 706-00-09 apr.-midi.

Chorale amateurs, Paris (89), cherche voix masculines. Répertoire 20-22 h. 891-39-22.

Particulier offre, de J. S. Bact, prix, bois, pr camping ou stage à association ou groupe, basé sur restaurant de remparts de XIV<sup>e</sup> siècle et rach. Historique.

Assistance technique et matériel assurée. PABROSSAULT. Téléphonez au : 535-78-94, 89, rue Pascal, 75013 Paris.

Une ouverture sur le monde, nous cherchons des familles pour rencontrer un étudiant étranger (travail, sport, week-end, vacances).

Association Université Bordeaux I, II, III, tél. (56) 91-34-24 (poste 636), les lundis, mardis et jeudis, de 15 heures à 18 heures.

Jeune, 16 ans, en difficulté avec son milieu, cherche à me retrouver, plutôt qu'en foyer ou dans le rue, dans un cadre familial. Avec d'autres je suis à JONAS ÉCOUTE : une association qui nous aide à nous en sortir. Pour nous renseigner sur JONAS, sur nous, sur le façon d'être en famille d'accueil : contactez JONAS ÉCOUTE - S.O.S. JEUNES, 18, rue de Châtillon, 75014 Paris, Tél. 545-48-88.

### convocations

ENSEIGNEMENT PUBLIC ET INFORMATIQUE. Assemblée générale le 6 novembre, 14h, Lycee Henri-V, Paris.

### créations

CERCLE DE YOGA CENTRE 13, rue d'Uzès, 75002 Paris. Association loi 1901. Pratique du Hatha Yoga. Cours collectifs.

Adhés. : vers. : 258-81-86. Mais annonce la création de la revue SIC, Solidarité, initiative, convivialité, SIC aborde les questions littéraires au nom d'une gauche ouverte aux citoyens militants. Avec des articles de : T. Jeantet, C. Fautais, M. Perra, G. Roosen, P. Boun, M. Lempereur, 4<sup>e</sup> 30 F an. B.P. 70, 75722 Paris cedex 15.

### manifestations

Chassez le D.U. à Beaulieu, le samedi 23 octobre, dès 16 h, face au Centre G-Fornasiero.

Le Club Condorcet, club de réflexion étudiant, organise un colloque sur le neutralisme en Europe, samedi 23 octobre, à 15 heures, Faculté Paris-8 Dauphine, avec : le général CLODE, P.-A. de la GORCE, P. MALAUD, D. MOISI, E.-G. MARCUS, J. TOUTON. Rens. 21, r. St-Guillaume-7<sup>e</sup>, Tél. 544-60-46.

Associations et le Commerce Colloque National organisé par l'O.S.C.A.R., la FONDA, l'ADELE et le CARNACQ ? à Rennes les 5 et 6 novembre 1982, thème relations associations et municipalités, associations et décentralisation, associations et vie communale. Inscr. : O.S.C.A.R. téléphonez au 091 30-16-49.

Développement social et développement technologique II<sup>e</sup> congrès A.N.C.R. Paris, 3-4 décembre 1982 tout public. Aa, nat. respons. composit. d'action ans. et sociale. A.N.C.R. 01480 ANS/FORMANS.

### sessions et stages

AFCAV, 8, rue Ponacarne, 75013 Paris, tél. 586-67-45, propose stage d'été et sur mesure vidéo, son, photo, diagramme, film, maintenance, graphisme, communication, expression, formation de formateurs. Micro-informatique, traitement de textes. Tarifs spéciaux pour membres d'Associations.

Stage préformation artisan, 15-20 novembre, région Toulouse, pour candidats à création d'entreprise : La gestion : C.E. Bil., pr de rev. et la compa. : ouïl gestion. Rens. et insc. : C.J.A., 10, rue Jardins, 11690 Castelet-Aude, (08) 33-89-84.

Ass. recherche animat. yoga, shiatsu, tchi pr stages W-E. Ecr. CASSIOPEE c/o F.O.L., rue St-François, 20200 Saeus.

Institut Boudhique Trucâm 9 Neufchâteau 81 - Villacort. (6) 014-58-15, ans. la Boudhisme, la méditation Satsophrasana, sem. apr-m. pr francoph.

Ass. prof. de photo organise reunion sœurs (thèmes pol.) pour lycéens term. A. B. Contacter SIMONY, 628-72-78.

VIVRE L'ARGENT. Afin de mieux comprendre et assurer nos relations avec l'argent :

Afin d'être plus à l'aise à son égard : Stage de développement personnel : 23-24/10/1982. Rens. Institut Communication et Argent, 10, rue des Pyrénées, 92500 RUEIL. Téléphonez au : 751-53-04.

Apprendre le bréviaire par correspondance avec OBER. Gwaram Leuven 22310 Pijur.



# AUDIOVISUEL

## La vidéothèque de Marseille : toute la mémoire audiovisuelle d'une région

Les Provençaux apprennent progressivement à se servir d'un instrument encore tout nouveau pour eux : une vidéothèque. Pour la première fois en effet l'Institut national de la communication audiovisuelle (INCA) a accepté une décentralisation complète des archives concernant la « mémoire audiovisuelle » d'une région (en l'occurrence Provence-Alpes-Côte d'Azur) depuis que la télévision existe.

Le premier travail — capital — de l'équipe de six personnes (1) réunies autour d'Henri Dumollié, responsable régional, aura été d'engranger dans l'axe ouest de l'hospice de la Vieille-Charité à Marseille (2), sur quelque mille mètres carrés, tout ce qui s'est produit et tourné (magazines, journaux télévisés, actualités, dramatiques) dans les six départements qui composent Provence-Alpes-Côte d'Azur et ce depuis le 9 octobre 1954, date du premier journal télévisé régional.

Cela représente actuellement quelque quatre mille boîtes métalliques remplies de pellicules provenant du fonds FR 3-Marseille en cours d'archivage, que le fonds de Nice-Côte d'Azur est en train de rejoindre progressivement.

L'idée de base — constituer la première vidéothèque régionale en faisant accepter à l'INCA le relais d'une région et la décentralisation de ses archives — est née des efforts conjugués de la Ville de Marseille, du conseil régional, de FR 3 et de l'INCA lui-même. « Il ne s'agit pas seulement de constituer l'équivalent d'archives

littéraires, explique Henri Dumollié, responsable de l'antenne Sud-Est de l'INCA, et de regrouper le maximum de documents concernant une région, mais aussi d'offrir des salles de production, de montage, d'accueil, de façon que ces documents puissent être consultés, diffusés auprès du public, soit sur place, soit sous forme de prêts. Le patrimoine ainsi rassemblé, rendu public pour la première fois, témoigne de trente années de vie régionale. » Le regroupement de documents naguère dispersés et peu accessibles, désormais protégés, répertoriés, classés, voire restaurés, a permis de mesurer l'utilité d'un pareil travail et l'urgence qu'il y a à prévoir l'ouverture prochaine d'autres antennes régionales. En effet, certains documents se sont révélés fort abîmés par suite de mauvaises conditions de conservation, et même quelque deux cents d'entre eux ont disparu, soit demeurés difficiles à retrouver. Certains ont été purement et simplement subtilisés, ou bien par négligence on n'a pas retourné aux stations régionales ce que Paris avait emprunté pour consultation. La vidéothèque de Marseille est ainsi à la recherche de documents importants sur la destruction du Vieux-Port en 1943, sur Jean Giono à Marnos, ou sur Gérard Philipe à Nice.

« L'INCA explique encore Henri Dumollié, n'est propriétaire des archives que jusqu'à l'année 1975, date de l'éclatement de l'O.R.T.F. En principe les stations régionales peuvent conserver leurs archives propres

pendant cinq ans, délai que nous avons ramené grâce à un accord avec FR 3-Marseille à six mois. Or, pendant cinq ans il peut arriver bien des péripéties à des archives photographiques. Si l'on veut créer d'autres vidéothèques régionales il faudra sans doute prévoir un système juridique qui assure une meilleure protection. »

La vidéothèque régionale de Marseille n'entend pas se cantonner à la conservation des archives TV. Elle se propose de conserver tous documents audiovisuels sur la région et même de fonctionner comme un dépôt légal pour ceux qui le désirent. « Mais notre raison d'être ajoute Henri Dumollié, est d'assurer l'ouverture de la vidéothèque à la diffusion, la consultation et la communication publiques. »

Pour cela les locaux ont été équipés de box individuels avec écrans vidéo et magnétoscopes où les documents sont consultés comme dans une bibliothèque. Il existe également une salle vidéo de soixante places équipée de récepteurs de télévision permettant une projection à une classe, un groupe, aux membres d'une association, et enfin une salle de cinéma équipée en 16 mm et super-8 de quatre-vingt places qui fonctionne comme un ciné-club (rétrospectives d'auteur, semaines sur un thème, etc.). Il est également possible d'y présenter des émissions de télévision en avant-première afin que des journalistes, des professeurs, puissent les visionner et en parler avant leur passage sur le petit écran.

Pour faciliter les recherches, la vidéothèque régionale de Marseille vient de publier un document regroupant quelque deux cents titres sur douze thèmes avec une brève analyse du contenu de chaque émission ou film. Enfin des possibilités de diffusion extérieure sont offertes. Un président d'association, de club, un directeur de maison des jeunes ou de collectivité, peut, au fur et à mesure de leur disponibilité, louer les documents de leur choix. On leur prête le matériel de diffusion. A titre indicatif, il en coûte 211 francs par jour pour un document de une heure quinze minutes.

La vidéothèque régionale intervient également dans des animations liées à des expositions ou des manifestations économiques régionales. « Nous voulons en faire un lieu de rencontre et d'animation, dit Henri Dumollié. Pas un conservatoire. » Une politique que l'INCA souhaite développer en créant d'autres vidéothèques à Lyon, Lille et Bordeaux.

JEAN CONRUCCI

\* Vidéothèque régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille. Tél. : (91) 90-01-30.

(1) Analystes de documents, monteurs, agents d'animation et de diffusion.  
(2) Cet ancien hospice du 19<sup>e</sup> siècle, situé dans le quartier historique du Panier sur lequel a soufflé le génie de Pierre Puget et qui est en cours de restauration, devient un centre pluridisciplinaire accueillant, entre autres, l'École des hautes études et sciences sociales.

## VIDEOCASSETTES SELECTION

### « Mikis Théodorakis »

« La musique est un art bien plus difficile que la politique. La preuve, c'est qu'il y a moins de musiciens dans le monde que de politiciens. Les artistes révolutionnaires sont rares, mais la proportion d'artistes révolutionnaires reste supérieure à celle des politiciens révolutionnaires. » Cette boutade que confie Fidel Castro, son éternel cigare aux lèvres, à la caméra de Nadine Trintignant, pourrait servir d'exergue à cette deuxième cassette vidéo de la collection Témoins.

De la fête de l'indépendance à Cuba, en juillet 1981, aux élections législatives à Athènes en octobre de la même année, Mikis Théodorakis, fidèlement suivi par l'équipe de tournage, raconte son engagement politique aux côtés du parti communiste grec. Du même élan, il justifie son mariage et sa volonté de faire de la musique une chose populaire, accessible à tous : « J'ai dit aux étudiants et aux syndicalistes : Vouliez-vous que l'on fasse de la musique pour vous. N'attendez pas qu'on vous le donne ; prenez-le vous-même. »

Les entretiens sur fond de capitales en ébullition sont interrompues par les répétitions du Carto general, sur le poème de Pablo Neruda. Le tout est terriblement vivant, chaleureux, et Mikis Théodorakis dépeint une force de conviction contagieuse, mais il faut attendre la dernière image pour que le masque de la personnalité publique tombe et que l'on apprenne enfin quelque chose sur l'homme.

« Mikis Théodorakis » — 50 mm — réalisé par Nadine Trintignant et coproduit par FR 3. Collection Témoins distribuée par R.C.V.

### Nouvelles technologies et entreprises

Au moment où l'usage des micro-ordinateurs, des carnets de vidéo, et des machines de traitement de textes se généralise, une société de formation, la Cegos, vient de lancer une nouvelle collection audiovisuelle destinée à sensibiliser les entreprises aux techniques nouvelles. Le premier programme, intitulé « Mutations technologiques et changements dans l'entreprise », s'adresse

notamment aux personnels des services administratifs.

On y explique les trois grandes révolutions qui affectent aujourd'hui le domaine de la communication : le traitement numérique de l'information, l'augmentation des possibilités de stockage et la démultiplication des canaux de diffusion. L'analyse est pertinente, car elle permet ensuite d'expliquer simplement les fonctions des diverses techniques, du micro-ordinateur au vidéodisque en passant par les fibres optiques.

Conçu comme une première étape de la formation, le document audiovisuel est réalisé sous la forme très simple d'un montage de diapositives. Il est disponible en videocassette (V.H.S., 1/2 pouce ou U-Matic 3/4 de pouce), accompagné d'un manuel de l'animateur qui, en quatre-vingts pages, trace un panorama très complet de toutes les nouveautés en matière de bureautique.

« Mutations technologiques et changements dans l'entreprise » (12 mm). Collection Cegos. Produit et distribué par Cegos : tour Chénoucaux, 204, rond-point de pont de St-Vincent, 92518 Boulogne-Billancourt Cedex.

### Bureau

Polygram-védo sort un videocassette cinq films récents de Luis Buñuel : le Voile lacé, avec Laurent Terzieff et Delphine Seyrig. Ces films sont du côté du passé avec Fernando Ray et Cécile Bouquet. Le Charme du diable de la bourgeoisie, avec Fernando Ray et Delphine Seyrig. Le Journal d'une femme de chambre, avec Jeanne Moreau et Georges Géret. Le Fantôme de la berceuse, avec Adrian Asti et Julien Berthelin.

### Films récents

Le Lion du désert, de Mustafa Akkad, avec Anthony Quinn, René Papes, Raf Vallone, Rod Taylor et John Gielgud. Edité et distribué par V.F.P.

Plan sud, de Luc Béraud, avec Patrick Dewaere et Clio Godeau. Edité et distribué par Prosopée éditions.

Guy de Maupassant, de Michel Drach, avec Claude Brasseur, Mimi-Mou et Simone Signoret. Edité et distribué par Prosopée éditions.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## PRATIQUES

### VIDÉO

#### Un vidéo-club au Centre Pompidou

La videocassette fait son entrée dans l'un des temples de la culture. On connaît déjà le service de visionnement à la carte offert par la vidéothèque de la bibliothèque publique d'information, mais il s'agit cette fois de vente et de location de videocassettes. En effet, la librairie Flammarion, installée dans le Centre Pompidou, ouvre au début du mois de novembre un vidéo-club. On y trouvera des films, mais en nombre limité : 400 ou 500 titres sélectionnés dans un cinéma « de qualité ».

Mais la principale originalité de ce vidéo-club sera de se consacrer aux programmes sur l'art. En dehors de la collection Témoins, de Danielle Delorme, et de quelques produits isolés chez R.C.V. et G.C.R., les catalogues français sont assez pauvres en la matière. Dans un premier temps, le vidéo-club aura donc recours aux éditeurs étrangers et, en particulier, aux videocassettes de l'Art Council de Londres. Mais il voudrait devenir aussi une structure d'accueil pour toutes les réalisations d'artistes vidéo, notamment celles produites dans le cadre de l'Institut national de la communication audiovisuelle, de l'école nationale supérieure des arts décoratifs ou du Centre culturel américain. Le vidéo-club du Centre Pompidou sera un premier test pour les éditions Flammarion qui disposent d'un important catalogue de livres sur l'art et songent, comme beaucoup d'autres éditeurs, à entrer sur le marché de la vidéo.

#### Après le mini-V.H.S. le 2000 « baby »

La concurrence internationale entre les constructeurs vidéo se focalise en ce moment sur la miniaturisation des ensembles por-

tables. L'offensive a été lancée par Sony avec son prototype de caméra à magnétoscope intégré, le Videomovie. On a vu un moment que l'ensemble des fabricants allaient se rallier à un standard unique. Mais, peu après, le Japonais Funai présentait une mini-videocassette quart de pouce, baptisée C.V.C. et adoptée par le constructeur américain Technicolor. Plus récemment, la firme J.V.C. a mis sur le marché sa propre cassette compacte, la V.H.S.-C., suivie par un grand nombre de constructeurs japonais. Cette cassette reste, grâce à un adaptateur spécial, compatible avec les magnétoscopes V.H.S. classiques. Un autre adaptateur permet de relier magnétoscope miniature et caméra pour former un ensemble intégré, portable sur l'épaule.

Aujourd'hui, c'est l'Allemand Grundig qui contre-attaque avec la cassette « baby ». Un moment tenté par le format C.V.C., Grundig a finalement développé une cassette compacte aux normes du système V-2000 mise au point par Philips. Elle mesure 108x21x72 mm et permet deux fois une heure d'enregistrement. La cassette « baby » s'utilise dans un magnétoscope miniature (108 x 70 x 210 mm) qui pèse 2,1 kg et sera commercialisé au printemps 1983 au prix de 4 500 francs environ. Cette cassette compacte reste compatible avec les magnétoscopes V-2000 classiques au moyen d'un adaptateur. Réponse des constructeurs européens aux firmes japonaises, la cassette « baby » est aussi un argument de poids dans les négociations complexes qui se déroulent en ce moment avec Thomson. Philips et Grundig essaient de rallier au format V-2000 le groupe français qui commercialise depuis quelques années des magnétoscopes au standard V.H.S.

#### Formation et audiovisuel

Canal Emploi organise du 29 novembre au 3 décembre

1982, à Liège, Interfacs 82, un colloque international et une exposition consacrés à la place de l'audiovisuel et de la télématique dans la formation. L'exposition rassemblera des fabricants de matériels institutionnels et des concepteurs ou éditeurs de programmes de formation. Le colloque abordera les problèmes de production, de diffusion et de langages des médias audiovisuels. Canal Emploi est une institution qui produit des programmes télévisés de formation et les diffuse sur le réseau câblé de Liège qui touche 90 % de la population. Renseignements à Interfacs 82, boulevard d'Avroy 69/71, 4000 Liège.

J.-F. L.

#### L'A.F.P. et les radios locales

Pour mieux s'adapter aux besoins différents de ses clients ainsi que de toute personne ou groupement utilisateur d'informations, l'Agence France Presse diversifie et multiplie ses services. A la distinction des services par secteur géographique a succédé une échelle de services par volume d'informations. Si le « fil » le plus demandé continue à être celui d'environ 140 000 mots, on trouve désormais un service « sélection » de 50 000 mots, destiné particulièrement à une presse écrite, moins dévoreuse d'informations, et surtout, depuis peu, un service « événement » de 10 000 à 15 000 mots, particulièrement utile pour les collectivités locales et les radios libres, quel que soit leur emplacement sur le territoire. Constitué essentiellement de nouvelles brèves sur l'actualité générale, ce dernier service convient bien aux radios, à la fois par sa mesure (de quoi nourrir des flashs successifs à l'antenne ou constituer l'ossature d'un journal pouvant être complété par des nouvelles plus locales) et par son prix modique (l'abonnement revient à 4 000 francs par mois).

L'Agence étudie actuellement la possibilité de créer des services encore plus adaptés aux besoins spécifiques — notamment ceux des médias audiovisuels — et de présenter bientôt une gamme de services « à la carte ».

\* Agence France Presse, 11, place de la Bourse, 75002 Paris.

ANNICK COLJEAN.

### PHOTO

#### Un moteur dans les appareils 24 x 36

En 1978, Konica lançait le FS-1, premier appareil 24 x 36 reflex comportant un moteur intégré pour assurer l'entraînement de la pellicule. Environ un an plus tard, Yashica réalisait à son tour un reflex 24 x 36 à moteur incorporé, le Contax 137. Depuis, aucun autre constructeur n'a suivi, tous ayant préféré laisser le choix à l'utilisateur en lui proposant des boîtiers pouvant recevoir un moteur autonome.

Dans le domaine des petits 24 x 36 compacts, par contre, les fabricants ont finalement adopté la formule du moteur intégré. Depuis quelques mois, en particulier, le mouvement s'est accéléré et chaque marque annonce un ou deux modèles à moteur. L'un des derniers arrivés, le Minolta AF-2 M, réalise un peu le synthèse des caractéristiques de ce type d'appareil : le moteur, alimenté par piles, entraîne le film dès que l'utilisateur a pris une photo et arme l'obturateur ; après la prise de toutes les vues, ce moteur réalise le rebobinage de la pellicule. L'appareil comporte un objectif 2,8/38 mm à quatre lentilles, la mise au point automatique par infrarouge, l'exposition automatique grâce à un obturateur électronique (vitesses de 1/8<sup>e</sup> à

1/430<sup>e</sup> de seconde) couplé à une cellule au sulfure de cadmium et l'exposition automatique au flash (celui-ci étant incorporé). Des signaux lumineux et sonores se déclenchent dès que la vitesse d'obturation atteint le 1/40<sup>e</sup> de seconde ou devient plus lente. L'utilisateur est prévenu de la sorte qu'il est prêt à prendre la photo. Le flash pour obtenir une image nette.

Le Minolta AF-3 M reprend ainsi à peu près les caractéristiques du Canon 35-M.L., sorti quelques mois plus tôt ; celui-ci se retrouve d'ailleurs sur le Chinon 35 F.M.L. (également à mise au point par infrarouge), l'Hanimex 35-M A.F., le Konica C-35 M.F., Autofocus ou le Ricoh A.F.-2 Auto-Winder. Ce type de 24 x 36 gagne le marché et sera pratiquement chez la quasi-totalité des constructeurs d'ici la fin de l'année. La Photo-kina, qui ouvrira ses portes le 6 octobre à Cologne, est l'occasion de présenter ces nouveaux modèles.

ROGER BELLONE.

### HI-FI

#### Nouvelle collection chez Sony

La firme Sony devrait commercialiser avant la fin de l'année les derniers éléments de sa nouvelle gamme de platines de magnétophone à cassette qui comptera six références. La dénomination commun de cette génération est la mise en œuvre d'un nouveau circuit de réduction de bruit, fruit des progrès de la technologie des laboratoires américains Dolby : le type C, qui représente une amélioration sensible des types A et B. Le circuit de réduction de bruit agit en améliorant le rapport signal sur bruit dans les fréquences moyennes et hautes, les plus sensibles. Ainsi le type C est de deux à dix fois

plus performant que son prédécesseur, selon les fréquences considérées. De plus, la gamme de fréquences sur laquelle il agit est plus étendue que dans les cas du type B. Cette amélioration a nécessité l'installation d'une commutation pour que les cassettes enregistrées avec des réducteurs anciens normaux puissent être lues normalement sur ces nouvelles platines.

Le Dolby C agit aussi sur le niveau de saturation dans les hautes fréquences en opérant une compression du signal d'entrée trop puissant et en « compensant » ce même signal dans les mêmes proportions, à la sortie. La compression-expansion engendre parfois un « bruit » appelé « respiration » sur les systèmes qui ne réalisent pas assez vite au brusque changement de niveau d'entrée. Cette nuisance est évitée avec le Dolby C, car son action se tient dans les limites le permettant à l'abri de ce genre de perturbation.

De nouvelles platines d'enregistrement font leur apparition sur certains modèles de la gamme Sony. A l'instar des cellules phonocaptrices pour le disque, les têtes des platines de magnétophone jouent un rôle déterminant dans la qualité d'enregistrement et de restitution du son. Les ingénieurs de Sony ont mis au point un nouvel alliage métallique amorphe qui évite la structure cristalline et offre, de ce fait, des avantages exceptionnels : meilleure sensibilité, faible bruit, meilleure bande passante due à une réalisation électrique d'une seule pièce de soudure, et trois fois celle de l'ancien alliage. Ces nouvelles têtes « Amorphous » sont usinées et assemblées grâce à une technologie d'avant-garde intégrant le laser. Cette famille de platines magnétophone se compose des modèles TC-FX 44, 65, 77, 1010, 500-B, TC-C, 665 et la petite TC-MR-2 à microcassette. Toutes acceptent les bandes métall.

PHILIPPE PELAPRAT.



# ACTUALITE DU DISQUE

## Classique

### « Dalbor » de Smetana

Smetana voulait écrire une œuvre qui répondît aux aspirations nationales de ses contemporains, mélange de revendication de liberté et de fidélité à la mémoire populaire. Sans rien renier de son passé musical (le romantisme wagnérien, les recettes éprouvées de l'opéra italien et, bien sûr, l'esprit de Vienne qui dominait alors), y adjoignant même les révolutions wagnériennes, il choisit, une histoire dont l'analogie avec *Fidèle* a été maintes fois soulignée, mais qui lui permettait de s'inscrire dans l'héritage folklorique. Hélas, le public, qui n'en perçut que les apports étrangers, fit peu de succès à l'ouvrage !

Il est pourtant magnifique de richesse orchestrale, de force d'inspiration, d'écriture vocale enfin. Ce qui risquait d'apparaître comme un assemblage de citations musicales (le leitmotiv et la chromatique de Wagner, la sonate autrichienne, le mélisme italien...) s'intègre, grâce à une maîtrise souveraine, dans une vision une et originale.

Après la version du Théâtre national de Prague, voici chez la même firme, celle de l'Opéra d'Etat de Brno, dirigée par Václav Smetáček. Soulignons la cohérence de cette direction, sa vigueur, sa précision mais aussi sa tendresse. Soulignons l'exploit des deux interprètes principaux (V. Přibyl, déjà Dalbor dans la précédente version, et E. Depoitova) dont le format vocal héroïque, l'engagement dramatique sans réserve et une évidente connivence avec cet univers rendent pleinement justice (malgré quelques moments tendus) à deux rôles d'une écriture terriblement lourde et large.

Une occasion idéale de redécouvrir un territoire splendide de la géographie lyrique. (3 disques Supraphon, 301.298.)

ALAIN ARNAUD.

### Wagner par Zoltan Kocsis

Au jeune et merveilleux pianiste hongrois Zoltan Kocsis, le piano ne suffit pas : il joue aussi de l'orgue, compose, et s'approprie l'orchestre par des transcriptions où il recrée les timbres des instruments par des équivalences extraordinairement subtiles.

Ainsi de ce disque Wagner, où ses propres arrangements (*Prélude de Tristan et Ouverture des Maîtres Chanteurs*) voisinent avec ceux de Liszt (*Cortège des fiançailles de Lohengrin*, *Mort d'Isolda* et *Marche solennelle de Parsifal*). Les couleurs délicieuses de toucher, les silences branchés sur le mystère, l'effusion du cœur dans ces pages pleines d'amour, ajoutent une nouvelle intensité aux enchantements du mage de Bayreuth. *Lohengrin* et *Parsifal* surtout sont des bijoux (Philips, 9500.970).

JACQUES LONCHAMPT.

### La « Symphonie avec orgue » de Saint-Saëns par Karajan

Camille Saint-Saëns aurait dit que, dans sa 3<sup>e</sup> Symphonie avec orgue (1886), il avait mis « tout ce qu'il y avait en lui ». Elle ne correspond guère en effet au portrait que l'on se fait un peu sommairement du compositeur, académique, « objectif » et sceptique. Un véritable souffle l'emporte, que l'on dirait mystique, si le terme n'était réprouvé au compositeur, métaphysique tout au moins. Contemporaine de la symphonie de Franck,

mais la devançant, elle n'est pas moins frémissante, éloquente et inspirée, et toutes deux représentent dignement l'école française naissante en face des symphonies de Brahms et de Bruckner de la même époque. La superbe interprétation de Karajan et de la Philharmonique de Berlin rend pleine justice à Saint-Saëns pendant trois mouvements, malgré une certaine sécheresse crépitante dans le scherzo qui accuse à l'excès l'influence de Berlioz.

L'irruption éclatante de l'orgue de Notre-Dame (tenu par Pierre Cochereau un autre jour...) glisse cependant ce disque par la place qui lui est faite, en donnant au final un côté pompiers tout à fait étranger à ce chef-d'œuvre, où l'orgue (comme le piano) joue le rôle d'un instrument d'orchestre et non d'un soliste. Karajan aurait dû se souvenir de la dédicace à Franz Liszt, que Saint-Saëns venait d'entre-tuer, pour trouver le ton juste de ce final, certes jublant, mais d'une effusion bien plus intime que ce triomphe un peu vulgaire (DG, 2532.045).

J. L.

### « 2<sup>e</sup> Symphonie » de Rachmaninov

A ceux qui aiment les concertos pour piano de Rachmaninov, signalons sa 2<sup>e</sup> Symphonie op.27, qui évolue dans des climats analogues. Les longues mélodies sentimentales d'une effusion assez floue, dans l'adagio notamment, semblent bercer une mélancolie inconsolable. Mais l'on retrouve aussi des pages d'une virtuosité grisante (dans le scherzo), et le final, où pénètrent largement l'air et la lumière, est un paysage joyeux et coloré, presque une sauterie à l'italienne. *Vladimir Ashkenazy*, à la tête du Concertgebouw d'Amsterdam, excelle dans ces paysages de l'âme slave (Tchaïkovsky) et cordique (Sibelius). (Decca, 591.270, BA 372.)

J. L.

### « Dialogues des carmélites » de Poulenc

A beaucoup d'égards, *Dialogues des carmélites* est souvent considéré comme le dernier grand opéra français (sa création date de 1967). Ne serait-ce qu'en raison de l'intelligence intime de la voix — de ses moyens et de son mystère — que Poulenc y impose, et qu'il exprime avec un bonheur absolu d'écriture et d'expression. Mais du coup, les *Dialogues* ne souffrent que des interprètes parfaitement accomplis tant musicalement qu'humainement. Cela explique sans doute la rareté de leur programmation à la scène, comme de leurs enregistrements en studio. Cela confirme, en tout cas, l'importance de cette réédition (1968, la première version française). Notre école nationale y brille de ses derniers feux (Denise Duval, Denise Schaeffer, Régine Crespin, Xavier Depraet et Rita Gorr qu'on « annexa » avec fierté) et de tous ses atouts : construction rigoureuse du phrasé, clarté méticuleuse de la diction (l'équilibre subtil entre voyelles et consonnes), sobriété dans les effets, et surtout, cette élégance naturelle qui, de Rameau à Berlioz, trace l'identité de cette tradition aujourd'hui quasiment disparue.

Sans doute peut-on regretter parfois certains manques de fi-

nesse dans la direction de Pierre Dervaux, à la tête de l'Orchestre de l'Opéra de Paris, excusables hésitations des débuts. Mais, dans son intégrité, sa cohérence et aussi sa spiritualité, cet enregistrement pose un jalon incontournable dans le catalogue lyrique. (3 disques EMI, 163.12801.)

A. A.

ERRATUM. — Dans notre panorama des « Souscriptions de l'automne », chez C.B.S. (le Monde-Dimanche du 12 septembre), nous avons indiqué par erreur que l'italien *Liederbuch* de Wolf, par Ely Ameling et Tom Krause, ainsi que le coffret Schoenberg, dirigé par Boulez (*Echelle de Jacob*, *Erwartung*, *Die Main* heureuse, les *Symphonies de chambre*, etc.) étaient des rééditions, alors qu'il s'agit d'enregistrements nouveaux.

## Jazz

### BEN SIDRAN « Old Songs for a New Depression »

Voilà un nom qui ne vous dit peut-être rien, mais vous ne l'oublierez plus une fois que vous aurez entendu ce disque. Ben Sidran est juif, new-yorkais, et j'imagine que, si Woody Allen savait chanter et jouer du piano, il sonnerait comme lui. Sauf que Ben Sidran est beaucoup plus moderne et n'aurait pas joué de la clarinette diabolique au Michael's Pub le lundi soir, pendant que Mia Farrow portait Kierkegaard à la maison. Il est vrai que lui ne se prend pas pour Bergman. Juste pour un musicien de jazz, style Bob Dorough, voilà une référence : les vrais chanteurs de jazz, on en a vite fait le compte aujourd'hui (éoutez-y Bobby McFerrin, un nouveau don on en fera).

Ben Sidran, donc, c'est ce genre de type : quand le monde se montre décidément antipathique et que sa petite amie en rajoute, lui se tourne vers la musique.

Il chante ça très bien : *Turn to the music*, c'est la seule chose sur quoi on peut toujours compter. Il aime les pianistes, il les énumère tous, de George Shearing à Wynton Kelly, en passant par Bud, Art, Fats, Errol, Thelonious et les autres, sans oublier Dodo Marmarosa et Barry Harris ; il leur rend hommage en swinguant autant qu'eux : *Piano Players*. Il aime les vieux qui vont à la pêche tout seuls en supplantant leur pipe, il les chante, c'est émouvant : *Old Folks*. Il rêve de vie facile : *Easy Street* ; il rêve de se tirer de tout ce merdier : *Let's get away from it all*.

Il s'amuse quand même : *Making Whoopee*. Mingus lui manque : *Nostalgia in Times Square*. C'est un type adorable, Ben Sidran. Et puis il choisit bien ses musiciens : Richie Cole à l'alto, Bobby Malach au ténor, Marcus Miller à la basse, emprunté à Miles Davis.

Enfin, il a l'humour qu'il faut quand les temps s'annoncent durs. Ecoutez ces « vieux airs pour une nouvelle dépression » :

quarante minutes de plaisir pur, c'est déjà ça de gagné. (Antilles 6313 332, Phonogram.)

### KENNY DORHAM « Quiet Kenny »

Nietzsche disait de se méfier des gens modestes, parce que, la plupart du temps, ils ont de bonnes raisons de l'être. Modeste, Kenny Dorham l'était certainement sans raison. A force de discrétion, il avait réussi à se faire sous-estimer même des gens qui l'appréciaient. Et puis il est mort comme on quitte une réception sans dire au revoir, pour ne pas déranger. Si bien qu'il est aujourd'hui presque oublié, ce magnifique trompettiste qui commençait sa carrière avec Charlie Parker et fit partie des premiers Jazz Messengers avant de rejoindre Max Roach pour remplacer son cadet Clifford Brown.

Il est pourtant, avec Dizzy Gillespie, Fats Navarro et Clifford Brown, l'un des quatre grands de la trompette bebop. Miles Davis représentant un cas à part. De Miles, il a la douceur, la noblesse et le sens harmonique sans défaillance. Meilleur technicien, formé d'abord au piano, ce qui lui permet de développer de longues phrases sinueuses qui collent de près aux accords de passage, à la manière d'un guitariste comme Wes Montgomery, qui avait lui-même beaucoup joué de piano, il est surtout un mélodiste dont chaque phrase vous pénètre d'une mélancolie seraine et virile.

Quiet Kenny, Kenny le tranquille, le titre résume parfaitement la musique méditative offerte dans ce disque enregistré en 1957 avec une simple section rythmique composée de Tommy Flanagan au piano, comme toujours accompagnateur de rêve, Paul Chambers à la contrebasse et Art Taylor à la batterie. Voilà bien le jazz des années 50 dans ce qu'il a de plus gratifiant : sésé, détendu, inventif, émouvant, animé d'une force — comment déjà ? — tranquille. (New Jazz 8225, distribution Carrère.)

MICHEL CONTAT.

## Rock Variétés

### BRUCE SPRINGSTEEN « Nebraska »

Là-bas, dans le New-Jersey, sans doute chez lui, juste une guitare et sa voix devant un Teac Tascam Series, un quatre pistes à cassette. Juste sa voix qui zigzague autour des mélodies de sa guitare acoustique, et parfois un harmonica qui gémit, ou une basse qui secoue, ou l'écho de sa voix, encore, en re-recording. Des ballades, country, folk, blues ou rock, selon, poignantes, toujours, et dépourvues. Toutes nues.

Pas un disque impressionnant, mais un disque juste, et simple. Il fallait oser le faire, ce disque, et c'est bien que ce soit lui, Bruce Springsteen, qui l'a fait. Le boss. Et, d'ailleurs, qu'aurait-on pu es-

pérer sinon un autre disque de Bruce-Springsteen-premier-suit-parade, le cas échéant ? On sait dans quel état de doute et de confusion il enregistre un disque. Près de trois ans lui ont été nécessaires pour venir à bout de *The River*. Toujours ce besoin de se surpasser, de faire mieux, et comment ne pas craindre le point-limite quand on est le meilleur ?

*Nebraska*, presque un disque de rédemption, un disque de transition en tout cas, comme un répit, loin de la machinerie infernale, sans l'énorme groupe, en solitaire. Un livre ouvert sur l'Amérique, de l'autre côté du rêve, les petites gens, les petites vies, les petits destins sur les grandes routes. Mais, de l'autre côté, c'est aussi et encore le rêve, qui tourne au cauchemar. Et toujours les mêmes thèmes, les mêmes décors, les mêmes obsessions, les mêmes nécessités : la famille, les femmes, le boulot, les voitures, les autoroutes et, au bout du tunnel, la solitude, encore.

Il chante l'Amérique, Springsteen, profonde et banale, celle des manufactures qui ferment leurs portes, du chômage qui pointe et des petits bleus qu'on rêve de quitter pour un avenir improbable, celle des petits riens qui font tout un monde, et il la chante juste et vraie et simple, comme Faulkner ou Steinbeck l'écrivaient. L'histoire de ce type, par exemple, qui a descendu dix innocents juste pour se payer du bon temps : « *Il s'est déclaré inapte à vivre, ont dit que mon âme devait haïr dans le grand vide, ils voulaient savoir pourquoi j'ai fait ce que j'ai fait. Ben, M'sieur, je suppose qu'il y a simplement de la méchanceté dans ce monde.* »

Alors, avec ses chansons qui jouent dans les juke-boxes de tous les snacks d'un bout à l'autre du pays, qui résonnent dans les cabines des trucks sur les highways, avec les chroniques de ces âtres paumés qui, par lassitude, se retrouvent tout à coup du mauvais côté — ces héros de faits divers, — on comprend pourquoi, là-bas, en Amérique, ils l'ont surnommé le Boss. Parce que ses personnages sont comme eux et que, en les mettant en chansons, il donne à leur anonymat une identité.

Et aussi parce qu'il leur ressemble, lui, Springsteen, un fils de l'Oncle Sam, et le petit frère de tous. Il le sait capable de prendre une voiture et de rouler toute la nuit, la cigarette au bec. Mais, surtout, il sait que, si d'aventure ils le rencontrent dans un bar d'Asbury, ils pourront lui taper sur l'épaule et lui dire : « Comment va, Bruce ? ». Alors il les invitera à boire un coup tout en parlant de leur femme et de leur foyer, comme s'ils se connaissaient depuis toujours. Un frère ne vous trahit jamais (CBS, 25100).

### ELLI ET JACNO « Boomerang »

Elle, c'est Elli Medeiros, la voix, les percussions et les textes ; lui, c'est Jacno, la guitare, les claviers, la basse, les synthétiseurs, les percussions, la batterie, les secondes voix et les compositions. C'est écrit sur le verso de la pochette. A l'intérieur

de la pochette, il y a une photo qui les montre brandissant le drapeau de l'Uruguay, et à côté de la photo un extrait de l'hymne national de l'Uruguay qui termine l'album, en espagnol dans le texte. On se dit qu'ils forment un joli couple. En écoutant le disque, on s'aperçoit qu'elle chante plutôt mal et qu'il ne joue pas vraiment bien, qu'ils fonctionnent par gimmicks et qu'ils tirent sur la ficelle d'un disque répétitif.

On pourrait s'en arrêter là, s'il n'y avait pourtant quelque chose comme une fraîcheur instantanée qui flatte l'oreille et qui insidieusement vous trotte dans la tête. Ils ont ce talent. Elli et Jacno, des roulemelles faciles et obéissantes. Une espèce d'insouciance adolescente, accentuée par des textes faussement naïfs, qui peut irriter un premier temps, mais qui finit par convaincre malgré soi. Des dilettantes doués, en somme, qui ont le mérite de s'exprimer sans complexes. Au fond, le principal est qu'ils aient l'air de s'amuser et d'en avoir les moyens puisque leurs disques sont des succès. Au pie, on peut leur reprocher de se faire plaisir, au mieux les remercie de faire le nôtre (Celluloid, distr. Vogue, CEL 541001).

### THE STRANGLERS « The Collection 1977-1982 »

Comme son titre l'indique, ce disque réunit des morceaux empruntés aux différents albums enregistrés par les Strangers de 1977 à 1982. Un survol rapide et instructif pour qui ne connaît pas la discographie des hommes en noir. Un groupe essentiel du rock anglais, l'un des plus radicaux, qui s'est imposé grâce à un succès de premier plan comme l'ennemi public n° 1 de l'établissement britannique. Un rock solide et inaltérable, au lyrisme majestueux, servi par des compositions farouches et des textes caustiques, qui fustigent les institutions et supportent une conscience sociale aguerrie (Pathé Marconi, 83327).

### MAGAZINE

#### « After the Fact »

Une autre compilation, celle d'un groupe défunt qui a eu, entre 1977 et 1981, une place à part dans le rock anglais, qui tenait à la personnalité singulière de son leader, Howard Devoto. Magazine produisait un rock intelligent, qui avait fibre allure, avec des chansons construites rigoureusement. Les interventions incisives, les sonorités métalliques ou les envolées éthérées délimitaient l'espace des compositions avec détermination tandis que les échos tendus et glacials répondaient à l'inspiration catégorique et à voix inquiétante d'un chanteur surprenant. (Virgin, 204 849).

### CAPTAIN BEEFHEART AND THE MAGIC BAND « Ice Cream For Crow »

C'est toujours avec une espèce de plaisir pervers que l'on découvre un disque du Capitaine Cœur de Bouf et de son groupe magique. Sa folie et sa déraison, ses compositions acétées et ses sonorités tirillées, ses gargouilles humides, sa voix d'outre-tombe qui râcle les fonds de gorge et ses textes délirants qui fouillent les fonds de poche. Auprès de lui, Tom Waits est une voix de tête, et sa musique ressemble à celle d'un enfant de chœur. Il n'existe simplement rien de comparable à ce que fait Captain Beefheart, et on peut en rendre grâce au ciel, car on n'en supporterait pas deux comme lui (Virgin, 204 857).

### JERMAINE JACKSON « Let Me Tickle Your Fancy »

Parallèlement à la carrière des Jackson et à l'instar de son frère Michael, Jermaine Jackson enregistre en solo. Son précédent album était produit par Stevie Wonder, celui-ci l'est par Barry Gordy. Sans avoir l'aisance ni la classe de Michael, Jermaine Jackson fait bonne figure avec un funk détonnant qui s'est rodé à la meilleure école (Vogue, 542 026).

ALAIN WAIS.

Parmi nos Offres Spéciales

**MONTEVERDI : Vespro**  
M. CORBOZ  
NOUVEL ENREGISTREMENT  
1 coffret 2 disques / 2 cassettes.

**CORELLI : 12 Concerti Grossi op. 6**  
C. SCIMONE  
1 coffret 3 disques / 1 cassette d'extraits

**RAMEAU : Castor et Pollux**  
ENGLISH BACH FESTIVAL  
1 coffret 3 disques

**MEYERHOFF : Concertos pour piano**  
F.-R. DUCHABLE/J.-P. WALLÉZ  
1 disque / 1 cassette

**HAYDN : La Création**  
A. JORDAN  
1 coffret 2 disques / 2 cassettes

Sessions de formation :  
**Le plan comptable révisé**  
Calendrier et informations sur simple appel :  
**265.46.31**

- Stages de formation professionnelle continue.
  - Formation en Entreprise.
  - Séminaires.
  - Cours du soir.
- Enseignement à temps complet
  - Préparation aux examens d'Etat.

Gestion  
Fiscalité  
Comptabilité

SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE  
67, boulevard Haussmann  
75008 PARIS  
Tél. : 265.46.31

**JERMAINE JACKSON**  
**« Let Me Tickle Your Fancy »**

Parallèlement à la carrière des Jackson et à l'instar de son frère Michael, Jermaine Jackson enregistre en solo. Son précédent album était produit par Stevie Wonder, celui-ci l'est par Barry Gordy. Sans avoir l'aisance ni la classe de Michael, Jermaine Jackson fait bonne figure avec un funk détonnant qui s'est rodé à la meilleure école (Vogue, 542 026).

ALAIN WAIS.



## Un pèlerin du Moyen Âge

par BILGE KARASU



FRANÇOIS RETALI

**A**U début, au milieu, à la fin de tout, il y a l'image de l'homme avec sa bête cachée dans sa ceinture. Tout se condense, s'ordonne, s'anime, se défait autour de cette image.

C'est l'image d'un pèlerin du Moyen Âge. Un pèlerin du Moyen Âge emmitouflé dans sa bure, aux gros pieds nus violacés, dont les yeux disparaissent sous un bonnet, qui, en s'usant, a perdu son abstraction première et pris la forme de son crâne. L'homme a rapetissé dans le froid, jusqu'à n'être plus que bosse et ceinture. Il semble bien décidé à ne pas passer la nuit dehors, dans les ténèbres qui succéderont à cette lumière qui lui vrille les yeux, car il marche vers le lointain caravansérail aux allures de chameau accroupi, là-bas, au pied de la colline. S'il peut y parvenir, même à la tombée du soir, et trouver sous une muraille un coin où se blottir, il s'en contentera.

Au crépuscule, ce pèlerin n'aura toujours pas réussi à atteindre la porte du caravansérail. La poussière que ses pieds las soulèvent lui monte maintenant jusqu'à la taille. Il est le seul voyageur sur cette route. Elle ne poudroie qu'autour de lui. Parfois on dirait qu'il sursaute, qu'il tressaille. Mais il est le seul à savoir que ces sursauts, ces tressaillements, ne sont pas dus au froid de la steppe qui s'installe avec la nuit ni aux contractions de son estomac, où pas une miette de pain n'est entrée depuis l'aube. Lui seul peut reconnaître les griffes, les crocs qui trouent sa bure, râclent sa peau et entament sa chair ; ce déchirement, cette perforation lancinante.

Car personne encore ne l'a vu transporter dans les plis de sa ceinture l'animal au pelage rosâtre, mi-gerboise, mi-man-gouste, rongeur par les dents, carnassier par les ongles. Dans sa jeunesse, alors qu'il passait la nuit dans la grotte qu'il avait découverte tout en haut d'une montagne, la bête s'était glissée sous sa ceinture, et depuis tant d'années il la garde avec lui. Il l'a battue sans parvenir à la chasser, l'a fuie sans pouvoir s'en débarrasser, mais ne s'est jamais résolu à la tuer. On ne peut pas vraiment dire qu'il ait partagé avec elle sa pitance. Jusqu'à présent, la bête n'a eu droit qu'au tiers de son pain. Elle ne le harcèle que lorsque son ventre crie famine, comme maintenant. Le pèlerin est tellement habitué à vivre en sa compagnie qu'il ne s'étonne même plus de son immortalité.

Et, ce soir, outre le gîte, il lui faut trouver à tout prix un morceau de pain. Voilà des jours qu'il marche sur la steppe. Il ne lui reste plus la moindre miette dans sa besace.

Quant à ceux qui s'apprennent à passer la nuit dans le caravansérail, ce sont des hommes d'une autre époque. Une bande tapageuse de voyageurs nantis. Enfermés dans des engins métalliques courts sur pattes et rapides comme le vent, ils ont échoué dans cette halte désolée de la steppe, où la seule monture connue est le chameau. Ils ont envahi la cour avec leurs véhicules, puis se sont attribué toute la place disponible pour dormir. Ils doivent être épuisés, car tous ont dévoré les provisions de leurs sacs et, sans plus attendre, sont allés se coucher.

Le pèlerin arrivera au caravansérail bien après la tombée de la nuit et la fermeture des portes. Il vit à une époque où les portes, une fois fermées, ne se rouvrent pas jusqu'à l'aube. Les nouveaux arrivants, eux, vivent dans un siècle où l'on ne com-

prend plus que des portes ne puissent s'ouvrir pour faire entrer quelqu'un, ou au moins le laisser sortir.

Le pèlerin est devant la porte, mais dehors, dans le froid. Voilà ce qu'il a constaté, avant que la nuit ne tombât complètement : le caravansérail, qui sous son regard scrutateur paraissait depuis la matin adossé au flanc de la colline, est situé en fait bien en dedans, à découvert. Il ne trouvera pas d'abri dans ce cas. Car il n'y a pas le moindre souffle de vent. Juste un froid pénétrant qui le cerne de partout, le tasse, le plaque au sol... Qu'il fasse ou non les cent pas devant les portes obstinément closes. Les griffes de la bête labourent sa chair. Encore un peu et elles atteindront ses entrailles. Il faut coûte que coûte la nourrir, sinon, il aurait beau la rouer de coups, l'attraper par le collet et la jeter au loin, ce serait en pure perte. Pendant longtemps il a tenté ce genre d'expériences, pour finir par y renoncer.

Il va se réfugier dans l'un des renforcements à voussures qui flanquent la porte de chaque côté.

Tous les hôtes du caravansérail dorment sur des lits en bois qui ont plutôt l'air de tables. Ils sont couchés à même les planches. Sur eux, des couvertures qu'ils ont sorties de leurs véhicules métalliques et dont certaines ressemblent à des écorces. L'un des lits n'est pas occupé, mais la couverture a été jetée au bout et roulée en tapon. Son occupant n'a sans doute pas pu trouver le sommeil. Il s'est levé, et maintenant il rôde dans l'obscurité.

Il a d'abord erré parmi les dormeurs, puis, sortant dans la cour, a observé les sentinelles. C'est un homme encore jeune. Il n'a pas un seul cheveu blanc, son dos n'est pas voûté, il se tient bien droit. Mais, puisqu'il n'a pas réussi à s'endormir, il ne doit plus être dans sa prime jeunesse.

C'est lui qui a vu le pèlerin solitaire faire poudroyer la route dans le rougeolement du soir. C'est lui qui a prévenu le maître du caravansérail qu'il venait d'apercevoir un homme arrivant par la route, et l'a supplié de retarder un peu la fermeture des portes. Mais le maître du caravansérail vit à la même époque que le pèlerin. Pour lui, impérativement, il faut que les portes soient fermées avant que le soleil ne s'abîme sous l'horizon. C'est la consigne qu'il a reçue. Un point c'est tout.

L'homme cherche le moyen de faire entrer le pèlerin, qui a dû finir par arriver devant la porte. C'est pourquoi il guette les sentinelles.

Pour introduire le pèlerin, il doit trouver la brèche qui s'ouvrira des années, des siècles plus tard dans le mur du caravansérail. Or, pour le moment, la seule partie endommagée est la face interne de l'un des pilastres soutenant la tour du maître, en plein milieu de la cour.

Il rôde. Il se faufile sous les voûtes, rasant les parois pour ne pas être vu des sentinelles. A la fin, à force de longer des murs aussi solidement construits que les remparts d'une citadelle, il trouve ce qu'il cherche.

Bizarrement, le terrain s'est quelque peu affaissé à la jonction des murs latéraux de la cour et du corps de bâtiment principal, provoquant le léger décalage d'une pierre au ras du sol. Mais il faudra des siècles avant qu'une brèche n'apparaisse. Et, depuis qu'avec ses amis il a franchi la porte du caravansérail, sur cet immense plateau entouré de montagnes,

l'homme s'est laissé enfermer dans une autre époque, celle des lieux, celle du pèlerin qui attend dehors et, comme lui, doit trembler de froid.

Mais... Soudain... Il restera cloué sur place, car une brèche de la taille d'un homme s'ouvrira à travers la muraille, et l'individu habillé en pèlerin se glissera dans la cour en bredouillant d'une voix empoisonnée.

L'homme, pour comprendre ce balbutiement, tentera de le déchiffrer comme un texte ancien. Et, tandis que le pèlerin s'éloignera silencieusement vers la porte du dortoir, il essaiera de le rattraper au pas de course, tout en lui prêtant ces paroles :

« Les murs me paraissent infranchissables, mais, à force de chercher, j'ai découvert cette brèche. Elle n'y était pas à mon premier passage. A croire qu'elle s'est ouverte depuis ! » C'est pourquoi maintenant le pèlerin rend grâce au ciel.

Quand il le rejoint, le pèlerin est en train de regarder autour de lui, comme s'il cherchait quelque chose. Il doit avoir

faim, se dit-il. Il court vers son lit, fouille dans un sac, et revient lui tendre une petite miché garnie de viande et de fromage, que protège une enveloppe transparente...

Le pèlerin, au lieu de porter le pain à sa bouche, l'a dirigé vers sa ceinture. Un museau en-cadré par deux pattes a pointé au travers des plis poussiéreux de l'étoffe. L'arrière-train de la bête est resté invisible. Mais le pain a lentement disparu entre les pattes et le museau.

L'homme, ébahi, regarde le pèlerin. Celui-ci se tait, les yeux fixés sur la bête en train de manger. Mais à présent elle semble rassasiée, car elle s'est retirée sous la ceinture. Une parcelle de pain est tombée par terre. Alors, le pèlerin se baisse, la ramasse, souffle dessus et la porte à sa bouche. L'homme tend une autre miché au pèlerin. Il la prend sans mot dire, s'assoied sur un banc de pierre au pied du mur et se met à manger, lentement, laborieusement. Il ne doit plus lui rester une seule dent.

Les ronflements des dormeurs montent par vagues et puis s'apaisent. Les vents souffleraient-ils ainsi dans ces parages ? Le pèlerin mastique. L'homme le regarde.

Ensuite, l'homme trouve le clair de lune trop faible. Il repassa sous la voûte, pénétra dans le dortoir, alla jusqu'à son lit, prit une lampe dans son sac et revint auprès du pèlerin. A pas décidés, en éclairant son chemin.

Sous la lumière jaune, il se mit à dessiner le pèlerin machant son pain. Avec ses mains. Dans le vide. Avec ses mains, avec ses doigts, dans le vide, il dessinait le pèlerin en le fixant du regard. A mesure que son croquis prenait forme, le modèle peu à peu s'aplatissait derrière les lignes tracées.

L'homme, ayant sans doute décidé que son dessin était achevé, posa par terre la lampe qu'il tenait serrée entre ses genoux, saisit le pèlerin devenu tout plat, puis l'étendit sur le sol comme s'il voulait l'encadrer. Dans la lumière incidente de la lampe, il se demanda où il allait signer et sortit de sa poche une sorte de burin long comme une brochette. L'appuyant sur le flanc du pèlerin, il ébaucha sa signature. Alors se produisit une chose à laquelle il ne s'attendait vraiment pas. Il n'avait pas encore achevé de signer que le pèlerin ouvrit sa bouche édentée et, sans se redresser ni même bouger d'un pouce, fut pris d'un accès de toux déchirant. L'homme retira vivement son burin. Le pèlerin continua à tousser. La quinte se transforma en vomissement. Le pain qu'il avait mastiqué se répandit par terre autour de son visage. Ensuite, il vomit du sang, de sombres caillots, puis tous ses poumons en morceaux sanglants et noirs.

L'homme, épouvanté, s'éloigna à toutes jambes. Dans sa fuite, il n'oublia pas de prendre sa lampe avec lui. Il se jeta dans son lit et remonta même la couverture sur sa tête. Quand son émoi sembla donner des signes d'apaisement, il put prêter l'oreille du côté de la cour. La toux avait cessé. Les hoquets étaient plus espacés. A leur tour, ils s'arrêtèrent. Peu après, il eut l'impression d'entendre des pas approcher. Une peur enfantine, longtemps réprimée, se révéla en lui : « Si le maître du caravansérail vient par là, il verra ma signature et m'accusera... » Les hommes, ou plutôt les pas, s'éloignèrent. Ce devait être la patrouille de nuit. Il fut soulagé. Dehors, tout était calme. Ce qui venait d'avoir lieu dépassait l'imagination. Il croyait presque avoir rêvé.

Mais... Soudain... Des pointes aiguës se plantèrent dans une de ses jambes et se mirent à grincer le long de sa cuisse. Il n'eut pas à regarder pour comprendre ce qui lui arrivait. Criant à tue-tête, il tenta de toutes ses forces d'étrangler l'animal. Ceux qui furent réveillés accoururent. Le maître du caravansérail se précipita avec la patrouille de nuit. Ils eurent toutes les peines du monde pour arracher la bête cramponnée à la hanche de l'homme. Le sang suintait à travers son vêtement déchiré. Il se leva et leur emboîta le pas. Ils passèrent sous la voûte. Il ne put rien voir à la lueur des lanternes et des torches, ni sur le banc, ni par terre, ni aux alentours. Pour faire lâcher prise à la bête, on lui avait passé une corde autour du cou. Et, maintenant, elle pendait au bout, inerte. Quand ils arrivèrent dans la cour, celui qui tenait la corde la fit tourner plusieurs fois au-dessus de sa tête et envoya l'animal en

l'air, comme on lance un caillou avec une fronde. Celui-ci, la corde au cou, survola le mur et disparut. Puis le maître du caravansérail renvoya tout le monde se coucher.

Le lendemain matin, quand ses compagnons reprirent la route, l'homme ne partit pas avec eux. Ils eurent beau insister. Ils ne purent le convaincre. Il déclarait qu'il lui serait impossible de franchir la porte du caravansérail. Après avoir parcouru la région, ses amis compaient regagner une grande ville du voisinage. Ils décidèrent de s'y retrouver cinq jours plus tard. Ensuite, ils se quittèrent.

L'HOMME demeura au caravansérail quatre jours et quatre nuits. Au matin du cinquième jour, il monta dans son véhicule métallique et, après avoir fait ses adieux à tout le monde, franchit la porte. Il pensait arriver en fin de matinée dans la ville où il devait retrouver ses amis.

Une fois sorti du caravansérail, tandis qu'il bifurquait pour rejoindre la grande route, quelque chose bondit de derrière un rocher et tomba comme la foudre sur ses genoux. La bête, assise, se glissa dans sa poche, sans lui faire aucun mal cette fois. Ils s'engagèrent sur la grande route. L'homme atteignit la ville vers midi, en proie à l'idée fixe que des griffes pouvaient à tout moment lui transpercer le ventre. Mais il ne se passa rien. Dans la poche de son mince blouson d'été, il n'y avait qu'une grosseur de la taille d'un mouchoir roulé en boule.

Quand il rejoignit ses amis, personne ne se douta que la bête se trouvait dans sa poche. Il était décidé à accomplir ce que le pèlerin n'avait pas osé faire. Au premier coup de griffes, il plongerait la main dans sa poche, en sortirait la bête et l'étranglerait devant ses amis ; eux qui, cette nuit-là, lui en avaient voulu d'être réveillés par ses cris, qui ne pensaient qu'à le persifler pour avoir été troublés dans leur sommeil et qui le ridiculisaient en attribuant à un ébranlement nerveux son refus de quitter le caravansérail. Si elle en réchappait, il l'égorgerait avec le premier objet tranchant qui lui tomberait sous la main, ou bien lui fendrait le crâne à coups de pierre.

Il attendait. La bête ne faisait rien. Mais, chaque fois qu'à l'assaut de tous il passait furtivement la main sur sa poche, il pouvait sentir sa chaleur, son souffle.

Il attendait. Il finit par comprendre, au soir de cette journée, que pour se débarrasser d'elle, l'étrangler, l'égorger ou lui fracasser la tête, il était inutile d'attendre qu'elle le fit souffrir. Il fallait être fou pour agir comme s'il pensait la garder toujours dans sa poche. Bien qu'il ignorât pourquoi et depuis quand le pèlerin la traînait avec lui, il s'était imaginé que cela avait duré toute sa vie. Et lui se comportait maintenant comme si telle était son intention.

(Lire la suite page 7.)

BILGE KARASU est né en Turquie en 1930. Outre sa carrière universitaire (il enseigne la logique à l'Université d'Ankara) et ses activités de traducteur (il a traduit en turc des œuvres de S. de Beauvoir, de W. Faulkner, de D.H. Lawrence), il publie depuis vingt ans romans, récits, nouvelles et contes qui lui ont valu dans son pays les plus hautes récompenses littéraires : entre autres, la Mort dans la Troie, au soir d'une longue journée ; la Jardin des chats trépassés (d'où est extraite cette nouvelle, premier texte de l'auteur à être traduit en français).